ANNEXES

ANNEXE 1
VUES SUR LE PEROU

REVUE DE PRESSE
2012-2014

1. SUR LE BIDONVILLE DE LA NATIONALE 7 À RIS-ORANGIS :

- *À Ris-Orangis, la politique anti-Roms du PS*, Carine Fouteau, **Médiapart**, 24 octobre 2012
- *Roms, le harcèlement des policiers de l'Essonne*, Carine Fouteau, **Médiapart**, 29 octobre 2012
- *Dragomir, Rom de 25 ans, 0 à 70 euros par jour dans un bidonville*, Camille Polloni, **Rue 89**, 11 décembre 2012.
- *PEROU (Pôle d'exploration des ressources urbaines) pour les enfants sans abris de Ris-Orangis*, Jean-Jacques Mu, **Médiapart**, 13 décembre 2013.
- *Roms : la Mairie de Ris-Orangis interdit une fête de Noël*, Carine Fouteau, **Médiapart**, 22 décembre 2012.
- *Ici c'est le PEROU*, Marianne Dautrey, **Mouvement**, 22 décembre 2012.
- *Un bidonville rom brave une interdiction de la mairie pour fêter noël*, Alice Géraud, **Libération**, 23 décembre 2013.
- *Le bidonville maintient sa fête malgré l'interdiction du Maire*, **Le Parisien**, 24 décembre 2014.
- *Une «ambassade» inaugurée*, Simon Gourru, **Le Républicain**, 27 décembre 2012.
- *Une expérimentation au bidonville rom de Ris-Orangis*, Julien Monnier, **Essonne Info**, 3 janvier 2013.
- *Une association crée son «ambassade» dans un bidonville rom à Ris-Orangis*, Jean-Jacques Larochelle, **Le Monde**, 6-7 janvier 2013.
- *Ris-Orangis : la ville aux 7 camps roms*, **Le Parisien**, 10 janvier 2013.
- *Tous au PEROU !*, Jean-Marc Adolphe, **Mouvement**, 11 janvier 2013.
- *12 enfants Roms à l'école*, Julien Heyligen, **Le Parisien**, 21 janvier 2013.
- *Une classe spéciale pour les enfants Roms*, Julien Heyligen, **Le Parisien**, 22 janvier 2013.
- *Le bidonville Rom fait la chasse aux déchets*, Julien Heyligen, **Le Parisien**, 2 février 2013.
- *Grand ménage au campement Rom*, Laurent Degradi, **Le Parisien**, 4 février 2013.
- *Etrange climat autour des Roms à Ris-Orangis*, Julien Monnier, **Essonne Info**, 6 février 2013.
- *La classe des Roms reste contestée*, Julien Heyligen, **Le Parisien**, 14 février 2013.
- *La tension monte chez les riverains*, Simon Gourru, **Le Républicain**, 14 février 2013.
- *La star du flamenco Israël Galvan danse pour les Roms de Ris-Orangis*, **Le Point**, 15 février 2013.
- *Un «apartheid» gitano cerca de Paris*, Miguel Mora, El Pais, 17 février 2013.
- *Israël Galvan danse pour les Roms de Ris-Orangis*, Laetitia Chazottes, **Paris-art**, 20 février 2013.
- *Le camp s'ouvre sur l'extérieur*, Simon Gourru, **Le Républicain**, 21 février 2013.
- *Le Maire de Ris-Orangis se rend coupable d'incitation à la haine raciale*, Jean-Marc Adolphe, **Mediapart**, 22 février 2013.
- *Roms de Ris-Orangis : Lettre ouverte à Manuel Valls, ministre de l'Intérieur*, Jean-Marc Adolphe, **Mouvement**, 25 février 2013.
- *Le bidonville qui divise*, Julien Monnier, **Essonne Info**, 27 février 2013.
- *La scolarisation des Roms inquiète des parents*, Julien Heyligen, **Le Parisien**, 28 février 2013.
- *Au PEROU, Journal Clandestin coordonné par Marianne Dautrey*, **supplément de la revue Mouvement**, mars avril 2013.
- *Roms : insalubrité, précarité... fraternité ?*, Simon Gourru, **Le Républicain**, 7 mars 2013.
- *Ris-Orangis, un cas d'école en Essonne*, Simon Gourru, **Le Républicain**, 7 mars 2013.
- *Le village Rom qui résiste, Philippe Sprang*, Le Canard Enchâiné, 3 avril 2013.
- *Trouveurs d'or du Perou*, Valérie de Saint-Do, **Cassandre Hors Champ**, Printemps 2013.
- *L'ignominie. Expulsion du bidonville Rom de Ris-Orangis*, Jean-Marc Adolphe, **Médiapart**, 3 avril 2013.
- *Que se passait-il réellement à l'intérieur du bidonville rom de Ris-Orangis ?*, **Essonne Info**, 4 avril 2013.
- *L'ambassade est tombée*, **Essonne Info**, 4 avril 2013.
- *Le bidonville de la Nationale 7 évacué*, Julien Heyligen, **Le Parisien**, 4 avril 2013.
- *L'Ambassade est tombée*, Julien Monnier, **Essonne Info**, 4 avril 2013.
- *Que se passait-il réellement à l'intérieur du bidonville Rom de Ris-Orangis ?*, Julien Monnier, **Essonne Info**, 4 avril 2013.
- *En France, le chantier rom du Perou*, Valérie de Saint-Do, **Strada**, avril 2013.
- *Un lien vers l'extérieur : l'association du PEROU*, **TV5 Monde**, 5 avril 2013.
- *Roms de Ris-Orangis : Construire, résister, inventer, face à l'imbécile qui détruit*, Valérie de Saint-Do, **Médiapart**, 5 avril 2013.
- *Roms, des expulsions sans toits à l'horizon*, Alice Géraud, **Libération**, 6 avril 2013.
- *«On ne fait que déplacer le problème», entretien avec Dominique Baudis*, **Libération**, 6 avril 2013.
- *Schizophrénie gouvernementale sur les Roms*, Elise Vincent, **Le Monde**, 7 avril 2013.
- *Le temps des Roms. Valls, Adéla et le bidonville*, Agathe Logeart, **Le Nouvel Observateur**, 18 avril 2013.
- *Roms, les derniers jours d'un bidonville*, Adelaïde Robault, **Causette**, 1e mai 2013.
- *Au coeur d'un camp rom, l'ambassade du Perou*, Hayet Kechit, **Convergence - le journal du Secours Populaire**, mai-juin 2013.

2. SUR LE BIDONVILLE DE LA FOLIE À GRIGNY :

- *Les Roms s'installent au coeur de la copropriété*, Florence Méréo, **Le Républicain**, 25 avril 2013.
- *La ville vue... par l'Ambassade du PEROU à Ris-Orangis*, Agnès Deboulet, **Mouvements**, Eté 2013.
- *La ville solidaire, c'est le PEROU*, Alice Pons, **La Comu**, 6 juin 2013.
- *Des familles roms se mobilisent pour retrouver un hébergement*, Jérôme Lemonnier, **Essonne Info**, 6 juin 2013.
- *Grigny : Malek Boutih réclame un sursaut du gouvernement pour les Roms*, Julien Heyligen, **Le Parisien**, 17 juillet 2013.
- *Un pôle d'exploration des ressources urbaines pour changer nos regards sur les Roms,* Laure de Vulpian, **France Culture**, 18 juillet 2013.
- *Malek Boutih en appelle à l'Etat*, Simon Gourru, **Le Républicain**, 25 juillet 2013.
- *Quarante CV de Roms mis en ligne pour attirer les employeurs*, Camille Polloni, **Rue 89**, 22 août 2013.
- *Les Roms ont leur «pôle emploi»*, **Le Point**, 24 août 2013.
- *Une CVthèque pour des Roms des bidonvilles*, **l'Express**, 26 août 2013.
- *La dérive forcée des Roms*, Agnès Gruda, **La Presse (Montréal)**, 7 septembre 2013.
- *Ouvrir l'espace par des actes*, Carole Dieterich, **Afriscope**, 9 septembre 2013.
- *En images, avec les Roms de Grigny II*, **Le Parisien**, 28 septembre 2013.
- *Exploration urbaine. Construire plutôt que détruire*, Cyrielle Blaire, **La CGT Ensemble**, octobre 2013.
- *Plus de place pour les Roms*, **Revue du Lien social**, 10 octobre 2013.
- *Les logements pour les Roms restent vides à Ris-Orangis*, Manuel Perreux, **Essonne Info**, 8 novembre 2013.
- *Le Grand Paris du PEROU*, Renée Combal-Weis, **Objectif Nouveau Grand Paris**, 1e mars 2014.
- *Le collectif PEROU, plume constructive*, Anne-Marie Fèvre, **Libération**, 5-6 avril 2014.
- *«La «question rom» aveugle»*, entretien avec Julie Clarini, **Le Monde**, 11 avril 2014.
- *Ces sans domicile mis en demeure*, Luc Le Chatelier, **Télérama**, 7 mai 2014.
- *Comment partager l'espace avec les Roms ?*, Entretien pour **Essonne Info**, 3 juin 2014.
- *A Ris, les enfants du bidonville ont créé un livre pour devenir trilingue*, **Le Parisien**, 3 juin 2014.
- *Grigny ne veut plus de bidonville pour les Roms*, **L'Essonnien**, 4 juillet 2014.
- *Le cinéma s'invite dans le bidonville rom de Grigny*, Robin Braquet, **Le Monde**, 4 juillet 2014.
- *Rassemblement pour les familles Roms de Grigny*, Gérald Delin, **Essonne Info**, 8 juillet 2014.
- *Un festival contre l'expulsion d'un camp Rom*, **Le Courrier de l'Atlas**, 8 juillet 2014.
- *Quant la vie prend le dessus*, **Le Républicain**, 10 juillet 2014.
- *Destruction du bidonville «La Folie» à Grigny*, Mathieu Miannay, **Essonne Info**, 1 août 2014.
- *Le camp de Roms à Grigny expulsé*, **L'Essonnien**, 6 août 2014.
- *Camp de Roms évacué à Grigny : «Dans deux semaines, on s'installe ailleurs»*, Laura Wojcik, **Rue89**, 9 août 2014.
- *La ville face aux Roms des bidonvilles. Retour sur deux expériences militantes*, Thomas Aguilera, **Métropolitiques**, 17 octobre 2014.

À Ris-Orangis, la politique anti-Roms du PS

PAR CARINE FOUTEAU

En bordure de la N7, ce camp de Roms est emblématique de la gestion socialiste d'un lieu de ce type. Les habitants s'y sentent harcelés par les pouvoirs publics, des services de la mairie aux policiers. Tout est organisé pour les faire partir au plus vite. Des adolescentes ont été embarquées après être allées chercher de l'eau à une borne d'incendie.

De l'extérieur, le campement est invisible. À Ris-Orangis, en direction de Grigny, dans l'Essonne, la nationale 7 traverse une zone périurbaine banale. Un Lapeyre, une Halle aux chaussures, un Truffaut, un restaurant La criée. Non loin, la cité de la Grande Borne.

En bordure d'un bosquet coincé entre une zone en construction et une bretelle de voie rapide, une publicité géante annonce une friterie KFC à deux minutes en voiture. En face, un panneau d'affichage propose de "Devenir éco-propriétaire". À cet endroit, mis à part une camionnette blanche stationnée, rien ne signale la présence d'un lieu de vie. Les automobilistes roulent vite, ils n'ont aucune raison de s'arrêter.

L'entrée, bloquée par la mairie, du campement de Ris-Orangis sur la N7, le 16 octobre 2012.

C'est dans ce taillis, excentré, hors voisinage, que résident des familles roms. La plupart y ont trouvé refuge après les expulsions à répétition qu'elles ont vécues ces derniers mois. Le refuge est précaire et la menace incessante. La veille du reportage, des blocs de pierre ont été amassés pour bloquer l'entrée du terrain. Un bulldozer est venu décharger sa cargaison pour entraver le passage. Sur ordre de la mairie socialiste, dans un département présidé par un socialiste, sous l'impulsion d'un ministre de l'intérieur socialiste. Neuf jours auparavant, deux adolescentes du campement avaient été embarquées au commissariat alors qu'elles étaient allées chercher de l'eau à la bouche d'incendie à proximité. Le vol d'eau constitue-t-il un délit en France ?

Les familles, une centaine de personnes au total, se disent harcelées quasi quotidiennement par les services de la municipalité et les policiers. Elles ne savent plus à quel saint se vouer. Chassées, houspillées, elles sont en train de craquer, mais comme elles n'ont nulle part où aller, elles survivent tant bien que mal dans ce bidonville à l'abri des regards.
Les cabanons apparaissent au bout du chemin boueux. Il fait froid, ce mardi d'octobre, le ciel est dégagé. Mais les chaussures s'enfoncent malgré tout. Pas de caravanes comme celles, fatiguées, du campement de Moulin-Garant, à Ormoy, au sud du 91 aux abords de l'A6. Les maisonnettes sont faites en planches en contre-plaqué, recouvertes sur le toit de bâches en plastique pour isoler de la pluie, et tapissées à l'intérieur de tissus de toutes sortes pour conserver la chaleur.

Le même jour dans le campement.

Une vingtaine de cahutes. L'un des chefs de famille – il demande qu'on l'appelle Umberto de peur des représailles – a ouvert sa porte. Plusieurs habitants se sont regroupés pour évoquer les dernières péripéties avec Serge Guichard, coordinateur de l'Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines rroms (ASEFRR), qui leur rend visite dès que possible : *« Ça n'arrête plus. Ils sont venus il y a quatre jours pour nous dire de sortir les voitures. Hier, ils ont apporté les pierres, des gros cailloux difficiles à bouger, ils les ont mis là devant chez nous. Quelqu'un de la mairie a dit qu'un jour ils viendraient tout casser. Et ce matin, ils sont passés pour compter les baraques. »*

"Ils" désigne indistinctement les fonctionnaires municipaux et ceux de la police nationale que les Roms finissent par reconnaître et craindre. Enfermés dehors, voilà ce qu'ils ressentent. *« Ils nous prennent pour des moins que rien »*, regrette Umberto dans un français fluide appris en Roumanie, son pays d'origine.
Occupé illégalement, le terrain, pour lequel aucune procédure de justice d'évacuation n'a été engagée, appartient au Conseil général. L'absence de projet sur ce périmètre devrait rassurer ses résidents, mais, non, le message est passé et la question récurrente, celle de l'extrême précarité, revient : *« On fait quoi, on va où ? »* Comme la plupart des 15 000 Roms vivant en France, dont 1 000 recensés en Essonne, Umberto ne se définit pas comme nomade, il aspire à un logement et un travail fixes.

À la différence de certains endroits, où, pour des raisons d'hygiène et de sécurité, des raccords à l'eau et à l'électricité sont prévus et des sanitaires installés, tout semble fait à Ris-Orangis pour rendre la vie littéralement impossible à ces citoyens européens considérés comme trop miséreux pour bénéficier des mêmes droits que les autres ressortissants de l'UE. Tout semble organisé pour les faire fuir d'une manière ou d'une autre.

Sécurité, santé, logement, petite enfance, scolarisation, les politiques publiques conduites par la municipalité, le conseil général et l'État sont imbriquées au point qu'elles apparaissent globalement opaques et hostiles aux yeux des occupants.

«Ils ne m'ont pas laissé parler, j'ai dû payer en liquide»

Maire PS de la ville depuis 1995, Thierry Mandon, porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, se veut sans états d'âme. *« C'est se donner bonne conscience à peu de prix que de demander qu'on soit clément et qu'on tolère ces campements insalubres »*, déclare-t-il à ses électeurs dans un **édito récent de la gazette municipale**.

Pour lui, cela ne fait pas l'ombre d'un doute, *« le terrain est occupé illégalement, les gens doivent être expulsés, on ne peut pas accepter que des bidonvilles s'installent comme ça »*. Interrogé par Mediapart, il n'envisage aucune alternative, même temporaire. Outre le respect de la propriété, il évoque la dangerosité du lieu, liée à la densité de la circulation sur la nationale et sur la bretelle et la proximité des voies du RER D. *« Il n'y a pas si longtemps, des enfants se sont retrouvés sur la voie. Le RER a dû s'arrêter ! Au final, ce train a eu 25 minutes de retard !»* s'exclame-t-il.

Une femme devant son cabanon, le 19 octobre. © Serge Guichard.

Le blocage de l'entrée, il en assume la responsabilité. *« Cette implantation est hyper-dangereuse, une fois où j'étais allé sur place, un camion qui sortait du terrain a failli entrer en collision avec une voiture »*, indique-t-il. Les risques d'accident ne sont pas à exclure, mais une distance de trois à quatre mètres sépare toutefois la sortie de la voie rapide, ce qui laisse au conducteur la possibilité de s'avancer et d'attendre le moment adéquat pour s'insérer dans la file, d'autant qu'à cet endroit la route est rectiligne et la vue dégagée.

« Le département a engagé le référé, ça y est la procédure est lancée », se félicite-t-il. *« C'est faux*, rétorque Agnès Moutet-Lamy, directrice de cabinet de Jérôme Guedj, président du conseil général. *Ce terrain fait partie de ce qu'on appelle des "délaissés de voirie". Aucune procédure n'est engagée, aucun projet n'est programmé. »*

Entre la mairie et le conseil général, le courant ne passe pas toujours. Tendance aile gauche du PS, Jérôme Guedj se veut plus conciliant que son collègue. *« Par principe, on évite les évacuations des terrains dont on est propriétaire »*, indique Agnès Moutet-Lamy, avant d'ajouter, rejoignant la ligne de la mairie, que

« par principe aussi, on refuse les raccords à l'eau et les sanitaires parce que sinon ce serait cautionner des installations illégales parfois accompagnées de pratiques mafieuses ».

« Comme le prévoit la circulaire interministérielle, on examine les possibilités de relogement famille par famille en amont », poursuit-elle, tout en admettant que le campement de la N7 n'a pas encore fait l'objet de réunion préfectorale car son *« identification est récente »* et que la *« priorité »* va aux lieux en instance d'expulsion.

Lors du blocage de la première entrée, le 31 juillet. © SG

Déterminée à accélérer le mouvement pour se débarrasser de ce campement, la mairie de Ris-Orangis n'en est pas à son coup d'essai avec le dépôt de pierres. Fin août, une première entrée avait été obstruée avec des gravats. Des femmes avaient alors été vues, transportant un landau d'une main, tenant un bébé de l'autre, manquant tomber à tout instant.

Pour éviter d'avoir à escalader ces talus, les Roms se sont dégagé un chemin. Mais l'espace ouvert est insuffisant pour laisser entrer les véhicules. Umberto, jean clair et tee-shirt imprimé Primal Legend, est ferrailleur. Sa camionnette est son outil de travail. À bord, expert en raccourcis, il sillonne le département à la recherche de chantiers ou d'encombrants : *« Sans voiture, je ne peux rien faire. J'y entasse les métaux que je récupère. Je les amène ensuite au campement, c'est là que je les travaille et les trie. Quand le coffre est plein, je les apporte aux ferrailleurs de la N7, en ce moment c'est 14 centimes le kilo… »* En moyenne, il retire 400 à 600 euros mensuels de son activité au noir. Comme tous les Roumains et les Bulgares, il ne dispose pas des mêmes droits au travail que les autres Européens, ce qui exclut de son champ la plupart des emplois légaux.

Il ne peut plus se garer dans le campement ; le stationnement à proximité lui est tout aussi interdit. Il vient d'en faire l'expérience : *« Les policiers m'ont arrêté, là devant, il y a trois semaines. J'ai dû payer en espèce 160 euros d'amende pour avoir roulé sur le trottoir et pour un phare soi-disant fêlé, et 122 euros à la dépanneuse pour qu'elle n'emporte pas la camionnette. »« Ils ne m'ont pas laissé parler, j'ai dû payer en liquide »*, insiste-t-il preuves à l'appui. Ces assauts sont vécus comme de l'intimidation : *« Ils sont racistes, ils en ont après nous. »*

Ce type de PV, 100 euros par-ci, 200 euros par-là, pour un pneu de vélo non conforme ou une lumière défectueuse, paraît se multiplier en Essonne ces derniers temps, selon plusieurs témoignages de militants associatifs. *« Il n'y a aucune instruction pour verbaliser en particulier cette population »*, se défend Thierry Mathé, commissaire central d'Évry chargé de superviser la zone. *« Ils se sentent harcelés ? Mais il faut quand même rappeler qu'ils occupent de manière illégale le terrain d'autrui et qu'ils sont à l'origine de nuisances*, affirme-t-il. *Quand des policiers sont passés la dernière fois, c'était pour les compter. Ces opérations de recensement, à la demande de la préfecture, sont purement administratives. »*

« Ils nous ont dit que c'est interdit de voler l'eau »

Tout en parlant, cigarette à la bouche, Umberto remet une bûche dans le poêle à bois, allumé toute la journée depuis quelques jours. Reliée à un conduit vertical transperçant le plafond, la cheminée fixée sur le toit crache en continu une fumée à l'odeur évoquant les ruelles des pays pauvres. À l'intérieur, sans électricité, la nuit tombe vite. La lumière ne filtre qu'au travers de deux ou trois ouvertures, conçues comme des fenêtres, du plastique transparent à la place des carreaux. Les battements de la porte produisent des effets de clair-obscur réguliers. Tout est calfeutré, des coussins aux couleurs vives sont posés sur les lits, les trous aux murs sont bouchés, le sol est recouvert de morceaux de

moquettes et de tapis ornés d'arabesques. Mais cela ne suffit pas à assurer l'étanchéité si bien qu'une humidité persistante envahit l'unique pièce.

À l'intérieur, le poêle à bois brûle en continu, le 16 octobre.

« D'un coup, il s'est mis à faire froid, quelques degrés au-dessus de zéro, il faut chauffer pour ne pas geler », dit Umberto comme pour se justifier. *« Les policiers qui sont venus ce matin nous ont menacés : "Si on voit de la fumée, on casse tout." Et nous comment on fait ? On meurt de froid ? »*

Dans la bicoque, 4 mètres sur 5, les allées et venues des voisins sont ininterrompues. La porte s'ouvre et se ferme, les uns et les autres se saluent, conversent et repartent. Les enfants sont à peine rentrés de l'école, pour ceux tout du moins qui sont scolarisés. Ils vont et viennent eux aussi, s'assoient sur les genoux, jouent dehors à chat perché dans un caddie. Un vieux monsieur, béret vissé sur la tête, fait son entrée, de retour de la gare du Nord, où il faisait de la musique. Arrêté par la police, il vient de se voir délivrer une obligation de quitter le territoire (OQTF).

Umberto débouche une bouteille d'eau pour préparer le café. Sur une table basse en bois, sa femme a disposé, dans une assiette dorée, des parts de gâteau *« de là-bas »* qu'elle sort d'un placard entourés d'un papier d'argent. Petits et grands, tous les invités se servent, installés sur les deux lits qui font office de canapé le jour. Daniela se rassoit dans une sorte de fauteuil de bureau, récupéré comme le reste du mobilier, dont une gazinière à l'ancienne et un module de cuisine en formica. L'économie de l'essentiel, tout est rangé au millimètre près, aucune place perdue, rien de superflu. Des vêtements sont suspendus au mur, des sacs aussi, un petit écran de télé et quelques décorations.

Entourée de ses trois filles, Umberto pivote sur son tabouret pour les présenter. La plus grande, Sorina, 12 ans, veste en skaï, natte noire, lui a valu une sacrée frayeur deux dimanches de cela. Le commissariat l'a appelé pour qu'il vienne la récupérer. *« Qu'avait-elle fait ? Je me suis posé la question »*, dit-il en la regardant. Elle prend le relais, et raconte ce qui s'est passé. Comme chaque jour, plusieurs fois par jour, elle s'est rendue à la borne d'incendie en bordure de la N7 à 150 mètres de là. Accompagnée d'une autre jeune fille, elle portait ses bidons quand les policiers les ont arrêtées et emmenées au poste, *« ils nous ont dit que c'est interdit de voler l'eau »*.

Dans le coin cuisine.

Interrogé sur cet événement, Thierry Mandon déclare *« ne pas croire une seconde à cette histoire »*. Questionné à son tour, le commissaire répond d'abord qu'il n'en a pas entendu parler, que cela ne doit pas être majeur, mais que *« s'il y a vol d'eau, il y a vol d'eau »*. Information prise auprès de ses services, il confirme, tout en modifiant le motif : *« Les deux jeunes filles étaient en train de bidouiller la bouche d'incendie. Pour l'ouvrir, il faut une clef spéciale dont elles ne disposent pas, elles risquaient de casser le matériel. Comme elles étaient dépourvues de pièce d'identité, elles ont été effectivement conduites au commissariat et remises à leurs parents. »*

Pour être légale, l'interpellation de mineurs doit se fonder sur un flagrant délit ou un délit sur le point d'être commis. Son fondement, dans le cas présent, est douteux, aucun des résidents du campement n'ayant intérêt à ce que l'unique source d'eau potable aux alentours soit détruite.

Quel que soit le prétexte, la manœuvre, du point de vue des forces de l'ordre, a réussi. *« J'ai eu peur, très peur*, témoigne Sorina. *Et maintenant, tous les*

autres enfants ont peur aussi, surtout que les policiers percent les bidons. » Sa mère est venue la chercher, accompagnée d'un militant de l'association locale. Son père l'aide à traduire. Sorina a subi plusieurs expulsions qui l'ont contrainte à interrompre plusieurs fois sa scolarité. La demande d'inscription au collège du coin est en cours de traitement, d'après ce que le responsable de l'établissement indique à la famille.

Ses deux petites sœurs se sont, elles, vu refuser toute inscription à Ris-Orangis. *« Les services de la mairie nous ont dit "non, ce n'est pas possible, vous n'êtes pas installés sur un terrain qui vous appartient et de toutes façons vous allez être expulsés bientôt" »*, indique Umberto, qui répète, pour contrer les clichés sur les Roms, qu'il tient à ce que ses enfants aillent à l'école et qu'il a effectué les démarches nécessaires. *« On ne refuse pas la scolarisation*, conteste Thierry Mandon, *mais on leur demande un minimum de choses comme la date de naissance de l'enfant, un certificat de naissance et un état de vaccination. Et ça, ils ne l'ont pas. »* L'argument tombe cependant de lui-même, le conseil général ayant organisé une campagne de vaccination sur le campement et ces enfants ayant été scolarisés ailleurs.

Accompagnées d'un de leur parent, Florina, 5 ans, et Alicia, 6 ans, prennent donc tous les jours le RER pour aller à l'école maternelle à Viry-Châtillon, là où la famille vivait auparavant. *« Les maîtresses sont très gentilles, heureusement »*, dit-il.

« J'ai demandé des poubelles et des sacs, mais rien, ils ont refusé »

Ces démêlés avec les pouvoirs publics angoissent Umberto : *« Je me lève à 6 heures, je fais le chauffage, je réveille les filles, je leur donne leurs vêtements et à manger. À 8 heures moins 10, on est à la gare de Ris-Orangis. Après je vais travailler, je m'occupe du bois pour le poêle pendant que ma femme va faire les courses. On dîne tard, et, le soir, on regarde BFM ou des films à la télé. Dès que je quitte le campement, j'ai peur d'être contrôlé. Maintenant qu'on ne peut plus rentrer les voitures, j'ai peur qu'ils me prennent ma cargaison quand je la transporte. »*

Sa préoccupation et sa défiance sont telles qu'il ne fait plus confiance à personne. *« Le docteur est passé l'autre jour pour faire des vaccins. Peut-être qu'il va demander un arrêté municipal ?»* s'interroge-t-il.

Devant une des baraques, le 16 octobre.

Dehors, entre les cabanons, les détritus jonchent le sol, de la boue entremêlée de sciure, de plastique, de tissu et de restes en tout genre. Umberto est gêné. Pourtant, là non plus il ne peut pas compter sur le soutien de la commune : *« J'ai demandé des poubelles et des sacs, mais rien, ils ont refusé. »*

« Je ne refuse pas », s'énerve le maire. *« C'est vrai que des poubelles, ils n'en ont pas. Mais des bennes, on en apporte de temps en temps. Les poubelles, ils les font brûler pour cuire leurs trucs. Ils les font brûler comme combustible quand le bois est humide. Je ne suis pas sûr que la viande cuite avec le plastique fondu soit recommandée par la Commission européenne »*, ironise-t-il.

« On n'a pas le choix, on va acheter des sacs nous-mêmes et on les disposera en tas le long de la nationale », prévient Umberto, en référence à une action menée au campement de Moulin-Galant, à la suite de laquelle la municipalité a dû aider à déblayer. Côté conseil général, Agnès Moutet-Lamy assure qu'elle a demandé à la communauté d'agglomération d'approvisionner le campement en poubelles que le département est prêt à prendre en charge.

Souci permanent, la propreté revient comme un leitmotiv. *« Quand il pleut trop*, dit Umberto, *les filles ratent l'école. Elles seraient trop mouillées, elles n'ont pas les vêtements pour ça et c'est tellement boueux qu'elles arriveraient toutes sales en classe. Les autres se moqueraient d'elles. »*

Les baskets à scratches d'Alicia et Florina, tee-shirts manches courtes, manches longues superposées, sont immaculées. Toutes blanches, comme neuves. *« On a plusieurs paires pour chaque occasion. Il faut en acheter souvent, cela coûte cher »*, dit-il. Sa femme évoque les gestes quotidiens à démultiplier pour compenser l'absence d'eau courante. Quatre à dix bidons par jour, selon leur taille, pour se laver, préparer les repas, faire la vaisselle, nettoyer la maison. Elle frotte ses mains l'une contre l'autre, pour illustrer son propos, et explique que ces tâches supposent de la méthode et de l'organisation. Son intérieur est impeccable, le balai posé à côté du poêle.

Vers l'entrée du campement.

La saleté est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles la famille a quitté l'hôtel social où elle a été logée après l'expulsion, en janvier 2012, de l'ancienne gendarmerie squattée à Viry-Châtillon. *« La moquette, la douche, tout était dégoûtant, il n'y avait pas de lumière, tout était abîmé, mes enfants sont tombés malades »*, indique Daniela. Elle ajoute qu'une chambre ne constitue pas un lieu de vie, qu'elle n'était pas autorisée à faire la cuisine, que les enfants se faisaient gronder dès qu'ils faisaient du bruit et qu'elles ne pouvaient pas laver les vêtements.

« Ça a coûté 3 000 euros par mois pendant six mois. J'ai demandé à l'assistante sociale pourquoi cet argent n'était pas utilisé différemment. Dix familles ensemble, cela fait 180 000 euros. C'est assez pour acheter un terrain quelque part », calcule Umberto. Lui a vécu cette parenthèse comme un exil. L'hôtel était situé à Villemomble, en Seine-Saint-Denis, près du Raincy. Les repères qu'il avait mis plusieurs années à construire en Essonne étaient brouillés. *« Pour travailler, c'était très difficile. Je ne connaissais personne là-bas, je n'y avais pas d'amis. Le 91, c'est différent, je connais, je sais où aller, j'ai des contacts »*, explique-t-il.

Les efforts d'insertion sont cassés à chaque évacuation. Son microcosme socio-économique s'écroule. Tout est à refaire. Cela vaut pour le logement, le travail, l'école, mais aussi pour la santé. L'instabilité forcée rend aléatoire l'établissement de liens avec la médecine de ville préventive. En cas de maladie, Umberto et sa famille n'ont d'autre choix que de se diriger vers les urgences des hôpitaux publics, une trajectoire allant à l'encontre de toute logique économique et sanitaire. Alors qu'ils en auraient droit, ils ne touchent pas l'Aide médicale d'État, accessible aux personnes en situation irrégulière sur le territoire depuis plus de trois mois. *« J'achète les médicaments au prix fort, en liquide*, dit-il, *et parfois l'association en donne. »*

« Pour les Roumains, y a rien, pas de travail, pas de terrain, pas de médecin », résume-t-il. Pas de quoi troubler Thierry Mandon qui honnit *« cette bien-pensance »* refusant de voir, selon lui, que non seulement *« ces gens rejettent les nuits d'hôtels qu'on leur propose »* mais aussi qu'*« ils commettent des vols à la tire et des cambriolages dans les pavillons autour »*. *« C'est vrai qu'en matière de cambriolage, on interpelle pas mal de jeunes filles et de jeunes garçons roms avec des tournevis, mais c'est vrai aussi qu'il n'y a pas qu'eux pour voler »*, nuance le commissaire.

« Les aires de nomade, c'est déjà compliqué, alors les campements illégaux ! »

L'existence de ce campement exaspère le maire qui admet pourtant qu'il n'a cherché à établir que *« très peu de contacts »* avec ses habitants. *« Les aires de nomade, c'est déjà compliqué, alors les campements illégaux ! À Ris, on a 1 200 demandes de logement social non satisfaites, dont certaines déposées depuis plus de quatre ans, alors vous imaginez bien que je ne peux pas faire passer leur dossier avant !»* lance-t-il alors même qu'aucune demande en ce sens ne lui a été faite. Dans son collimateur aussi, l'association locale au motif que *« sa position est qu'il ne faut pas les évacuer »*.

D'expulsion en expulsion, six au total, Moulin-Galant, Villabé, Tarterêts, Viry-Châtillon, Villemomble et Ris-Orangis, cela fait presque dix ans qu'Umberto séjourne en France. Parti de Roumanie en 2004, *« parce que c'était la misère »*, il ne voit pas son horizon s'éclaircir.

Une femme sortant de chez elle. © SG

La rationalité des démantèlements en matière de politique publique est incertaine. Car pour l'administration aussi, le gâchis est énorme. Expulsées, les familles roms ne disparaissent pas dans la nature. Elles ramassent ce qui leur reste d'affaires et trouvent ailleurs où poser leurs bagages. À destination, les services municipaux, les enseignants, les éducateurs, bref les acteurs impliqués, doivent reprendre tout du début.

Malgré le changement de majorité, les vieux réflexes de rejet se reproduisent sur fond d'absence de solidarité intercommunale. La stigmatisation telle qu'elle a été orchestrée au haut niveau de l'État lors du quinquennat précédent a cessé, mais le ministre de l'intérieur Manuel Valls, ex-maire d'Évry en Essonne, a légitimé la poursuite d'une politique analogue, si bien que les pratiques se perpétuent. Les campements font peur au voisinage, mais les Roms, placés en situation d'insécurité, ont peur eux aussi de tout ce qui ressemble à un représentant de l'État.

Ce n'est pas *Le Mythe de Sisyphe* d'Albert Camus qui traîne dans la cabane d'Umberto, mais *L'Espoir* d'André Malraux, en version poche. Les pages du livre sont racornies. Gentiment, Sorina propose d'en faire cadeau. Elle désespère de pouvoir un jour apprendre à lire le français.

Boite noire

Le reportage a eu lieu mardi 16 octobre au campement de Ris-Orangis à proximité de la N7. Une des familles m'a accueillie chez elle. Le contact avec Serge Guichard, coordinateur de l'Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines rroms (ASEFRR), est antérieur. Le choix s'est porté sur ce terrain car il paraissait concentrer l'ensemble des problématiques rencontrées par ce type de lieux. L'implication d'une mairie PS dans un département PS a été un autre critère permettant de mettre en perspective la politique menée à l'échelon national par un gouvernement socialiste.

Les entretiens avec l'ensemble des autres interlocuteurs (mairie, conseil général, commissariat) se sont déroulés par téléphone la semaine qui a suivi.

J'ai pris les photos le jour du reportage. Les autres sont de Serge Guichard.

Directeur de la publication : Edwy Plenel
Directeur éditorial : François Bonnet
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.
Capital social : 32 137,60€
Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.
Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.
Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90
Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.
Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Roms: le harcèlement des policiers de l'Essonne

PAR CARINE FOUTEAU
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 29 OCTOBRE 2012

Des procès-verbaux comme s'il en pleuvait. À l'encontre des habitants des bidonvilles, les policiers de l'Essonne font preuve d'une pression toute particulière. Pas seulement au moment des démantèlements de campements, où les affaires sont fréquemment détruites et les sols retournés pour empêcher les réinstallations. Mais aussi au quotidien.

Vélos avec charrettes ou camionnettes, les véhicules, utilisés par leurs propriétaires comme des outils de travail, paraissent être une cible privilégiée. *« Pneu lisse »*, *« feu remorque »*, *« réflecteur avant »*, *« circulation sur trottoir »* : les motifs sont innombrables, souvent loufoques, et montrent que, dans ce département, les forces de l'ordre ne manquent aucune occasion de verbaliser cette population, de nationalité roumaine, généralement Rom, l'une des plus pauvres et des plus stigmatisées de France.

À proximité d'Évry en Essonne en octobre 2012. © NB

Mediapart a récupéré plusieurs PV délivrés entre août et octobre 2012 et recueilli des témoignages de militants associatifs appelés à la rescousse. Ils ne constituent qu'un échantillon de dizaines de cas identifiés en quelques semaines. Cette pratique ne semble pas être une survivance du quinquennat précédent, elle est nouvelle et se développe, telle une trouvaille policière visant à signifier une surveillance ininterrompue.

Les premiers à en avoir fait l'expérience sont deux Roumains vivant à Ris-Orangis, dans l'un des deux campements illégaux situés sur la commune. C'était le 21 août 2012, un mardi soir aux alentours de 20 heures, à Évry, une semaine avant l'évacuation musclée dans cette ville, l'ex-fief du ministre de l'intérieur Manuel Valls, d'un terrain occupé par 72 personnes.

Les agents ne sont pas allés chercher loin pour les remarquer. Ils étaient en train de passer, à vélo, devant… l'hôtel de police. L'un avait un vélo de marque Leopard Bike Sprint, l'autre un Peugeot. Tous les deux tiraient derrière eux une petite remorque. Tarif : 100 euros chacun. Le premier pour absence de *« plaque d'identification, réflecteur avant, frein avant, catadioptre avant, catadioptre arrière, réflecteur remorque, feu remorque, pneu arrière lisse »*. Le second pour *« plaque d'identification, feux avant/arrière, catadioptre avant/arrière, réflecteur remorque, feu remorque, catadioptre remorque »*. Les catadioptres étant le terme savant pour désigner des réflecteurs.

Les PV signalent que les deux hommes ont payé sur-le-champ en *« numéraire »* et qu'ils reconnaissent avoir été informés des dispositions légales, etc.

PV du 21 août délivré pour un vélo défectueux devant l'hôtel de police d'Évry.

Pour leur lieu de résidence, l'agent contrôleur a indiqué *« SDF »*, ce qui est techniquement faux puisque ces personnes disposent de ce qu'on appelle en jargon administratif une domiciliation, autrement dit une adresse pour recevoir du courrier. Cette adresse leur est donnée soit par les Centres communaux d'action sociale (CCAS), qui sont supposés en délivrer, soit par des associations, comme le Secours catholique en Essonne. Pourquoi alors avoir inscrit *« SDF »* ? Pour contraindre les personnes à payer immédiatement l'amende sous peine de saisie du véhicule.

De moins de 100 euros à plus de 500 euros, les sommes, parfois ajoutées les unes aux autres, sont importantes pour des personnes dont la principale

préoccupation est de survivre. Mais les Roms concernés paient illico car ils ont besoin de leur véhicule pour travailler.

Un autre PV du 21 août concernant un vélo avec remorque.

Une autre fois, lundi 10 septembre, c'est au tour d'un compatriote circulant sur un VTT de se faire attraper. Selon le policier, son vélo présente plusieurs infractions énumérées comme suit : *« pneumatique, freins X 2, feu X 2, catadiodtre* (sic) *X 3, déflecteur »*. Lui non plus ne se pose pas de question : il règle en liquide 180 euros dans la foulée. Cette même personne, résidant également à Ris-Orangis, se fait de nouveau arrêter le lendemain ou le surlendemain. Son vélo et sa remorque lui sont confisqués.

Aujourd'hui, selon le décompte de Nicole Brulais, de l'Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines rroms (ASEFRR), il aurait deux vélos à la fourrière. Autant d'obstacles supplémentaires dans sa quête quotidienne de quelques euros pour joindre les deux bouts.

PV du 10 septembre s'élevant à 180 euros encore pour un vélo.

« L'argent liquide, on n'aime pas trop dans les commissariats »

Une semaine plus tard, mardi 18 septembre, un véhicule de marque Renault Espace, appartenant à un autre Roumain de Ris-Orangis, est immobilisé à Viry-Châtillon, là où sont scolarisés beaucoup d'enfants des campements du coin. Motif ? *« Pneumatique AV gauche déchiré, émission de fumée odorante par véhicule »*.

Le lundi 24 septembre, un habitant du terrain situé en bordure de la N7 dans la même ville verse une amende de 160 euros pour sa camionnette Ford transit car il a *« circulé sur le trottoir »* (pour entrer chez lui) et que l'un des feux est *« non conforme »*. Il ajoute 122 euros pour empêcher la dépanneuse, qui a fait le déplacement, d'enlever son véhicule, dont il se sert comme ferrailleur. Moins d'un mois plus tard, il a dû payer 90 euros pour un *« feu rouge grillé »*, selon la police.

PV du 24 septembre pour «circulation sur trottoir».

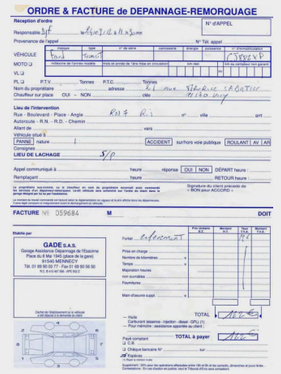
Plus récemment, un homme rom conduisant ses filles à l'école est verbalisé, le jeudi 18 octobre, pour ceinture non mise et franchissement de la ligne blanche. L'intéressé dément. Pour éviter que sa voiture ne soit saisie, il est allé récupérer 430 euros pour payer l'amende auprès d'un collègue du campement. La dépanneuse étant arrivée sur ces entrefaites, il a dû ajouter une centaine d'euros. *« Il faut que je rembourse, maintenant »*, dit-il.

« J'ai 5 vélos à la fourrière, mais je ne peux pas aller les récupérer, parce que ce serait trop cher », convient-il. *« Les personnes se retrouvant dans ce genre de situation préfèrent acheter d'autres vélos à bas prix qu'ils bricolent ou retaper une vieille voiture, ça leur revient moins cher »*, confirme Nicole Brulais.

Dans une société où le droit de propriété est considéré comme un droit inaliénable, la norme établit que toute préemption d'un bien suppose une décision de justice préalable. Or, dans les cas décrits, il n'en est rien. Les policiers se fondent sur l'absence supposée d'adresse de ces personnes, en raison du fait qu'elles seraient *« SDF »* et de nationalité étrangère résidant hors de France. Le peu de recours en la matière expliquent l'absence de jurisprudence.

Ces PV sont ainsi qualifiés de racket par certains militants associatifs, exaspérés par une situation en plein développement : le rapport de force est en effet

si défavorable aux contrevenants que ces derniers n'ont d'autre choix que de payer. La multiplication de ces transactions en liquide soulève aussi des interrogations.



Facture de dépannage s'ajoutant au PV du 24 septembre.

Commissaire divisionnaire et commissaire central d'Évry, Thierry Mathé nie toute instruction spécifique en direction des Roms. *« Les policiers font face à un nouveau phénomène, qui est que ces personnes empruntent des axes à grande vitesse sur des vélos non éclairés tout brinquebalants »*, indique-t-il. *« Ils constituent un danger pour eux-mêmes et pour les autres. Ce sont les policiers qui ramassent les cadavres »*, poursuit-il, solennel.

L'état des véhicules semble néanmoins parfois un prétexte. Le contenu des remorques ou des coffres peut éveiller les soupçons des agents. *« Quand ils voient un Rom avec des métaux dans sa carriole*, affirme le commissaire, *ils sont susceptibles de se poser des questions sur la provenance de la cargaison. »*

Mais aucun ordre particulier n'aurait été donné, insiste-t-il. *« Les policiers ne font qu'agir d'initiative pour contrôler ces messieurs »*, assure-t-il. Pourquoi dès lors se font-ils plus fréquemment verbaliser que les autres ? *« Les cyclistes normaux ont tout ce qu'il faut »*, avance-t-il.

Quant à la saisie du véhicule, il reconnaît le dispositif mis en œuvre. *« Cela s'appelle la consignation*, indique-t-il. *La personne paie sur place sinon le véhicule part en fourrière. Cela s'applique aux SDF et aux étrangers. »« Mais il existe des recours, ils peuvent toujours aller voir un avocat pour contester »*, se défend-il. L'évocation de versement de pièces et de billets ne lui plaît que moyennement. *« Certains policiers maîtrisent cette procédure, mais en général les agents n'aiment pas se servir de la consignation. L'argent liquide, on n'aime pas trop dans les commissariats »*, précise-t-il.

PV du 18 octobre d'un montant de 430 euros concernant une automobile.

« Face à ce nouveau phénomène de vélos avec remorque, reprend-il, *les policiers disposent d'une boîte à outils. »« Certains policiers sont plus zélés que d'autres pour s'en servir »*, admet-il. Ainsi des articles du code de la route largement tombés en désuétude sont réactivés.

La plaque d'identification, par exemple. Cycliste de toujours, Marc Alméras, de l'association locale Daredare, dont la devise est *"Se déplacer autrement dans la région d'Évry"*, est âgé de 71 ans. Il se rappelle son premier vélo, acquis de haute lutte à 12 ou 13 ans : *« Alors, là, oui, il y avait une plaque d'identification. Je m'en rappelle très bien, avec mon nom et mon adresse. Mais cela fait une cinquantaine d'années que cela ne se fait plus. Les marchands de cycles ne vendent plus depuis belle lurette ce genre de choses. »* Toujours inscrit dans le code de la route, l'article n'était plus jamais appliqué… jusqu'à ce que les policiers de l'Essonne ne le ressuscitent.

« Les pneus lisses ? C'est une plaisanterie ! s'exclame-t-il. *J'ai moi-même des pneus lisses à changer, mais jamais personne ne m'a arrêté pour cela ! Vous imaginez la maréchaussée m'interpellant : "dites donc, vous avez des pneus lisses !" »*

De tous les cyclistes qu'il côtoie, aucun n'a jamais été poursuivi pour ce type d'infractions. *« Il n'y a pas de contrôle*, observe-t-il. *Nous n'avons aucun problème avec les policiers. Je connais des*

personnes qui utilisent leur vélo quotidiennement pour aller travailler. Elles n'ont jamais d'ennui. »« Les Roms sont victimes d'une discrimination particulière, estime-t-il. *C'est du harcèlement par rapport à cette population modeste. »*

« Les policiers sont sans arrêt sur leur dos, à proximité des campements. Ils font des rondes, ils surveillent. C'est vrai que leurs véhicules ne sont pas toujours en bon état. Mais je circule moi-même à Évry à vélo, je fais parfois des choses interdites comme rouler sur les trottoirs, je l'ai même fait une fois avec un conseiller municipal, évidemment rien ne nous est arrivé. Je n'ai jamais été inquiétée », témoigne Nicole Brulais. Comme Marc Alméras, elle constate que ces contrôles en direction des habitants des bidonvilles sont une nouveauté.

Lors de la fête des associations, organisée le troisième dimanche de septembre, Dare-dare avait son stand. Des Roms s'y sont arrêtés pour perfectionner leurs connaissances en matière d'entretien de vélo. Quant aux membres de l'association de solidarité envers les Roms, dès qu'ils le peuvent, ils leur apportent des réflecteurs.

Directeur de la publication : Edwy Plenel
Directeur éditorial : François Bonnet
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.
Capital social : 1 538 587,60€
Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.
Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90
Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.
Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.

PORTE-MONNAIE

11/12/2012 à 16h23

Dragomir, Rom de 25 ans, 0 à 70 euros par jour dans un bidonville

Camille Polloni | Journaliste Rue89

C'est un « porte-monnaie au rayon X » un peu particulier : une descente de police a interrompu notre entretien avec Dragomir.

Dragomir devant sa cabane, dans le bidonville de Ris-Orangis (Camille Polloni/Rue89)

Dans la boue épaisse de ce bidonville de Ris-Orangis (Essonne), les fonctionnaires en uniforme dérapent à petits pas dans l'allée principale, entre les cabanes. Par la fenêtre de sa baraque en palettes, Dragomir les voit progresser.

« Vous voulez qu'on aille voir ? », je lui demande. « Non, ils vont venir. »

Serein, le jeune Rom de 25 ans a l'habitude. La semaine dernière déjà, la police nationale est passée pour des contrôles d'identité. « Ils ont cassé les portes et les fenêtres. »

Pas question de quitter la chaleur du poêle de son plein gré. Il ne bouge pas malgré les ordres de sortir, lancés dehors à voix forte.

Dans la cabane (Camille Polloni/Rue89)

Une main et un visage se collent à la fenêtre pour voir à l'intérieur, puis la porte s'ouvre. Un peu surpris de tomber sur une visiteuse, le policier annonce qu'ils vont « procéder à un comptage » des cabanes et de leurs habitants, et réitère sa demande : tout le monde devant les baraques.

Cinq minutes plus tard, sans qu'on comprenne trop à quoi sert ce recensement approximatif, les uniformes repartent sous les « bon Noël et bonne année » moqueurs d'un habitant. Toujours flegmatique, Dragomir reprend sa place près du poêle.

« Brûler la misère »

Un peu plus tard, ce sont les pompiers de l'Essonne qui débarquent, alertés par un gros feu d'ordures dans le camp. Les Roms s'expliquent : ils brûlent « la misère », c'est-à-dire les déchets accumulés en un immense monticule que la mairie ne vient pas débarrasser.

Dans le tas, il y a du plastique. Ça fait beaucoup de fumée, au-dessus de la nationale voisine. La lance à incendie serpente dans le bidonville pour éteindre le foyer.

« Je veux bien que ça parte d'une bonne intention, mais moi je ne veux pas que ça pue », tranche le directeur de cabinet du maire de Ris, venu avec l'adjoint à la sécurité.

Echarpe nouée autour du cou, veste impeccable sur un jean, le dir' cab' reste perché sur un rocher, à l'entrée du camp, pour ne pas couvrir de boue ses élégantes chaussures noires. Dragomir rigole de la scène avec un gamin :

> « Je vais l'envoyer cirer les chaussures du directeur de cabinet pour qu'elles soient bien propres. »

Deux policiers municipaux viennent constater que le feu est éteint, sous l'œil rieur des familles. Elles vivent depuis sept mois sur ce terrain appartenant au conseil général, adossé à un stade en construction.

C'est Sébastien Thiéry, de l'association PEROU, qui a conduit la voiture de Paris à Ris-Orangis. Il y va une, deux, trois fois par semaine, quand il a le temps. Il nous présente Dragomir.

Trois enfants à l'école

Rom de nationalité roumaine, Dragomir est arrivé en France en 2004. Il sait construire une maison en trois heures, « si j'ai les matériaux » : des palettes, des planches, de la tôle, des tapis pour le sol. Il a vécu dans divers bidonvilles et lieux de fortune à Paris, Villemomble (Seine-Saint-Denis) et diverses villes de l'Essonne.

Banderole européenne retournée et posée sur le toit d'une cabane (Camille Polloni/Rue89)

Au maximum, une occupation a duré deux ans, à la gendarmerie désaffectée de Viry-Châtillon, évacuée en janvier. Ses enfants de 5 et 6 ans, et la fille de sa compagne, 12 ans, vont encore à l'école dans cette commune.

Dragomir parle bien français, ce qui n'est pas le cas de tous ses voisins, issus du même village roumain. Pour lui, c'est plus facile de discuter avec les journalistes, les associatifs et les pouvoirs publics.

Revenus : de 0 à 70 euros par jour

Les revenus de Dragomir relèvent exclusivement de l'économie informelle : récupération, travail au noir et mendicité. Ils sont irréguliers et imprévisibles, c'est pourquoi il est impossible d'en tirer une moyenne.

Pour l'instant, la circulaire supprimant la taxe appliquée au travail des Roumains et Bulgares n'a eu aucun impact sur sa situation. En ce moment, il ne gagne rien. C'est sa femme qui ramène un peu d'argent.

- **La ferraille : 30 euros par jour maximum**

Dragomir possède un camion de 1986, acheté 400 euros sur LeBonCoin.fr (à la gare, il peut consulter Internet depuis un taxiphone).

Avec son beau-frère, ils ramassent des métaux dans la benne pour les vendre à un ferrailleur :

> « Parfois sur les chantiers on nous en donne, sinon on en ramasse dans la rue, dans les encombrants, ce que les gens laissent. »

Tous métaux confondus, le ferrailleur leur donne 15 centimes pour un kilo. Sauf le cuivre, qui rapporte 5 euros le kilo, « mais on n'en trouve pas beaucoup ». En gros, la ferraille rapporte « 100 à 200 euros par semaine ».

> « De quoi s'acheter à manger, des cigarettes et du gasoil pour le camion. »

Mais depuis un mois, le vieux camion a rendu l'âme. La courroie de transmission a lâché, et Dragomir a peu d'espoir de réussir à le réparer. Alors il a abandonné la ferraille.

- **La vente de journaux : 1,5 euro le numéro**

Avant la ferraille, Dragomir a vendu le journal « Sans abri ». Il faut l'acheter à Paris, 50 centimes le numéro, avant de le revendre deux euros.

> « J'achetais environ 50 exemplaires par mois. Ce n'est pas facile de tout écouler, mais d'un autre côté des Français donnent de l'argent sans prendre le journal. »

- **La peinture au noir : 60 à 70 euros la journée**

> « Sur les chantiers, les patrons veulent des ouvriers déclarés, avec des papiers. Ce n'est pas possible pour nous. Mais chez des particuliers, au black, je peux gagner 60 ou 70 euros dans la journée. J'ai travaillé comme ça quatorze jours en tout. »

- **La manche : 15 à 20 euros par jour**

Dragomir ne fait pas la manche. Il craint de se faire arrêter et de ne pas pouvoir aller chercher ses enfants à l'école. Sa femme, par contre, mendie « de temps en temps ». Elle peut ramener 15 à 20 euros en une journée, « c'est moins que ceux qui jouent de la musique ».

- **Le marché : 30 à 40 euros par jour**

Là aussi, c'est la femme de Dragomir qui s'y colle, une à deux fois par semaine. « Pendant ce temps, je garde les enfants », explique-t-il.

Elle vend des vêtements et chaussures trouvés dans les poubelles, sur le « marché de la misère » de la porte de Clignancourt, au nord de Paris, où elle se rend en RER.

- **Allocations familiales : 800 euros, une fois, en 2007**

> « En 2007, j'ai touché les allocations familiales pendant trois mois. Au total cela doit représenter 800 euros. Puis la CAF m'a dit que je n'y avais pas droit, parce qu'il faut des papiers. »

Dragomir et sa famille n'ont pas droit aux prestations sociales : ni chômage, ni RSA, ni allocations familiales.

Ils bénéficient seulement de l'aide médicale de l'Etat (AME), qui « donne droit à la prise en charge à 100% des soins médicaux et d'hospitalisation en cas de maladie ou de maternité dans la limite des tarifs de la Sécurité sociale, sans avoir à avancer les frais ».

La famille n'y a eu recours qu'une fois, lorsque la femme de Dragomir a dû être hospitalisée lors d'une grossesse difficile.

Dépenses : de 75 à 725 euros par mois

- **Logement : 0 euro**

Tous les matériaux et tapis qui ont servi à la construction de sa baraque ont été récupérés. Dragomir vit dans environ 15 m² avec sa femme et leurs trois enfants, sur un terrain pouvant être évacué à tout moment.

Au total, ils sont une centaine à vivre dans ce bidonville en bordure de route, dans une quarantaine de cabanes. Si besoin, Dragomir peut emprunter de l'argent à son beau-frère, et inversement.

- **Essence : 20 euros par jour, jusqu'à la mort du camion**

Jusqu'au mois dernier, Dragomir mettait 20 euros d'essence dans son camion chaque jour. Il faisait les réparations lui-même.

- **Electricité : 15 euros par mois**

Les associatifs qui aident les Roms de Ris-Orangis leur ont installé un groupe électrogène pour tout le bidonville. Il fonctionne à l'essence, pour environ 15 euros par jour payés à tour de rôle par tous les habitants.

Sébastien Thiéry, de l'Association PEROU, estime que c'est un gros progrès :

> « Avant, ils avaient des générateurs individuels qui pouvaient coûter jusqu'à 250 euros par maison et par mois. »

- **Vêtements et nourriture : fournis par des associations**

Pour les vêtements et la nourriture, Dragomir a le plus souvent recours au Secours populaire et aux Restos du cœur. Quand il peut, il achète des vêtements à ses enfants au marché.

> « Parfois les enfants demandent des cahiers, des sacs pour l'école ou des baskets pour le sport, mais je ne peux pas leur offrir ça. Ils font du sport dans leurs habits normaux.
>
> Ils ne me parlent pas tellement d'argent. De temps en temps ils voient que je n'ai pas de cigarettes ou rien à manger pour moi. Eux, bien sûr, ont toujours de quoi manger. C'est la priorité. »

- **Courses : 60 à 100 euros par mois**

> « Environ une fois par mois, nous achetons de la nourriture, quand c'est possible. Cela nous coûte en moyenne 60 à 100 euros par mois. »

- **Cantine : 0 euro**

Le repas de midi des enfants, à l'école, est gratuit grâce à l'intervention d'une assistante sociale.

- **Téléphone : 10 euros par mois**

Dragomir a un téléphone portable, qui fonctionne avec des recharges. Quand il n'a plus d'argent, il n'a plus de téléphone.

- **Transports : 0 euro**

Dragomir et sa femme prennent le bus et le RER sans payer.

- **Envoi d'argent en Roumanie : variable**

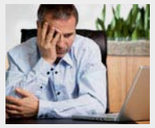
« De temps en temps j'envoie de l'argent à ma famille restée en Roumanie : mon père, ma mère et mon frère. Ça dépend de ce qu'il me reste, et de ce dont ils ont besoin. Par exemple, j'en envoie s'ils sont malades. »

74983 VISITES | 439 RÉACTIONS

+1 Tweeter J'aime 0 17

TAGS ROMS • ESSONNE • ROUMANIE • SOCIÉTÉ •

Garder le Contrôle
Problèmes d'éjaculation précoce? Un quizz pour savoir si vous êtes réellement concerné



Ras-le-bol fiscal?
Vous payez plus de 3000€ d'impôts par an ? Découvrez comment ne plus en payer dès 2014 !

Nouvelle Renault Twingo
Découvrez son agilité incroyable !

Publicité Ligatus

A LIRE AUSSI

Rue89
« Ivre, il tue son beau-père en lui tirant le slip »

Le Monde.fr
La FAO et l'OMS exhortent les Etats à combattre la malnutrition

Le Plus
4 jeunes Noirs refoulés d'un Décathlon : j'ai assisté à cette scène tristement banale

Rue89
« Qui aurait l'idée d'aller voler dans un magasin bio ? »

Rue89
« Tinder a réussi là où Facebook a échoué »

VERBES THÉMATIQUES ouvrir

Directeur de la publication : Edwy Plenel
www.mediapart.fr

MEDIAPART.*fr*

Roms : la mairie de Ris-Orangis interdit une fête de Noël

PAR CARINE FOUTEAU
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 22 DÉCEMBRE 2012

Une fête de Noël, qui était prévue ce samedi 22 décembre au bidonville situé en bordure de la nationale 7 à Ris-Orangis en Essonne, a été interdite par arrêté de la mairie socialiste de la ville ***(le consulter)***.

Cette réception, organisée autour d'un spectacle et d'un goûter, avait été imaginée depuis plusieurs semaines dans le cadre d'un projet baptisé Pérou, pour Pôle d'exploration des ressources urbaines, visant à faire se rencontrer les Roms vivant sur ce campement et les habitants de la ville. Initié par le politologue Sébastien Thiéry, cette initiative, dont le **cheminement est relaté sur un blog**, est soutenue par l'Association de solidarité en Essonne aux familles roumaines et roms (ASEFRR), impliquée au quotidien auprès des résidents. Une **invitation spéciale** avait été faite à des enfants scolarisés à Ris-Orangis.

« L'arrêté municipal a été placardé par un agent dans le campement à 17 h 30 vendredi, à l'heure même où ferme la mairie, ce qui nous a empêché de rencontrer les responsables pour dialoguer avec eux et les faire changer d'avis », indique Sébastien Thiéry. La mairie est dirigée par Stéphane Raffalli, ex-adjoint à l'urbanisme, qui vient de succéder à Thierry Mandon, porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale. Dans une **récente enquête**, Mediapart a détaillé le harcèlement dont les Roms, installés sur ce terrain appartenant au conseil général, font l'objet de la part des pouvoirs publics locaux et de la **police**.

Parmi les nombreux *« considérants »* mis en avant par la mairie pour motiver son refus, celle-ci liste le fait que *« des enfants de ce campement ont remis le 18 décembre 2012 des cartons d'invitation aux élèves de l'école Guerton en vue de leur venue à un spectacle prévu le samedi 22 décembre 2012, dans le campement »*. Elle met en avant les risques d'incendie, liés au fait que les *« baraquements sont composés de divers matériaux tels que des planches de bois, de panneaux publicitaires pvc et de tissus, rideaux ou tapis pour l'intérieur »*, et que des copeaux jonchent le sol. Prétextant la présence de *« nombreux rongeurs »*, elle ajoute que les conditions d'hygiène ne sont pas réunies alors qu'*« il est prévu à la suite de ce spectacle un goûter »*. Sollicitée, elle a toujours refusé la mise à disposition de poubelles et, à quelques exceptions près, le ramassage des ordures.

La mairie a aussi dans le collimateur la construction en bois *« longue d'une dizaine de mètres environ, d'une largeur approximative de deux mètres »*, qui a été conçue comme une salle commune et réalisée pour permettre aux gens de se rassembler.

« Dans ces conditions, il convient au titre des pouvoirs de police d'intervenir en urgence pour faire cesser ce trouble pouvant compromettre notamment la sécurité des enfants invités lors du spectacle, mais aussi des occupants présents sur le campement », insiste la mairie, qui exige *« l'interruption de tous travaux »*.

Cette décision municipale n'a pas empêché la manifestation d'avoir lieu. Le spectacle donné par l'acteur Didier Galas a juste été retardé, de manière à ne pas contrevenir à l'arrêté qui l'interdisait entre 14 h 30 et 17 heures. *« Deux policiers sont restés postés devant l'entrée du campement. Mais ils ne sont pas entrés, ils n'ont fait que constater que beaucoup de personnes ont répondu à l'invitation »*, indique Sébastien Thiéry samedi dans la soirée, qui signale la présence *« de nombreux enfants du voisinage, de parents et d'enseignants »*, notamment de Viry-Châtillon, la commune où sont scolarisés la plupart des enfants du campement, Ris-Orangis leur ayant refusé l'accès aux écoles.

Directeur de la publication : Edwy Plenel
www.mediapart.fr

Directeur de la publication : Edwy Plenel
Directeur éditorial : François Bonnet
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.
Capital social : 1 538 587,60€
Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.
Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90
Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.
Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Mouvement.net (/)

politique

Ici, c'est le PEROU

PEROU
Le 22/12/2012 - RIS-ORANGIS

Une association est en train de naître : PEROU, pour « Pôle d'exploration des ressources urbaines ». Sébastien Thiéry, également chroniqueur à *Mouvement*, est son fondateur. Son coup d'envoi a lieu le 22 décembre. A cette occasion, PEROU organise une fête pour les enfants du bidonville de Roms, qui s'est installé dans un non-lieu, entre la ville de Ris-Orangis et la Nationale 7.

PAR MARIANNE DAUTREY | PUBLIÉ LE 13 DÉC. 2012

PEROU, © Samuel Garcia.

PEROU naît de l'urgence qu'il y a à apporter une réponse à une situation de plus en plus invivable. Nos villes, avec leurs lois, leurs pratiques, leurs règles sont devenues des lieux « hostiles », inhabitables, des fabriques à impasses pour bien des personnes, pauvres ou étrangères, hommes ou femmes, enfants, adultes et vieillards, qui n'y viennent pourtant que pour y trouver un refuge. Pour agir à l'encontre de ce processus, PEROU entend

mobiliser les richesses de la ville, ses ressources matérielles, intellectuelles, pratiques, et opposer à cette situation une réponse politique et pratique qui invente un habitat à ces exclus.
PEROU, comme « laboratoire de recherche et d'action sur la ville conçu pour faire s'articuler action sociale et action architecturale en réponse au péril alentour, et renouveler ainsi savoirs et savoir-faire sur la question ».
PEROU, comme « outil au service de la multitude d'indésirables, communément comptabilisés comme cas sociaux voire ethniques, mais jamais considérés comme habitants à part entière ».

En 1921, dans sa « Critique de la violence », Walter Benjamin démontrait que le droit est violence et, très précisément, violence politique. Pour illustrer la *« terrible primitivité »* et *« l'ambigüité »* des lois qui le constituent, lui aussi revenait à la situation des « indésirables » dans les villes. Il rappelait simplement l'effet sensible de ses lois sur ces personnes : elles *« interdisent aux pauvres comme aux riches de coucher sous les ponts »*. En 1921, Benjamin mettait en cause la portée « universelle » des lois générées par le droit au nom de la Justice et du principe d'égalité. En 2012, la situation s'est passablement compliquée en raison des multiples lois d'exception qui ont été créées depuis à l'intention de populations spécifiques, au nom de la sécurité, de la lutte anti-terroriste ou parce que l'on ne « peut accueillir toute la misère du monde ».

A l'image des ripostes qu'imaginait déjà Benjamin (discussion, négociation en dehors de tout rapport contractuel), l'association PEROU en appelle à *« la culture d'un droit intermédiaire, sans doute d'horizon européen, […] pour faire face aux situations aujourd'hui sans issue que nous rencontrons. C'est à la collecte, consigne et discussion de ces ressources, qui s'avèrent des signaux encourageants, que le PEROU veut ici contribuer »*, écrit Sébastien Thiéry, qui est également chroniqueur à *Mouvement* (1). En rassemblant chercheurs, architectes, sociologues, artistes, penseurs et peuples des villes, PEROU entend créer un espace de réflexion, de discussion, où imaginer ensemble les réponses et les solutions politiques et pratiques à cette situation d'urgence, mais aussi où constituer une force de négociation puisqu'il s'agit d'en envisager ici et maintenant la réalisation. Autrement dit, PEROU, comme une autre manière de pratiquer l'espace public et la politique, avec peu de moyens mais beaucoup de richesses ou *« ressources »,* dirait Sébastien Thiéry.

Il y a belle lurette que le Pérou n'est plus le « Pérou », cet Eldorado situé de l'autre côté des mers dont on revenait cousu d'or. L'acronyme PEROU n'en reste pas moins rêveur : il suggère un usage politique et pragmatique du rêve ou, plus exactement, de ce qu'un discours idéologique a relégué au statut de rêve – rendre la ville habitable pour tous –, au nom d'une « nécessité » propre à n'engendrer que des cauchemars. Le 22 décembre, la fête (http://perou-risorangis.blogspot.fr/2012/12/un-appel-pour-commencer.html) organisée au bidonville de Ris-Orangisproposera un spectacle de Didier Galas, de la musique, des gâteaux, des cadeaux... et donnera aux enfants la possibilité d'inviter leurs camarades de classe, ce qu'ils n'ont jamais pu faire jusqu'ici…

1. Retrouvez sa chronique « Dans le texte », dans chaque numéro de Mouvement (http://mouvement.net/en-kiosque).

Journée de l'Ambassade du PEROU, le 22 décembre à Ris-Orangis.

Le Point Afrique | Belles Montres | Le Point Golf | Le Point Etudiants | Guide du vin | Vino Bravo | Services Le Point Identifiez-vous Abonnez-vous au Point à partir de 1 €

Le Point.fr
Mise à jour le 24 novembre à 09h23

RECEVEZ NOS NEWSLETTERS
SUIVEZ-NOUS
SOMMAIRE DU MAGAZINE

ACTUALITÉ SOCIÉTÉ

AFP - Publié le 23/12/2012 à 14:04

Un bidonville rom brave une interdiction de la mairie pour fêter Noël

IMPRIMER

Abonnez-vous
à partir de 1€

Des ballons multicolores égaient les baraques de ce bidonville rom au bord de la RN7, à Ris-Orangis: c'est Noël, célébré au son de l'accordéon dans une salle des fêtes de fortune, construite en dix jours, malgré une interdiction de la mairie pour raison de sécurité.

"Ici, c'est le centre-ville de Ris-Orangis aujourd'hui", lance Sébastien Thiery, fondateur de l'association Pérou (Pôle d'exploration des ressources urbaines), à l'origine de la construction de cette salle en bois. Quelques dizaines de personnes sont venues passer l'après-midi avec ces familles roms.

Des enfants offrent bonbons et gâteaux, un Père Noël leur distribue des cadeaux, des hommes jouent de la musique et les femmes font visiter leurs baraques à des visiteurs, souvent issus du milieu associatif.

Le sol du bidonville, dans lequel vivent entre 150 et 200 personnes, a été recouvert de copeaux de bois, pour éviter la boue. Cinq toilettes sèches ont été construites.

La fête de samedi était pourtant interdite: le maire (PS) de la commune Stéphane Raffali a pris un arrêté pour que la manifestation n'ait pas lieu et qu'il soit mis un terme aux constructions illégales.

"En quelques jours, on a monté des cabanes en bois et mis des copeaux de bois par terre. Mais l'insalubrité existe toujours et la dangerosité est accentuée par le bois. Il y a une part de totale irresponsabilité", dénonce l'élu, qui dit avoir pris un arrêté d'interdiction pour dégager sa responsabilité.

Le nouveau bâtiment a été monté là où, il y a encore dix jours, s'élevait un tas d'ordures haut de deux mètres. Sous le toit en tôle transparente ondulée, sur l'une des façades en contreplaqué, "être" est écrit en lettres blanches.

Préparer le départ du bidonville

Les habitants du bidonville, aidés d'une quarantaine de bénévoles, ont construit cette salle, qui a coûté "moins de 10.000 euros", financés par les associations, selon l'architecte Julien Beller, qui explique chercher "des solutions alternatives pour les très précaires, même si c'est éphémère".

"Les élus nous disent +on ne sait pas faire+. On sait que ça n'est pas simple. Mais il faut prendre appui sur les savoir-faire pour construire autre chose", appuie Serge Guichard, de l'association de solidarité en

Essonne aux familles roms, roumaines.

Nommé "ambassade du Pérou", cette salle de 35m2 doit, "à partir de demain, préparer le départ" du bidonville, explique Sébastien Thiery.

Et donc, notamment, faire la classe aux enfants, qui ne sont pas scolarisés. Mais aussi être "un sas entre l'intérieur et l'extérieur, mobiliser tous les acteurs", explique cet ancien militant des Enfants de Don Quichotte.

Angela Melo, 27 ans, qui habite Montreuil (Seine-Saint-Denis), explique ne faire partie d'aucune association, mais avoir suivi une amie. Les bras chargés de sacs de vieux vêtements, elle mettait pour la première fois les pieds dans un bidonville. "Quand on pense au mot +bidonville+, on voit ça. C'est bien de faire la liaison entre gens en situations différentes", commente-t-elle.

Adela Covaci, 25 ans, a trois enfants, et vit ici depuis un an. Cette salle, elle "espère que ça va changer beaucoup de choses. J'ai jamais été à l'école, et j'aime pas que mes enfants soient comme ça".

"Les Français en général ils disent +bah les Roumains qui sont sales, les voleurs+. C'est bien déjà que quelqu'un qui nous connaît pas trop ait confiance en nous", ajoute-t-elle.

Pendant la fête, deux policiers municipaux ont pris place devant le bidonville, mais sans intervenir.

SOCIÉTÉ RSS Société

Et si votre employeur vous payait pour faire du vélo ?

Seine-Saint-Denis : 10 000 euros et un bout d'oreille volés

Lutte contre la pédophilie : le pape François défend l'action de l'Église

Espionnage de la Manif pour tous : l'Intérieur fait saisir l'IGPN

Tous les articles - Société

Dacia Duster

Découvrez toutes les occasions du Personnel Renault sur www.toprenault.fr

Un Bon Plan Immobilier !

Avec Cogedim, payez 10% chez le notaire puis rien jusqu'à livraison, hors assurances(1)

Chaussures Nike dès 50€

Retrouvez la marque Nike en vente sur Zalando ! Large choix de modèles tendance pour Femme.

Publicité Ligatus

■ *Camp de Roms situé à proximité de la Nationale 7*

Une "ambassade" inaugurée

Cela devait être un moment de générosité et de solidarité citoyen. Il s'est transformé en un après-midi de méfiance. Pour venir en soutien aux Roms vivant dans un bidonville, à proximité de la N7, dénommé l'ambassade du Perou (Pôle d'exploration des ressources urbaines), des militants souhaitaient partager des cadeaux de Noël avec ces familles. Dans cette ambassade, construite de bric et de broc dans une zone boisée, en bordure de rail où tout manque, vit une douzaine de familles.

Une manifestation joyeuse qui s'est vu être interdite par un arrêté municipal pris par le maire, Stéphane Raffalli. C'est ainsi que deux policiers municipaux ont été chargés de surveiller l'entrée du terrain. « *C'est pour éviter que le voisinage prenne l'initiative de les chasser, des pétitions de riverains se multipliant dernièrement* », explique l'élu.

Passant outre cette notification, Sébastien Thierry, le fondateur de Perou, et l'Association de solidarité de l'Essonne avec les familles roumaines et roms ont continué la construction d'une salle de réunion de 35 m² où s'est tenue l'inauguration ce samedi 22 décembre. Elle devrait permettre de scolariser les enfants (le maire refusant qu'ils soient scolarisés dans la commune, faute de place, ndlr), mais aussi être un lieu de rencontre avec l'extérieur. « *Cette position irresponsable d'associations politisées serait une porte ouverte à toutes les dérives* », indique le maire.

Conscients des conséquences du bras-de-fer qui se joue en leur nom, les adultes assistent passifs, presque résignés. Les enfants, quant à eux, courent dans tous les sens, les pieds dans la boue, en demandant aux journalistes de les photographier, contents de recevoir du monde.

■ B.T.

Le Républicain 27/12/12

Le Monde
Dimanche 6 - Lundi 7 janvier 2013

Une association crée son « ambassade » dans un bidonville rom à Ris-Orangis

Le centre, installé en bordure de la N7, est qualifié de « démago » par le maire de la ville

L'initiative est inédite : depuis le 22 décembre à Ris-Orangis (Essonne), en bordure de la N7, le Perou (Pôle d'exploration des ressources urbaines) a ouvert son ambassade dans un bidonville habité par des Roms, sur un terrain du conseil général. *« Nous voulons créer un "équipement public", un lien entre intérieur et extérieur »*, explique le politologue Sébastien Thiéry, professeur à Sciences Po Paris et aux Arts déco, coordonnateur du projet.

L'objet du Perou, une association soutenue par la Fondation Abbé-Pierre et présidée par le paysagiste Gilles Clément, est clair : *« Promouvoir le développement de recherches et de projets d'architecture, de design, et de toutes formes de création conçus pour améliorer la situation de personnes mal logées ou marginalisées. »* L'ambassade, une construction en bois de 35 m², servira à l'alphabétisation des enfants non scolarisés. *« Et des femmes »*, insiste Yvette Le Garff, membre de l'association de solidarité de l'Essonne pour les familles roumaines et roms.

> « Les Roms n'ont pas vocation à vivre dans la merde ni à être des errants »
> **Sébastien Thiéry**
> coordonnateur du projet

Lors de son inauguration, une fête avait été organisée. Les enfants scolarisés du « platz » – les Roms nomment ainsi leur espace d'habitation – accueillaient leurs camarades d'école. Le carton aurait pu illustrer un conte de Noël : *« Je t'invite chez nous (…), dans l'ambassade du Perou dans le bidonville où j'habite. Si tu peux venir, nous partagerons un spectacle, et un goûter, offert par ma famille. »*

La fête, bon enfant, faillit ne pas avoir lieu. La mairie de Ris-Orangis avait émis un arrêté prescrivant au Perou l'interruption de tous travaux de construction et ordonnant l'interdiction du spectacle pour enfants. Parmi les considérants : non-respect en matière d'établissement recevant du public, des règles de sécurité et d'hygiène. Au final, quatre policiers municipaux étaient censés *« signaler à toute personne le contenu de l'arrêté,* précise le conseiller général et maire PS de Ris-Orangis, Stéphane Raffalli. *Nous voulions renvoyer chacun à sa responsabilité. J'ai rempli ma fonction de maire. »*

L'élu convient qu'il est *« très délicat de trouver en pareil cas le bon positionnement »*, mais qualifie l'initiative du Perou de *« démago et irresponsable »*. Il prône le règlement de la question *« au bon niveau, à travers un accord bilatéral entre la France et la Roumanie »*, d'où viennent la plupart des Roms, rappelant la visite à Bucarest du ministre de l'intérieur, Manuel Valls.

« Les Roms n'ont pas vocation à vivre dans la merde, ni à être des errants, insiste Sébastien Thiéry. *L'injonction "Dégage !" est le seul mot qu'ils savent. Ça provoque un relâchement ; ils ne prennent plus soin de l'espace. »* Alors que les savoir-faire sont nombreux : pas moins de cinq menuisiers habitent le « platz ».

Le lieu n'a rien d'hostile. Il ressemble à un village paysan d'antan avec sa rue principale, ses papys qui devisent devant des enclos. Tandis qu'en Roumanie, il se constitue autour de maisonnettes en bois, dans la terre meuble de l'hiver parisien, il se résume à des masures de bric et de broc.

Posées à même la terre, elles sont façonnées à l'aide de rebuts (cartons, bois, plastique). Malgré l'élimination de la décharge, le niveau d'insalubrité reste élevé. Cinq toilettes sèches ont été achevées avec l'aide des habitants. Objectif : vingt et une. A La Courneuve (Seine-Saint-Denis), soulignait le journaliste roumain Vlad Teodorescu du quotidien *Evenimentul Zilei*, les Roms ne réclament rien d'autre *« que le "platz" soit aménagé et assaini, pour en chasser la boue et les rats »*.

En dépit de ces conditions, l'activité est grande. Le soir venu, musiciens, « bifins », revendeurs de ferraille, vendeurs de journaux et de calendriers ou mendiants rentrent chacun chez soi. On se croit dans une enclave, on se trouve relié au monde, par l'école ou l'économie.

Dans sa maison surchauffée de 15 m², moelleuse comme une yourte, Alan, 30 ans, explique qu'il fait la manche à la gare Versailles-Chantiers. Soit 15 euros par jour pour les six membres de sa famille. En Roumanie, où il est peintre et pose des parquets, *« on ne nous donne pas de travail. Nous vivons avec 200 euros ; le quart part dans l'électricité. »*

« L'exemplarité que l'on met en œuvre doit servir d'autres lieux », affirment les acteurs du Perou. *« Inéluctablement, il y aura des déplacements »*, prévient Stéphane Raffalli. Chacun, ici, veut croire que la présence de l'ambassade donne *« une autre représentativité »* au « platz ». Et que le conte se poursuivra. ■

JEAN-JACQUES LARROCHELLE

Dans le Vouvrillon, le divorce houleux d'une communauté de communes

Les maires n'ont pas su s'entendre avant le 31 décembre 2012, comme le prévoit la réforme en cours

Reportage

Indre-et-Loire
Envoyé spécial

Situées à quelques coudées de Tours, les trois petites communes de Rochecorbon, Parçay-Meslay et Chanceaux-sur-Choisille (Indre-et-Loire) sont des mariées bien trop belles pour qu'on les laisse filer. Après plus de dix années d'union avec la communauté de communes du Vouvrillon (CCV), leurs trois maires, soutenus par leurs conseils municipaux, se sont mis en tête de la quitter, pour se tourner vers l'Ouest et rejoindre la communauté d'agglomération tourangelle (Tours Plus). Mais la séparation n'a rien d'amiable…

« Je comprends que nos trois communes les plus riches fassent saliver notre voisin tourangeau, mais nous n'accepterons pas leur départ dans l'état », avertit Pierre Darragon, président de la CCV et maire de Vouvray, rappelant les partants à leur devoir de *« solidarité »*. Avec pour toile de fond la réforme territoriale en cours au niveau national, le divorce se passe mal.

Pourtant, c'est les bras grands ouverts que Tours a dit officiellement « oui », le 29 novembre 2012, lors d'un vote du conseil d'agglomération, à ces trois communes voisines, sous le regard bienveillant de la préfecture. Rationalisation du mille-feuille des collectivités territoriales oblige, le redécoupage des intercommunalités voulu par le gouvernement Fillon est resté un objectif officiel avec l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Dans le Vouvrillon, cela fait déjà deux ans que la discorde gronde. *« Nous souhaitons réparer une erreur de l'histoire de notre territoire »*, avance Bernard Plat, maire « sécessionniste » et sans étiquette de Rochecorbon. *« En 2002, la communauté du Vouvrillon a été construite de bric et de broc par des élus qui se sont regroupés par affinité politique »*, accuse-t-il. *« Le souci était alors moins une mutualisation des moyens des communes que de maintenir à distance la mairie de Tours et son maire socialiste, Jean Germain »*, poursuit Jackie Soulisse, maire (divers droite) de Parçay-Meslay.

Conserver l'indépendance des territoires ruraux vis-à-vis d'une agglomération de gauche soupçonnée de *« comportement impérialiste »* a été décisif dans le choix de fonder la communauté de communes du Vouvrillon, accorde Jean-Luc Galliot, maire (divers gauche) de Notre-Dame-d'Oé, qui a dès le départ fait le choix de Tours Plus. Néanmoins, dix années et deux crises plus tard, avec de surcroît une stagnation des dotations de l'Etat aux communes, l'alliance avec Tours, qui demeure à gauche, est devenue une évidence pour certaines de ses voisines de la périphérie est.

> « Nous avons le choix entre nous rapprocher d'une multinationale ou demeurer dans notre PME familiale »
> **Bernard Plat**
> maire de Rochecorbon

Les maires ont fait leurs comptes : *« Rejoindre Tours Plus, c'est une baisse de 40 % de nos charges d'assainissement, de 40 % sur le ramassage des ordures et de 10 % pour l'approvisionnement en eau potable,* calcule Jackie Soulisse. *Autant d'économies sur le fonctionnement que nous pourrons investir dans des équipements structurants. »* Amélioration des réseaux de transport, urbanisation, tourisme… la clef du développement de leurs territoires passe par une intégration dans le giron du grand voisin, pensent les sécessionnistes. *« Nous avons le choix entre nous rapprocher d'une multinationale, dotée d'un poids politique, des moyens d'investissement, des compétences pour appréhender nos problèmes, ou demeurer dans notre PME familiale »*, résume Bernard Plat, lui-même ancien patron de PME.

Pierre Darragon ne discute pas l'intérêt financier pour les trois communes. Mais le président de la CCV a également sorti sa calculette : avec le départ de ses trois membres les plus riches, c'est *« 65 % des recettes de la communauté qui s'évaporent »*. La CCV passerait alors de 22 000 à 12 000 habitants, avec des charges fixes qui demeureraient constantes, et Pierre Darragon y voit une *« mise en péril de l'ensemble de la communauté »*.

« Le Vouvrillon se prend parfois pour le nombril du monde », ironise Bernard Plat devant l'intransigeance de ses dirigeants, déterminés à maintenir la CCV entre deux regroupements de communes plus puissants : celui de Tours à l'ouest et celui d'Amboise à l'est. Cette résistance d'une poignée d'élus à intégrer une communauté voisine, le maire de Rochecorbon l'attribue à la crainte de ces *« barons locaux qui ont tendance à ne pas vouloir lâcher leurs mandats »*.

« Je veux juste transmettre un outil qui fonctionne à l'équipe municipale qui me succédera en 2014 », répond Pierre Darragon, le président de la CCV, directement visé. *« Je ne me représenterai pas »*, ajoute-t-il, avant de rappeler que son voisin Jackie Soulisse, maire de Parçay-Meslay, avait été son adversaire malheureux, en 2008, pour la présidence de la CCV… qu'il souhaite aujourd'hui quitter. Au-delà de l'intérêt général et des calculs de parti, le Vouvrillon est également *« le champ de bataille d'egos »* de deux hommes, résume Patrick Deletang, maire (sans étiquette) de Chanceaux-sur-Choisille.

La préfecture pourrait prononcer dans les jours qui viennent le rattachement des trois communes à Tours Plus. *« Et nous pourrons faire appel de cette décision »*, souligne Pierre Darragon, pointant la possibilité d'une procédure longue et contre-productive. *« L'agglomération de Tours va prendre en son sein nos trois communes les plus riches et je n'ai pas l'intention de m'opposer aux vœux des conseils municipaux. Mais ce sont des territoires sur lesquels la CCV a investi et coréalisé des zones d'activités, il faut s'asseoir une table et nous proposer des contreparties. C'est comme lorsqu'un couple divorce. Il ne faut pas oublier la pension alimentaire que celui qui reste en charge de la famille. »* ■

ERIC NUNÈS

Environ 300 personnes ont manifesté devant la préfecture de Tours, le 22 septembre 2012, à l'appel de l'association Pour une communauté de communes du Vouvrillon durable. RAPHAËL CHAMBRIARD/MAXPPP

Une réforme pour « rationaliser » les intercommunalités

L'HEURE de la concertation entre élus locaux est passée : les collectivités locales avaient jusqu'au 31 décembre 2012 pour s'entendre, selon la réforme initiée par la loi du 16 décembre 2010. Quand elles n'ont pas trouvé d'accord, il est prévu que les préfets prennent la main pour proposer un redécoupage et faire respecter l'un des objectifs affichés de la loi : réduire le nombre d'intercommunalités françaises de 20 % d'ici au 1er juin 2013.

Environ 150 communautés de communes, sur les 2 581 regroupements que comptait l'Assemblée des communautés de France (ADCF) début 2012, n'ont pas réussi à s'accorder pour mutualiser leurs charges et partager leurs compétences. Pourtant, les lois du 12 juillet 1999 et du 12 juillet 1999 ont simplifié les dispositions de la coopération intercommunale avec, comme objectif, un aménagement mieux intégré du territoire.

Le texte de 2010, voté sous François Fillon, est un pas supplémentaire vers plus de rationalisation. Il vise notamment à en finir avec les trop petites communautés (moins de 5 000 habitants sauf exceptions) : elles doivent s'adosser à une collectivité aux capacités financières et humaines susceptibles de monter des projets d'équipements jugés structurants. Les communes unies partagent la charge du développement économique et de l'aménagement du territoire. Dès 2010, selon l'ADCF, les *paux, laissant à la communauté une coquille vide »*, témoigne, sous couvert d'anonymat, un maire et président de communauté de communes des Ardennes.

Effectifs en hausse

Les effectifs de la fonction publique territoriale ont augmenté de 3,5 % par an entre 2002 et 2009, note un rapport du ministère du budget sur la dépense publique, annexé au projet de loi de finances pour 2012. La hausse des effectifs *« se concentre sur la strate communale qui regroupe 69 % des agents publics territoriaux »*. Si le boom du développement des intercommunalités a bien été accompagné d'une forte hausse des agents des

à l'application de l'intercommunalité. *« Nous traversons une période de raréfaction des crédits. Les territoires qui ne jouent pas le jeu de l'intégration devraient être pénalisés financièrement »*, menace Vincent Feltesse, député socialiste de Gironde et président de la communauté urbaine de Bordeaux.

Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, insiste sur la nécessité de *« faire des économies au niveau des intercommunalités »*. A Matignon, on souligne que la fiscalité locale (impôts locaux) a atteint sa limite *« d'acceptabilité »*. En clair, l'exécutif enjoint les communes à jouer fond la carte de l'intercommuna

UMP

Enquête ouverte sur l'affaire du « pain au chocolat » de M. Copé

Une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Draguignan (Var), a-t-on appris vendredi 4 janvier, après une plainte du Conseil français du culte musulman (CFCM) contre les propos de Jean-François Copé sur le *« pain au chocolat »*. L'enquête a été confiée à la Préfecture de police de Paris. Le CFCM avait déposé plainte en octobre 2012 quand M. Copé,

RIS-ORANGIS Une salle leur est réservée dans un gymnase

Une classe spéciale pour les enfants roms

La polémique sur la scolarisation des enfants des campements de roms de Ris-Orangis continue. Hier, treize d'entre eux, âgés de 3 à 10 ans, ont intégré une classe spéciale aménagée dans une salle d'un gymnase de la commune. L'Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines roms (ASEFRR) dénonce une situation digne de « l'apartheid ». « Je ne souhaitais pas bouleverser l'équilibre des classes de la ville, déjà très surchargées », justifie le maire (PS) de Ris-Orangis, Stéphane Raffalli. « Notre priorité, c'était de leur permettre d'accéder à l'école et d'avancer dans une situation de grande tension », avance la directrice académique de l'Essonne, Marie-Hélène Leloup.

> *« Pour apprendre" la langue, il faut qu'ils soient au contact d'autres enfants français »*
>
> **Nicole Brulais, responsable de l'ASEFRR**

Ris-Orangis, hier. C'est dans une classe spécialement aménagée pour eux dans un gymnase que treize enfants rom âgés de 3 à 10 ans ont été accueillis. *(P/J.H.).)*

Deux enseignantes spécialisées ont été affectées à cette classe. Elles intervenaient jusque-là dans des classes d'initiation l'une pour des enfants non francophones, l'autre pour les gens du voyage.

« Elles ont les compétences pour répondre à des besoins particuliers », certifie la directrice académique. « Il fallait un personnel dédié pour des enfants qui n'ont encore jamais été scolarisés et parlant mal le français », ajoute Stéphane Raffalli. « Leurs bases sont très fragiles », reconnaît Marie-Hélène Leloup. « Nous remercions la direction académique. Mais c'est de la ségrégation pure et simple. Pour apprendre la langue, il faut qu'ils soient au contact d'autres enfants français », pense Nicole Brulais, responsable de l'ASEFRR. Le maire refuse de scolariser ces enfants dans les écoles « traditionnelles » de sa commune. « Je reste sur ma ligne. Ce campement devra être démantelé », martèle-t-il. « Il faut que les choses s'apaisent avant que ces enfants intègrent une école classique », constate la directrice académique. Les choses pourraient d'ailleurs s'accélérer : Stéphane Raffalli va prendre un arrêté d'expulsion concernant le campement dans les jours prochains. « Il est presque rédigé », confie-t-il.

Et sinon, pour les enfants, c'était bien l'école ? « Oui ! On a écrit, on a joué, on a dessiné », clament-ils à la sortie de la classe. Avant de rejoindre leur bidonville à pied, sur les trottoirs verglacés de la nationale 7.

JULIEN HEYLIGEN

Ris-Orangis. Opération nettoyage

Le bidonville rom fait la chasse aux déchets

« Pour qu'enfin nous puissions respirer ici l'air frais, et non plus frelaté par la rumeur d'une expulsion à venir pour cause de péril sanitaire ! » Aujourd'hui et demain, les Roms du bidonville de Ris-Orangis installés le long de la N 7 organisent une vaste opération de nettoyage. Tous les volontaires sont les bienvenus. « Nous aurons une trentaine de pelles, une centaine de sacs poubelles, des gants et quelques dizaines de fourches, annonce l'association Perou (Pôle d'exploration des ressources urbaines), une association présidée par Sébastien Thierry, un ancien des Dom Quichotte, et qui veut faire de ce bidonville un exemple d'intégration. Nous aurons aussi un ou deux camions, pour amener le bazar dans les déchetteries voisines, peut-être en fanfare. » Il y a quelques semaines, l'association avait déjà assaini les sols en couvrant la terre battue de copeaux de bois et, surtout, une « ambassade » a été construite : un local en bois, où les enfants ont des cours de scolarisation, où les femmes se réunissent et où les occupants de bidonville peuvent « recevoir ».

Opération nettoyage samedi et dimanche, à partir de 10 heures, sur la N 7 à Ris-Orangis.

Ris-Orangis. Le chauffeur victime d'un malaise

Un mort dans un accident de la route

Un homme d'une soixantaine d'années a trouvé la mort au volant de son véhicule, hier matin, à Ris-Orangis. Aux alentours de 8 heures, le chauffeur a perdu le contrôle de sa voiture pour finir sa course dans un mur. Aucun autre véhicule n'a été impliqué dans ce dramatique accident. Selon les premières constatations, l'homme aurait été victime d'un malaise.

Evry - Corbeil-Essonnes. Huit personnes interpellées

Début de bagarre entre les Pyramides et les Tarterêts

Huit personnes ont été interpellées à l'issue d'une rixe qui s'est produite samedi vers 18 heures, place de l'Agora à Evry. La police est intervenue pour mettre fin à un début de bagarre qui opposait un jeune homme originaire du quartier des Pyramides (Evry) à sept autres issus des Tarterêts (Corbeil-Essonnes). Les huit individus ont été remis en liberté et seront reconvoqués ultérieurement par la justice. Peu avant dans l'après-midi, la police était également intervenue sur le quartier du Champtier-du-Coq, à Evry. Elle a procédé à huit interpellations à la suite d'un rassemblement signalé d'une vingtaine de personnes. Deux mineurs originaires de Sarcelles (Val-d'Oise), en possession d'une matraque et de béquilles, ont été placés en garde à vue puis libérés. Six autres personnes, majeures, originaires d'Evry, ont également été gardées à vue puis remises en liberté. « Ils avaient manifestement l'intention d'en découdre avec un autre groupe », avance un policier.

Juvisy-sur-Orge. Des appartements prennent feu

Deux familles légèrement intoxiquées par un incendie

Six personnes ont dû être hospitalisées à la suite d'un incendie survenu dans deux appartements situés au 69, avenue de la Cour-de-France à Juvisy vendredi soir. Légèrement intoxiquées par les fumées, elles ont été prises en charge à l'hôpital de la ville mais aussi au centre hospitalier de Longjumeau. Le sinistre s'est déclaré vers 20 h 50 pour une raison inconnue et a mobilisé vingt-huit sapeurs-pompiers. Quatre personnes ont dû être relogées par la municipalité.

Grigny. Braquage avec une arme de poing

2 000 € dérobés dans un café

Un homme a été arrêté et une information judiciaire a été ouverte à la suite d'un braquage d'un café survenu vendredi soir à Grigny. Quatre hommes ont fait irruption dans le commerce. Ils se font remettre la caisse enregistreuse sous la menace d'une arme de poing. Si trois personnes parviennent à prendre la fuite, une quatrième est interpellée par une patrouille qui retrouve la caisse vide non loin de là. Le butin s'élève à 2 000 € environ. L'enquête a été confiée à la police judiciaire d'Evry.

Etampes. A la suite d'un vol de voiture

Jet de projectiles sur les policiers

Des policiers ont été la cible de projectiles dans le quartier Saint-Michel d'Etampes, hier après-midi. Les forces de l'ordre intervenaient pour un vol de voiture lorsqu'ils ont été pris à partie. Ces incidents n'ont provoqué ni blessé ni dégât.

Viry-Châtillon. Le point sur les travaux en cours

Où en est la rénovation urbaine ?

Des immeubles déjà réhabilités, d'autres en cours, plusieurs à venir. Pour faire le point sur les travaux de rénovation qui touchent le quartier des Coteaux-de-l'Orge à Viry-Châtillon, la mairie organise un bilan d'étape. Entre les écoles en cours de rénovation, la MJC en reconstruction et le démarrage prochain des travaux du secteur Bretagne, le quartier est en pleine mutation.
Ce soir, 19 h 30, au restaurant scolaire de l'école Descartes, avenue d'Artois à Viry.

Réforme en primaire

Rythmes scolaires : Longjumeau et Saint-Michel repoussent à 2014

Finalement, Saint-Michel-sur-Orge et Longjumeau n'appliqueront pas la réforme des rythmes scolaires avant la rentrée 2014. Les deux communes étaient, jusque-là, enregistrées par l'inspection académique de l'Essonne parmi les seize villes partantes dès la rentrée 2013. « Nous avons fait ce choix en raison du manque de concertation préalable et des incertitudes pédagogiques et financières qui pèsent sur les communes pour organiser les accueils des enfants », indique la municipalité de Saint-Michel-sur-Orge. A Longjumeau, la maire (UMP), Nathalie Kosciusko-Morizet, fera part de ce choix ce soir, lors du conseil municipal, après une longue concertation sur la question.

RIS-ORANGIS Des centaines de kilos d'ordures évacuées

Grand ménage au campement rom

En deux matinées, près de 900 sacs poubelles de 100 l ont été évacués. Hier et samedi, les bénévoles de l'association Perou (Pôle d'exploration des ressources urbaines) ont procédé au nettoyage du bidonville rom, situé le long de la N 7 à Ris-Orangis, épaulés par une douzaine de ses habitants.

Une manière pour Sébastien Thiéry, coordinateur de l'association, d'aborder de manière différente la problématique rom. « Il faut se débarrasser de cette image négative. Ici, on travaille ensemble. C'est un moyen de créer du lien entre ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur du camp. » Erigé depuis neuf mois, sur un terrain appartenant au conseil général de l'Essonne, le campement abrite environ 150 personnes. « Pour nous, c'est une sorte de laboratoire pour montrer qu'une autre politique est possible. »

En décembre, plusieurs centaines de kilos d'ordures ménagères avaient déjà été déblayées. A leur place s'élève depuis une « ambassade » symbolique. « Les riverains y sont accueillis, poursuit Sébastien Thiéry. On y organise des activités, des messes y sont célébrées. Pour nous, ce nettoyage est le premier acte visant à renouer un dialogue constructif avec tous les acteurs publics. » Déjà, des conteneurs à ordures émergent un peu partout dans le camp. « Deux fois par semaine, des riverains se portent volontaires pour venir les vider », explique le responsable de Perou qui assure ne pas vouloir « pérenniser » le bidonville mais juste tenter de régler les problèmes de salubrité et de sécurité qui s'y développent.

LAURENT DEGRADI

ne de 24 ans a pris la fuite et s'est fait percuter de

s le
'est
nes.
s al-
eur
ied
lors

rne
ula-
ché
re,
arti-
utes
ner.
a ré-

alisée prochainement », précise le procureur de la République.

L'enquête, elle, a été confiée à la sûreté départementale de l'Essonne. Elle tentera de déterminer les raisons de la présence de cet habitant de la ville voisine de Sainte-Geneviève-des-Bois. Le garçon, né au Portugal et qui résidait avec ses frères dans cette commune essonnienne depuis des années, n'avait jamais eu affaire avec la justice avant ce drame.

Le dispositif de sécurité renforcé mardi soir dans le quartier de la Grande-Borne à la suite de l'accident a été allégé depuis, aucun incident n'ayant été constaté.

C.S.-D.

vant la cour d'assises

léune autre on procès

e ne
end
Fer-
Mo-
e

Per-
le le
oha-
ohie
l lui
e ne
mo-
inte

chez
une
l est
ette
) de
ure

avec une p..., il m'avait montré des photos nues d'elle, lâche-t-il en garde à vue. Il m'avait dit de mentir sur mon âge et de dire que j'étais plus âgé. Et il m'a dit qu'il allait s'absenter de la soirée pour que je me mette bien avec Sophie. »

Saïd avoue aux enquêteurs qu'il n'a jamais dit qu'il sortait avec Sophie et a bien demandé à Mohamed de mentir sur son âge. Mais affirme qu'il n'a pas demandé que Mohamed couche avec la victime. Les deux autres invités du début de soirée attestent que Sophie était timide et réservée durant les moments où ils étaient là.

L'expertise a montré des traces d'ADN de Mohamed sur les sous-vêtements de la jeune femme. L'audience tentera de démêler les derniers flous autour du déroulement de la soirée.

pide des secours. Son mari, légère- C.S.-D.

Ris-Orangis. Rassemblement devant la préfecture

La classe des Roms reste contestée

Les membres de l'Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines roms (Asefrr) se sont mobilisés hier devant les locaux de la préfecture du département à Evry. Ils dénoncent toujours l'existence d'une classe accueillant uniquement des enfants roms dans un gymnase à Ris-Orangis, depuis le 21 janvier. « C'est une classe fantôme pour des élèves fantômes. Cette classe est illégale et n'existe pas administrativement », assure Nicole Brulais, responsable de l'Asefrr. « Cette association a été reçue lundi par mes services. Ils savent où nous allons. Je l'ai dit depuis le départ, c'est un dispositif transitoire pour à terme, dans un avenir proche, intégrer les enfants dans l'école classique », affirme la directrice académique de l'Essonne, Marie-Hélène Leloup. Pour Stéphane Raffalli, le maire PS de Ris-Orangis, « le droit est respecté ». « Cette classe est un sas d'intégration pour des enfants n'ayant jamais été à l'école et parlant peu ou pas le français. Ensuite, naturellement, tous les enfants ont vocation à intégrer l'école classique, dans des délais que je ne connais pas aujourd'hui. »

Aéroport d'Orly. Entreprises innovantes

Montebourg au forum Techinnov

Arnaud Montebourg doit se rendre cet après-midi à l'aéroport d'Orly. Le ministre du Redressement productif a prévu de visiter le forum Techinnov. Cette convention d'affaires, organisée par les chambres de commerce et d'industrie de l'Essonne et du Val-de-Marne, permet de mettre en relation les entreprises innovantes et les financeurs. Les rencontres nouées à cette occasion peuvent aboutir à des financements de projets, la mise en place de partenariats, à la vente de brevets, enclencher une ouverture à l'international... Au total, 1 600 participants sont attendus de 9 heures à 19 heures avec un objectif de 9 500 rendez-vous entre décideurs.

Lardy. Un dixième rassemblement à l'entrée du site

Nouvelle mobilisation chez Renault

Les syndicats CGT et SUD appellent les salariés du centre technique Renault de Lardy, à se rassembler, ce matin à partir de 10 h 30, à l'entrée du site. Cette mobilisation du personnel est la dixième depuis le début des négociations entamées par la direction de Renault et les syndicats sur l'accord de compétitivité. Les représentants CGT et SUD, pourraient proposer aux salariés de se rendre, à 14 heures, au Technocentre Renault de Guyancourt (Yvelines) où Carlos Ghosn, PDG de la marque au losange, doit

Des riverains s'inquiètent de la présence des nombreux camps roms

RIS-ORANGIS

La tension monte chez les riverains

« *On a franchi un cap, certains se disent prêts à sortir le fusil de chasse.* » La tension commence à atteindre son paroxysme aux abords des sept camps roms de la ville. Mardi 5 février, ils étaient une cinquantaine en mairie venus apporter leur soutien à l'action du maire, Stéphane Raffalli, à travers une pétition qui a recueilli pour l'heure plus de 400 signatures. Tous parlent d'une même voix. « *Nous sommes apolitisés mais en tant que citoyens nous voulons défendre avant tout l'intérêt de la commune.* » Après des rixes survenues aux abords du terrain de tennis, les langues commencent à se délier et critiquent l'action des associations de soutien aux Roms. « *Le représentant de l'association du Pérou est complètement fou, il habite dans le XIIe arrondissement, pour lui tout va bien, les problèmes c'est pour nous !* » Ce que dénoncent avant tout ces riverains inquiets ce sont les « *agressions verbales, parfois physiques, les vols et les cambriolages qui ne cessent d'augmenter* » bien que la police avoue ne pouvoir relier ces actes aux Roms. « *Nous comprenons la misère dans laquelle ils vivent, c'est pour ça qu'aussi bien pour eux que pour nous, cela ne doit plus durer.* » Bien conscient de la grogne qui s'empare d'une partie de la population, le maire devait recevoir le préfet, Michel Fuzeau, et le président du Conseil général, Jérôme Guedj. « *Jusqu'à présent, j'étais seul, maintenant je suis soutenu,* assure l'édile. *Nous allons bâtir une solution qui prend en compte les souhaits de chacun des acteurs du dossier d'ici quelques semaines, la situation ne peut plus durer des mois.* » ▮ S.G.

Mardi dernier, une cinquantaine de riverains est venue exprimer son mécontentement auprès du maire.

Grève au lycée Pierre-Mendès-France

RIS-ORANGIS

La grogne de l'équipe éducative

L'équipe éducative du lycée professionnel Pierre-Mendès-France était en grève lundi 11 février. Par ce mouvement, enseignants, surveillants et CPE ont voulu alerter les autorités publiques sur l'état de délabrement avancé de leur lycée. « *Deux commissions de sécurité ont donné, depuis septembre, des avis négatifs concernant la sécurité de nos locaux. Des travaux doivent absolument être engagés pour la sécurité de nos élèves* », témoignent Yannick Biliec et David Saussol, tous deux professeurs de l'établissement.

Des portes cassées, des poutres métalliques rouillées, de multiples fuites d'eau, la sécurité de l'ensemble des acteurs du lycée n'est plus assurée aujourd'hui. Le maire, Stéphane Raffalli, s'est rendu sur place lundi pour discuter avec les enseignants. « *Cela fait plusieurs années que la ville demande la rénovation des bâtiments à la Région. Il est le dernier lycée de banlieue à ne pas avoir été rénové* », déplore-t-on en mairie. L'édile a d'ailleurs signifié, lors de sa visite, qu'en cas de nouvelle commission de sécurité, l'établissement pourrait fermer. Une affirmation fermement démentie par la vice-présidente du Conseil régional, Henriette Zoughebi : « *Il n'y a rien à craindre vis-à-vis d'une éventuelle fermeture. Le chantier concernant les aspects les plus dangereux débutera pendant les vacances de février. La rénovation globale du lycée s'inscrit dans un plan étalé sur 10 ans. Les études pour les futurs travaux sont en cours.* » Par ailleurs, les enseignants regrettent que la nouvelle direction tende à oublier l'environnement social du lycée. « *Nous manquons clairement de personnel. On nous demande d'aller très vite dans notre travail et de faire très bien. Dans la situation actuelle, c'est impossible* », déplore Yannick Biliec. « *Les enseignants souhaitent dialoguer et moi aussi. Nous nous rencontrerons vendredi 15 pour discuter de leurs inquiétudes* », veut rassurer Henriette Zoughebi. ▮ C.Domas

L'équipe éducative du lycée en grève ce lundi.

Chez vous

Les rendez-vous dans votre commune

EVRY

Permanence de l'association France acouphènes
Chaque 3e mardi du mois, de 14h à 17h, l'association France acouphènes met en place une permanence à la maison de quartier des Epinettes afin d'écouter, informer et aides les personnes souffrant d'acouphènes et leurs proches. Prochaine date le mardi 19 février. Prévenir de votre venue par mail (jacques.foenkinos@france-acouphenes.org).
• *www.france-acouphenes.org*

A la rencontre des métiers
La Faculté des métiers de l'Essonne accueille le public pour offrir information et orientation sur ses plus de 60 formations le samedi 23 février, de 9h à 12h, sur son site d'Evry, 3, chemin de la Grange-Feu-Louis.
• *www.essonne.fac-metiers.fr*

BONDOUFLE

Les 1001 nuits de Tousnina
Contes d'Algérie, par Nora Aceval, dans le cadre de Regards sur l'Algérie. Comment secourir un marchand qu'un génie malfaisant s'apprête à décapiter ? Les histoires de Tousnina, terre natale de Nora Aceval, nous le diront. Vendredi 15 février, à 18h30, à la salle des fêtes de Bondoufle.

LISSES

Groupe de parole
Organisé pour les familles touchées par le handicap mental, par le Sice-HM (Syndicat intercommunal du Centre Essonne pour l'action en faveur du handicap mental), mardi 19 février, à 14h, à la salle Magellan, 2, avenue du Bois-de-place à Lisses. Il aura pour thème "Parents : préparer l'après-nous". Entrée libre.
• *Tél. : 01.60.78.21.14.*

RIS-ORANGIS

Ateliers Biodanza®
La Biodanza® est une pratique simple de mouvements dansés. Vendredi 15 février, des cours sont proposés à la salle de la Passerelle, place Jacques-Brel .
• *Tél. : 01.69.04.04.40.*

Kermesse — BONDOUFLE — Festival de country — BONDOUFLE — Championnats d'Ile-de-France de cross — LISSES

Le Point Afrique | Belles Montres | Le Point Golf | Le Point Etudiants | Guide du vin | Vino Bravo | Services Le Point | Identifiez-vous | Abonnez-vous au Point à partir de 1 €

Le Point.fr
Mise à jour le 24 novembre à 23h10

RECEVEZ NOS NEWSLETTERS
SUIVEZ-NOUS
SOMMAIRE DU MAGAZINE

ACTUALITÉ CULTURE

AFP - Publié le 15/02/2013 à 21:39

La star du flamenco Israel Galvan danse pour les Roms de Ris-Orangis

IMPRIMER

Abonnez-vous à partir de 1€ | 147 | 9

Au milieu d'un campement de Roms à Ris-Orangis, la nouvelle étoile du flamenco Israel Galvan frappe des talons avec passion. Habitué des grandes salles prestigieuses en Europe, il est venu ici "se confronter au réel".

Les Roms du campement, véritable bidonville à 20 kilomètres au sud-est de Paris, ont terminé la construction de la scène vendredi matin afin d'accueillir le danseur, actuellement à l'affiche du Théâtre de la Ville à Paris.

En début de soirée, la silhouette longiligne d'Israel Galvan, pantalon orange et doudoune marron, apparaît dans le camp, attendue par environ 70 personnes, habitants du bidonville et membres d'associations de soutien. Les enfants, tout juste sortis de l'école ou du gymnase où certains sont scolarisés, s'impatientent au milieu de la boue et des cabanes, construites en bordure de la N7.

Torse bombé, accompagné de deux cantaores (chanteurs de flamenco), il exécute quelques pas de danse pendant quelques minutes, frappant le sol de façon rude et virile, à la manière d'un torero athlétique.

Mais il est surtout heureux d'inviter les Roms à danser au milieu de la petite scène, faite de planches de bois et entourée de guirlandes qui donnent à l'endroit des airs de fête foraine.

Une femme, dont la jupe noire frôle le plancher, hésite, puis finalement se lance dans le cercle sous le regard bienveillant d'Israel Galvan.

En soirée, les Roms sortent leurs propres instruments: violons, accordéons et tambours frappés à l'aide de bouteilles en plastique.

Una bailaora en el espectáculo que Israel Galván (a la derecha, con pantalón naranja) montó en Ris-Orangis, en las afueras de París. / MEHDI FEDOUACH (AFP)

Un 'apartheid' gitano cerca de París

Israel Galván, que actúa en la capital francesa con su espectáculo sobre el Holocausto gitano, baila para los romaníes del campamento de Ris-Orangis

MIGUEL MORA
París

François Hollande prometió durante la campaña electoral que su política de inmigración sería distinta de la practicada por Nicolas Sarkozy. "No habrá expulsiones en masa sino caso por caso", aseguró el candidato socialista, y "ninguna minoría será estigmatizada ni utilizada como chivo expiatorio". Nueve meses después de llegar al poder, la promesa se ha deshecho como un azucarillo. El ministro del Interior, el barcelonés Manuel Valls, ha superado el récord de expulsiones de su antecesor, el ultraconservador Claude Guéant. 36.822 extranjeros fueron devueltos a sus países en 2012, contra 33.000 en 2011 (un 11% más) y 28.000 en 2010, según datos oficiales. Un tercio de ellos eran ciudadanos europeos: gitanos rumanos y búlgaros.

En las últimas semanas se han producido varios episodios de discriminación de la comunidad romaní que sugieren que, como señalan las asociaciones de derechos humanos, la política de Hollande y Valls es idéntica a la de Sarkozy y Guéant. En Marsella se ha expulsado ilegalmente a mujeres embarazadas y a niños. En el distrito XV de París se ha negado la escolarización a niños gitanos. En la región de la Val-d'Oise se les niega acceso al comedor escolar.

Stéphane Maugendre, líder del Grupo de Información y apoyo a los Inmigrantes (GISTI), ha denunciado "la brutalidad y el maltrato" de las autoridades hacia los gitanos, y ha enfatizado que esa persecución "está sirviendo como moneda de cambio en un contexto económico y social cada vez más crítico".

El caso más inquietante de discriminación ocurre, está ocurriendo todavía, en Ris-Orangis, una ciudad dormitorio situada a 23 kilómetros del centro de París, al sur del aeropuerto de Orly y muy cerca de Evry, el municipio donde Manuel Valls forjó su leyenda de político-gendarme.

El alcalde de Ris-Orangis, un lugar desolador urbanizado en los años sesenta donde apenas se ven personas de raza blanca, es Stéphane Raffalli, un político socialista de la provincia de Essone, feudo electoral de Valls y del PS. Raffalli declaró la guerra a los campamentos ilegales de gitanos, y puso la vista en una *bidonville* levantada por varias familias rumanas el pasado mes de agosto sobre un terreno baldío situado bajo la carretera Nacional 7.

Su intención de derribar las chabolas chocó con la opinión del dueño del terreno, el Consejo General (diputación), que se opuso al desalojo. Pero el alcalde no se arredró, y en septiembre se negó a escolarizar en el pueblo a 13 niños del campo. "Es un caso evidente de *apartheid*", afirma Sébastien Thiéry, fundador de la asociación Perou, que ha levantado en el campamento una *embajada*, una gran cabaña de madera de pino que hace las veces de Iglesia y de aula de dibujo.

Raffalli alega que las clases están llenas, que los expedientes de los niños están incompletos y que no tiene medios para gestionar "tanta pobreza", y de momento solo ha aceptado colocar a los alumnos gitanos, que tienen entre 4 y 12 años, en un aula especial, un anexo del gimnasio. Parece mejor que la solución ideada en la periferia de Lyon, en Saint-Fons, donde los niños romaníes están escolarizados desde noviembre en una comisaría. Las ONG han definido este nuevo concepto con la expresión "clases étnicas", y tanto el ministerio de Educación como el Defensor del Pueblo, Dominique Baudis, siguen exigiendo la inscripción de los niños. Hace una semana, Baudis dio 10 días de plazo a Raffalli para cumplir la ley. Pero según apunta Anne, una joven voluntaria del campo, "los alcaldes saben que si los niños están escolarizados es mucho más difícil expulsar a sus familias".

> El alcalde del poblado se niega a escolarizar a 13 alumnos rumanos

> En el campo hay unas 30 chabolas. Viven 130 adultos y 40 menores

En el campamento, el viernes fue día de fiesta mayor. La estrella del flamenco Israel Galván, el revolucionario bailaor sevillano, acudió al campamento para bailar y conocer la situación de los gitanos. Galván actúa estos días en el Teatro de la Villa de París con su espectáculo *Lo real*, una visión sobre la persecución nazi y el Holocausto gitano —*Porraimos*, en caló—, en el que murieron más de 600.000 romaníes y sintis.

Junto al bailaor, de madre gitana, estaban Pedro G. Romero, director artístico de *Lo real*; los palmeros Bobote y Caracafé —residentes en el gueto gitano sevillano de Las 3.000 Viviendas—, y la trianera Carmen Lérida, *Uchi*, bailaora de vieja estirpe flamenca.

En el campo hay unas 30 chabolas, cada una más precaria que las otras. La tierra es negra y húmeda, y no hay agua corriente ni luz. Aquí viven 130 adultos y 40 menores. Muchos de los niños han nacido en Francia porque la mayoría de familias llegaron hace diez años, explica Dragomir, un joven padre de tres hijos. Cuenta que él vino a París en 2004, que ha sido desalojado "16 veces", que todos los habitantes del campo son del mismo pueblo —Bius—, y que el 80% son romaníes.

Los anfitriones han colocado una tarima de madera cubierta con una lona de plástico azul para que Galván pueda mostrar su arte, y en la puerta de entrada han pintado una frase del bailaor: "Las fuerzas que un día no tendré las estoy gastando ahora". Zapatillas de deporte, pantalón naranja y plumífero, Galván baila por bulerías y tonás (uno de los palos más antiguos del flamenco), y al acabar está sobrecogido y feliz: "He visto muchas caras como la de mi abuela", decía. "Y es impresionante que las fotos de los años cuarenta que usamos para preparar el espectáculo se parezcan a esto. Ahora tiene más sentido la obra. *Lo real* es una mirada personal, no política, sobre el genocidio gitano, sobre la muerte. La idea es que, pese a las dificultades, a los gitanos nos salva la alegría, la energía, las ganas de vivir. Ver la alegría de esta gente me hace pensar que hemos acertado, llena de sentido la obra, es como cerrar un círculo. El mejor regalo sería que la función sirva para ayudarles. La acogida de París y de esta gente justifica el trabajo hecho".

Emilio Caracafé y Bobote, que viven en el gueto levantado en los años sesenta por la dictadura de Francisco Franco para alejar a los calós del centro de la ciudad, no dan crédito a lo que oyen. "Es un crimen que eduquen aparte a los niños. Es como decirles sois distintos y siempre lo seréis. Igual que decir que todos los payos son ladrones porque roba Urdangarín", se indignaba Caracafé.

> El Gobierno socialista ha expulsado a más gitanos que los conservadores

> Cerca de Lyon, el colegio para los niños de la etnia es una comisaría

"Lo que está haciendo la alcaldía es ilegal", les explica el activista Sébastien Thiéry, "y ya pasaba cuando gobernaba Sarkozy. Lo hacen muchos alcaldes de izquierdas y derechas. No es una cuestión de partidos, es la sociedad francesa la que está enferma y obsesionada con los gitanos".

La industria de la "expulsión voluntaria" está engrasada desde que se fundó en 2006, y hay incluso autocares especiales dedicados a llevar a los romaníes expulsados hasta los aeropuertos, donde embarcan en vuelos chárter colectivos. Sin embargo, el dispositivo de repatriación parece estar sucumbiendo a sus paradojas: su éxito lo ha convertido en inoperante y demasiado costoso, porque muchos expulsados regresan por segunda vez. El gasto total en 2011 fue de 20,8 millones —9,4 millones para el transporte y 11,4 por la prima monetaria de 300 euros—. Con la crisis, Interior ha recortado el montante de las ayudas y, desde el 1 de febrero, la paga de 300 euros a los adultos pasa a ser de 50 euros. Para los niños, baja de 100 euros a 30.

Este cambio sugiere que las llegadas y expulsiones disminuirán. "El problema es que los que se quedan, como los de Ris-Orangis, no reciben ayuda para sus derechos básicos, una vivienda decente, atención médica y educación, porque Francia sigue sin recurrir a los fondos europeos de ayuda para los romaníes", explica Sébastien Thiéry. Aunque parezca mentira, la segunda economía de la zona euro, 65 millones de habitantes de todas las razas posibles, no encuentra la forma de acoger a unos cuantos miles de gitanos, los únicos que parecen no tener hueco en la República francesa.

Evry Centre-Essonne

RIS-ORANGIS

■ Le danseur Israel Galván en démonstration au camp rom de la N7

Le camp s'ouvre sur l'extérieur

Pour nombreuses personnes extérieures au camp, riverains ou du monde associatif, étaient venues admirer le danseur Israel Galván (photo de droite, situé à droite au premier plan).

Ouvrir le bidonville sur l'extérieur grâce à la culture. Vendredi 15 février, le camp rom situé aux abords de la N7 accueillait Israel Galván, danseur et chorégraphe espagnol de renommée internationale, pour une démonstration de flamenco. Un événement organisé par l'association Perou (pôle d'exploration des ressources urbaines), qui, depuis le mois de décembre, réorganise la vie sur le camp. Sébastien Thiéry, un des membres, tient à clarifier l'objectif de l'association, mise à mal par la municipalité et certains riverains ces dernières temps (voir notre précédente édition). « Nous partons du constat évident qu'un élu avec un bidonville sur son territoire se retrouve désarmé, explique-t-il. L'association a pour but de venir en aide aux personnes en situation de grande précarité, Roms ou autres. Nous ne voulons pas pérenniser les bidonvilles, c'est celui qui expulse qui perennise cette misère. Notre problématique est celle de les sortir de là le plus vite possible, mais dans des conditions décentes. » Dans un climat de tension qui ne cesse de monter, l'ambassade construite par le Perou au milieu du camp a pour but d'essayer de réactiver le contact entre l'intérieur et l'extérieur du camp grâce à des manifestations comme celle-ci. « Il faut provoquer des rencontres, créer des conditions d'apaisement, poursuit Sébastien Thiéry, la sortie de cette crise passera par un lien entre le camp et la ville. »

■ S.G.

De nombreuses personnes extérieures au camp, riverains ou du monde associatif, étaient venues admirer le danseur Israel Galván (photo de droite, situé à droite au premier plan).

Chez vous

Les rendez-vous dans votre commune

COURCOURONNES

Loto et gala du catch
Organisé par l'association Catch Essonne, dimanche 24 février, à partir de 13h30, au gymnase Colette-Besson, 26, rue du Plessis-Briard. Nombreux lots. Le loto sera suivi d'un gala de catch, à 17h, au gymnase (tarif : 2 €, gratuit pour les joueurs du loto).
• *Rens. au 06.85.14.23.74.*

LISSES

Exposition de sculptures
Rémy Provost présente ses sculptures du 4 au 30 mars à l'espace Léonard-de-Vinci, avenue des Parcs à Lisses. Rens. à l'association Trait d'union.
• *Tél. : 01.60.79.48.80 ou sur http://association-trait-d-union.over-blog.com*

Algériens, frères de sang
Exposition de photographies de Yves Jeanmougin, en hommage au poète Jean Sénac, né et décédé en Algérie (1926-1973). Les images que Yves Jeanmougin en offre aujourd'hui sont les fruits de la profonde relation qu'il entretient avec l'Algérie. Jusqu'au 2 mars à la médiathèque Colette.
Tél. : 01.69.11.48.80.

■ Osca 2000

■ Collecte de pièces jaunes

EVRY

Un cadeau très spécial

France 2013 : Régime d'apartheid ? / Lettre ouverte à Manuel Valls, ministre de l'Intérieur

21 février 2013 | Par Jean-Marc ADOLPHE - Mediapart.fr

Paris, le 20 février

Monsieur le ministre de l'Intérieur,

Il y eut, ce vendredi 15 février, un tremblement de chairs. A même la terre où nous vivons. Ce séisme, à peine perceptible pour qui n'a pas les pieds sur terre, a été enregistré aux alentours de 17h, en bordure de la Nationale 7, à une vingtaine de kilomètres de Paris, dans une localité répondant au doux nom de Ris-Orangis. Ce nom doit vous être familier, ne serait-ce que parce que Ris-Orangis est situé dans le département de l'Essonne, non loin d'Evry qui vous a donné vos premiers mandats. Mais aussi parce que vos services, s'ils lisent la presse ou que par tout autre moyen se tiennent *informés*, doivent savoir que depuis quelques mois y séjournent quelques familles Roms : 130 adultes et 40 mineurs. En d'autres termes : d'un vague terrain, ces nomades européens (puisqu'originaires de Roumanie) ont improvisé un camping de fortune, aussi appelé « bidonville », sans eau ni électricité, mais le cœur à l'ouvrage. Là, dans ce terrain à l'abandon, désormais devenu lieu de vie, une ambassade s'est ouverte. Elle n'est d'aucun pays, si ce n'est celui d'une humanité sans frontières. D'un pays existant, elle a pourtant emprunté le nom : PEROU. Cela signifie, Monsieur le Ministre : Pôle d'Explorations des Ressources Urbaines. Ses « ambassadeurs » sont de jeunes politologues, urbanistes, sociologues, artistes, étudiants, qui tentent de construire du commun et de « faire hospitalité » en compagnie de militants associatifs, jeunes ou moins jeunes.

Or donc, à l'initiative du PEROU, ce vendredi 15 février, un ambassadeur provisoire est venu en délégation dans ce bidonville. Israel Galván, étoile du flamenco, révolutionnaire danseur sévillan, était alors à l'affiche du Théâtre de la Ville, avec sa dernière création, *Le Réel*, dont la source puise à la mémoire du génocide tsigane perpétré pendant la Seconde Guerre mondiale. Le 15 février, pour lui jour de relâche mais non de relâchement, il est venu à Ris-Orangis pour danser et connaître par lui-même la situation de ces familles Roms, que le Théâtre de la Ville a eu l'élégance d'inviter afin que certains puissent voir un spectacle qui est aussi le leur. Afin d'accueillir dignement Israel Galván, les Roms de Ris-Orangis (parmi eux, d'excellents menuisiers) ont construit en quelques jours un plancher posé sur la terre boueuse. Prévenu de cette visite, le directeur du cabinet du maire de Ris-Orangis (lui-même astrophysicien de formation mais ayant oublié que certains êtres vivants, notamment Roms, peuvent être en eux-mêmes des « étoiles ») a cru bon s'enquérir de la demande d'autorisation qui eut dû, selon lui, être faite. Sachez, Monsieur le Ministre, qu'un artiste, pour exercer son art, n'a nul besoin (sauf dans certains régimes que vous réprouvez) d'y être autorisé. Qu'*a fortiori* il ne s'agissait pas d'un « spectacle » recevant du « public », mais d'une visite privée, d'égal à égaux. Certes, Israel Galván n'était pas seul à entrer dans le bidonville où les Roms avaient repris l'une de ses phrases (« Les forces qui vont me manquer un jour, je les dépense ») pour la peindre sur la porte cochère, ouverte à tous vents. L'y accompagnaient une poignée d'amis, quelques journalistes, et certains des danseurs et

musiciens qui jouaient alors avec lui au Théâtre de la Ville. Parmi eux, Bobote, le guitariste Caracafé et Carmen Lérida, dite La Uchi, trois artistes de très grande classe. Pénétrant dans le bidonville, découvrant les baraques de fortune qui y ont été dressées, leur émotion était à fleur de peau. Car ils vivent toujours dans le ghetto gitan de Séville, construit par le régime franquiste qu'ils ont connu et dont ils ont subi les foudres. Là, à Ris-Orangis, sur vos terres, leurs yeux avaient peine à croire ce qu'ils voyaient. Qu'un tel bidonville puisse encore exister (et beaucoup d'autres, qu'ils n'ont pas vu), en 2013, dans un pays qui s'appelle la France, et qui se prétend de surcroît « socialiste ».

Monsieur le Ministre, vos parents ont eux aussi connu le franquisme, et l'ont fui. La France a alors su leur faire accueil. A une militante âgée, qui soutient l'action du PEROU, qui vous le fit remarquer un jour, vous avez répondu en substance *: « Oui, mais eux* -vos parents, donc-, *ils étaient artistes. »* Les Roms dont il est ici question sont tout comme vos parents : la plupart sont artistes, manient le violon ou l'accordéon comme personne ; et tous, en tout cas, cultivent depuis des générations un art de vivre (et souvent même, de survivre) dont nous autres aurions beaucoup à apprendre. Seraient-ils extra-européens, non « schengeniens », ils pourraient prétendre sans coup férir à ces cartes de séjour « compétences et talents » que votre ministère octroie à des personnes remarquables que la France souhaite garder sur son sol. Suprême paradoxe : nés pour la plupart en Roumanie, ces Roms sont citoyens européens, et se voient pourtant refuser, en France, l'accès au travail légal comme à des conditions de vie décentes et conformes à leurs us et coutumes. Pire : là où l'actuel président de la République s'était engagé lors de la campagne électorale à ce qu'*« aucune minorité ne [soit] stigmatisée ni utilisée comme bouc émissaire »*, vous avez peu ou prou endossé le costume de votre prédécesseur, Claude Guéant, et sous votre ministère, le nombre d'expulsions a même augmenté, passant de 33 000 en 2011 (et 28 000 en 2010) à 36 822 en 2012. Un tiers de ces expulsions concernent des citoyens européens : gitans roumains et bulgares.

Ces données officielles sont rappelées par Miguel Mora, correspondant à Paris d'*El País*. Evoquant la situation à Ris-Orangis, il a publié, dimanche sur une pleine page du grand quotidien espagnol, un long article intitulé : « Un "apartheid" gitan près de Paris ». J'imagine, Monsieur le Ministre, qu'eu égard à vos convictions républicaines et au sens de votre engagement politique, il n'est guère aimable de vous entendre qualifier de complice, voire d'exécutant d'un régime d'apartheid. Pourtant, sur ce sujet, nous ne vous entendons guère, et comme le dit le proverbe : qui ne dit mot consent. Comment expliquez-vous, Monsieur le Ministre, qu'il ait fallu de trop longues semaines pour qu'enfin les enfants roms de Ris-Orangis soient normalement scolarisés, comme l'exige la loi, et comme le rappelle une belle tribune de votre collègue George Pau-Langevin, Ministre déléguée chargée de la Réussite éducative, parue ce mercredi 20 février dans *Libération*. Il a fallu la pression médiatique, celles d'Amnesty International et de la Fondation Abbé Pierre, du Défenseur des Droits, Dominique Baudis, et du Comité européen des Droits sociaux du Conseil de l'Europe (qui a condamné la France pour « violations manifestes » des droits de la communauté gitane) pour qu'enfin le Préfet de l'Essonne impose à la municipalité de Ris-Orangis l'obligation d'inscrire à l'école 10 enfants du bidonville rom. L'affaire est-elle close pour autant ? Pas le moins du monde, puisque le maire de Ris-Orangis, Stéphane Raffalli, convoque enseignants et parents d'élèves pour envisager *« avec détermination »* […] *« la position que la commune doit adopter au regard de cette nouvelle situation »*. De quelle *« détermination »* parle le maire de Ris-Orangis ? Celle de trouver une issue digne et positive à cette situation ? On peut en douter, au vu des nombreux communiqués et prises de position antérieurs qui n'ont cessé d'inquiéter les populations et de stigmatiser les Roms. La municipalité de Ris-Orangis n'est pas contrôlée par le Front national, ni même par l'UMP. Stéphane Raffalli est l'un des vôtres. Mais vous,

êtes-vous dans son camp ? L'ancien maire de Ris-Orangis, Thierry Mandon, n'est certainement pas de votre bord : il a même, pendant la « primaire » socialiste, mené campagne pour Arnaud Montebourg ! Mais il est aujourd'hui député de la 9e circonscription de l'Essonne, et porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Le 9 janvier dernier, dans un Communiqué de presse au sujet de la question des Roms à Ris-Orangis, il écrivait notamment : *« Le maire a tenu à rappeler que l'on ne pouvait pas demander à une commune de régler seule un problème qui est un problème de la responsabilité tant de l'Etat que du Conseil général […] et que son devoir est de faire respecter les règles de sécurité des personnes et des biens. Thierry Mandon regrette par ailleurs l'utilisation politicienne de la situation des Roms qui, exploités économiquement n'ont pas besoin en plus d'être exploités politiquement. Il soutiendra donc les efforts du maire de Ris-Orangis pour que soient retrouvées les conditions d'un retour à la normale et l'Etat de droit dans sa commune. »*

Thierry Mandon est donc « socialiste » ou prétend l'être. Mais qu'est-ce alors qu'être « socialiste » ? Thierry Mandon soutient le maire de Ris-Orangis qui organise une réunion en mairie (le 5 février) avec une poignée de riverains dont certains menacent de *« sortir le fusil de chasse »*. S'il était soucieux de *« faire respecter les règles de sécurité des personnes et des biens »*, que ne déciderait-il sur le champ de protéger les Roms et de désarmer certains des riverains qui pourraient éventuellement être équipés d'un fusil de chasse ?

Pour pouvoir se ravitailler en eau, les Roms sont obligés de traverser les quatre voies de la Nationale 7, dont le trafic est intense. Si le maire de Ris-Orangis est soucieux de *« faire respecter les règles de sécurité des personnes et des biens »*, que ne fait-il installer un point d'arrivée d'eau dans l'enclave du bidonville ? Faudra-t-il attendre qu'il soit attaqué en justice pour non-assistance à personnes en danger pour qu'il se résolve enfin à ouvrir le robinet du bon sens ?

Il ne s'agit pas là, Monsieur le ministre de l'Intérieur, d'une « situation locale ». Votre responsabilité politique est engagée. Cette « lettre ouverte » vous adresse une question simple : êtes-vous complice ou non d'un régime d'apartheid qui s'est installé en France ? Cette question appelle, de votre part et sans délai, une réponse sans détour. En attente de mots, et d'actes.

(éditorial www.mouvement.net, 20 février 2013)

URL source: http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-marc-adolphe/210213/france-2013-regime-dapartheid-lettre-ouverte-manuel-valls-ministre-de-linterieur

Que se passe-t-il réellement à l'intérieur du bidonville rom de Ris-Orangis ?

27 février 2013 | Par Essonne Info - Mediapart.fr

Depuis quelques mois, la commune de Ris-Orangis en Essonne devient l'observatoire d'une expérience sociale et politique insolite sur la question des Roms. Depuis l'installation d'un camp en bordure de la Rn7 à l'entrée de la ville, le maire semble totalement acculé et désarmé entre les plaintes des riverains, la colère des associations solidaires de la cause des Roms, et les collectivités qui se désolidarisent. Essonne Info a mené une enquête sur le terrain de plusieurs semaines, et vous propose aujourd'hui un dossier entièrement consacré au bidonville de Ris-Orangis.

- *Radika, une résidente rom de Ris-Orangis (Mathieu Miannay / EI)*

Point de départ d'une confusion identitaire, le discours de Sarkozy en juillet 2010 a eu un impact certain sur l'usage du terme « Rom ». Si bien qu'aujourd'hui on se perd dans les terminologies. Qui sont les Roms ? D'où viennent-ils ? Comment vivent-ils ? Sont-ils sédentaires ou nomades ? Comme point de départ, nous pouvons affirmer que les Roms font partie d'un peuple que l'on appelle les Tsiganes. Ceux qui vivent en France sont sédentaires et originaires de Roumanie. Mais qui peut prétendre les connaître ? A Ris-Orangis, s'est établie au centre du bidonville une association du nom de PEROU pouvant apporter des éléments de réponses. Elle vise à être un observatoire décrivant ce qui a lieu dans un bidonville aujourd'hui en territoire européen. *Essonne Info* a donc mené une investigation

photographique au cœur du campement pour aller à la rencontre de ces personnes…

Dans une seconde enquête, Essonne Info révèle ce qui se dissimule derrières les tensions récurrentes entre les politiques et les habitants de Ris-Orangis. Le nouveau maire Stéphane Raffalli, a toujours tenu une position claire quant à la question des Roms : l'expulsion en bonne et du forme. Suite à l'injonction du préfet l'obligeant à scolariser les enfants du bidonville, le maire se retrouve démuni. Comment va-t-il réagir ? Dans le même temps, il est observé, comme conséquence directe des actions de PEROU et autres associations de soutient envers les roms, une solidarité qui s'organise entre des riverains et les habitants du bidonville…

URL source: http://blogs.mediapart.fr/blog/essonne-info/270213/que-se-passe-t-il-reellement-l-interieur-du-bidonville-rom-de-ris-orangis

RIS-ORANGIS Ils ont été reçus par le préfet

La scolarisation des Roms inquiète des parents

Ris-Orangis, lundi dernier. Alors que la mairie avait scolarisé les enfants du bidonville dans un gymnase, le préfet a décidé de les intégrer dans l'école communale du quartier. *(LP/J.H.)*

Quelques parents d'élèves et habitants de Ris-Orangis ont été reçus hier soir par le représentant de l'Etat dans les locaux de la préfecture à Evry. Leur objectif : obtenir des explications après la décision du préfet de scolariser la semaine dernière une dizaine d'enfants roms en maternelle et en primaire dans le groupe scolaire Guerton de la commune. « Il doit assumer ses décisions, c'est son rôle et il le remplit », se félicite le maire PS de Ris-Orangis, Stéphane Raffalli. La préfecture, tout comme les services de l'inspection académique également présents, n'ont pas souhaité s'exprimer sur le sujet.

Jusque-là, les enfants roms étaient scolarisés dans une classe spéciale implantée dans un gymnase. Le préfet a décidé de mettre fin à l'expérience. La décision de la réunion en préfecture a été prise la semaine dernière, lors d'un rassemblement en mairie à laquelle une soixantaine de parents d'élèves étaient présents. « J'ai entendu que cette réunion à l'hôtel de ville était de l'incitation à la haine raciale. C'est n'importe quoi ! Je suis au contraire dans une logique de rassemblement pour trouver une solution aux tensions nées de la présence de ce bidonville », clame Stéphane Raffalli.

> *« Ils avaient une classe entre eux, je ne comprends pas pourquoi le préfet l'a supprimée »*
>
> **Francisca, parent d'élève**

Car des tensions, à écouter les parents d'élèves présents hier, il y en a déjà. « Ils sont déjà 27 élèves dans la classe de mon fils. C'est déjà beaucoup, alors rajouter des enfants qui nécessitent une attention particulière à cause de leur niveau n'est pas une bonne solution », assure Houach, un papa. « Je n'ai rien contre les enfants roms mais ils ne sont pas habitués à vivre avec les autres petits. C'est compliqué à gérer. Ils avaient une classe entre eux, je ne comprends pas pourquoi le préfet l'a supprimée », poursuit Francisca. « On ne met pas des enfants parlant à peine français et pas habitués au cadre scolaire comme ça en cours d'année. Et puis comment cela va-t-il se passer pour payer la cantine ? » estime Cynthia.

En attendant, pour la première fois en Essonne, une brigade de groupement d'intérêt public a été dépêchée par le préfet de région pour mener une enquête sociale sur les occupants du campement de Ris-Orangis. Les conclusions seront dévoilées demain. « Cela s'inscrit dans le respect de la circulaire Valls du mois d'août qui fixe le cadre des démantèlements des bidonvilles. Tout est étudié pour pouvoir trouver des solutions, par exemple proposer des formations ou des relogements », détaille le maire. Selon la municipalité, l'évacuation du campement pourrait ensuite intervenir « dans les semaines à venir ».

JULIEN HEYLIGEN

Evry. Ils se sont enga

Dix-sept nou pour le servi

Ils sont étudiants, salarié formation, filles ou garç 16 ans à 25 ans se sont en service civique à Evry. C' pour laquelle la commun reconduite.

Les volontaires se sont au sein des services mun participer à l'accompagne la classe d'accueil et de r réalisation d'une enquête tranquillité publique. La Martin Hirsch, président Seymour Morsy, préfet d l'Essonne.

Chilly-Mazarin - Mas

La grève se p le sous-traita

Un nouveau rassemble du centre de tri de Ch salariés du sous-traitant charger et décharger les dernière afin de proteste négociations aujourd'hui indique Brigitte Gabriel, n'avons obtenu qu'une c mensuelle, de 16,45 € à 3 véhicule. Ce n'est pas su une revalorisation de leu de fin d'année par un 13

Montlhéry. Parc de

Le chantier d

On ne parle pas encore d plus dans les arcanes d quelques semaines au 14, travaux de rénovation, le c touche à sa fin et la date d la mairie est enfin connue. de Jérôme Guedj, présiden Nathalie Kosciusko-Morize

Morangis. Applicat

Le site de la

Accéder facilement à l' téléphone portable, c sur iPhone et d'ici quelq tous les renseignements informations pratiques c fonction « signaler » perm information à la municip

Chaque Lundi

[redacted]

à l'assemblage

Le projet du PEROU a été mis en œuvre par les habitants du bidonville situé Place de l'Ambassade à Ris-Orangis, le Collectif des Rissois solidaires, l'Association de solidarité de l'Essonne avec les familles roumaines et roms. Et une assemblée de constructeurs.

Journal Clandestin

à : 03 mars-avril 2013

au perou

au risque de l'action

Redessiner l'espace public

Le temps d'un chantier

Où l'on comprend comment un chantier peut devenir le lieu et le temps de la construction d'un espace politique…

Un droit à la ville par Merril Sinéus

L'horizon par Aude Tincelin

Le temps d'ouvrir le bidonville

Où l'on comprend combien l'espace détermine les impasses sociales…

Sur le tableau noir par Sophie Triniac

aux gémonies

Fabrique de non-droit

Retour sur les politiques européenne et française à l'endroit des Roms.

à l'épreuve des corps

Vies de transitions

Ismaël Halissat, membre du PEROU, mesure les effets de ces lois…

[redacted]

A la Une : notre dossier sur les populations roms dans l'Essonne

Roms : insalubrité, précarité... fraternité ?

Les Roms... Qui sont-ils, combien sont-ils et où vivent-ils ? Quels sont leurs droits et leurs devoirs ? Quels sont ceux de l'Etat et des collectivités ? A travers l'exemple d'un campement de Ris-Orangis, nous tentons de répondre à ces questions...

Pendant des années, la seule méthode utilisée par les pouvoirs publics pour traiter du dossier des occupations illicites consistait à un démantèlement des camps. Une situation en passe d'évoluer.

Depuis plusieurs mois, les Roms sont particulièrement sous le feu de l'actualité. Est-ce parce que les flux d'immigration de ces populations sont plus fréquents ? Pas réellement, mais la mise en place, fin août, de la circulaire interministérielle "relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites" (lire ci-dessous) a sans doute accentué la visibilité des Roms dans la société.

Combien sont-ils ?

Dans l'Essonne, les populations roms sont estimées entre 1 300 et 1 500 personnes, adultes et enfants, « *mais nous sommes plutôt dans une fourchette haute* », indique le préfet de l'Essonne, Michel Fuzeau. Dans la plupart des cas, les Roms vivent dans des squats mais aussi dans des bidonvilles. Dans l'Essonne, 25 lieux de campements sont dénombrés, dont les plus importants sont à Vigneux-sur-Seine (400 personnes), Ormoy-Villabé (300 personnes) et Ris-Orangis, commune qui compte à elle seule sept sites occupés, dont un situé sur la RN7 qui concentre 270 personnes (lire ci-dessous).

Qui sont-ils ?

Le terme Rom ne caractérise aucune réalité tangible. « *Il ne correspond pas à une ethnie en particulier dans la mesure où gitans, romanichels, tziganes, bohémiens ou manouches, par exemple, n'ont pas la même origine*, poursuit le représentant de l'Etat dans l'Essonne. *De plus, le terme Rom n'englobe pas les mêmes catégories de personnes selon le droit communautaire et le droit français, ce dernier n'assimilant pas les Roms aux gens du voyage, contrairement à l'union européenne. En réalité, ceux que nous appelons Roms sont des ressortissants majoritairement roumains et bulgares qui ont fui leur pays d'origine pour des raisons économiques ou suite au rejet de leurs concitoyens.* »

Où vivent-ils ?

Dans l'Essonne, les Roms occupent la plupart du temps des terrains publics, très peu de terrains privés, car les terrains privés libres ou en friche sont rares et que dans ce cas les propriétaires sont plus vigilants. « *Les terrains publics occupés sont en majorité des terrains d'Etat, par exemple par le biais de la Direction des routes d'Ile-de-France (Dirif), de l'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP)*, détaille le préfet Michel Fuzeau. *Pour le reste, il s'agit soit de terrains appartenant à Réseau ferré de France (RFF), soit à des collectivités, Conseil régional, Conseil général ou communes.* » Un choix d'implantation guidé par plusieurs aspects. « *La caractéristique commune à ces terrains est qu'il s'agit à chaque fois de réserves foncières, à proximité immédiate d'axes routiers ou de voies ferrées, qui permettent aux Roms de vivre sur un espace inoccupé. La proximité des voies ferrées est particulièrement recherchée de ces populations car le train leur permet de se rendre à Paris où ils vont faire la manche* », détaille le préfet.

➔ suite page suivante

Une circulaire oui, mais pour quoi faire ?

Communément nommée "circulaire Valls", la circulaire interministérielle du 26 août 2012 est en fait un document cosigné par sept ministres. Le texte dicte la ligne de conduite que les services publics se doivent d'adopter en cas d'occupation illégale d'un territoire. Première étape, « *mobiliser les services de l'Etat et les acteurs locaux concernés* ». Dès l'installation d'un camp, le maire se doit de procéder à une évaluation, en y associant, outre les pouvoirs publics, « *les associations susceptibles d'apporter un concours* ». L'étape suivante est celle du diagnostic de la situation de chacune des familles ou personnes isolées, afin de prendre en compte l'ensemble des problématiques (logement, emploi, santé, scolarisation, etc.). Une fois ce constat dressé, la mise en place d'un accompagnement est prévue par le texte. C'est dans ce paragraphe que l'accès aux droits est mis en avant, notamment en matière d'obligation de scolarisation et de soins. Pour l'hébergement, plusieurs solutions sont prévues mais toujours dans l'objectif de « *stabiliser les personnes pour favoriser leur insertion* ». En matière d'intégration professionnelle, le gouvernement a récemment facilité les conditions d'accès pour les Roumains et les Bulgares. Les taxes dues par l'employeur sont supprimées, les mesures de droit commun de l'emploi doivent alors être appliquées. Dernier volet, « *mobiliser les moyens disponibles* ». Moyens de droit commun, mobilisation des fonds européens ou autres, toutes les possibilités afin de résoudre le problème, financièrement et matériellement, doivent être mises en application. **S.G.**

Sur les vingt-cinq campements installés dans le département, sept se situent sur la commune de Ris-Orangis

Ris-Orangis, un cas d'école en Essonne

C'est le bidonville qui a fait le plus de bruit. Pourtant, ce n'est ni le plus vaste, ni le plus peuplé. Le camp installé aux abords de la Nationale 7 à Ris-Orangis est depuis quelques semaines envahi... par les journalistes ! Libération, France Info ou encore Médiapart et même El Pais, quotidien espagnol, en ont fait leurs choux gras. En ligne de mire, la scolarisation imposée par le maire, Stéphane Raffalli, dans une salle de la ville. Une mesure annulée par le préfet de l'Essonne, Michel Fuzeau.

Le camp aux abords de la N7 est devenu, malgré lui, le symbole des bidonvilles du département.

Sept camps et plus de deux cents habitants

« *Je pense que le dispositif que nous avions mis en place pour scolariser ces enfants, qui ne l'avaient jamais été, était bien meilleur que la décision prise par le préfet.* » Même après avoir essuyé de nombreuses réactions (y compris des accusations de racisme et d'apartheid), Stéphane Raffalli n'en démord pas, sa solution, « *qui devait être temporaire* », était la bonne. Elu en novembre 2012 pour remplacer Thierry Mandon, appelé sous d'autres cieux (ceux de l'Assemblée nationale), le nouveau maire s'est retrouvé avec la patate chaude entre les mains, autrement dit le dossier des Roms, que les maires du département ont pu se "refiler" pendant dix ans par le biais des expulsions. La faute à une gestion sinon désastreuse, tout au moins quasi inexistante de ces camps illicites, accentuée par le fait que bon nombre de communes ont laissé passer du temps avant de se conformer au schéma départemental d'aires d'accueil des gens du voyage. Une situation qui a donc progressivement contraint la commune de Ris-Orangis à accueillir pas moins de sept camps aujourd'hui, s'étendant des berges de la Seine à l'hippodrome, pour une estimation de plus de deux cents réfugiés apparentés roms. Une situation qui serait en train de changer selon l'édile. « *J'ai tout de suite sollicité les instances supérieures mais je me suis senti un peu seul. Je n'avais pas les moyens de mettre en œuvre la circulaire. Mais les choses ont changé et la procédure va pouvoir être appliquée. C'est la première fois que de tels moyens vont être mis à disposition d'une commune.* » L'élu l'assure, démantèlement il y aura, mais pas d'expulsions sans insertions.

L'insertion par le travail et l'éducation

Si la circulaire établit clairement le travail en coopération entre les pouvoirs publics et les associations (lire ci-contre), il est clair que sur ce point il reste encore des efforts à fournir (lire page suivante). Toutefois, des projets sont à l'étude. « *J'aimerais travailler sur un projet valorisant, pour une vingtaine de familles, pour réussir l'intégration par le travail*, poursuit le maire. *Mon équipe pourrait proposer un travail dans le BTP et la rénovation du patrimoine à la ferme Lot, où un certain nombre de travaux doit être effectué.* » Des modules d'insertion à l'échelle communale qui seraient complétés par d'autres dispositifs pris en charge par le Conseil général ou encore la préfecture.

Vers un apaisement ?

Reste que la scolarisation des enfants des camps a été le fait de trop pour beaucoup de parents d'élèves. Des inquiétudes quant aux vaccins des enfants, pourtant en règle, et surtout un sentiment d'inégalité face aux charges qu'eux doivent subir, alors que les parents des camps en sont exempts. « *Il y a une colère qui s'exprime, mon rôle est d'éviter qu'elle se transforme en exaspération. L'image qui me hante est celle de Marseille où la population est descendue avec des fourches pour chasser les Roms. Je me refuse à voir cela sur la commune dont j'ai la responsabilité.* » Depuis une semaine, les choses semblent prendre un léger tournant. Mais si, à l'image de Ris-Orangis, les autres communes de l'Essonne ne veulent pas continuer de déplacer ces populations d'une ville à l'autre, il faudra avant tout garder la ligne de conduite adoptée ici par le maire, démanteler oui, mais par l'intégration. **S.G.**

A la Une : notre dossier sur les populations roms dans l'Essonne

précarité... fraternité ?

➔ *suite de la page précédente*

L'expulsion est-elle une solution ?

Quand des terrains sont occupés illégalement, c'est aux propriétaires, quels qu'ils soient, de faire la démarche en vue d'une expulsion. Expulsion qui peut aussi se faire par arrêté municipal mais qui doit alors être justifié sous le motif d'un péril imminent, pour des raisons sanitaires ou de sécurité, tant pour les populations qui vivent sur le site que pour celles qui vivent à proximité. « *Bien souvent, pour s'alimenter ou se chauffer, les Roms font des feux qui peuvent se propager à leurs abris de fortune ou tout simplement à la végétation. Cela constitue un danger, comme cela a été récemment le cas en Seine-Saint-Denis, où les forces de l'ordre, suite à un incendie, ont dû évacuer un campement de 300 personnes situé dans une zone industrielle* », évoque le préfet de l'Essonne. Dans le département, les expulsions consécutives à un arrêté municipal restent rares. Le dernier exemple datant du 27 août dernier (lire Le Rép. du 30 août 2012). A Ris-Orangis, le campement de la RN7 se situe sur des terrains appartenant à 80 % au Conseil général et à 20 % à RFF. « *Pour l'instant, contrairement à ce qui avait été fait pour l'ancienne gendarmerie de Viry-Chatillon, le Conseil général n'a pas formulé de recours* », précise le préfet. Cela traduit-il un renforcement de l'immigration rom ? « *On ne peut pas dire que le phénomène soit en baisse*, lâche le préfet. *Mais les lois ont changé et d'autres directives seront mises en place au 1er janvier 2014, au sujet desquelles certains évoquent un assouplissement, mais ce ne sera pas le cas* », avertit Michel Fuzeau (lire encadré).

Un dossier complexe

Résoudre le dossier des Roms de façon générale apparaît difficile. En premier lieu, le préfet de l'Essonne justifie cette difficulté sur la fausse impression d'homogénéité de la situation vue de l'extérieur. « *Rien que sur le campement principal de Ris-Orangis, il y a trois groupes distincts qui viennent de villages différents, qui n'ont pas les mêmes niveaux de vie et qui ont une organisation sociale différente*, indique le préfet. *Ainsi, lorsque les services sociaux interviennent pour proposer des solutions d'hébergement, on a rarement une réponse uniforme.* »

Pour autant, la préfecture œuvre tous les jours à trouver des solutions pour mettre fin à la précarité, en lien avec les services sociaux et les associations. « *Nous travaillons avec quasiment toutes les associations, la Fondation Abbé-Pierre, le Secours catholique, le Perou, mais plus difficilement avec l'Association de soutien en Essonne aux familles roms et roumaines (ASEFRR)*, reconnaît le préfet. *En effet, si toutes les autres acceptent de travailler dans le cadre de la circulaire, on ne peut être main dans la main avec des gens qui vont ensuite la dénoncer. Cela n'a pas de sens.* »

Depuis plusieurs années, certains élus préconisent la tenue d'une table ronde en préfecture pour traiter du problème des Roms, ce que les différents préfets successifs ont toujours refusé. « *Face à des situations différentes et à des populations très hétéroclites, pour qui le relogement n'est pas toujours une solution acceptable dans la mesure où ils tiennent à la notion de clan, il ne servirait à rien de réunir tous les acteurs autour d'une même table pour évoquer des pistes générales. Nous n'en sommes plus là. Il convient au contraire d'être pragmatiques* », soulève le préfet. Et ce dernier de rappeler des résultats. « *Souvenez-vous de cette jeune Roumaine arrivée en France à l'âge de 12 ans et qui, après un CAP pressing, est ensuite devenue meilleur ouvrier de France dans sa catégorie. Cela nous donne des raisons d'espérer et de travailler véritablement au cas par cas. Nous avons des réussites individuelles d'intégration en France* », conclut Michel Fuzeau. **F. Herran**

Trois questions plus précises à Michel Fuzeau, préfet de l'Essonne

Le Républicain : Quelles sont les lois en vigueur ?

Michel Fuzeau : « Actuellement, les Roumains et les Bulgares, comme tous les citoyens européens, peuvent librement circuler dans les pays de l'Union. En France, pendant les trois premiers mois de leur séjour, ils sont considérés comme touristes mais doivent ensuite justifier de ressources pour pouvoir continuer à demeurer sur le territoire. A partir du 1er janvier 2014, c'est-à-dire sept ans après l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union, le droit commun européen se substituera au régime transitoire institué par l'Etat français en matière d'accueil des Roms. Reste que des moyens d'existence seront toujours demandés.

- Qu'advient-il précisément au bout de ces trois mois ?

Michel Fuzeau : Tout étranger se trouvant en France sans ressources au bout de trois mois de présence se voit notifier une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Dans ce cas là, l'Etat français prend en charge le coût du voyage vers le pays d'origine tout en versant une indemnité de retour qui permet au réfugié d'aller jusque chez lui.

- Pour beaucoup, cette prime a au contraire incité les flux migratoires dans la mesure où certaines personnes étaient tentées de la toucher plusieurs fois. Quelle est la réalité ?

Michel Fuzeau : Jusqu'au 1er février dernier, cette prime était de 300 € par adulte et 100 € par enfant. Désormais, elle est de 50 € tandis que les contrôles ont été renforcés, de façon à ce que les réfugiés ne puissent en bénéficier qu'une seule fois. Par le passé, des diagnostics sociaux avaient en effet démontré que certains réfugiés avaient fait l'aller et le retour plusieurs fois. Cela est maintenant impossible avec le contrôle par empreintes digitales. Pour autant, ces nouvelles dispositions n'empêchent pas les autorités de rencontrer des personnes qui souhaitent toujours définitivement rentrer chez elles, même si, encore une fois, ce n'est pas une généralité. » **Propos recueillis par Fabien Herran**

La famille Covaci habite le bidonville de la N 7 depuis septembre

Une famille ordinaire

Quand on lui demande le nombre de bidonvilles dans lesquels il a habité, Gheorghe Covaci lève les yeux au ciel, essaye de compter, mais s'y perd souvent. Et pour cause. Montlhéry, Saint-Michel-sur-Orge, Villabé, Ormoy, Brétigny, Viry-Chatillon... et maintenant Ris-Orangis. Arrivés en France en 2002, lui et sa famille sont les exemples malheureux de la gestion des villes essonniennes en matière de bidonvilles. La politique dite "du bout de spadrap, celui qui s'accroche au bout du doigt et dont on n'arrive plus à se défaire sans le repasser à son voisin".

La famille Covaci dans sa maison du bidonville de la N7.

« C'est un petit espoir pour nous »

Gheorghe et sa femme Adéla sont installés, avec leurs trois enfants, sur le bidonville de la N7 depuis novembre. « *En Roumanie, il n'y a pas de solutions, on ne pourrait même pas manger tous les jours. Mais c'est surtout pour nos enfants*, explique-t-il. *Là-bas, on ne pourrait pas les envoyer à l'école.* » Ici, les enfants sont scolarisés à Viry-Chatillon. L'aînée est au collège, le benjamin en primaire et le petit dernier en grande section, depuis le mois de septembre. « *Il parlait à peine français à sa rentrée, maintenant il ne s'arrête plus*, se félicite Adéla. *Les maîtresses sont contentes et les enfants oublient qu'ils sont roumains, ils ne parlent presque plus que le français entre eux !* » Des enfants intégrés et des parents qui ne demandent qu'à l'être. Gheorghe a tout fait pour trouver du travail, sans beaucoup de succès. « *J'ai fait ce que m'a dit l'assistante sociale, les démarches auprès de la préfecture, le Pôle emploi, mais je n'ai jamais rien eu* », se désole-t-il. Il a travaillé un peu sur les chantiers, comme ferrailleur, et plus récemment en distribuant le journal "Sans abris". « *J'ai une autorisation pour ça*, s'énerve-t-il en brandissant le papier qui l'autorise à colporter. *Pourtant, ça fait quatre fois que la police m'intercepte et jette les journaux à la poubelle.* » Depuis que les associations s'en mêlent, ils se sentent enfin soutenus. « *C'est un petit espoir mais c'est nouveau pour nous, cela nous donne confiance.* » De là à croire en l'avenir, peut-être pas encore. « *L'an prochain ? Je n'y pense pas, on ne sait déjà pas ce qu'il peut se passer d'ici demain*, regrette Adéla. *Pour les enfants, c'est encore plus dur. Ils ne connaissent pas le "non je ne peux pas". Il faut bien faire avec.* » **S.G.**

Dans ces situations, le milieu associatif joue un rôle primordial

Le poids des associations

Elles se nomment Association de solidarité en Essonne pour les familles roms et roumaines (ASEFRR) et Pôle d'exploitation des ressources urbaines (Perou). Deux associations parmi le flot d'acteurs humanitaires que compte le département. Malgré des méthodes différentes, elles ont réussi à faire bouger les lignes, chacune à sa façon, même si la route reste encore longue.

Lutter contre la pérennisation

« *Je ne connais personne dans le milieu associatif qui souhaite une pérennisation des bidonvilles comme on l'entend souvent, bien au contraire. Je ne sais plus dans quelle langue le dire* », se désole Sébastien Thiéry, un des responsables du Perou. Sans doute un problème de sémantique. Quand lui parle d'éviter les expulsions brutales en appliquant un travail social en profondeur, d'autres y voient en effet une pérennisation. Implanté depuis le mois de décembre sur le campement de la N7, à Ris-Orangis, le Perou a fait bien plus que beaucoup en peu de temps. « *La circulaire est intéressante, il y a un processus d'intégration, d'accompagnement dans lequel nous nous retrouvons*, poursuit-il. *Mais c'est un travail difficile qui nécessite de la patience.* » Installation de toilettes sèches, étanchéité des circuits électriques, dératisation et mise en place de citernes d'eau, le Perou œuvre à donner des conditions de vie décentes aux habitants du bidonville. Sans pour autant faire la sourde oreille quant à la grogne des riverains. « *Nous sommes mille fois d'accord pour rencontrer ces personnes, leur faire comprendre que leur exaspération est la nôtre. Nous allons dans leur sens en apportant des réponses pour que cette situation ne se reproduise pas.* »

Les enjeux locaux comme obstacles

De son côté, l'ASEFRR est ce que l'on pourrait nommer l'association "historique" dans le département, celle-ci œuvrant depuis 2006 au chevet des populations des bidonvilles. Vaccination, scolarisation... A Ris-Orangis, c'est elle qui est à l'origine des premiers droits obtenus par les habitants des campements. Problème, c'est une association locale. Et qui dit local, dit enjeux locaux, ce qui fait que l'ASEFRR est souvent accusée par les pouvoirs publics de vouloir faire de la récupération politique. Un affaiblissement certain qui lui donne moins de pouvoirs que certains acteurs, mais peut-être pas moins d'efficacité.

Problème de communication ?

Le plus étonnant entre associations et pouvoirs publics c'est que tous souhaitent finalement la même chose. Mais personne ne semble vouloir la même méthode pour y arriver. « *Nous allons vers une catastrophe humanitaire, nous savons que ces populations ne quitteront pas le département*, s'emporte Laurent Lurton, délégué départemental du Secours catholique. *Il faut que tous les acteurs se concertent régulièrement et que l'on applique strictement la loi en matière de domiciliation et de scolarisation.* » Un principe sur lequel chacun s'accorde, politique ou associatif, mais que pourtant beaucoup refusent de traiter en coopération, critiquant les actions des autres. Un manque de communication qui pourrait porter préjudice aux habitants des bidonvilles qui, eux, vivent quotidiennement dans l'urgence. **S.G.**

Trouveurs d'or du Perou

VALÉRIE DE SAINT-DO

Depuis décembre 2012, le Perou (Pôle d'exploration de ressources urbaines) a établi son ambassade dans un bidonville rrom de Ris-Orangis, pour décrire, selon ses propres termes, « l'humanité qui a lieu, l'humanité qui fait lieu ». Décrire… mais aussi agir, ensemble, tisser des liens qui transforment aujourd'hui la description en un récit de vie, qu'on espère ne pas voir brisé. Chronique d'une intermittente des divers chantiers.

L'Ambassade du Perou sera-t-elle toujours à Ris-Orangis quand nos lecteurs liront cet article ? Une seule certitude, ce ne sera pas la fin d'une histoire, ou de plusieurs histoires humaines tissées depuis près de six mois. Car, d'ores et déjà, le Perou l'a prouvé : avec les Rroms roumains ou bulgares qui s'installent sur notre territoire, d'autres récits, d'autres actes sont possibles que les expulsions violentes, clichés, mensonges médiatiques et rodomontades du ministre de l'Intérieur.

Tout part, comme toujours, de rencontres humaines. Alors qu'il mettait sur pied le Perou, association qui a vu le jour en septembre 2012, Sébastien Thiery a rencontré Serge Guichard, président de l'Asefrr [1]) discutant d'une action commune et possible, a visité avec lui plusieurs bidonvilles. Le lien s'est noué avec Dragomir Covaci, occupant d'un bidonville situé en lisière de la Nationale 7, juste à la « frontière » de Grigny et de Ris-Orangis. Ce dernier détail est tout sauf anodin. Car le campement où ont trouvé place une quarantaine de familles, toutes originaires de la ville de Beius et ses alentours au nord-ouest de la Roumanie, est installé sur la commune de Ris-Orangis, dont le maire s'est illustré en refusant de scolariser les enfants rroms dans ses écoles et a créé une classe ghetto dans un gymnase, avant d'être rappelé à l'ordre par la préfecture. Autant dire que la population du village (et celle des deux autres qui le jouxtent) n'est pas bienvenue dans la commune. Comme partout, déplorerez-vous. Certes, mais certains élus se montrent plus intelligents, humains et actifs que d'autres. Ainsi, la communauté voisine des Lacs de l'Essonne prête main au ramassage des ordures – obligation légale ! – quand celui de Ris n'a qu'une obsession, l'expulsion.

L'ambassade s'implantait donc sur un terrain semé de chausse-trapes et ne donnait pas toujours cher de son avenir en décembre, quand se profilait la poursuite pour construction illégale. Six mois après, l'épée de Damoclès de l'expulsion n'entame en rien la détermination à poursuivre les chantiers.

Les artistes en étincelles d'espoir

Car, entre-temps, que de chemin parcouru ! L'humanité du lieu, c'est par étapes qu'elle s'est rassemblée. C'est toujours une échéance, une fête, un geste artistique qui a galvanisé les énergies, celles des habitants comme la nôtre.

J'ai rejoint l'équipe du Perou pour la première fois deux semaines avant Noël. Il fallait que l'Ambassade, construite avec l'aide de Julien Beller, et les toilettes sèches soient debout pour offrir, le 22 décembre, un goûter aux enfants rroms et leur permettre d'inviter leurs camarades de classe. Première étape où se dévoilaient à la fois l'énormité du chantier – construire, mais aussi évacuer des tombereaux de déchets au milieu des rats – premiers visages, premiers cafés partagés dans les maisons, premiers prénoms retenus. Et surtout, premiers liens noués dans l'action avec l'équipe du Perou, les Rissois solidaires et les habitants. Malgré les tentatives d'intimidation de la mairie, qui voulait l'interdire, l'échéance fut respectée et la fête, joyeuse. Début 2013, l'équipe prenait pas à pas ses quartiers, ponctuait la semaine d'ateliers, de cours de

INTERVENTION DE L'AMBASSADE DU PEROU À RIS-ORANGIS, HIVER 2013

français aux femmes… Sur fond de crainte face au silence de certains politiques jusqu'ici solidaires, une heureuse échéance décida d'un nouveau chantier : la venue annoncée d'Israel Galván a transformé le camp à l'initiative des habitants eux-mêmes, qui ont jugé qu'il fallait au grand danseur de flamenco un espace pour évoluer ! Le bidonville s'est donc doté d'une place, abritée et bordée de bancs. Les outils étaient à peine posés quand les femmes se sont assises sur les bancs, autour de la place où les enfants jouaient : l'agora vivait. Prétexte à une fête mémorable qui fit danser tout le village, le beau geste du danseur – bouleversé de redécouvrir les conditions de vie qu'avaient connues les Gitans sous le franquisme – fut surtout l'étincelle qui ravivait les énergies à l'œuvre et en conviait de nouvelles, comme celles de l'association Intermèdes Robinson. De même, le superbe concert de chants yiddisch et rroms du 7 mars, donné par Milena Kartowski et Eva Salina Primack, réchauffa les cœurs au moment où les inquiétudes parcouraient le camp harcelé l'avant-veille par des contrôles d'identité.

Construire, obstinément

Mais le Perou continuait à construire et s'est lui-même construit dans l'action, rassemblant un bel échantillonnage complice de talents, sociologues, photographes, architectes, plasticiens, journalistes, poètes, juristes… Peu à peu des noms se sont mis sur ces visages comme sur ceux des habitants et des militants de l'Afesrr, présents sur les chantiers sur le champ de l'aide sociale et juridique (vaccination, scolarisation, droit aux soins). Tous les lundis, une réunion à l'Ambassade définit les stratégies – non sans dissensions parfois, entre la volonté d'opposition politique frontale et les tactiques du Perou qui visent à répondre point par point aux mauvaises raisons d'une évacuation prématurée et sans solutions de relogement. Péril imminent dû à la proximité de la Nationale 7, que femmes et enfants traversent deux fois par jour pour accéder à un point d'eau ? Mieux vaudrait approvisionner le chantier en eau, ce que des citernes permettent de faire. Risques d'incendie ? Sous la houlette de Charlotte Cauwer, un chantier est ouvert pour la sécurisation de l'électricité. Et quand la préfecture ouvre une

enquête sociale en vue d'une porte de sortie (un chantier d'insertion et donc un relogement sont évoqués mais ne concernent que le chiffre arbitraire de douze familles), nous nous attelons à la compléter d'une contre-enquête sensible – qui fut aussi le temps de rencontres que l'urgence des chantiers ne permettait pas toujours. Cartographie, photographies, portraits de familles, récits de vie : les savoirs ont été mis à contribution pour faire rencontrer les humains derrière les chiffres. Pour montrer les visages et faire entendre la voix de Larissa, Madalina, Sorina, et de leurs parents. Pour faire comprendre ce qui pousse ces ruraux, qui parfois disposent d'une maison en Roumanie, à fuir un pays où les travaux agricoles – que presque tous ont connus – ne permettaient plus de se nourrir.

Depuis trois semaines, les réunions du lundi ont pris un tour nouveau, grâce notamment à la présence électrisante de Ramona Strachilescu, médiatrice[2] dont les traductions permettent aux habitants qui ne maîtrisent pas le français (majoritaires) d'exprimer leurs craintes et leurs désirs, et de les associer au devenir du bidonville. Car les pressions augmentent pour l'expulsion du camp. À l'heure où j'écris ces lignes, mi-mars, l'arrêté n'était pas rédigé, mais la préfecture l'annonçait[3], sur fond de déclaration aussi étrange que scandaleuse du ministre de l'Intérieur selon qui « les Rroms, dans leur majorité, ne veulent pas s'intégrer, pour des raisons culturelles », violant ainsi les principes de la République en désignant un groupe ethnique et niant le droit des peuples européens à circuler et s'installer librement[4].

Mais aussi, mais surtout, c'est un mensonge éhonté, ou une incompétence grave. Ceux qui, au quotidien, parlent à Adela, en France depuis plus de dix ans, à Dragomir, à Ardelian, l'un des doyens du camp qui chaque jour emporte son accordéon dans le RER l'ont éprouvé. Dès qu'une confiance s'installe, la question est posée : tu n'aurais pas un boulot, sur un chantier, ou du jardinage ? Et au-delà du besoin économique immédiat, ce qu'ont révélé des mois de travail sur le site, ce sont aussi des savoir-faire de menuisiers, de constructeurs, une ingéniosité que révèle chaque détail des maisons dont l'ordre frappe, sur fond d'une telle précarité. Une parole résonnait fort lors des réunions, à contre-courant du discours ambiant : « Ce que les élus doivent comprendre, c'est que d'avoir ces savoir-faire sur leur territoire est une chance ! »

Quid de la volonté politique ?

Que faire face aux élus qui refusent de reconnaître cela ? Les habitants craignent de se retrouver à la rue du jour au lendemain, et seraient prêts – comme souvent – à s'autoexpulser vers un autre lieu. S'il faut quitter Ris, pas question, pour nous, d'abandonner le terrain de la recherche et du combat avec eux. Un combat qui exige du temps : les chantiers qui se poursuivent obstinément entendent retarder l'échéance de l'expulsion. Et le Perou répond « Chiche ! » aux responsables politiques qui ont salué son action pour trouver un autre terrain, dans une commune proche (il s'agit de maintenir une scolarisation durement acquise et de travailler aux solutions d'insertion).

Car, contrairement aux allégations du ministre de l'Intérieur, les solutions existent et beaucoup de communes les ont mises en place : parfois sous forme de villages d'insertion, contestés mais appréciés des habitants, à Montreuil ou à Aubervilliers, dans le cadre de coopérations entre Ville et État ; parfois, comme à Choisy-le-Roi ou Orly, grâce à une entente entre le Conseil général, la Ville et la Fondation Abbé Pierre qui soutient le Perou depuis le début… « Ce qui est passionnant, c'est que ces solutions peuvent prendre des tours très différents », souligne Ramona. Comme l'a voulu le Perou, chaque camp peut être l'occasion d'invention sociale, architecturale, économique, humaine… Encore faut-il une volonté politique, avant même de poser la question des moyens, fausse réponse paresseuse sur laquelle se défaussent immédiatement bon nombre d'élus : « On n'a pas d'argent ! Des moyens, on peut en trouver auprès de l'Europe, notamment. »

Entre des parrainages imaginés avec les Rissois solidaires pour chaque famille, la recherche active de terrains, et des mains et des cerveaux qui s'obstinent au quotidien, le Perou ne laissera pas son or humain être transformé en plomb par des apprentis sorciers. ▲

1. Association de solidarité en Essonne aux familles rroms.
2. Roumaine, Ramona travaille pour une association mais son titre de médiatrice auprès des populations roumaines est validé par le Conseil de l'Europe.
3. En dernière minute : le 25 mars, quinze policiers présents sur le site annonçaient l'expulsion pour le 2 avril…
4. Roumains et Bulgares font partie de l'espace Schengen et devraient avoir le droit de travailler en France dès janvier 2014. Ce qui n'empêche pas de considérer que le droit de circulation et d'installation concerne tous les peuples !

• www.perou-paris.org – http://perou-risorangis.blogspot.fr/

Contre ses subsides, l'Académie des arts exige des artistes "un engagement pour la nation hongroise"

dirigés par un fasciste[2]*, mais alors qu'ils disposent de fonds considérables, leur seule action est de redistribuer des prébendes à leurs membres. »*

Rejeter le nouveau statut de la MMA est devenu la priorité du milieu culturel opposant. Mais un souci commun l'anime : faire de ce combat un enjeu démocratique, non une bataille corporatiste. Humán Platform s'est précisément constitué pour cela : *« Très vite,* raconte Márton Gulyás, *nous avons compris que nos forces étaient trop faibles et nous avons cherché d'autres alliés, dans trois autres secteurs : la santé, le social et l'éducation. »* Le mouvement rassemble aujourd'hui des collectifs très disparates, des syndicats de médecins au très actif collectif de défense des sans-abri La Ville est à tous. Et des organisations internationales telles qu'Amnesty et Transparency les ont rejoint au cours de la manifestation du 9 mars.

Réveiller la société civile

Faire du lien, aider à une visibilité générale de la contestation citoyenne : ce sont les objectifs retenus par Humán Platform comme par Muveszeti Autonomia. Tant ce qui régit une contestation aujourd'hui encore éparpillée, c'est l'arbitraire du gouvernement qui bénéficie toujours d'un soutien solide d'une part de l'opinion. Le mécontentement flottant ne trouve pas forcément à se reconnaître dans ces protestations urbaines et minoritaires. D'où, peut-être, une stratégie qui vise à convaincre, à débattre, à proposer plutôt qu'au spectaculaire.

Quelques « artivistes » ont travaillé la mise en scène des manifestations, jouant par exemple de la couleur orange (symbole du Fidesz) avec des éléments gonflables[3] ou des costumes. D'autres, ont proposé leurs services pour des slogans. Mais dans l'ensemble, les –faibles– forces des artistes militants se concentrent sur la coordination, la médiatisation, la recherche d'alliances, et sur une intention partagée : défendre les droits démocratiques et l'ensemble des secteurs qui relèvent du bien commun. Et faire émerger une véritable société civile engagée. ● VALÉRIE DE SAINT-DO

1. Huit Hongrois sur dix vivent dans des villes moyennes ou des villages.
2. Il s'agit de György Fekete, architecte d'intérieur connu pour ses positions d'extrême-droite et son antisémitisme.
3. La manifestation l'Orange hongroise, partie d'une anecdote datée du communisme et racontée ici : www.boell.de/worldwide/europenorthamerica/europe-northamerica-protests-hungary-art-16085.html

Blog d'Humán Platform :
http://humanplatform.blog.hu
Blog Nemma (Muveszeti Autonomia) :
http://nemma.noblogs.org
Lire aussi en français le blog très informé
www.hu-lala.org

© ATTILA GULYÁS

Des artistes se retrouvent pour un Creative Morning, chez Kretakor, à Budapest en 2012. creativemornings.com

La démocratie, un "art de dégénérés" ?

ENQUÊTE. La Hongrie vient de voter une inquiétante modification de sa Constitution, suscitant de fortes contestations contre les réformes autoritaristes qu'elle légitime. Parmi les premiers visés : les artistes. Certains réagissent.

La Hongrie, terre d'indignés ? Le constat est à nuancer. Bien des activistes interrogés déplorent plutôt une certaine passivité de la population face au grignotage du modèle social et aux coups de canif dans la démocratie, qui se sont accélérés ces derniers mois, malgré de –molles– protestations de l'Europe. La Hongrie n'échappe ni à la crise ni à l'austérité, qui frappe surtout le milieu rural[1], ravagé par le chômage. À l'instar d'autres gouvernements libéraux, celui de Viktor Orbán a voulu substituer au *welfare* hongrois le *workfare*… soit du travail forcé, pour la moitié du salaire minimum. Une « marche des affamés » a d'ailleurs rejoint en décembre le Parlement de Budapest pour protester contre la baisse des minima sociaux.

Le crime de pauvreté

« La pauvreté est considérable, elle touche surtout les Roms et explique un racisme en forme de haine contre les pauvres ! Et cette pauvreté, aucun parti politique n'est prêt à la prendre à bras le corps »,

ENTRETIEN AVEC BALÁSZ SIMON, DIRECTEUR DE COMPAGNIE

"Nous allons là où presque personne ne va"

Après un parcours théâtral reconnu, Balázs Simon a fondé sa communauté créative itinérante, Specstreet. Qu'il emmène dans les villages roms, les prisons, les taudis...

© ACSOTON DÉSIRÉ

Balázs Simon dirigeant un atelier, à Budapest en 2010.

Balázs Simon a délaissé la scène officielle hongroise à la fin des années 2000. Aujourd'hui, avec sa compagnie, Utcaszínházi Alkotóközösség Utca Szak – ou Specstreet – que l'on traduirait peut-être par Communauté créative itinérante, il défend un Théâtre pour tous qu'il définit comme « théâtre appliqué » ou « social » et mène une action auprès des enfants et adolescents roms, auxquels il propose ateliers et stages d'été.

Stradda : Comment définiriez-vous la situation des artistes en Hongrie aujourd'hui?

Balázs Simon : Elle est réellement difficile : le pouvoir actuel craint qu'ils n'éveillent les consciences, surtout de la part des arts de la scène, plus directs que les autres arts. Mais cela correspond à un état général de la société hongroise. Quand le gouvernement coupe les subventions, c'est avec l'appui d'une majorité pour qui les théâtres indépendants – en grande difficulté ces dernières années– sont un peu un refuge de parasites mondains financé par les contribuables! Notre société ne sait pas utiliser l'art comme outil. J'entends de la part des artistes beaucoup de lamentations... comme autant d'excuses pour ne pas agir. Bien sûr, certains se mobilisent très juste titre contre le rôle donné à la MMA (l'Académie hongroise des arts) par le gouvernement[1]. Mais il faut aussi trouver un autre mode d'adresse à la population.

C'est à ce travail que vous vous attelez avec Théâtre pour tous?

B.S. : Ce rejet des artistes, il y a déjà six ans que je l'ai ressenti et que j'ai estimé nécessaire d'explorer d'autres voies. C'est le mode de contestation que j'ai adopté : quitter le théâtre officiel pour d'autres champs. C'est une tactique pour convaincre mes concitoyens de défendre les valeurs auxquelles je crois. J'ai commencé par créer un spectacle dans le huitième district de Budapest –quartier majoritairement tsigane– pour attirer la population au théâtre... En vain. Mais cet échec a renforcé mon désir. Nous sommes sortis du théâtre pour jouer dans la rue ; j'ai invité des amis italiens, experts en commedia dell'arte, parce eux n'étaient pas désarmés hors du plateau! La commedia reste une arme assez forte, porteuse encore, par les masques, d'une typologie humaine... Nous lui avons emprunté ses masques et avons « rafraîchi » les personnages avec des archétypes d'aujourd'hui, des histoires contemporaines. Un théâtre réellement populaire!

Nous travaillons avec trente-six villages roms, dans lesquels on ne peut se satisfaire de jouer et de repartir : on attend autre chose de nous. On tente désormais des modes d'approche plus personnels, on essaie d'entrer dans leur vie. Notre cible prioritaire, ce sont les enfants, ouverts et débordant d'énergie. Comme dans les banlieues et les taudis, c'est à travers eux que l'on approche les adultes. On leur propose de participer à des jeux théâtraux, puis de venir à des ateliers, des stages l'été. C'est ainsi que l'on crée de petits groupes d'action théâtrale dans ces villages, dont la situation sociale est catastrophique.

Vous citez le travail en prison, dans les banlieues, mais c'est surtout votre travail avec les enfants roms qui est mis en avant. Pouvez-vous nous décrire la situation des Roms en Hongrie?

B.S. : Le mot juste, c'est « ségrégation » : ce sont les nègres de la Hongrie! Deux tiers d'entre eux sont ce que nous appelons des « Romlongros » : leur langue maternelle, c'est le hongrois. Pour la plupart, ils ne parlent même pas le romani et ont perdu la culture tsigane. Pour autant, ils ne maîtrisent pas la culture hongroise. D'où la difficulté des enfants roms à l'école : leur vocabulaire est pauvre et ils ne possèdent pas les codes du comportement exigé par l'institution scolaire.

C'est là que le théâtre a sa place, parce qu'ils vivent l'école comme un échec et perdent confiance en eux. Déjà, nous leur offrons la liberté de participer... ou non. C'est fondamental, vis-à-vis du contexte obligatoire, hiérarchisé et autoritaire de l'école.

champs. C'est une tactique pour convaincre mes concitoyens de défendre les valeurs auxquelles je crois. J'ai commencé par créer un spectacle dans le huitième district de Budapest –quartier majoritairement tsigane– pour attirer la population au théâtre... En vain. Mais cet échec a renforcé mon désir. Nous sommes sortis du théâtre pour jouer dans la rue ; j'ai invité des amis italiens, experts en commedia dell'arte, parce eux n'étaient pas désarmés hors du plateau! La commedia reste une arme assez forte, porteuse encore, par les masques, d'une typologie humaine... Nous lui avons emprunté ses masques et avons « rafraîchi » les personnages avec des archétypes d'aujourd'hui, des histoires contemporaines. Un théâtre réellement populaire!

Nous travaillons avec trente-six villages roms, dans lesquels on ne peut se satisfaire de jouer et de repartir : on attend autre chose de nous. On tente désormais des modes d'approche plus personnels, on essaie d'entrer dans leur vie. Notre cible prioritaire, ce sont les enfants, ouverts et débordant d'énergie. Comme dans les banlieues et les taudis, c'est à travers eux que l'on approche les adultes. On leur propose de participer à des jeux théâtraux, puis de venir à des ateliers, des stages l'été. C'est ainsi que l'on crée de petits groupes d'action théâtrale dans ces villages, dont la situation sociale est catastrophique.

Vous citez le travail en prison, dans les banlieues, mais c'est surtout votre travail avec les enfants roms qui est mis en avant. Pouvez-vous nous décrire la situation des Roms en Hongrie?

B.S. : Le mot juste, c'est « ségrégation » : ce sont les nègres de la Hongrie! Deux tiers d'entre eux sont ce que nous appelons des « Romlongros » : leur langue maternelle, c'est le hongrois. Pour la plupart, ils ne parlent même pas le romani et ont perdu la culture tsigane. Pour autant, ils ne maîtrisent pas la culture hongroise. D'où la difficulté des enfants roms à l'école : leur vocabulaire est pauvre et ils ne possèdent pas les codes du comportement exigé par l'institution scolaire.

C'est là que le théâtre a sa place, parce qu'ils vivent l'école comme un échec et perdent confiance en eux. Déjà, nous leur offrons la liberté de participer... ou non. C'est fondamental, vis-à-vis du contexte obligatoire, hiérarchisé et autoritaire de l'école.

© PETER LIPKA

Des enfants roms, lors de jeux sur le masque avec la compagnie Specstreet.

En France, le chantier rrom du Perou

Six mois de travail dans un bidonville à Ris-Orangis.

L'Ambassade du Perou (Pôle d'exploration des ressources urbaines) tiendra-t-elle débout, dans le bidonville de Roms en lisière de la RN7 à Ris-Orangis? Depuis octobre dernier, le Perou a mené sur place un chantier aux dimensions architecturales, sociales, politiques et artistiques, face à l'intransigeance d'un maire qui n'envisage pas d'autre solution que l'expulsion. Juste avant Noël, le collectif, qui rassemble autour de Sébastien Thiéry, politologue et enseignant, une soixantaine de sociologues, architectes, journalistes, travailleurs sociaux, artistes, inaugurait son « ambassade ». Cette salle commune abrite aussi bien des cours de français pour les femmes que des ateliers artistiques destinés aux enfants.

Flamenco. Depuis, les chantiers n'ont cessé de croître et de se développer. Chantiers physiques de l'urgence (construction de toilettes sèches, évacuation des déchets, sécurisation du réseau d'électricité), mais aussi chantiers humains : venue d'artistes (celle du grand danseur de flamenco Israel Galvan n'est pas passée inaperçue), travail sur des portraits photographiques avec les habitants, « contre-enquête » sociale pour injecter du sensible à l'enquête chiffrée menée par la préfecture de l'Essonne, et mettre des visages, des voix, des récits, sur une population stigmatisée.

Belle aventure humaine, qui trouve son acmé dans la construction de la « place du village », devenue agora où jouent les enfants, où tout les habitants dansent lors des fêtes. Un tissage de liens humains, un laboratoire de solutions sociales, économiques, culturelles face à l'extrême précarité. Malgré les menaces d'expulsion imminente, le Perou persiste et signe dans son combat, et tente de trouver une sortie du camp de Ris « par le haut » avec les acteurs locaux. Armé d'une volonté et d'une certitude : un départ forcé ne mettra pas le point final aux relations privilégiées tissées avec les familles. ● V.D.S.D.

http://perou-risorangis.blogspot.fr

L'Ambassade du PEROU menacée d'expulsion

PAR CECILE CANUT
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 2 AVRIL 2013

Depuis plusieurs mois, l'association du **PEROU** a engagé un travail de médiation avec des familles habitant un bidonville en bordure de la Nationale 7, à Ris-Orangis. L'association a installé notamment en son centre ce qu'elle a nommé son " Ambassade ". Tour à tour lieu de rencontres, de médiation, école, agence, etc., l'Ambassade a vu passer des dizaines de personnes venues échanger et construire avec les habitants. Mais l'inéluctable ne pouvait pas davantage se faire attendre : ordre a été donné de procéder à l'évacuation du campement.

L'arrêté n° 2013/147 du 29 mars 2013, annoncé en plein week-end de Pâques, se prémunit par là contre tout recours devant le tribunal administratif. On connaît hélas la suite : des dizaines de familles vont être jetées au hasard des rues, privées de leurs effets personnels et contraintes de tout recommencer. Si quelques-unes (12 sur 73 au total), triées sur le volet, sont censées bénéficier d'un « chantier d'insertion », les autres se retrouveront immanquablement sur le carreau après une ou deux nuits en hôtel social.

Il aurait été assez simple d'invoquer les causes relatives à la loi : occupation illégale d'un espace appartement au Conseil général. Point. Certes, le motif aurait été bien maigre, mais aurait eu pour lui d'expédier une affaire dont la liquidation *manu militari* aurait tenu lieu de dénouement. Or, curieusement, cet arrêté ne se sera pas suffi du froid tranchant du glaive justicier : il expose au contraire les moindres faits et gestes des habitants comme si, pour se justifier et constituer ces quelques pages de mise en garde, il lui avait fallu les traquer jour et nuit, photographier leurs allées et venues (p. 3), et même observer jusqu'à leur « matière fécale » (p. 7).

Le fil conducteur de l'arrêté tente cutieusement d'inverser le point de vue : de contrevenantes, les populations deviennent ainsi « victimes » (p. 3). Dans *« l'intérêt des populations occupant ce campement illégal »*, force est de les mettre en demeure afin qu'elles *« libèrent les lieux »*… pour des raisons évidentes de sécurité. Tout au long des huit pages, *« l'insécurité »* ou *« l'instabilité »* sont mises en avant. Elles menacent. Répété 21 fois, le terme de *« risque »* vient rappeler que le danger est omniprésent : *« incendie »*, *« effondrement »* des baraquements et des *« abris de fortune »*, *« accidents »* en tous genres, *« électrocution »*, *« maladies »*… La *« promiscuité »* elle aussi, grand danger du moment, laisse craindre le pire. Nul ne doit ignorer que le quotidien d'un bidonville ne promet pas une vie d'insouciance : de telles *« conditions de vie ont un caractère indigne, et manifestement dangereux »*. Dangereux aussi le conducteur susceptible de rater son virage pour venir s'écraser dans le campement. Ou encore les protagonistes d'un différend toujours à redouter : *« Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir… »*. Tout est *« risque »* et *« incertitude »*, métaphorisé par ce feu qui, à coup sûr, se *« propagera à une très grande vitesse »*, à la vitesse d'un train… ou à celle d'une rumeur.

On ne se trompera pas sur cette énumération de périls. Ils n'assombrissent pas l'horizon des seuls Roms promis à l'évacuation. La conditionnalité qu'ils font peser fait valoir d'autres craintes à venir. *« La sécurité et la salubrité publiques »* sont invoquées par ces arguments hygiénistes. D'autres raisons le sont moins. Silence est fait sur des enjeux qu'on devine plus profonds. En effet, si seules la santé, la sécurité et la stabilité des habitants avaient importé aux autorités, nul doute que des solutions alternatives auraient été depuis longtemps mises en place et une réflexion plus large envisagée sur la question des bidonvilles. Or rien n'a été fait.

Mais il est, semble-t-il, une inquiétude supplémentaire pour les édiles et rédacteurs de l'arrêté n° 2013/147 du 29 mars 2013. L'association Le PEROU est partout présente dans l'arrêté par les mots qu'elle a inventés pour l'occasion. Les désignations mêmes des animateurs du PEROU figurent, telles quelles, réitérées dans le texte. *« L'Ambassade »* notamment, mais aussi la *« place des Fêtes »*, et même les

« *guirlandes* » ou les « *affiches* » sont citées. Plus d'une page est consacrée au « *danger* » que représente cette fameuse Ambassade ! Pareille opiniâtreté le montre : au-delà de sa rhétorique de pharisien, c'est bien le PEROU que vise cette prose administrative qui, malgré elle, lui rend comme un étrange hommage : hommage involontaire aux actions de médiation engagées par l'association entre des populations vouées d'ordinaire à plus d'anonymat. Plus personne ne pourra maintenant faire mine de ne pas le savoir : l'Ambassade du PEROU, de par sa promesse émancipatrice et son inventivité, fait désormais figure d'exemple.

Le village rom qui résiste

CE n'est pas un sordide bidonville que la préfecture de l'Essonne s'apprête à raser, en bordure de la RN7, à la sortie de Ris-Orangis. Pas un de ces campements d'infortune, sans eau ni électricité. Mais un ensemble de cabanes plutôt proprettes, occupées, depuis juillet, par une quarantaine de familles originaires de Transylvanie.

Motif habituel invoqué par les maires pour l'envoi des pelleteuses : le « *péril imminent* », pour cause d'insalubrité. Dans ce cas précis, les installations électriques seraient défectueuses. Faux, elles ont été refaites et des extincteurs sont accrochés un peu partout dans les ruelles. Il faut dire que, depuis octobre, le Perou (Pôle d'exploration de ressources urbaines) a pris les choses en main.

Ce collectif – une cinquantaine d'architectes et d'étudiants menés par un ancien des Enfants de Don Quichotte, enseignant à Science-Po et aux Arts déco – s'est mis en tête de stabiliser l'« *habitat temporaire* ». Enlèvement de 400 sacs de 100 litres de détritus, évacuation à coups de pelle et de fourche, épandage de copeaux de bois contre la gadoue, dératisation et installation d'une demi-douzaine de toilettes sèches. De l'inédit, pour les Roms. Deux fois par semaine, ils font même bon accueil au CRS, le Collectif de Rissois solidaires, qui assure le ramassage des ordures.

Et, surtout, comme dans tous les villages, il y a une place. Avec son plancher, ses bancs et un bâtiment en dur au centre, sorte d'arche de 35 m². C'est l'« Ambassade du Perou », un lieu créé pour faire le pont avec le monde extérieur. Et ça marche. Les associations y font de l'alphabétisation ou de la formation. Les riverains sont les bienvenus. Le 22 décembre dernier, les gamins scolarisés ont pu y accueillir leurs copains et leurs parents. « *Ces habitants veulent bosser, entrer dans la vie sociale* », explique Sébastien Thiery, qui a mis en place le projet. L'association demande juste que ce camp soit maintenu jusqu'en 2014, qui verra la fin du statut transitoire empêchant les Roumains de travailler en France. Et que les pouvoirs publics, dans leur grande bonté, acceptent d'attendre l'été pour permettre aux enfants de finir l'année scolaire.

Ils faisaient la chasse aux œufs de Pâques lorsque l'arrêté d'expulsion a été affiché dans le camp. C'était le lundi 1er avril. Mauvaise blague.

J. C.

MALGRÉ LA CRISE,
LES FRANÇAIS FONT TOUJOURS DES ENFANTS

COUAC

Balle de "Match"

LE 21 OCTOBRE 2000, le journaliste Jacques-Marie Bourget, envoyé spécial de « Paris Match » à Ramallah, est pris pour cible par un sniper israélien. Un tir unique, qui le frappe au poumon gauche. Le 14 février 2013, après des années de procédure, le journaliste espérait que la Commission d'indemnisation, qui dépend du ministère de la Justice, mettrait un peu de baume sur sa blessure… Mais c'était compter sans le tir de barrage du Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions, qui s'est fermement opposé à ce que le blessé soit dédommagé.

Jacques-Marie Bourget peut-il prétendre à la solidarité nationale, comme ce fut le cas pour des otages français, ou faut-il qu'il se débrouille seul avec ses plaies, ses bosses et son infirmité ? C'est la question à laquelle doivent répondre les magistrats de la Commission d'indemnisation, qui se sont prudemment donné trois mois supplémentaires pour réexaminer cet encombrant dossier.

Retour en janvier 2002. Soutenu par Reporters sans frontières, Bourget dépose une plainte pour tentative d'homicide volontaire. Les experts ont relevé que la balle était israélienne. Et divers témoins affirment que le secteur était calme au moment du tir. Une juge d'instruction française cherche à enquêter sur la raison du tir et l'identité du tireur, mais les Israéliens font obstruction, ignorant superbement sa commission rogatoire. Coincée, la justice française prononce alors un non-lieu. Il ne s'est rien passé, ce jour-là, à Ramallah. Personne n'a tiré sur personne. Rompez !

Le 24 mai 2012, Bourget se tourne alors vers le Fonds de garantie des victimes, qui fronce le nez. Si l'organisme, lié au monde de l'assurance, reconnaît la « *qualité de civil* » du reporter, il estime que cela « *ne suffit pas à caractériser l'existence d'une infraction de droit commun* ». Pourtant, la

Convention de Ge
que « *les journalis*
armé seront cons
sonnes civiles (…)
tés et protégés e
conséquence, Bou
indemnisé au mêm
time d'une infracti
Seulement, voil
sible de détermine
lève finement le di
Et, d'ailleurs, « *il n*
get ait été expres
vention que ne pa
raélien « Haaretz
photo de Bourget
les journalistes n'
de devenir des c
A moins qu'ils ne
des « cibles natur
s'est appuyé sur
argumenter son re
mière concernait
en Côte d'Ivoire,
l'armée rwandais
en exemple pour
fût-il journaliste ?
On touche le F

L'ignominie. Expulsion du bidonville Rom de Ris-Orangis

03 avril 2013 l Par Jean-Marc ADOLPHE - Mediapart.fr

Ignominie. *« Déshonneur extrême causé par un outrage public, une peine, une action infamante »*, *« caractère de ce qui déshonore.»* (Petit Robert). Non, je ne parle pas ici des turpitudes bancaires de Jérôme Cahuzac, et du sens qu'il y ait à ce qu'un ministre socialiste du Budget, promu *cost-killer* de la dépense publique, se soit cru autorisé à échapper lui-même au fisc et à planquer une partie de son magot en Suisse. Qu'un tel personnage ait pu se dire « socialiste » et accéder, en tant que tel, aux plus hautes responsabilités, en dit long sur ce qu'est devenu, ici-même, le « socialisme ». Je parle d'une ignominie plus grande encore, qui ne fera hélas pas la Une des journaux, bien qu'elle en dise encore plus long sur l'état du « socialisme » qui nous gouverne.

Ce mercredi 3 avril, à l'aube, les « forces de l'ordre » ont expulsé les familles qui avaient érigé un bidonville à Ris-Orangis, en bordure de la Nationale 7. Et la pelleteuse a broyé les abris où ces familles s'étaient donné refuge. Ce n'est certes ni le premier, ni le dernier « campement Rom » à être ainsi rasé. Mais celui-ci a valeur de symbole. Car c'est là que, depuis plusieurs mois, le PEROU (Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines) s'est investi afin de montrer, par l'exemple, qu'il y avait d'autres issues possibles au « traitement » de la question Rom que le « traitement des déchets », voire la « dératisation », dont ce gouvernement mène la politique. Concrètement, des bénévoles, des militants associatifs, des étudiants, se sont engagés auprès des Roms vivant là pour améliorer l'ordinaire : assainir le terrain, construire des toilettes sèches, faire cadre de vie, mettre un peu de joie constructive au cœur même de la misère sans fin. Là, une « ambassade » a été construite, puis une « place » où, à l'initiative de *Mouvement*, est venu danser Israel Galván, le 15 février dernier. De tout ce qui a été entrepris là, construit, éprouvé, fêté, vécu, le blog du PEROU rend compte en abondance. En tant que rédacteur en chef de *Mouvement*, je suis fier que ce soit l'un de nos compagnons d'aventure éditoriale, Sébastien Thiéry, qui tient chronique dans nos pages, qui ait été à l'initiative du PEROU et des actions menées à Ris-Orangis. Et je suis pareillement fier que le *Journal clandestin*, glissé dans les pages du dernier numéro de *Mouvement* (en kiosque jusqu'au 26 avril) soit entièrement dédié au PEROU. Une fois dépliée, l'image centrale de ce *Journal clandestin* est une photographie de la construction de l'ambassade du PEROU, où a été inscrit le verbe « ETRE ».

Le droit d'être, c'est précisément ce que refusent aux Roms, avec une obstination qui confine à la haine raciale, le maire socialiste de Ris-Orangis, Bernard Raffalli (par ailleurs vice-président en charge de la culture du Conseil général de l'Essonne) et le ministre socialiste de l'Intérieur Manuel Valls. Pendant de très longues semaines, en violation de ses obligations légales, le maire de Ris-Orangis a refusé la scolarisation des enfants Roms, avant d'y être obligé par décret préfectoral, sous la pression du Défenseur des Droits, d'Amnesty International et de l'Union Européenne.

Il y avait pourtant là, à Ris-Orangis, le laboratoire en actes d'une intelligence collective, un modèle qui aurait pu servir d'exemple sur d'autres territoires. Mais tout à son obsession « sécuritaire » (et à sa logique de haine), le maire de Ris-Orangis n'a rien voulu entendre. Et Manuel Valls, au mépris des obligations légales (qui incluent notamment des solutions de

relogement), a récemment décrété le démantèlement sans délais de tous les « campements Roms ». Alors même que, dans le cas de Ris-Orangis, le Préfet de l'Essonne et le Conseil Général venaient d'ouvrir la voie d'un « chantier d'insertion », la pelleteuse est venue, ce mercredi 3 avril 2013. Ce n'est pas seulement au Mali que le gouvernement socialiste français est entré en guerre : il l'est ici-même contre les Roms. Indistinctement et avec brutalité. Le 17 février 2013, le correspondant à Paris du quotidien *El Pais*, qui avait accompagné Israel Galvan à Ris-Orangis, publiait sur toute une page un reportage intitulé *« Un apartheid gitan aux portes de Paris. »* On ne saurait mieux dire : à l'encontre des Roms, ce gouvernement socialiste a institué un régime d'apartheid, dont Manuel Valls est l'artisan zélé. De quoi le mot « socialisme » est-il encore le nom ?

A l'heure où s'écrivent ces lignes, les Roms expulsés de leur bidonville se sont réfugiés dans l'église de Ris-Orangis. Aucune solution de relogement ne leur a été faite. Face à une telle ignominie, poursuivre le devoir de solidarité et d'humanité. Et manifester, encore et encore. Ce samedi 6 avril, de 14 h 30 à 17 h 30, Amnesty International organise un rassemblement Place de la Bastille à Paris pour dire « Stop aux expulsions forcées ». Autour d'une installation symbolique - un abri précaire menacé par une pelleteuse, plusieurs personnalités prendront la parole, dont Sébastien Thiéry, pour le PEROU. Des artistes seront aux côtés d'Amnesty International France en soutien à cette mobilisation, dont la comédienne Fanny Ardant, l'acteur Yvan Le Bolloc'h, la violoniste Sarah Nemtanu et la fanfare balkanique Haidouti Orkestar. En attendant, ne pas hésiter à consulter le dernier rapport en ligne d'Amnesty International sur les Roms en France. Edifiant !

http://mouvement.net/opinions/editos/ignominie

URL source: http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-marc-adolphe/030413/lignominie-expulsion-du-bidonville-rom-de-ris-orangis

Longjumeau. À Balizy

Deux classes vandalisées

Mauvaise surprise, mardi, à la reprise des cours au groupe scolaire de Balizy, à Longjumeau. Deux salles de classe ont été vandalisées entre vendredi et mardi. Murs tagués, tables retournées, ordinateurs renversés… Des pots de peinture ont aussi été vidés dans les deux pièces. Le ou les vandales n'ont, en revanche, rien emporté avec eux. Une enquête a été ouverte. Les cours ont pu se dérouler normalement dès mardi, dans d'autres salles.

Conseil général

Note abaissée

Il y a un an, l'agence de notation Standard & Poor's annonçait qu'elle pourrait « encore » relever la note du département de l'Essonne qu'elle avait déjà fait passer de AA « perspective négative » à AA « perspective stable ». C'est l'inverse qui s'est produit. Le département repasse à une note AA « perspective négative ». La faute selon S & P à d'éventuelles garanties d'emprunt que l'Essonne pourrait effectuer dans le cadre du Grand Stade de rugby à l'horizon 2015. « Ces garanties pourraient atteindre 17 % des recettes de fonctionnement d'ici à 2015, puis plus de 30 % », craint l'agence qui pointe par ailleurs la « gestion positive » du département. « L'agence se base sur des hypothèses, répond le vice-président PS aux finances, Carlos Da Silva. Le bouclage financier du Grand Stade n'est pas acté. »

RIS-ORANGIS Troisième démantèlement d'ampleur en trois semaines après Ormoy et Vigneux

Le bidonville de la Nationale 7 évacué

Les 250 occupants du campement de Roms de Ris-Orangis, situé depuis un an le long de la N 7, ont été évacués hier matin. Les démantèlements des bidonvilles les plus importants du département avancent depuis mi-mars à un rythme soutenu. Les expulsions ont démarré le 13 mars à Vigneux, le plus gros site avec 800 occupants, pour se poursuivre avec le plus ancien, à cheval sur Ormoy et Villabé, né il y a 5 ans. « Il s'agit d'une conjonction accidentelle des dates d'échéances de jugements auxquels s'ajoute l'arrêté municipal de Ris-Orangis », justifie la préfecture.

La fin de la trêve hivernale ?

Plusieurs observateurs avancent d'autres explications. « C'est simple, c'est le printemps. Ormoy était expulsable dès le 20 janvier, Vigneux le 5 février. Les élus se donnent bonne conscience en attendant la fin d'une trêve hivernale qui ne s'applique pourtant pas aux bidonvilles », réagit Julie Bonnier, avocate de l'association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines roms (ASEFRR). « Printemps ou hiver, de toute façon, leurs conditions de vie restent très précaires », conteste Stéphane Raffalli, le maire PS de Ris.

Autre constat : les Roms sont de plus en plus nombreux en Essonne. « Ils ne retournent plus autant en Roumanie qu'auparavant », constate l'avocate. À Ormoy, 75 % des occupants vivaient dans l'hexagone depuis plus de 5 ans. Il reste aujourd'hui 24 bidonvilles en Essonne.

Enfin, les municipales de 2014 font craindre à Julie Bonnier « la poursuite accélérée des expulsions ». « C'est plus facile de faire campagne avec un bidonville démantelé », juge-t-elle. « Au milieu de mandat ou avant une échéance électorale, il faut gérer le campement, nuance Stéphane Raffalli. Après, c'est une réalité, un campement génère des tensions dans la population. » Ces expulsions en série compliquent le travail des associations. « Au total, en trois semaines, cela fait 1 200 personnes qui se déplacent. Socialement, médicalement et scolairement, tout est balayé », déplore Laurent Lurton, du Secours catholique essonnien. Même si sporadiquement, des solutions sont mises en place par les pouvoirs publics *(voir encadré)*.

JULIEN HEYLIGEN

Un dispositif d'insertion expérimental

Dix familles roms, soit 37 personnes, dont 19 enfants, expulsées hier du bidonville de Ris-Orangis, vont tester un dispositif d'insertion inédit en Essonne. D'ici un mois, ils bénéficieront de logements préfabriqués sur un terrain de Ris-Orangis. Ils travailleront, via des associations spécialisées dans le domaine du retour à l'emploi, sur sept chantiers, notamment à Évry et Grigny. À la clé, un contrat de travail et un titre de séjour. Les familles ont été sélectionnées lors de l'enquête sociale réalisée dans le bidonville. « Les critères étaient l'absence de démêlés avec la justice et une maîtrise correcte de la langue, explique le maire PS de Ris, Stéphane Raffalli. Cela permet l'insertion et un hébergement loin des bidonvilles. Je pense que cela fera jurisprudence ». « C'est une très belle initiative. Il faudrait l'étendre à toutes les communes », note Laurent Lurton, du Secours catholique de l'Essonne. J.H.

www.leparisien.fr/91

> NOTRE VIDÉO

À voir sur le site

Expulsions et incendies de camps de Roms se multiplient

PAR CARINE FOUTEAU
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 4 AVRIL 2013

Après **Moulin-Galant** la semaine dernière, un autre grand campement de Roms d'Essonne a été démantelé, mercredi 3 avril : celui de Ris-Orangis. Entre 300 et 400 personnes résidaient dans le premier, environ 250 dans le second. Alors que la trêve hivernale vient de finir, selon l'agenda administratif, les évacuations, qui n'ont jamais complètement cessé, se multiplient malgré des températures encore proches de zéro. La crise politique traversée par le gouvernement n'empêche pas les forces de l'ordre, sous la houlette de Manuel Valls, de continuer à sévir à l'encontre de populations parmi les plus précaires de France.

Ce terrain situé en bordure de la N7 était habité depuis un an. Pendant de longs mois, les résidents ont fait l'objet d'un harcèlement quasi quotidien de la part des policiers, mais aussi de la mairie socialiste, qui a cherché à les faire partir par tous les moyens (**lire nos enquêtes ici et là**). L'association Pérou, pour Pôle d'exploration des ressources urbaines, y avait engagé une expérience inédite, symbolisée par la construction d'une salle polyvalente en bois, conçue comme un lieu d'accueil, nommée « **Ambassade du Pérou** ». Cet espace, comme l'ensemble des cabanons, ont été mis à terre.

Dans un communiqué, la préfecture affirme que l'évacuation a eu lieu *« en application d'un arrêté municipal motivé par des risques importants de sécurité »* et que 12 familles ont été *« retenues »* pour *« participer à une plate-forme d'insertion avec installation d'une base de vie sur un terrain situé sur la commune de Ris-Orangis ». « En attendant la mise en place de la base de vie sous trois semaines par les services du conseil général, un hébergement transitoire a été proposé à ces familles. Les autres familles se sont vu proposer une mise à l'abri »*, ajoute-t-elle.

« Les personnes "sélectionnées" pour le dispositif d'insertion, 19 adultes accompagnés de 18, bientôt 19 enfants, ont été régularisées et la plupart ont obtenu un contrat de travail », précise l'initiateur du projet Pérou, Sébastien Thiéry, qui se réjouit pour elles, mais souligne le désarroi des autres familles. *« Les propositions de logement ne correspondent pas à ce qui était prévu*, insiste-t-il, *puisqu'elles consistent le plus souvent en quelques nuits dans des hôtels dispersés dans les quatre coins de l'Île-de-France, à Aubervilliers, à Nanterre ou à La Courneuve, ce qui complique les choses pour la scolarisation des enfants. Par ailleurs, certains se retrouvent sans rien. »*

« L'évacuation s'est déroulée sans accroc, mais la suite a révélé l'état de panique, l'impréparation des pouvoirs publics, qui sont apparus dépassés par une situation qu'ils ont eux-mêmes créée », constate-t-il, après avoir passé la nuit sur place.

Arrivée à la première heure, Colette Olczyk, membre de l'Association de solidarité en Essonne aux familles roumaines, Roms (ASEFRR), raconte une journée en forme d'odyssée. *« Avec les familles encore présentes*, indique-t-elle, *on a erré un peu partout dans l'Essonne. On a été accueillis sur le parvis de l'église avant d'être chassés par les CRS. On est allés à la Maison des solidarités, mais on n'a pas pu rentrer. On a fini par être reçus par le Secours islamique de Massy. Ils nous ont donné à manger, à boire. Après cette journée d'errance, c'était inespéré. »* Après avoir récupéré un moyen de transport collectif, la petite troupe a repris son chemin vers Ris-Orangis, en quête d'un toit à proximité des écoles, mais le véhicule a été intercepté et bloqué par les forces de l'ordre avant que des solutions parcellaires ne soient trouvées pour la nuit dans les alentours. Concernant les jours à venir, c'est l'incertitude. *« Ce qui se passera demain, on n'en sait rien »*, déplore-t-elle.

Le même jour que l'opération à Moulin-Galant, **bidonville autour duquel un film a été réalisé**, des bulldozers ont détruit les baraques d'un campement à Villeurbanne, près de Lyon, qui abritait environ 80 personnes, sous le regard des familles délogées.

Directeur de la publication : Edwy Plenel
www.mediapart.fr

À Lille, 160 Roms installés depuis deux ans le long d'une voie rapide sont, quant à eux, dans l'attente d'une décision du tribunal administratif concernant leur éventuelle évacuation.

Ces démantèlements interviennent dans le sillage des déclarations du **ministre de l'intérieur** à propos de la poursuite des expulsions. *« Hélas, les occupants des campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de réseaux versés dans la mendicité ou la prostitution »*, avait-il martelé pour justifier son action.

Dans le même temps, les incendies de terrains où vivent des Roms se succèdent, sans que leur origine, accidentelle ou criminelle, ne soit établie. Pour l'instant, aucun n'a fait de victime. Le dernier en date remonte à quelques jours à Bobigny, en Seine-Saint-Denis. Les flammes ont embrasé les habitations de fortune vers 21 heures dans la soirée de dimanche. Des résidents s'étaient présentés à la mairie trois jours auparavant pour dénoncer des menaces dont ils disaient avoir été victimes, selon l'AFP, qui cite une *« source proche de l'affaire »* confirmant que deux hommes s'étaient rendus sur leur campement, qu'ils avaient *« tenté de mettre le feu avec des bidons »* d'essence et qu'une bagarre s'en était suivie.

Ces dernières semaines, des incendies ont également dévasté des camps à Saint-Fons, près de Lyon, à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, à Sarcelles, dans le Val-d'Oise, et à Wissous, dans l'Essonne. À Montreuil, en Seine-Saint-Denis, des véhicules de chantier ont été vandalisés sur un terrain dégagé pour accueillir des logements modulaires destinés à des familles roms. À chaque fois, les circonstances restent obscures. Là où des enquêtes ont été engagées, les préfectures refusent de communiquer. Parfois, en l'absence de plainte, aucune recherche n'a été diligentée.

Sans cesse déplacée, cette population sollicite les dispositifs d'urgence de droit commun. Elle se retrouve en concurrence avec les familles les plus démunies vivant en France. La pression ininterrompue sur les structures d'hébergement comme le 115 ne peut que s'accentuer avec la reprise des expulsions locatives. Reportée de quinze jours, la trêve s'est achevée le 31 mars, en même temps que le plan hivernal de mise à l'abri des personnes sans domicile fixe.

Directeur de la publication : Edwy Plenel
Directeur éditorial : François Bonnet
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.
Capital social : 32 137,60€
Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.
Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90
Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.
Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Roms de Ris-Orangis : Construire, résister, inventer, face à l'imbécile qui détruit

05 avril 2013 | Par Valérie de Saint-Do - Mediapart.fr

Le bidonville après passage des pelleteuses © (photo Merril Sineus)

C'est fini. Mercredi 3 avril, au matin, les pelleteuses ont transformé le bidonville rom investi par le PEROU (Pôle de ressources et d'études urbaines) en un champ de ruines et le travail de six mois a été anéanti en un quart d'heure.

On n'épiloguera pas ici sur le gâchis humain et financier la peur des enfants parqués à l'arrivée des CRS, ni sur le vieux fond de pétainisme transcendantal français qui anime tant les propos de Manuel Valls (ces populations « qui ne peuvent pas s'intégrer pour raisons culturelles » ! que ceux de Bernard Rafalli, maire de Ris-Orangis. Que ceux qui trouvent que j'exagère remplacent le mot « rrom » par « juif » dans leurs phrases, bon moyen de mesurer leur monstruosité.

Mais au delà de l'inhumanité de cet ordre botté, le plus consternant est surtout sa profonde bêtise. Car malgré la colère et la tristesse qui anime ses membres, le combat du PEROU n'a pas été vain : douze familles, qui ont bluffé les employeurs lors d'une réunion organisée dernièrement par le conseil général, vont bénéficier d'un chantier d'insertion. Au moment même où certains vont commencer à travailler, on ne trouve rien de plus judicieux que de les éparpiller !

On connait le prétexte invoqué par le maire de Ris-Orangis pour se débarrasser d'une population indésirable, selon lui, aux yeux de ses électeurs : le péril imminent...(1) Traversée de la RN7, rats, risques d'incendie : tels étaient les cache-sexes d'une politique d'apartheid(2) qui n'ose pas dire son nom.

Or, le PEROU n'a cessé de proposer, et de mettre en œuvre, des solutions : construction de toilettes sèches, sécurisation du réseau d'électricité, campagne de dératisation... Quant au risque encouru par les femmes et enfants qui deux fois par jour, traversaient la RN 7 pour aller chercher de l'eau, il aurait pu se résoudre aisément, avec l'alimentation en eau du camp : les citernes étaient prêtes. Encore fallait-il une volonté politique. La seule qui s'est exprimée est celle de la destruction aveugle.

Clou de l'abyssale stupidité des « nettoyeurs » : ceux qui radotent jusqu'à la nausée que « La France ne peut accueillir la misère du monde » et qui ne connaissent que les logiques financières ne sont pas foutus de compter... à moins qu'ils n'envoient au diable l'avarice pour satisfaire les bas instincts populistes. Le PEROU tente actuellement de chiffrer ce que coûte cette expulsion précipitée et absurde. À la louche, entre l'intervention du SAMU pour deux personnes handicapées, la réquisition des gendarmes, celles des pelleteuse, le relogement (très provisoire) en hôtel social, on doit frôler les 25000 euros. N'aurait-il pas été plus utile de les consacrer à rendre le bidonville vivable pour quelque mois ?

Car nul au PEROU n'a songé, malgré les allégations de certains, à pérenniser la vie en bidonville. Mais ce qui s'inventait sur le site, au jour le jour, avec les habitant, montrait que des solutions de transition étaient possible. Et surtout, il faut le dire, le répéter, le ressasser, ce fut une magnifique aventure humaine. Car ils ont des noms, des prénoms, des désirs, des passés, des perspectives, ceux que la vulgate médiatique ne désigne que sous l'étiquette globale de Rroms ; Dragomir, Daniela, Ana, Ardelean, Adela, Georg, Romeo... nous avons travaillé, dansé, parlé avec vous pendant six mois, nous avons joué et animé des ateliers avec Rebecca, Alessia, Florina, Roberto, Alex et tous les autres, ces enfants heureux d'être scolarisés lorsque le rappel à la loi du maire les a sortis de leur ghetto, fous de joie lorsque la place du village devenait le théâtre de fêtes.

Alors, malgré l'écoeurement, l'aventure continue. Car face à l'aberration qui voit la circulaire du 26 août obligeant au relogement des personnes expulsées appliquée en dépit du bon sens (on envoie à Nanterre et à Gennevilliers des familles dont les enfants sont scolarisés à Ris-Orangis, dans des hôtels qu'ils devront quitter dans trois jours), l'association va continuer à se battre, opiniâtrement. Ces liens tissés, nous ne les déferont pas. La médiatisation de l'aventure du PEROU aura eu cet effet collatéral : mettre les pouvoirs publics face à leurs responsabilité, et surtout leur incapacité et paresse intellectuelle, là où l'initiative, et la place laisse à l'imaginaire de tous inventait un peu de buen vivir dans la précarité la plus dure. Cet art de la relation cultivé avec vous depuis des mois, amis rroms, nous ne le lâcherons pas !

1. Le péril a été confirmé, et donc l'expulsion validée, par le Tribunal administratif, au mépris des preuves apportées des travaux dans le bidonville. Peru de créer un précédent qui fasse jurisprudence ?

2. Ce fut le titre à la Une d'El Païs après la venue du grand danseur de flamenco Israel Galvàn : « l'apartheid aux portes de Paris ».

Photo: Merril Sineus

URL source: http://blogs.mediapart.fr/blog/valerie-de-saint-do/050413/roms-de-ris-orangis-construire-resister-inventer-face-limbecile-qui-detruit

Au bidonville de Ris-Orangis (Essonne) en février.

En moins de trois heures, les bulldozers ont rasé le

Roms : des expulsions sans toits à l'horizon

La circulaire du 26 août 2012, qui devait améliorer leurs conditions de relogement, reste peu appliquée. Les associations critiquent un manque de volonté politique.

Par **ALICE GÉRAUD**

Mercredi matin, le bidonville de Ris-Orangis, dans l'Essonne, a été évacué par les forces de l'ordre, les baraquements ont été rasés dans la foulée. Sur les 130 Roms qui vivaient là depuis le mois d'août – après avoir été évacués d'un précédent squat dans une commune voisine –, 38 se sont vu proposer une solution d'hébergement provisoire : des nuitées d'hôtel à l'autre bout de la région, en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Alors que leurs enfants, après des mois de combat des associations et l'intervention officielle du Défenseur des droits, Dominique Baudis *(lire son interview ci-contre)*, avaient fini par être scolarisés dans les écoles de Ris-Orangis, contre l'avis du maire PS de la ville.

REPORTAGE

Parmi ces familles, douze personnes ont obtenu de la préfecture un parcours d'insertion avec des autorisations de travail. Et elles devraient d'ici plusieurs semaines pouvoir venir s'installer sur un terrain à proximité de l'hippodrome de Ris. Une solution *«insuffisante»*, selon les associations. Les autres familles ont trouvé refuge dans une église, puis dans une salle de MJC. Avant de devoir pour beaucoup retourner à la rue ou s'installer dans d'autres campements. Comme un éternel recommencement. Pour Laurent Lurton, responsable du Secours catholique de l'Essonne, *«cette politique est catastrophique d'un point de vue humanitaire»*. Il rappelle qu'un millier de Roms sont actuellement sous la menace d'une mesure d'expulsion rien que dans le département de l'Essonne. Depuis la mi-mars, les opérations de démantèlements des camps, relancées par Manuel Valls à l'été 2012, ont repris. Pour faire taire les vives critiques face à cette politique menée dans la droite ligne de celle de Nicolas Sarkozy, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault avait publié fin août une circulaire interministérielle.

DIAGNOSTIC. Le texte prévoit que chaque démantèlement de camp soit précédé d'un diagnostic social et que des mesures d'hébergement et d'insertion soient proposées. En septembre, la ministre de la Réussite éducative, George Pau-Langevin, avait fait une piqûre de rappel en publiant à son tour plusieurs circulaires sur l'obligation de scolarisation des enfants roms et itinérants. Ces circulaires se voulaient le contrepoint social à la politique sécuritaire affichée du ministre de l'Intérieur. Huit mois plus tard, elles apparaissent largement inappliquées, en tout cas en région parisienne où vivent plus de la moitié des 20 000 Roms installés en France.

Les cas de refus d'inscription dans les écoles par les maires et les ruptures de scolarisation font l'objet de saisines croissantes auprès du Défenseur des droits.

Même si George Pau-Langevin estime que *«les équipes ont pris le problème à bras-le-corps»* et que *«des solutions sont trouvées sur le terrain»*, les cas de refus d'inscription dans les écoles par les maires et les ruptures de scolarisation lors des démantèlements font l'objet de saisines croissantes auprès du Défenseur des droits. Les diagnostics sociaux et sanitaires ne sont pas réalisés ou alors de manière superficielle. Les solutions d'hébergement et propositions d'insertion sont rares. Et dans la majorité des cas, les occupants des camps démantelés vont se réinstaller un peu plus loin. Ceux qui font aujourd'hui le constat de cette situation, depuis longtemps dénoncée par les associations de terrain, ne sont pas franchement de dangereux gauchistes. C'est la conclusion de Dominique Baudis, ex-élu de centre droit.

«PRÉFET DES ROMS». Mais c'est aussi en grande partie celle d'Alain Régnier, préfet délégué général à la coordination de l'hébergement et de l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées. Jean-Marc Ayrault l'a missionné en septembre pour la coordination de l'accompagnement des Roms en France. Surnommé *«le préfet des Roms»*, ce haut fonctionnaire spécialisé sur les questions d'exclusion, ancien du cabinet Villepin, tire un bilan critique de l'application des circulaires de l'été 2012. *«Autant je constate de réelles avancées dans les grandes agglomérations, on voit des solutions se dessiner et l'on prend la bonne direction. Autant, en région parisienne, ce qui a été fait est une formule a minima avec des solutions inadaptées au mieux en chambres d'hôtels»*. Les raisons, selon lui, sont plurielles. La saturation de l'hébergement, le manque de logements mais aussi *«des crispations politiques»*, dont il redoute l'exacerbation *«avec la perspective des municipales»*. *«Un des enjeux est de réussir à combattre les fantasmes et notamment la haine que suscitent les Roms chez certains»*, explique Alain Régnier. Cet ancien biologiste doit parfois rappeler que *«les Roms ne sont ni génétiquement voleurs, ni génétiquement ferrailleurs»*. *«Pour avancer, il faut sortir des clichés»*. Mais il reconnaît que la tâche est ardue. *«C'est la mission la plus difficile que j'ai eue à traiter durant toute ma vie professionnelle»*, résume le préfet. ◆

bidonville de Ris, le 3 avril.

De nombreuses familles, sans solution d'hébergement, ont trouvé refuge dans l'église de Ris, après leur expulsion. PHOTOS JEAN LARIVE

REPÈRES

Depuis 1971, le 8 avril est la journée internationale des Roms. Cette année, une étude constate une *«radicalisation du rejet»* de cette minorité. Près de 4 000 Roms ont dû quitter leur lieu de vie depuis le 1er janvier, dont un millier après un incendie ou une agression.

20 000

C'est le nombre de Roms qui vivent en France, dont 6 000 enfants.

Le 26 août, le gouvernement a publié une circulaire pour répondre au *«double objectif de fermeté en matière de sécurité et d'humanité dans la prise en charge des personnes»*. Elle demande aux préfets de *«proposer des solutions d'accompagnement en mobilisant prioritairement les moyens de droit commun de chacun des partenaires. [Cela suppose] une logique d'anticipation et d'individualisation»*.

«Des familles sont désireuses de s'intégrer, mais elles sont une minorité.»

Manuel Valls à propos des Roms le 14 mars

Dominique Baudis, Défenseur des droits, dénonce des traitements discriminatoires :

«On ne fait que déplacer le problème»

Le Défenseur des droits, Dominique Baudis, en charge de la promotion de l'égalité et du respect des droits et des libertés, s'élève contre les traitement discriminatoires réservés aux Roms.

Vous êtes intervenu à de nombreuses reprises depuis 2012 pour dénoncer le non-respect des droits des populations roms. Et notamment, depuis le début la rentrée scolaire, concernant les questions de scolarisation de leurs enfants. Pour quelles raisons ?

Nous avons effectivement été saisis à de nombreuses reprises depuis l'été dernier. L'aspect que nous traitons en priorité, ce sont les enfants, car on ne peut tolérer que des enfants en âge scolaire soient à la rue et on ne peut pas admettre non plus que des enfants soient regroupés dans des classes ethniques. On a eu des exemples dans un commissariat à Saint-Fons (Rhône), dans un gymnase à Ris-Orangis (Essonne). Non aux classes «sas» ! Cela va à l'encontre de la Convention internationale des droits de l'enfant, que mon adjointe, Marie Derain, et moi avons pour mission de faire respecter. Ce sont des traitements à caractère discriminatoire.

BRUNO CHARDOY

Le gouvernement a pourtant publié à la fin de l'été plusieurs circulaires visant justement à accompagner socialement les familles roms évacuées des campements. Elles ne sont donc pas appliquées ?

La circulaire interministérielle du 26 août 2012 était une bonne circulaire. Elle ne s'oppose pas aux décisions de justice d'expulsion mais elle veille à ce qu'elles soient appliquées dans des conditions décentes et dignes. Le problème, ce n'est pas la circulaire, c'est sa mauvaise application. Dans l'immense majorité des cas, on ne fait que déplacer physiquement le problème.

Vous avez dû rappeler à la loi plusieurs maires. Les élus locaux mettent-ils réellement de la bonne volonté ?

On ne peut pas dire que spontanément mairies, académies et préfectures, cherchent des solutions. Mais on arrive souvent, au bout de plusieurs semaines, à obtenir la mise en place de ces outils.

On note également qu'il y a des départements où cela se passe mieux que dans d'autres, comme le Gard ou la Gironde par exemple. Et l'on voit bien que là où la circulaire est appliquée scrupuleusement, cela permet d'amortir considérablement sur le plan humain les conséquences de ces démantèlements.

Les maires opposent souvent la question des classes surchargées, mais invoquent aussi des difficultés particulières à la scolarisation des enfants roms, qui n'ont parfois jamais été à l'école. Que leur répondez-vous ?

Les maires intègrent sans difficulté des enfants non roms qui ne sont pas francophones, il y a donc un traitement un peu particulier des enfants roms.

Par ailleurs, les circulaires ministérielles de l'Education nationale prévoient des dispositifs pour accompagner ces enfants. Il est normal que les maires soient inquiets mais l'Education nationale est là pour accompagner ces scolarisations.

Le 14 mars, Manuel Valls a publiquement mis en doute la volonté d'intégration d'une partie des populations roms. Qu'en pensez-vous ?

Il est impossible pour moi de commenter les propos tenus par des responsables politiques, des élus, des membres du gouvernement. La Constitution précise que je dois veiller au respect des droits, particulièrement ceux des enfants. Nous, nous traitons des situations de personnes précises, qui ont un nom, un âge, qui se trouvent à tel endroit, et qui souffrent du fait que leurs droits ne sont pas respectés.

Posons la question autrement : avez-vous l'impression qu'il y a une réelle volonté politique de régler les problèmes des Roms ?

Ma conviction est que ce n'est pas en les évacuant qu'on évacue le problème. On le déplace et donc on l'aggrave.

Recueilli par **A. Gd**

Schizophrénie gouvernementale sur les Roms

La circulaire de 2012 qui implique des efforts d'insertion avant les expulsions de camps est très diversement appliquée

Après un été de polémiques liées aux démantèlements en chaîne de campements roms, le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, avait obtenu il y a sept mois la publication d'une circulaire censée encadrer ces expulsions. Signée par sept ministres, son titre était éloquent : « Circulaire relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites ». Mais depuis, peu de choses ont changé. Et avec la fin de la trêve hivernale, dimanche 31 mars, les évacuations de campements ont repris comme du temps de Nicolas Sarkozy.

Ces tiraillements entre les bonnes intentions de la circulaire du 26 août 2012 et la réalité de terrain ont atteint des proportions telles qu'Alain Régnier, le préfet à qui M. Ayrault a confié la coordination de l'application du texte, était, fin mars, à deux doigts de jeter l'éponge. Autre signe : jeudi 4 avril, les responsables de culte en France (bouddhisme, Eglises chrétiennes, islam et judaïsme) se sont pour la première fois collectivement *« alarmés »* du sort des Roms.

> Malgré l'ambition de parvenir à un traitement homogène des campements, les pratiques des préfets sont très variables

« Nous sommes inquiets et fâchés, il y a une schizophrénie à la tête du gouvernement, résume Laurent El Ghozi, fondateur du collectif Romeurope. *Le ministre de l'intérieur évacue, le ministre du travail assouplit les conditions de travail, tandis que le ministre du logement essaye de trouver des solutions d'hébergement »*, ajoute ce militant de longue date de la cause des Roms.

Au cœur des difficultés de la circulaire : *« le diagnostic »*. Afin d'éviter des expulsions violentes *« sans solutions de relogement »* – un engagement du texte –, les préfets de régions sont désormais censés, avant toute évacuation, mandater des personnes qualifiées pour évaluer quelles familles de Roms sont susceptibles d'être prises en charge pour s'inscrire dans un processus *« d'intégration »*.

Mais ces diagnostics ont été menés de façon très hétérogène. *« Des fois, ils n'ont pas été faits. Des fois, ils ont été faits mais les expulsions ont continué. Des fois encore, ils ont été faits mais 48 heures seulement avant l'expulsion »*, résume-t-on à Romeurope. Les militants estiment qu'un bon diagnostic nécessite plusieurs mois.

Ces démarches n'ont pas non plus permis de trouver des solutions d'hébergement pour beaucoup de familles. Y compris dans l'agglomération de Nantes, par exemple, plutôt bonne élève en la matière : sur 1 500 Roms recensés depuis 2005, seules 54 familles ont pu être prises en charge et il reste une dizaine de squats.

A Nantes comme ailleurs, les associations mettent en cause les critères de sélection : temps de présence en France, niveau de français, ou encore *« employabilité »*. Pour les collectivités, il s'agit en fait d'évaluer les personnes « régularisables » – la plupart des Roms étant en situation irrégulière – afin de les faire entrer dans les dispositifs de droit commun (couverture maladie universelle, logement social, etc.)

Les diagnostics buttent par ailleurs sur une réalité complexe. Pour différentes raisons – liens avec le groupe, trafics, etc. –, de nombreuses familles roms ne souhaitent pas intégrer les dispositifs d'aide ou l'hébergement d'urgence en chambres d'hôtel (*Le Monde* du 18 mars). Une fois leur terrain évacué, elles se trouvent donc de nouveau à la rue.

Malgré l'ambition de parvenir à un traitement homogène des campements partout en France, les pratiques des préfets sont aussi très variables. A Marseille, la préfecture s'est ainsi montrée volontariste sur trois campements de 200 personnes chacun. *« Mais elle a laissé tomber tous les autres »*, soit quelque *« 2 000 personnes »* sur le département, explique Caroline Godard de Rencontres Tsiganes.

« "On a déjà fait beaucoup" nous disent souvent les communes », explique de son côté Julien Sallé, responsable de la mission Roms pour Médecins du monde en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise. Dans ces départements, les municipalités ont pris les devants depuis plusieurs années en mettant en place des *« villages d'insertion »* souvent très onéreux.

Des occupants roms évacués par les forces de l'ordre d'un bidonville à Ris-Orangis (Essonne), mercredi 3 avril. JEAN LARIVE

4 000 Roms expulsés de leur terrain depuis le 1er janvier

Selon une étude de l'Association européenne pour la défense des droits de l'homme, environ 4 000 Roms ont dû quitter le terrain qu'ils occupaient depuis le 1er janvier. Un millier d'entre eux sont partis après un incendie, mais la plupart – 2 873, répartis sur 28 terrains – ont été expulsés par les forces de l'ordre. Jeudi 4 avril, le préfet du Rhône a, à ce titre, été condamné par le tribunal administratif de Lyon à héberger dix familles de Roms après une expulsion.
Selon un dernier recensement de la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement, il y a en France 19 378 Roms répartis sur 459 terrains. La plupart sont originaires de Roumanie et de Bulgarie.

« On nous dit aussi régulièrement : "pourquoi ceux-là ?" [sous-entendu les Roms] *»*, poursuit M. Sallé. Le fait que les campements soient occupés presque exclusivement par des Roms expose l'aide apportée aux critiques d'un traitement *« ethnique »*, contraire à la tradition républicaine française. Et ce, alors que de nombreux migrants d'autres nationalités en situation irrégulière et vivotant eux aussi dans des squats ne font pas l'objet des mêmes attentions.

Le préfet Régnier balaye toutefois ces accusations en considérant que les Roms sont des *« ressortissants européens »* et que, à ce titre, on leur doit une aide particulière. Chez Médecins du monde, on réfléchit plutôt à rebattre la mission « Roms » en mission « bidonvilles ». M. Sallé en vient à considérer que la circulaire du gouvernement n'était, *« depuis le début, pas applicable »*. Une conclusion nuancée par Claude Reznik, l'adjoint chargé des populations migrantes de Montreuil (Seine-Saint-Denis), en pointe depuis longtemps sur la question : *« La circulaire n'est qu'un élément du puzzle. »*

Sa mairie a développé des dispositifs d'insertion pour environ 300 Roms. Mais c'est seulement après trois années d'efforts qu'il y a *« un début de sortie »* pour 80 familles, détaille M. Reznik. *« On s'aperçoit qu'on a surtout besoin d'une aide financière européenne »*, appuie-t-il. La Commission européenne dispose en effet d'un budget important destiné à des projets en faveur des populations « *Roms* », mais ces fonds sont souvent longs à obtenir.

Deux approches s'affrontent, au final, sur les Roms. Celle du ministère de l'intérieur, qui considère qu'il faut évacuer les terrains pour des raisons de justice et de sécurité. Et celle des associations, qui militent pour une mise à l'abri *« inconditionnelle »* des Roms ou pour une amélioration de leurs conditions de vie sur les terrains, aussi longtemps que le nécessite leur insertion, même si cela peut prendre plusieurs années.

Le préfet Régnier, lui, est pour une sorte de « troisième voie ». Il considère qu'il faut évacuer les *« petits campements »* composés de quelques dizaines de familles en ayant tout fait, auparavant, pour les faire accéder au droit commun. Le but : *« Eviter que ces campements grossissent ou que les gens qui y vivent et sont expulsés viennent grossir les campements plus grands. »* Dans les *« grands campements »* de plusieurs milliers de personnes présents surtout en région parisienne, M. Régnier estime en revanche que le diagnostic peut prendre du temps, et que, en attendant, il faut *« améliorer les conditions de vie à l'intérieur »*.

Le dernier à avoir fait part de sa déception au premier ministre sur l'application de la circulaire est le Défenseur des droits, Dominique Baudis, jeudi 4 avril, à Matignon. M. Baudis devrait publier une recommandation rapidement. ■

ELISE VINCENT

A Choisy-le-Roi, la difficile cohabitation entre riverains et campements roms

AVEC LA LIGNE DU RER C à moins de vingt mètres de son paillasson, la maisonnette de Jean-Marc Bellucci n'était déjà pas *« terriblement exposée »*, admet-il. Mais il y a deux ans et demi, alors qu'il était en vacances sur les plages de Hyères (Var), un voisin lui a appris que la mairie de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) avait relogé une vingtaine de familles roms dans des caravanes au pied de sa terrasse. Il s'est senti défaillir.

M. Bellucci a 60 ans et dit ne *« rien »* avoir contre les Roms. Il tient lui-même son nom de famille d'arrière-grands-parents originaires du Piémont. Mais voilà, depuis cet été 2010, il ne peut plus faire de barbecue aux beaux jours. Ses amis hésitent à lui rendre visite. Et son épouse est allée jusqu'à faire une dépression.

Lors de la visite à l'improviste du *Monde*, il avait encore reçu la veille sur sa terrasse une tranche de saucisson, un pack de jus d'orange et une louche après une dispute avec les enfants du campement : *« J'ai appelé l'adjoint au maire pour lui dire qu'il fallait faire quelque chose, car sinon j'allais finir par en tuer un… »*

Les riverains sont l'un des points les plus délicats à gérer pour les collectivités volontaristes dans l'accompagnement des Roms comme l'est Choisy-le-Roi. Pour limiter les dégâts humains inhérents aux évacuations de terrains illégaux, beaucoup de communes optent pour les reloger dans des caravanes ou des bungalows sur des terrains légaux, le temps que l'insertion se fasse.

C'est le cas de Choisy. Mais ici comme ailleurs, ces terrains dits de *« décompression »* sont souvent situés dans des quartiers modestes. Si ces campements font presque toujours l'objet d'un rejet de principe du voisinage – même s'il n'y a pas de nuisances directes – il existe aussi de nombreux endroits où des arbitrages ont été faits en faveur des Roms en négligeant les nuisances objectives pour les riverains : rats, bruit ou fumée liée au recyclage de la ferraille ramassée par les Roms pour gagner leur vie.

> « Je ne leur demande pas de rentrer chez eux, je veux juste qu'on les enlève de-là »
> **Jean-Marc Bellucci**
> un riverain

Sur les campements illégaux, la situation n'est pas plus simple. Les décisions de justice prennent du temps. *« Au début, quand les Roms s'installent, le voisinage est toujours favorable, car personne n'est indifférent à la misère humaine,* raconte Louis Souchal, chargé de ces questions à la ville de Nantes. *Mais, au bout de deux ou trois mois, cela se dégrade. »*

Les tensions alimentent alors les médias locaux et nourrissent par ricochet l'impopularité croissante des Roms vis-à-vis de l'opinion. Le préfet Alain Régnier s'en inquiète particulièrement. *« Il faut encourager les pratiques de concertation et de démocratie de proximité »*, plaide-t-il auprès du *Monde*, alors que le premier ministre l'a chargé, en août 2012, de coordonner l'application de la circulaire censée mieux gérer les évacuations de campements.

A Choisy-le-Roi, M. Bellucci, lui, tient une comptabilité précise. Au départ, on lui avait dit que la situation était *« provisoire »*. Mais, au bout de deux ans et demi, le travail d'insertion n'a permis le relogement que de quatre familles roms. *« Je ne leur demande pas de rentrer chez eux, je veux juste qu'on les enlève de-là*, dit-il. *On nous dit qu'on est racistes mais, si la mairie veut faire du social, qu'elle les prenne chez elle ! »*

M. Bellucci a le sentiment que *« l'on aide parfois plus les Roms que ceux qui payent leurs impôts »*. Chauffeur routier, il est en arrêt maladie longue durée et touche 600 euros par mois. Son épouse gagne 1 800 euros mensuels. Récemment, elle a reçu un courrier de l'entreprise de transport où elle travaille pour l'informer qu'à cause de la crise il était envisagé de passer à *« 43 heures payées 35 »*.

Et, quand ils ont fait évaluer leur maison qu'ils rêvent de vendre une fois en retraite, dans trois ans, pour partir vivre dans le sud de la France, l'agent immobilier leur a gentiment signalé qu'avec leur nouveau voisinage elle s'était dévaluée de *« 50 000 euros »*. ■

E. V.

C'est Adéla qui l'a dit. Et Georges, son mari, a acquiescé. *« Si tu veux, tu peux venir dormir chez nous. Pour toi, ce n'est pas très confortable, tu n'as pas l'habitude. Mais nous, on est bien. Enfin… on était bien. »* Dernière nuit dans le bidonville des Roms de Ris-Orangis. Beaucoup, déjà, sont partis depuis que, deux jours plus tôt, la mairie a affiché son arrêté d'expulsion pour péril imminent. Un camion d'Emmaüs a stocké les affaires les plus précieuses. Des hommes fument au bord d'un feu de camp. Une guirlande lumineuse clignote dans la nuit. Derrière le rideau rouge de la baraque d'Adéla et de Georges, éclairées d'une torche, des ombres passent, chargées de paquets. Elle a préparé des valises. Des sacs pour emporter des couvertures. Les trois petits dorment tout habillés. Dolari, 5 ans, et Ricardo, 8 ans, tête-bêche dans le lit de leurs parents. Et on partagera le lit de Roberto, 10 ans, qui a le nez bouché et grogne dans son sommeil, comme un petit cochon. La télévision diffuse un sujet sur la délinquance. C'est la seule lumière de la pièce. *« Nous, brigade anticriminalité, nous sommes les garants de la paix sociale »*, dit fièrement un policier que personne n'écoute. Le poêle à bois, un bidon découpé, va bientôt s'éteindre et le froid pénètre par les fissures des cartons qui servent de murs. La nuit va s'écouler, sans sommeil.

Adéla a 25 ans, elle est enceinte de son quatrième enfant et voudrait tant que ce soit une fille. Elle serre ses bras contre son ventre. *« Je n'ai pas envie de croire que demain on sera dehors. »* Une fois de plus, une fois encore. Alors, elle raconte, pour grignoter cette veillée qui n'en finit pas **(voir la vidéo sur Nouvelobs.com)**. L'arrivée en France, à l'âge de 15 ans, parce qu'il n'y avait plus de travail là où ils habitaient, dans le nord-ouest de la Roumanie. Usines fermées, agriculture mécanisée qui n'a plus besoin de journaliers, maisons trop petites pour familles trop grandes. Partir ? Comment faire autrement ? Pour les enfants, pour leur fabriquer une vraie vie, celle que les parents n'auront pas eue. Elle montre les cahiers d'école, les bulletins scolaires, les derniers dessins. Dix ans de bidonvilles et d'hôtels sociaux. La manche dans le métro (*« Jamais avec mes enfants, je n'aime pas, j'ai honte »*). C'est comme ça qu'elle s'est fait arrêter, a connu la garde à vue, le centre de rétention et l'expulsion vers la Roumanie, quand Dolari était tout petit et qu'elle le nourrissait encore au sein. Puis, après avoir payé un passeur, le retour au bout de quelques jours, la poitrine gorgée de lait qui lui faisait mal. Et Georges qui vend le journal des sans-abri (acheté 80 centimes, cédé 2 euros) ou, s'il est chanceux, trouve à louer ses bras à la plateforme de travail au noir, juste à côté, à Viry-Châtillon. Ici, au bord de la nationale 7, pour la première fois, elle s'était pourtant crue autorisée à rêver. Sans avoir la moindre idée du pataquès politique dans lequel elle a mis les pieds en posant ses valises dans cette petite ville de l'Essonne, devenue un symbole de la question rom en France.

Etrange aventure… Le bidonville de Ris s'est constitué au mois d'août dernier, le long de la nationale 7, après le démantèlement d'un autre campement à Evry, la ville du ministre de l'Intérieur, Manue baraques, au début. Puis les autres, presc de la même famille élargie, les Covaci, son à petit, pour se retrouver à 130 enviro moment, une circulaire signée par se encadre la politique définie par le gou l'égard des Roms : en rupture affichée Nicolas Sarkozy et par son fameux disc noble en 2010, elle prévoit certes de c démantèlements de campements illicite de favoriser l'insertion par le travail et la solutions d'accompagnement en matière de santé et de scolarisation, en concerta associations. Est-ce une nouvelle don 20 000 Roms habitant en France, dont 1 seule région parisienne ? Beaucoup l'espè fet – Alain Régnier – est nommé délégué riel à l'hébergement et à l'accès au logeme ticulièrement chargé de la question des R

Mais à Ris-Orangis l'arrivée d'un nou ville ne fait pas du tout l'affaire du jeune n phane Raffalli, qui succède à son ami Thie élu député. Dans sa ville, c'est le septi ment sauvage! Un record pour cette c 28 000 habitants, qui compte 33% de sociaux, 11,5% de chômeurs, et dont près électeurs ont voté pour Marine Le Pen au de l'élection présidentielle. Ajouter de la pauvreté, le poids est trop lourd. Que fair ville est insalubre, évidemment. Il y a des dures qui font le régal des rats. L'électricité dangereuse. Les câbles servent de cordes matériaux de construction des baraques mables. Les palettes de bois utilisées pour dégagent des fumées qui piquent les yeux. vont chercher l'eau à une borne d'incend côté de la route et, chargées de bidons, sla gereusement entre les voitures.

Et puis, il y a ce courrier, qui s'amor bureau du maire. *« De plus en plus de tub étonnant avec ces hommes qui crachent par ramassons cela autour de nos semelles et de Caddie et nous rentrons à la maison a microbes. »* Un Rissois propose d'*« expulse de 40 ans et moins, de garder les familles jus de l'expulsion et de leur donner des badges p naître »*. Une association de handicapés pr l'*« invasion grandissante de Roms sur notr* Une femme prévient : *« Si Ris se dégrade ave les Rissois partiront, et il ne restera que les in* Le gardien du cimetière a surpris *« six fem sous-vêtements qui prenaient une douche »* bureau. Il les a évidemment *« invitées à menaçant d'appeler la police »*. Des poub renversées. Le pavillon d'un voisin a été *« se demande bien par qui. »* Suivez mon reg

Mais les ennuis viennent aussi de la g gauche. Très active, l'ASEFRR – Associatio rité en Essonne avec les Familles roumai – est présidée par Serge Guichard, longtem nent du PC et adjoint au maire de Palaise

L'ÂME DU PEROU

Coordinateur du Perou, Sébastien Thiery, 38 ans, enseigne à Sciences-Po et aux Arts-Déco. Dans le livre de photos du bidonville, il écrit : *« Ce ne sont pas les Roms qui font les bidonvilles, mais les bidonvilles qui font les Roms : dès lors que trois baraquements s'établissent en lisière, on s'exaspère. (…) Ils habitent là, juste à côté, mais entre ces gens-là et nous autres une distance infinie s'est creusée. Ce sont des lointains, que la pelleteuse rend à leur sort : elle les éloigne. »*

JEAN LARIVE

©2013 Apple Inc. Tous droits réservés. www.apple.com/fr

socialiste François Lamy aujourd'hui ministre délégué à la Ville, avec lequel il est désormais à couteaux tirés. A ses côtés, Denis Krys, secrétaire de la section communiste de Ris-Orangis, salarié de la communauté d'agglomération des Lacs de l'Essonne, qui regroupe les villes de Grigny et de Viry-Châtillon et que préside Gabriel Amard, secrétaire national du Parti de Gauche. Très vite, le conflit avec le maire de Ris éclate. Notamment sur la scolarisation des enfants roms, que le maire n'accorde que du bout des lèvres, en ouvrant dans un premier temps une classe dans un gymnase désaffecté avec deux institutrices. Il faudra l'intervention de Dominique Baudis, le défenseur des droits, et l'injonction du préfet pour que les enfants du campement soient autorisés à intégrer une école « normale ».

Stéphane Raffalli n'est pas un mauvais bougre. Mais il a deux obsessions qui sont loin d'être absurdes : la *« trouille panique d'un accident sur le campement »* et les *« risques de dérapage »*, comme à Marseille, où, en septembre dernier, des habitants de la cité des Créneaux ont mené une opération punitive pour chasser les Roms qui venaient de s'installer au pied de leur immeuble. La gauche de la gauche – qui va jusqu'à accuser le maire de Ris-Orangis d'*« incitation à la haine raciale »* ! – joue avec ses nerfs. *« Je reste droit dans mes bottes,* dit-il. *Mais je ne suis pas dupe. Il y a quelques excités politiques qui veulent se refaire une virginité sur le dos des Roms. Toute cette polémique est pilotée par le Parti de Gauche, qui fait de la pérennité des bidonvilles un combat en s'appuyant sur certains militants associatifs avec lesquels il n'est plus possible de travailler. »*

Monsieur le maire n'est pas au bout de ses peines. Car l'ASEFRR a eu l'idée originale de faire appel au Perou – Pôle d'Exploration des Ressources urbaines – présidé par Gilles Clément, le célèbre jardinier créateur du parc André-Citroën ou des jardins du Musée du Quai-Branly, et animé par Sébastien Thiery. Autour de ce dernier, chercheur et enseignant à l'Ecole des Arts politiques à Sciences-Po, fondateur avec Augustin Legrand des Enfants de Don Quichotte qui avaient organisé le campement des sans-abri sur les bords du canal Saint-Martin, à Paris, c'est toute une tribu d'architectes, d'urbanistes, de photographes, de clowns, de musiciens et de poètes qui va lancer avec les habitants une expérience inédite – et poétique – dans le bidonville.

« Ces doux rêveurs qui se croient sur Mars et se complaisent dans l'esthétisme », selon le maire, vont d'abord tenter d'assainir le bidonville. Ils installent des toilettes sèches, recouvertes de papier doré ; posent un parquet et des lampions pour inventer le *« platz »*, la place du village ; construisent une grande maison de bois baptisée *« ambassade du Perou »* (on peut lire le « Journal de l'ambassade du Perou » sur www.perou-risorangis.blogspot.fr), où se tiennent des réunions, des cours d'alphabétisation pour les femmes, de dessin pour les enfants. On dératise. On enlève des tonnes d'ordures. Mais on propose aussi des spectacles : alors qu'il est à l'affiche du Théâtre de la Ville, la star du flamenco sévillan Israel Galván vient danser avec les Roms. Devant le rabbin de Ris-Orangis (qui a offert un groupe électrogène au bidonville), des chanteuses yiddish e rom donnent un concert.

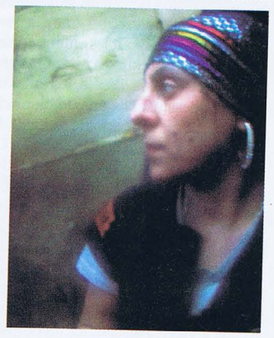
Le Perou ne fait pas que la fête. Très vite, il s'impos comme un interlocuteur crédible auprès du préfet e du conseil général. Une interprète, Ramona, vient gra tuitement expliquer aux Roms les démarches entre prises : puisque la circulaire du mois d'août existe e malgré ses ambiguïtés (expulser et intégrer, est-c compatible ?), pourquoi ne pas s'en saisir et tenter d faire entrer le plus de familles possible dans le proces sus d'intégration préconisé par le gouvernement lui-même ? Ce tourbillon exaspère le maire et… l'ASEFRR avec qui les relations deviennent plus que fraîches. Les Roms, eux, sont stupéfaits. Jamais on ne les a ainsi traités, en partenaires de leur destin. Ils prennent goût à cette fraternité festive. Même s'ils savent bien qu'ils seront expulsés. Ils ont l'habitude. Mais la question est de savoir quand, et dans quelles conditions. La lumière qu'a su attirer le Perou sur le campement de Ris-Orangis suscite chez eux beaucoup d'espoirs. Trop ?

Le terrain qu'ils occupent illégalement est la propriété du conseil général de l'Essonne, présidé par le socialiste Jérôme Guedj. Ancien « bébé Mélenchon », il a refusé de suivre son mentor au Parti de Gauche. Et il a raflé la présidence du département à la barbe de Thierry Mandon (soutien d'Arnaud Montebourg à la primaire socialiste) avec l'aide de… Manuel Valls et du successeur de celui-ci à la mairie d'Evry, l'ancien communiste Francis Chouat. Ce sac de nœuds socialo-socialiste n'est pas sans interférence avec la situation du bidonville. Guedj n'a jamais voulu ordonner l'évacuation du campement, estimant qu'il fallait d'abord préparer la sortie des habitants avant de les renvoyer à la rue. Et quand, au cœur de l'hiver, le maire de Ris a envisagé de prendre un arrêté municipal pour ●●●

EXPULSION SAUVAGE

Le 27 septembre dernier, à Marseille, une trentaine d'habitants de la cité des Créneaux ont chassé des Roms qui s'étaient installés quatre jours plus tôt illégalement au pied d'immeubles promis à la démolition et qui étaient soupçonnés d'avoir commis des vols et des cambriolages. Après leur départ, leurs affaires ont été brûlées. Dans les Bouches-du-Rhône, 2 000 Roms seraient répartis sur une trentaine de campements illégaux.

Les Roms par eux-mêmes



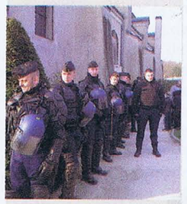
Deux photographes, Jean-François Joly et Aude Tincelin, ont eu l'idée de confier des appareils numériques aux habitants du bidonville de Ris-Orangis en leur demandant de se prendre en photo. Cela donne un livre magnifique, entrecoupé du récit de leurs vies. Le texte, en français et en roumain, raconte les parcours chaotiques de ces exilés, la plupart du temps économiques. Chaque habitant qui a participé à l'expérience a reçu les images qu'il avait prises, souvenirs du bidonville rasé le 3 avril et de ces mois passés ensemble au milieu des rats et des ordures. Mais aussi des fêtes dans ces cabanes précaires, souvent décorées avec grand soin. Visage des enfants, qui jouent et rient malgré la gadoue, des musiciens, des femmes élégantes dans leurs longues robes. Ici Daniela qui, avec son mari, Dragomir, a été choisie pour participer au parcours d'insertion mis en place par les pouvoirs publics. *A. L.*

« La Place Ris-Orangis », Editions Illimitées. Courriel : laplace.risorangis@gmail.com, facebook.com/habitees

©2013 Apple Inc. Tous droits réservés. www.apple.com/fr

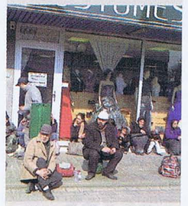
Expulsion du bidonville

Destruction au bulldozer



La police cerne l'église

Dans le square



Où aller ?

Famille relogée en hôtel

Errance

A Ris-Orangis, à 7h30 le 3 avril, la nationale 7 a été coupée par les forces de l'ordre. Le jour se levait, et les gendarmes mobiles ont pénétré dans le bidonville. Les habitants sont partis d'eux-mêmes, sans protester. Ils ont laissé sur place une bonne partie de leurs biens, écrasés quelques heures plus tard par les bulldozers. Puis ce fut l'affolement, l'hébergement des personnes expulsées ayant été peu ou pas du tout préparé. Abrités un temps dans l'église voisine, ils en ont été rapidement chassés et ont rempli leurs dossiers du conseil général et de la Croix-Rouge sous la surveillance des 200 membres des forces de l'ordre (pour 130 Roms) qui ont bouclé le lieu de culte, de peur qu'il ne soit occupé. Ils ont ensuite erré dans la ville, les femmes refusant un hébergement qui les séparait de leurs maris. Emmenées par des militants associatifs dans un bus, à la recherche de places d'hôtel, les familles ont été hébergées brièvement par le Secours islamique, puis à la Maison des Jeunes et de la Culture, au cours d'un périple de plusieurs heures sous escorte policière. Trente-huit personnes ont été admises à participer au parcours d'insertion, les autres ont été placées pour quelques nuitées dans des centres d'hébergement et des hôtels sociaux très éloignés des lieux où leurs enfants sont scolarisés. La plupart des Roms sont repartis construire des baraques dans des bidonvilles avoisinants. *A. L.*

Fin mars, choqué par le rythme des expulsions des campements, qui réduisent à néant les efforts pour scolariser les enfants, et par l'insuffisance de l'accompagnement social, le préfet Régnier a failli jeter l'éponge. Cela aurait fait désordre. *« Nous sommes sur une ligne de crête »*, dit-il au « Nouvel Observateur ». Il vaut mieux ne pas glisser. S'accrocher, alors qu'il n'a jamais, dit-il, *« été confronté à un tel racisme ordinaire, ni à une telle hostilité à l'égard d'une population »*, nourris de représentations qui feraient éternellement des Roms *« des voleurs, des ferrailleurs ou des musiciens pour des raisons génétiques ! »* Intégrer 20 000 personnes dont 6 000 enfants dans un pays de 65 millions d'habitants, la tâche serait-elle impossible ? *« Mon objectif,* poursuit le préfet, *est qu'à la fin du quinquennat il n'y ait plus de bidonvilles en France. Cela me paraît réalisable. D'autant que je pense que l'immigration rom est en train de se stabiliser et que je ne crois nullement à un appel d'air quand les mesures transitoires sur l'emploi seront levées en 2014. »*

De tous ces débats Adéla ne sait rien. Elle sait seulement qu'elle et son mari n'ont pas été admis à participer au programme d'insertion qui a fini par être adopté. Douze familles (18 adultes et 20 enfants) qui, dans quelques semaines, munies d'autorisation de travail, iront s'installer aux abords de l'hippodrome de Ris-Orangis, sur un terrain stabilisé, alimenté en eau et en électricité, dans des constructions modulaires. Pourquoi pas eux ? Comment le choix a-t-il été fait ? On a parlé d'*« employabilité »* – le mot est compliqué. De connaissance du français – Adéla le parle bien. De problèmes avec la justice – hormis son expulsion, elle ignore de quoi il peut s'agir.

A 4 heures du matin, ce 3 avril, elle a eu comme un pressentiment : elle est sortie du camp pour aller voir ce qui se passait. Une voiture de police était déjà garée depuis la veille. Le bulldozer était arrivé. Oui, ce serait pour aujourd'hui. Pour la dernière fois elle a ouvert la porte de sa baraque sur laquelle on avait écrit *« Don't disturb »*. Elle n'a pas réveillé les enfants ni son mari pendant qu'elle faisait ses derniers sacs. Policiers et gendarmes sont entrés. Les habitants sont partis sans un mot. En fin de matinée, le bidonville était entièrement rasé **(voir la vidéo sur Nouvelobs.com)**.

Provisoirement, pour quelques jours, Adéla a atterri dans un hôtel social à Nanterre. « L'Itinéraire », si bien nommé. Ses enfants ont été dévorés par des puces. Georges est parti reconstruire une autre baraque dans un autre bidonville, à Grigny. A 800 mètres de celui que les bulldozers ont rasé à Ris-Orangis. C'est ce que Luc-Didier Mazoyer, le directeur départemental de la sécurité publique de l'Essonne, qui supervise le démantèlement des campements, appelle l'*« effet plumeau »*. On a beau épousseter, la poussière retombe toujours.

Sur le blog du Perou, Sébastien Thiery a écrit : *« La déraison domine, et tout est à inventer. »* Adéla ne le saura pas. Elle n'a pas accès à internet.

AGATHE LOGEART

●●● péril imminent, il affirme que le préfet (qui aurait été chargé de son exécution et dépend de Manuel Valls) lui a répondu qu'il n'avait pas d'instructions en ce sens. *« Je ne veux me fâcher ni avec Valls, ni avec Guedj,* soupire Stéphane Raffalli. *Mais, franchement, je me suis senti un peu seul… »*

Manuel Valls *« sait bien que cela ne plaît pas à tout le monde »*, mais il est bien décidé à multiplier les démantèlements de bidonvilles : 900 Roumains expulsés depuis le début de l'année, rien que dans l'Essonne. Selon un sondage (Ifop-Ouest France) 8 Français sur 10 y sont favorables. Pour le ministre, *« même si certains instrumentalisent aujourd'hui le dossier des Roms, il ne faut pas se raconter d'histoires : les familles désireuses de s'intégrer en France sont peu nombreuses »*. L'intégration est toujours le fruit d'une double démarche : *« Il faut que la personne le veuille et que la société le souhaite, et le gouvernement a pris des initiatives adaptées. »* Il ne semble pas qu'à ses yeux cette double condition soit réunie. Et puis, c'est si complexe : *« Il s'agit de familles importantes. Elles veulent très souvent rester ensemble. C'est culturel. Certaines personnes veulent s'intégrer, mais il y a aussi une forme de passivité face aux démarches d'insertion. »* Premier flic de France, Manuel Valls a décidé de mettre le paquet sur *« ces réseaux qui prospèrent sur la misère grâce à la prostitution, au trafic de métaux »*, et de le faire savoir.

GRIGNY Après l'expulsion du bidonville de la N 7

Les Roms s'installent au cœur de la copropriété

Grigny, hier matin. Dana a pu « sauver » ses plaques électriques et quelques vêtements du campement de Ris dont sa famille a été expulsée. *(LP/F.M.)*

Sept, huit, peut-être neuf… Il a arrêté de compter. « Au bout d'un moment on oublie, c'est nécessaire pour continuer à avancer ! », répond Anghel quand on lui demande combien de fois il a été expulsé. À 28 ans, ce jeune homme Rom vient de poser ses maigres valises dans un campement de fortune au cœur de la copropriété géante de 5 000 logements à Grigny. Sur le terrain municipal dit de La Folie, dans le secteur des Tuileries de Grigny 2, ils sont environ 80 à vivre dans des baraques en bois et carton. Beaucoup sont arrivés après l'expulsion le 3 avril dernier du bidonville de la N 7 à Ris-Orangis. Comme Anghel et sa famille qui après ce jour-là ont passé quelques nuitées en hôtel à Nanterre puis à Malakoff (Hauts-de-Seine) avant de revenir en Essonne où le plus petit des enfants est suivi à l'hôpital pour un problème cardiaque.

« Ils ont repris la route et essaient une nouvelle fois de reconstruire. Cette fois-ci combien de temps cela durera : un mois ? Deux ? », hausse des épaules Daniel Rouiller, un bénévole qui vient leur porter un peu d'aide et de bonne humeur. Dana, l'épouse d'Anghel et maman des deux garçons de 13 mois et 2 ans et demi, cuisine quelques pommes de terre.

■ Une pétition pour demander leur départ

Du campement de Ris, ces plaques électriques et quelques vêtements sont les seules choses que la famille a pu sauver. Anghel énumère. « On est arrivé de Roumanie en 2002. On a vécu dans des bidonvilles à Saint-Michel-sur-Orge, Brétigny, Ris, Villabé, celui de Moulin-Galant (entre Villabé, Corbeil et Ormoy, NDLR), celui de l'ex-gendarmerie à Viry, de nouveau Ris et là Grigny. On a aussi vécu dans d'autres départements et j'ai fait quatre fois l'aller-retour entre la Roumanie et la France à cause des OQTF (obligation de quitter le territoire français, NDLR). Pour vous, ça peut paraître dur mais pour nous, cela vaut bien mieux que notre vie en Roumanie ».

Et pourtant, leur présence ici irrite. Un collectif d'habitants baptisé les Acteurs du quotidien vient de lancer une pétition pour demander leur départ immédiat. « La population se mobilise pour les faire partir et cette situation est de nature à exacerber les haines raciales. Les conditions de vie dans ce campement sont inacceptables », estiment ces riverains.

Hier matin, c'est un agent de la mairie qui a tapé du poing sur la table. Car le sol est jonché de bouteilles en plastique et d'un amas de détritus. « S'il vous plaît nettoyez ça, on vous a mis des conteneurs, utilisez-les. Déjà pour vous, pour ne pas attraper de maladie et aussi pour ne pas donner des arguments supplémentaires aux habitants qui sont déjà en colère », insiste-t-il. Dans ce bidonville, la population rom continue à gonfler. De 20 personnes il y a quelques semaines, elle est passée à 80. « Les expulsions en série n'ont fait que déplacer les problèmes, il faut bien qu'ils se posent quelque part », note Daniel Rouiller. FLORENCE MÉRÉO

TRANSPORTS

Ligne 13. Des avaries él… matinée, tandis que des…

Pannes … en chaîn…

« Trente minutes … cours au lieu … j'rentre chez moi. Ligne … meeerde ! » fulminait … le réseau Twitter, une … n'était pas la seule à … trois lignes de métro … particulier la 2 — ont … toute la matinée, en r… successives de signali… 13 heures, les rames o…

LES PERTU…

On fait la route …

Fermetures de jour (24 h sur 24)

En travaux Manifestations

Pour plus de renseignements numéro vert : 0800.100.200 …

1 **A 13 :** vers Paris, d… à la porte d'Auteuil. … province, de la port… à Vaucresson.

2 **A 86 :** extérieur, d… la-Garenne à Asnl…

Parution d'un livre de photos sur l'ex-camp de la N7 **RIS-ORANGIS**

Un livre pour témoigner

Le bidonville n'est plus mais l'ambassade demeure, et son action avec. Lancé mi-février dans le cadre de l'installation du Perou (Pôle d'exploration des ressources urbaines) sur le campement rom de la N7, un livre photographique a été réalisé par les habitants roms et roumains de ce camp. Un projet initié par deux photographes, Aude Tincelin et Jean-François Joly, qui ont réalisé cette collecte d'images.

Une des photos présentes dans le livre, réalisée par un des habitants de l'ex-bidonville de la N7. © *Calin Covaci*

Plus de 3 000 photographies

« *Nous voulions qu'ils nous parlent d'eux, qu'ils racontent leur histoire,* explique Aude Tincelin. *Avec la barrière de la langue, la photographie s'est imposée d'elle-même, comme un moyen de faire connaissance.* » Du 19 février au 8 mars, une quinzaine d'habitants se sont vu confier six appareils photos avec pour objectif de retranscrire leurs vies sur papier glacé. « *Bien sûr, quand on passe l'appareil à une personne, c'est toute la famille qui s'en sert,* poursuit la photographe. *L'un d'eux est même parti en Roumanie avec !* » Les professionnels se retrouvent donc avec plus de 3 000 photos réalisées par ces photographes amateurs, trop contents de pouvoir s'exprimer. L'ouvrage final en contient 120, triées sur le volet, qui nous en disent plus sur la vie sur le terrain, les discussions en bord de route ou les soirées dans les baraques. Le livre contient également trois textes, une réécriture d'un après-midi d'entretiens avec les habitants, sur leurs parcours et leurs projets, un texte de Sébastien Thiéry, coordinateur du Perou, sur les derniers jours du bidonville, et un de Romana, la traductrice, sans qui la réalisation de l'œuvre aurait été compliquée. Aude Tincelin veut y voir plus qu'un simple livre de photos mais un moyen de « *dédiaboliser l'image du peuple rom et montrer que non, ils ne sont pas si différents.* » ▮ S.G.

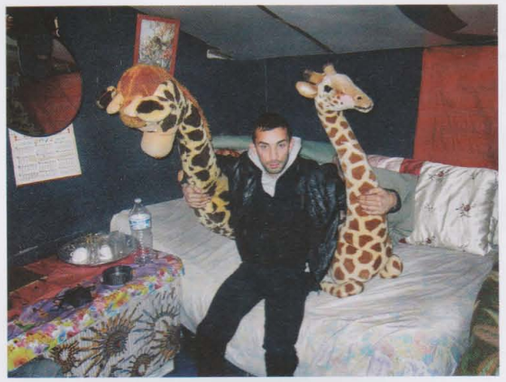
• *"La place, Ris-Orangis"*
184 pages, 7 €
rens. en écrivant à laplace.risorangis@gmail.com

REPORTAGE

ROMS

DERNIERS JOURS D'UN BIDONVILLE

En 2012, environ douze mille personnes ont été évacuées de campements illicites en France. La plupart sont roumaines, bulgares, souvent roms, et vont d'un bidonville à l'autre, au gré des expulsions. En Île-de-France, les pelleteuses ne chôment pas depuis le début de l'année, comme à Ris-Orangis, où cent trente personnes ont perdu leur toit le 3 avril dernier. À J-5, comment envisager l'avenir ? Que faire face aux bulldozers ? Où aller ? Voici le récit des derniers jours d'un bidonville pas comme les autres.



Il a fallu quarante-cinq minutes à trois pelleteuses et cent cinquante CRS pour détruire le bidonville de la nationale 7, à Ris-Orangis (Essonne), le 3 avril dernier. Remarqué et remarquable, cet endroit l'était devenu notamment grâce à l'intervention du Perou [1], un collectif d'architectes et d'urbanistes qui y avait notamment installé des toilettes sèches, disposé des extincteurs, sécurisé au maximum le réseau électrique et remblayé le sol boueux avec des copeaux de bois. Le ramassage des ordures ménagères et la dératisation avaient même été obtenus à force de pression auprès de la mairie. Au milieu de la « place », le *platz,* comme disent les Roumains pour parler du bidonville, trônait aussi une « Ambassade » avec un grand A. Non pas une représentation diplomatique, mais une salle de réunion en bois de 35 m², construite main dans la main par les habitants du terrain et les bénévoles du Perou. Financée par la Fondation Abbé-Pierre et inaugurée le 22 décembre 2012, l'Ambassade était autant une tête de pont du Perou, qui expérimentait là une nouvelle forme d'intervention sociale, qu'un lieu de vie pour les enfants et de réunion pour les adultes. Deux fois par semaine, habitants du terrain, membres du Perou et d'associations de solidarité et simples voisins s'y retrouvaient pour évoquer la gestion du lieu au quotidien. De ce bidonville pas comme les autres, il reste aussi les clichés pris par une quinzaine d'habitants auxquels ont été confiés des appareils numériques. Cette moisson d'images a donné naissance à un livre dont sont tirées les photographies qui illustrent cet article. Malheureusement, ces victoires sur la précarité et les préjugés – et qui auraient pu servir d'exemple – n'ont pas empêché le rouleau compresseur de l'expulsion de faire son œuvre.

> **« LES FEMMES S'AGITENT, LES TRAITS TIRÉS. IL FAUT PRÉPARER UN SAC POUR PARTIR À L'AURORE »**

« Ils vont casser la baraque ! »

En cette dernière semaine de mars, rien n'est encore officiel, mais on connaît depuis longtemps la volonté du maire de Ris-Orangis, le socialiste Stéphane Raffalli, de débarrasser la commune de ce bidonville. Sur le terrain, la pression est montée d'un cran depuis que les policiers viennent tous les jours délivrer le message : *« Faut partir ! Faut partir ! »* L'arrêté d'expulsion est attendu d'un jour à l'autre. Une fois affiché, les familles auront vingt-quatre heures pour disparaître avant l'arrivée des CRS. Les spéculations vont bon train, on s'interroge sur les recours possibles et sur le temps qu'il reste à vivre là. *« S'ils cassent la baraque, comment je vais aller au collège ? »* se demande Sonia [2], 14 ans, longue adolescente moulée dans son slim. Très sollicitée pour sa maîtrise du français, Ana a passé son vendredi à répondre à des journalistes. *« Je suis la star des squats ! »* s'exclame-t-elle. Lasse, elle tente de se débarrasser d'un nouvel intrus et jure qu'elle n'a *« rien à dire »*, préférant s'occuper de ses enfants. *« Qu'est-ce que vous avez mangé à la cantine ? »* demande-t-elle à ses trois garçons, qui rentrent de l'école. *« Des bonbons »*, la taquine le benjamin, 5 ans. Comme la plupart de ses voisins, originaires de la région de Bihor, dans le nord-ouest de la Roumanie, et tous membres d'une même famille, Ana a vécu deux ans dans la gendarmerie désaffectée de Viry-Châtillon. Un répit qui a permis aux enfants d'être scolarisés de façon pérenne et aux parents de souffler. Expulsée des lieux le 25 janvier 2011, elle a passé des mois à l'hôtel avec les siens avant de retourner dans la rue et d'arriver à Ris-Orangis, en novembre 2012. Les expulsions, elle connaît, cela fait dix ans qu'elle vit en France, mais celle de Viry-Châtillon a laissé des traces. *« La police est arrivée à 5 heures du matin, il faisait froid. Qu'est-ce qu'on allait faire dehors, en plein hiver, avec les enfants ? »* Inquiet, son deuxième fils, Joan, 8 ans, a déjà prévenu sa maîtresse. *« On va déménager, mais je ne sais pas où. »*

D'expulsion en expulsion, le même scénario se répète, les mêmes questions se posent. Alors, en ce vendredi 29 mars, la traditionnelle réunion du soir est l'occasion de partager ses angoisses : quand l'évacuation aura-t-elle lieu ? *« Que vont devenir nos affaires ? »* demande un père de famille. Raser un bidonville, c'est contraindre ses habitants à abandonner matelas, cuisinière, vaisselle, casseroles... Et les planches, si précieuses pour construire sa baraque, comment les emporter ? À cette question, Louise, professeur de collège, n'a pas de réponse. Pour elle, c'est simple, *« détruire le bidonville, c'est comme voler ses affaires à un SDF »*.

1. Pôle d'exploration des ressources urbaines. www.perou-paris.org. À lire : le journal de l'Ambassade du Perou sur http://perou-risorangis.blogspot.fr
2. Tous les prénoms ont été modifiés.

Frotter, cuisiner pour se vider la tête

« T'as une valise pour moi ? » Elena manque de sacs pour empaqueter les affaires de ses trois filles. Ce week-end, il faut trier les vêtements et garder de quoi tenir le coup, qu'on se retrouve à la rue ou à l'hôtel, et stocker le reste en lieu sûr. Installée devant sa baraque, Ana passe son dimanche matin à brosser une pile de baskets boueuses, chaussure après chaussure. *« Je ne peux quand même pas mettre tout ça dans les sacs alors que c'est sale ! »* Mère courage, enceinte de quatre mois, Ana combat la fatalité quotidienne en briquant sa maison de bidonville et en cuisinant à toute heure. *« Mon mari est gentil,* se réjouit-elle, *on est très unis, et tant que mes enfants ont de quoi manger, je suis heureuse. »* Ironie du sort, l'arrêté d'expulsion est arrivé lundi 1er avril. À 11 h 30, les

policiers l'ont cloué sur un arbre. Le document de huit pages évoque un *« péril imminent »*. *« Dans l'intérêt des populations occupant ce campement illégal »*, le maire de Ris-Orangis demande son démantèlement au préfet. Expulsion ou pas, qui dit Pâques dit *ciocolata* ! À 15 heures, les enfants se bousculent à la porte de l'Ambassade, où l'on distribue des douceurs chocolatées pendant que d'autres fabriquent des *« bonshommes de bois »*. Une fois peints, ils seront plantés à l'entrée du terrain en signe de bienvenue pour que *« les forces de l'ordre travaillent dans de bonnes conditions »*, ironise l'animateur. Chez Ana, en revanche, *« c'est comme ci, comme ça »*. Morose. Les femmes s'agitent, les traits tirés. On dort peu. Dans le même temps, dans la rue principale, la vie continue. On boit du vin fruité et de la *palinka*, de l'alcool de prune, en l'honneur du mariage d'Adrian, tout en s'en remettant au ciel. *« Jésus s'occupe de tout. »*

« Mais où poser sa tête ? »

« Comment vous aider ? » D'une question, Denis résume l'ordre du jour de la réunion du lundi. Sans doute la dernière. *« Il faut que des enfants roms meurent pour que quelque chose change !* s'indigne un père de famille. *Cela fait des années qu'on est expulsés. »* Sur les trente-cinq familles du *platz*, trente-quatre ont déclaré vouloir rester en France [3]. Pendant que les uns veulent *« gagner du temps »*, que d'autres suggèrent de *« manifester »* ou de *« lutter sur le camp »*, les Roms s'éclipsent, dépassés par un débat devenu trop franco-français à leur goût. *« Mais où poser sa tête après avoir manifesté ? »* s'énerve Ramona, la médiatrice roumaine.

L'expulsion

Mercredi 3 avril, l'aube s'est levée une dernière fois sur le *platz*. C'est le jour J. Serrés autour d'un grand feu, dès 5 heures du matin, Roms et amis français ont attendu ensemble l'arrivée des CRS. Dans sa baraque, Maria doit réveiller les enfants. La jeune femme a rendez-vous à la préfecture comme douze autres adultes – heureux élus ! – qui vont bénéficier d'un contrat de travail et d'une carte de séjour. Dix ans qu'elle attend ça ! Des bidonvilles, elle en a vu beaucoup, mais celui-là était différent. *« J'y ai rencontré des gens bien, on a senti qu'on nous aimait »*, confie-t-elle dans l'obscurité. Une expérience dont elle est sortie *« plus forte, prête à se battre et à garder espoir »*. Partie avant tout le monde, Maria n'a pas vu Ana qui distribuait des manteaux aux enfants qui en manquaient, ni les CRS croiser la file de gens quittant les lieux, silencieux, enfant à la main, sacs à l'épaule. À 10 heures, le *platz* n'était plus qu'un champ de ruines, l'Ambassade et les baraques aux fenêtres voilées de dentelles s'étaient couchées devant la pelleteuse. Après leur expulsion, Ana et une centaine de personnes ont été logées dans des hôtels douteux, souvent éloignés de tout, avant de s'installer dans… un nouveau *platz*. À Grigny, dans la commune voisine, à 800 mètres de l'ancien bidonville.

Adélaïde ROBAULT

Photos extraites du livre :
La Place, Ris-Orangis, **coordonné par Aude Tincelin et Jean-François Joly.**
Éditions illimitées, 184 pages, 7 euros, disponible sur Laplace.risorangis@gmail.com

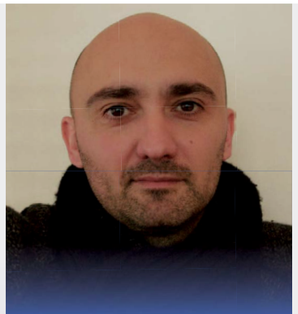
3. Lors de l'enquête sociale réalisée conformément à la circulaire interministérielle du 26 août 2012 *« relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites »*.

Parole *d'association*

Au cœur d'un camp rom, l'ambassade du Perou

LE PEROU

Créer un espace de vie dans un bidonville de l'Essonne, ouvert à ses habitants et aux riverains, c'est le pari réussi du Pôle d'exploration des ressources urbaines (Perou).



« EN CONSTRUISANT CE LIEU D'ACCUEIL, L'IDÉE ÉTAIT DE SORTIR DE L'URGENCE SANITAIRE, de travailler avec les Roms à l'invention d'un autre avenir, à gagner en autonomie pour imaginer plus sereinement le départ. »

Sébastien Thiéry,
fondateur et responsable du Perou

L'ambition du Perou est d'apporter des solutions au service des exclus de la ville, en désenclavant les espaces urbains. Grâce à des acteurs locaux, nous avons investi un bidonville rom de Ris-Orangis, situé en bordure de la Nationale 7, en octobre 2012. Ce camp, d'environ 10 000 m², était habité à notre arrivée par quatre-vingts personnes, des familles retranchées pour être le moins visibles possible, au milieu des ordures et des rats. Tout était aménagé dans la perspective d'être déménagé comme si tout devait être demain détruit par l'expulsion. La question de l'espace s'est imposée comme la clé du problème : notre premier geste a donc été de rassembler des riverains pour évacuer avec eux les détritus et la boue. Grâce à ce travail sur l'espace commun se sont nouées des relations, se sont racontées des histoires. Le terrain ainsi dégagé a ouvert deux chantiers : celui des toilettes sèches, et celui d'un édifice, « l'ambassade », dont la construction, grâce au soutien financier de la Fondation Abbé-Pierre, a été confiée à de jeunes architectes reconnus.

DES EFFETS VERTUEUX

Inaugurée le 22 décembre 2012, l'ambassade, le nom n'a pas été choisi au hasard, est comme une interface, un lieu de rencontres, une enclave accueillante au cœur de ce « pays » qu'est le camp. Nous étions animés par l'idée que ce corps étranger au bidonville, comme le bidonville est étranger à la ville, peut produire des résultats constructifs, en faisant la part belle à l'humain. Des cours, des ateliers d'art, Ce lieu joue un rôle de service public, ouvert à la fois aux Roms et aux riverains. L'idée est de sortir de l'urgence sanitaire, de travailler à inventer un autre avenir pour imaginer plus sereinement le départ, car construire est le plus court chemin pour partir. L'ambassade vit au quotidien.

Tous les lundis, une réunion rassemble des riverains et des habitants du bidonville. Des Rissois viennent prendre des nouvelles autour d'un café. Des cours d'alphabétisation sont dispensés aux femmes. Une association locale propose des activités de « pédagogie sociale », des ateliers sont assurés par une plasticienne de l'association et par un artiste de Ris-Orangis. Aujourd'hui, malgré une situation rendue précaire par la menace permanente de l'expulsion, des effets vertueux se font ressentir : la scolarisation des enfants, les campagnes de vaccination, les liens qui se nouent… Ils sont le fruit de ce travail commun. Notre action est une expérimentation destinée à démontrer que des solutions constructives sont possibles dans de tels espaces urbains. Nous espérons que ce qui se joue en ce moment dans ce bidonville pourra apporter des réponses aux impasses du mal-logement et peut-être faire jurisprudence. ***Propos recueillis par Hayet Kechit***

LE PEROU
Créé en 2012, le Perou, Pôle d'exploration des ressources urbaines, est un collectif de chercheurs, d'artistes et d'architectes. Son objet : trouver des réponses à la situation de grande précarité urbaine, celle des hommes relégués à la marge de la ville. L'association est un laboratoire de recherche-action sur la ville qui articule action sociale et action architecturale.

Contact :
www.perou-paris.org
www.perou-orangis.blogspot.fr
À lire, le dossier de la revue *Mouvement* (n° 68 - mars-avril 2013) www.mouvement.fr

● Jeudi noir et l'habitation de la ville

Notre réflexion sur la ville s'est élaborée de façon progressive, par couches sédimentaires, en partant de notre revendication première de l'accès au logement. Nos premières revendications visaient l'accès au logement et la dénonciation de la spéculation immobilière. Par la suite nous nous sommes saisis de l'accès à la ville, soumis à la spécialisation des territoires et à la gentrification. Ce faisant, nous avons peu à peu dessiné, d'abord en creux, les contours d'une ville idéale.

Très vite, à la faveur de nos discussions avec d'autres mouvements, nous avons pris position sur les questions liées à l'accès au parc HLM, alors même que nos militants, dans leur immense majorité n'avaient jamais été locataires HLM et n'avaient d'ailleurs jamais formulé de demande en ce sens. Cela d'ailleurs en dit long sur notre rapport à nos propres parcours locatifs lors de la constitution de notre mouvement. Comme si nous avions intégré le fait que le parc HLM était un parc qui nous était interdit. Aujourd'hui, un nombre important, peut-être une majorité de militants de Jeudi noir ont déposé et mis à jour une demande de logement HLM.

● Constuire la ville

Nos modes d'action ont irrigué notre pensée. Ainsi, les occupations d'immeubles vacants nous ont souvent révélé des projets de mutations foncières que nous n'avions pas soupçonnées. Et à l'interrogation du propriétaire des lieux sur la légitimité de notre présence nous avons parfois opposé une interrogation sur la légitimité de son projet ou de son absence de projet. Nous avons été encouragés en cela par le succès de notre première réquisition rue de la Banque à Paris, qui accueille aujourd'hui 21 logements HLM. La banque CIC, propriétaire de l'immeuble, n'avait aucun projet sur ce beau bâtiment vide depuis 3 ans et souhaitait s'en débarrasser au meilleur prix. Notre mobilisation a permis d'attirer l'attention de la municipalité sur ce quartier sous-doté en logements sociaux. Mais cette absence de HLM révélait aussi la dynamique de spécialisation des centres urbains : l'absence de logements sociaux favorise la flambée des prix qui, en retour, compromet l'équilibre des opérations de logements sociaux. Des parties prenantes ont ainsi objecté qu'au prix de l'acquisition de cet immeuble on aurait pu faire deux fois plus de logements sociaux dans un quartier plus périphérique. Nous avons, au contraire, défendu une vision de la ville où le logement des populations modestes est au cœur du projet et ne doit pas apparaître comme une compensation opérée dans des quartiers de second choix.

Depuis, nous sommes très attentifs à cette dialectique projet/contre-projet. Nous nous interdisons, par exemple, d'occuper des immeubles acquis récemment pour réaliser des logements sociaux ou des équipements publics, sauf de manière transitoire dans l'attente du premier « coup de pioche ».

Là encore, cette pratique du projet temporaire, parfois négociée avec le propriétaire, a fait germer chez nos militants une pensée de la ville en transition, du territoire de projets, souvent dans une démarche de gratuité. ●

La ville vue par… l'Ambassade du PEROU à Ris-Orangis

Entretien avec Sébastien Thiery, politologue, fondateur du PEROU, et Merril Sinéus, architecte urbaniste, membre de l'association.

PROPOS RECUEILLIS PAR AGNÈS DEBOULET*

Association loi 1901 fondée en septembre 2012, le PEROU (Pôle d'exploration des ressources urbaines) est un laboratoire de recherche-action sur la ville hostile, conçu pour faire s'articuler action sociale et action architecturale en réponse au péril alentour, et renouveler ainsi savoirs et savoir-faire sur la question. Établie le 22 décembre 2012, l'Ambassade du PEROU dans le bidonville de la nationale 7 à Ris-Orangis est un repère – un espace visible et un observatoire – un lieu qui regarde. Décrire ce qui a lieu dans un bidonville situé aujourd'hui sur le territoire européen, à nouveaux frais, telle est l'une de ses ambitions majeures. Il s'agit de décrire l'humanité qui a lieu, l'humanité qui fait lieu.

● L'enfance d'un lieu

Mouvements (Agnès Deboulet) : *Qu'est-ce que ce lieu, l'Ambassade du PEROU à Ris-Orangis ?*

Sébastien Thiery : La situation est celle d'un bidonville installé depuis 2012 sur un délaissé de voirie, propriété du Conseil général de l'Essonne sur la commune de Ris-Orangis. L'Ambassade du PEROU s'est installée dans le bidonville en décembre 2012. Il s'agit au départ d'une installation dans l'urgence, sans plan… L'objectif immédiat était de préparer une fête de Noël, avec un spectacle à destination des enfants, pour qu'ils puissent y inviter leurs camarades, et par là, initier un dialogue entre le bidonville et la ville… À cela s'ajoutait l'idée, à moyen terme, d'un lieu d'accueil notamment pour les enfants non scolarisés.

*Membre du comité de rédaction de la revue *Mouvements*.

M. : *Comment s'organise le lieu ? Comment le dialogue s'est-il noué avec les habitants du bidonville ?*

S. T. : Le dialogue est parti autour de la question des enfants, essentiellement.

Merril Sinéus : Les enfants sont un vecteur essentiel, on l'oublie parfois, du tissage urbain, ils sont au cœur de la question urbaine. Ce sont les enfants qui vont permettre de découvrir les parcours, les chemins empruntés, les rapports du bidonville à l'environnement, et c'est aussi parce qu'il y a des enfants qu'il y a des parcours, qu'il y a une interaction avec d'autres parents, avec des services sociaux, avec les écoles, avec ce qui est autour. C'est donc aussi par les enfants que les familles vivent la ville. Par les enfants, on rencontre les questions les plus pratiques liées à la résidence en bidonville, notamment le fait que les chaussures sont constamment couvertes de boue… C'est anecdotique, mais quelque part c'est révélateur de l'importance des petites choses dans les usages de l'espace.

Les enfants sont un vecteur essentiel du tissage urbain, ils sont au cœur de la question urbaine.

S. T. : Précisément Dragomir, l'un des résidents avec qui je suis en dialogue depuis le début de cette aventure, m'a dit : « ma fille, je ne l'emmène pas à l'école quand il pleut, car elle doit traverser le bidonville et elle arrive à l'école avec ses chaussures crottées et tout le monde se moque d'elle ». C'est un truc tout bête, mais cela engage énormément. Ce sont les enfants qui tirent le bidonville, qui nous donnent de la force. Sans les enfants, les adultes réagiraient beaucoup plus violemment au harcèlement policier qui a lieu. Là, ils se contiennent pour préserver un équilibre fragile.

M. : *Quelle est la proportion d'enfants scolarisés ?*

S. T. : Les trois quarts sont scolarisés. Sur le bidonville de Ris-Orangis, entre ceux qui sont refusés à l'école et ceux qui ne demandent pas à être scolarisés, on a affaire à 5 ou 6 enfants non scolarisés. On constate que les enfants sont parfois très perturbés par les situations qu'ils vivent. Il y a par exemple le cas d'une petite fille, Larissa, très bouleversée, qui fait toutes les lettres à l'envers (droite-gauche et haut-bas).

● Des activités partagées

M. : *Au niveau de l'organisation, comment les choses se passent-elles ? Recevez-vous les propositions ? Les accompagnez-vous ? Est-ce que tout s'organise autour du lieu ?*

S. T. : C'est cela, c'est l'organe qui crée la fonction. L'idée de l'Ambassade, que nous défendons, est celle d'un équipement public, nous avons envie de dire aux uns et aux autres : « Emparez-vous de ce machin ». Au sein du bidonville, certains ont vu le lieu comme une chapelle, ils s'y retrouvent deux ou trois dimanches pour prier. Nous voudrions aussi que les riverains commencent à en prendre possession, à en faire quelque chose, par exemple en faire le lieu de réunion du Comité de quartier.

M. : *Et vous ?*

S. T. : Pour l'instant, on y tient les réunions de création du collectif de riverains : le Collectif des Rissois solidaires (CRS). Nous essayons d'avancer en marchant. Nous recueillons les propositions. Je dois voir demain deux personnes qui veulent proposer un atelier pour les enfants, une photographe qui veut faire un travail avec les habitants, monter des ateliers de photo etc. Il y a des gens qui passent et ceux qui nous accompagnent plus longtemps, parfois depuis le début. Il y a par exemple l'École des femmes qui est née sous l'impulsion de la femme d'un des architectes intervenants. Elle est passée, est restée toute la journée, puis a lancé le projet. Elle avait une certaine expérience pour avoir travaillé dans différentes missions humanitaires. Elle a proposé de faire un cours hebdomadaire d'initiation au français. C'était assez dingue, de joie et d'énergie. Certaines femmes se sont mises à venir, elles avaient leur cahier, elles faisaient des lignes, des lignes, des lignes. C'est très foisonnant. Il y a aussi Intermèdes Robinson[1], une association qui fait un travail d'école de rue à destination des enfants et adolescents, qui voudrait reproduire l'expérience ici, en élargissant le public, en ne le limitant pas seulement aux jeunes.

1. Intermèdes Robinson / Laurent Ott.

M. : *Est-ce que les activités sont uniquement éducatives ? Le projet original, un spectacle, n'a-t-il pas imprimé aussi sa marque au lieu ?*

S. T. : Tout à fait. L'art est au centre des activités mises en œuvre ici. Une intervenante, Emma Saunders, vient faire des cours de danse et de création plastique. Une artiste plasticienne, Joanna Zimmermann, anime un atelier de création plastique avec les enfants, elle va construire des boîtes aux lettres. L'Ambassade va servir de lieu d'exposition pour des portraits photographiques, ce sera l'occasion d'inviter les voisins au vernissage. On a travaillé pendant la conception de l'Ambassade avec Didier Gallas, un comédien-metteur en scène. Il est résident au théâtre de Bretagne. Il fallait connaître ses besoins, pour permettre que le lieu soit un lieu de spectacle. Avant l'Ambassade, il y avait une montagne de déchets – 12 mètres sur 6, sur 2 mètres de haut. Nous avons retiré les déchets et mis en place cet espace. De là a eu lieu ce spectacle qui l'a ensuite rendu à un usage multiple, qui est le fruit de différentes initiatives proposées, initiatives spontanément mises en œuvre, sans *politburo* et sans commission de programmation.

L'idée de l'Ambassade, que nous défendons, est celle d'un équipement public, nous avons envie de dire aux uns et aux autres : « Emparez-vous de ce machin ».

M. S. : Quelque part c'est symboliquement important parce que les montagnes de déchets sont typiquement quelque chose devant lequel tout le monde passe tous les jours et qui symbolisent le découragement, le délaissement.

Le fait d'y avoir fait quelque chose tous ensemble, d'y avoir construit quelque chose et qu'en plus ce soit beau et que ça serve de projection vers l'avenir, qu'il y ait des projets divers et variés, c'est porteur d'espoir. Cela nous transporte d'un lieu de découragement vers un lieu d'espoir.

S. T. : Ce renversement est encore assez fort. Nous continuons à déplacer les montagnes, en ce moment on s'attaque à une montagne qui fait 20 m sur 10 m. On doit recevoir la visite d'Israël Galvan, danseur flamenco qui se produit en ce moment au Théâtre de la Ville. Il a invité des enfants au théâtre et le 15 février, il vient nous rendre visite, il a accepté l'invitation et a dit : « je viens danser ». Cela oblige à se poser les questions des formes physiques que l'on veut donner à ce lieu : quelle proposition juste peut-elle être investie à cet endroit, là où la merde avait pris place, qui permette à Galvan de donner ce qu'il a à donner ? Avoir un sol, changer la nature du sol pour que le sol puisse devenir la scène du danseur. Une fois le lieu inauguré par le danseur, cela peut devenir un nouvel espace commun. On joue sur le relief, une fois qu'on aura enlevé ces montagnes, on verra se dessiner une espèce de cirque naturel, un cratère, un dénivelé de 4-5 mètres, un petit amphi, une petite place. Et on pourrait aménager là un sol, une pergola. Associé au fait que l'on est en train d'apporter l'eau, d'installer des citernes, cela veut dire que sur un tas de fumier nous aurons fait pousser de l'art et que nous y aurons apporté l'eau. Voilà à quoi sert le travail de mise en espace, de rendre visible, cela oriente les pratiques, les usages du lieu.

Sur un tas de fumier nous aurons fait pousser de l'art et nous y aurons apporté l'eau.

● De l'eau au moulin

M. : ***Arrêtons-nous un peu sur cette question de l'eau, cette question de survie dans le bidonville : comment font les gens pour s'approvisionner en eau ?***

S. T. : C'est une question centrale, car la présence ou l'absence de point d'eau sert d'argument pour disqualifier ou non le lieu et ses usages. C'est un nœud sur la ville qui facilite le recours à l'expulsion. Jusqu'à présent l'accès à l'eau nécessitait que les habitants traversent la route nationale qui passe devant le bidonville, une nationale qui est une deux fois deux voies. Il fallait la traverser tous les jours, souvent deux fois par jour, pour aller trouver de l'eau à la borne incendie. L'eau était rapportée dans des bidons, sachant qu'il faut environ 40 litres par jour par famille. Avec des bidons de 20 litres, cela représente au minimum un voyage par jour. Le maire est en train de préparer un arrêté d'expulsion au motif qu'il y a un péril imminent, péril qu'il explique par la traversée de la nationale par des piétons.

M. S. : La traversée… qui serait dangereuse parce que les gens peuvent se faire écraser. L'argument c'est qu'il ne veut pas risquer d'accident.

S. T : Ce genre d'arguments passe et la préfecture diligente ses forces de police… J'ai tenu un discours ferme à ce sujet au maire : si le danger tient à la traversée des piétons, on pourrait aussi envisager de faire traverser l'eau pour éviter que les gens ne traversent. Dans ces cas-là le discours change, le maire m'a dit : « vous n'y pensez pas, ce serait pérenniser la situation du bidonville ».

M. : ***En effet, la dangerosité pourrait être liée à une défectuosité de l'aménagement, et dans ce cas c'est la mairie qui est responsable de l'état des lieux.***

S. T. : Nous avons pris les choses en mains. On s'emploie à mettre de l'eau au cœur du bidonville de telle sorte qu'il n'y ait plus besoin de traverser.

● Se réapproprier l'espace

M. : ***On voit que tout un réseau se dessine, avec l'idée qu'en l'activant, chacun au point où ce réseau lui est accessible, il est possible de se réapproprier l'espace. Est-ce ainsi que vous appréhendez votre action ? Comment se noue le dialogue avec les habitants, avec les riverains, sur cette question d'un nouvel usage de l'espace, d'une refonte de la question urbaine ?***

S. T. : Venant de là où je viens, c'est-à-dire du militantisme mal-logement, ayant arpenté Les Enfants de Don Quichotte, Jeudi noir, Enfants du Canal, qui fait de l'hébergement d'urgence, il y a la volonté certainement de faire autrement. C'est un point de départ du PEROU. Qu'est-ce qu'on fait dans une situation ou devant une situation qui est en apparence déplorable ? Augustin Legrand, des Enfants de Don Quichotte, par exemple, va prendre le micro, faire venir les caméras et dire : « regardez comme c'est dégueulasse et regardez comme c'est indigne ». Notre ambition est de renverser cette lecture-là, et de la renverser en commençant avec le sans-abri qui est sur le trottoir en bas de chez soi. De se dire, qu'est-ce qui, dans cette situation-là, n'est pas le fond du trou, qu'est-ce qui permet de partir de ce qui est ici construit, élaboré, tissé qui fait sens pour les personnes présentes et à partir desquelles peut se nouer une histoire, contrairement à la logique qui veut qu'on arrache ces types de la situation qu'ils vivent pour les foutre en laboratoire social et dire : maintenant on va commencer. Ce qui implique de casser, piétiner ou nier toute l'humanité qui fait lieu. Je pense que c'est un point de départ assez important de la lecture du bidonville, du fait qu'on est là… de dédramatiser dans tous les sens du terme, d'en faire une autre dramaturgie.

M. S. : Le bidonville est promis à la destruction dans les processus habituels de traitement de la précarité, c'est la destruction qui est la réponse au bidonville.

S. T. : Donc on est toujours dans la même logique absolument incroyable : la réponse crée le problème. La réponse est tellement intériorisée, c'est-à-dire l'expulsion, la pelleteuse qui viendra tôt ou tard tout détruire, que l'on ne prend pas la peine de changer quoique ce soit, depuis le lieu où l'on est. C'est la pelleteuse qui arrive, ou qui est toujours sur le point d'arriver, qui crée le problème sanitaire auquel répond la pelleteuse… un truc infernal.

La question Rom n'est elle-même qu'un prétexte, c'est une façon de nommer. Si c'était 200 personnes précaires installées ensemble à cet endroit-là, ce serait le même problème.

M. S. : La question Rom n'est elle-même qu'un prétexte, c'est une façon de nommer. Si c'était 200 personnes précaires installées ensemble à cet endroit-là, ce serait le même problème. C'est plutôt le regroupement de personnes dans la précarité qui pose problème pour les observateurs, les élus, les riverains.

S. T. : Cela va même plus loin : je doute que ce soit les Roms qui construisent le bidonville, mais c'est le bidonville qui fait les Roms. Dès lors qu'on voit un bidonville on dit : « c'est un camp de roms »…c'est absurde. Pourquoi le DAL ne se saisit pas de ces situations-là, ne les interprétant pas comme des questions relevant du droit au logement ? Il faut aussi à se demander quels actes militants de la cause rom se saisissent de ces situations et les interprètent dans leur univers… ce qui peut produire des réponses culturelles qui escamotent la question urbaine.

Pour le PEROU, il s'agit de ne pas être dans le rapport de dépendance par la plainte qui me semble extrêmement complexe à soutenir…

M. S. : qui empêche certaines choses…

S. T. : …qui empêche d'inventer certaines choses. Si on accédait ici et maintenant, du jour au lendemain, aux demandes du DAL, on produirait des catastrophes urbaines à venir.

M. : ***Comme quoi ?***

S. T : Comme un million de logements à construire. Personne ne se pose la question de qui construit, pour qui, comment, pourquoi ? Des questions qui me paraissent juste élémentaires.

M. : ***C'est donc l'exigence de répondre à la demande de logements standardisés qui vous semble suspecte ?***

S. T. : Il y a quand même très peu – c'est peu de le dire – de pensée de la ville chez les militants du logement, mais il n'y en a pas plus chez les défenseurs des Roms. Chez ces derniers, l'exigence c'est de respecter la culture Rom, en dénonçant des actes de stigmatisation, de racisme etc., par là-même ils transportent le combat sur cette scène de revendication exclusivement.

M. S : Après ce n'est pas forcément antagoniste, c'est surtout qu'il n'y a pas de dialogue entre les parties.

● L'esprit du PEROU

M. : ***Comment intégrez-vous dans votre pratique, sur le terrain, votre réflexion sur la ville ?***

M. S. : Pour l'instant, je parle pour moi, ça se retrouve dans la façon d'observer le terrain et les habitants, c'est-à-dire que lorsqu'on arrive, on ne les connaît pas, on voit surtout la façon dont ils s'organisent, leur manière de vivre la ville, les trajets, les parcours dans le quartier, comment ils se débrouillent pour récupérer des matériaux dans les villes alentour, où est-ce qu'ils vont pour faire la manche à Paris. Ces choses-là on les prend en compte dans la connaissance des personnes qui sont là et cela contribue à comprendre de quelle façon ils ont construit leur morceau de ville et leur habitat, là où ils sont aujourd'hui. Il faut partir de là.

M. : ***Votre projet est à la fois très concret, il s'agit d'offrir à une population un lieu d'habitation et en même temps, il y a une part exploratoire très importante. Comment articulez-vous les deux ?***

S. T : L'Ambassade du PEROU est un pilonnage symbolique de ce terrain, une bombe poétique qui n'est qu'une interprétation d'une nécessité commandée par le terrain ou la situation. On cherche à comprendre, à mesurer, quel peut être l'effet vertueux du corps étranger jeté là et ce que cela peut nous apprendre sur l'effet vertueux du bidonville pour la ville alentour.

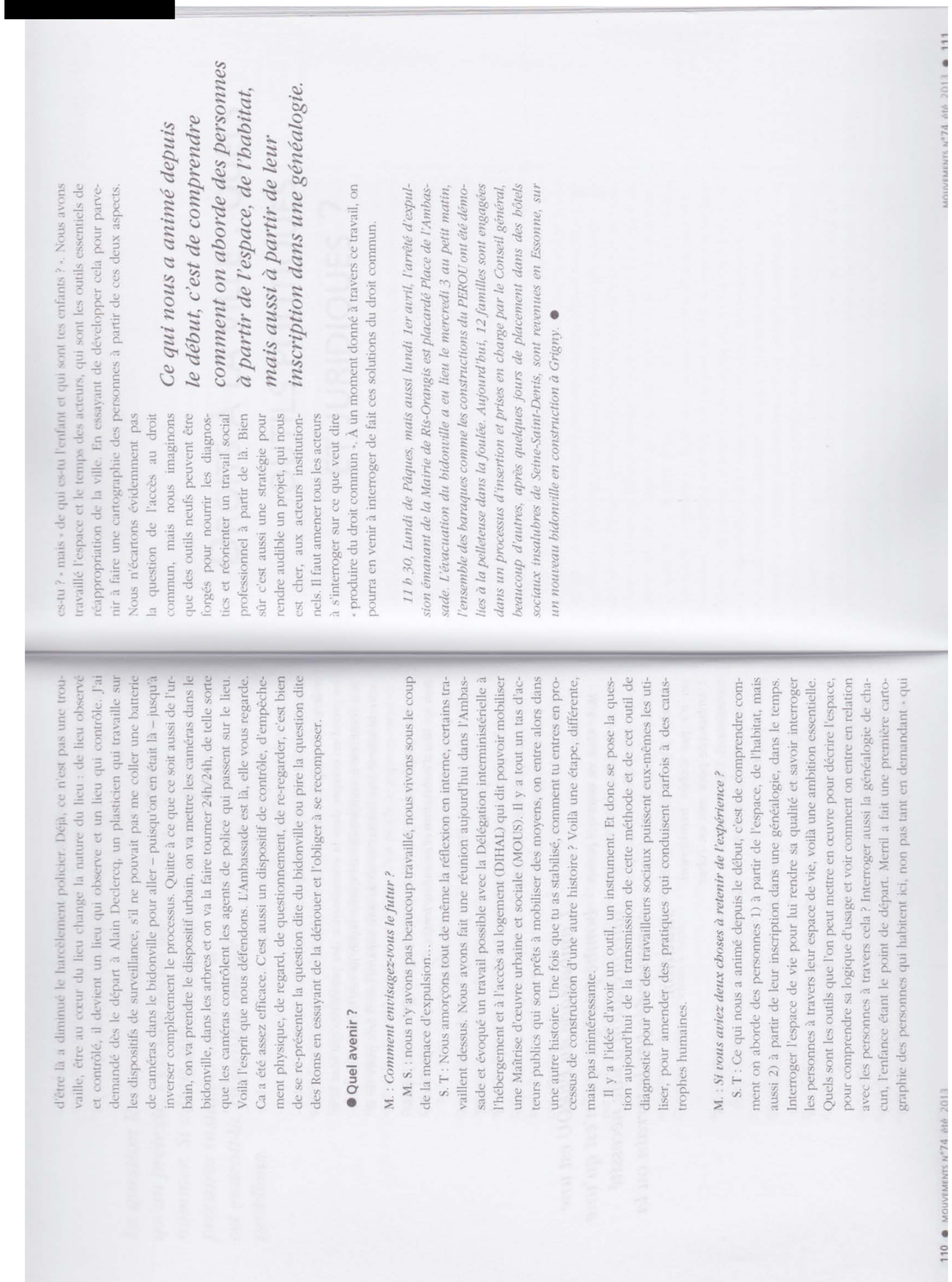
L'ambassade du PEROU est une bombe poétique qui n'est qu'une interprétation d'une nécessité commandée par le terrain ou la situation.

M. S : C'est un objet qui permet de créer du débat et de l'échange. Après c'est effectivement plus difficile de créer du débat et de l'échange à partir de rien, quand on n'a pas d'objet transitionnel. L'Ambassade pour moi est l'objet transitionnel. L'Ambassade et sa construction, non seulement l'objet mais la construction même de l'objet transitionnel, sont des éléments essentiels du projet.

S. T. : Là, tu interprètes en praticienne. Le premier objectif que je m'étais fixé – et qui était vraiment dans ma feuille de route – c'était d'empêcher la pelleteuse de venir et donc de se demander quel obstacle oppose-t-on à ce parcours obligé qui conduit le bidonville à rencontrer sur son chemin la pelleteuse.

M. S. : Mais le débat lui-même est un obstacle…

S. T : Bien sûr. C'est pour cela que je parle de prise de position littérale et de faire acte de présence et de dire « nous sommes là ». Le simple fait



es-tu ? » mais « de qui es-tu l'enfant et qui sont tes enfants ? ». Nous avons travaillé l'espace et le temps des acteurs, qui sont les outils essentiels de réappropriation de la ville. En essayant de développer cela pour parvenir à faire une cartographie des personnes à partir de ces deux aspects. Nous n'écartons évidemment pas la question de l'accès au droit commun, mais nous imaginons que des outils neufs peuvent être forgés pour nourrir les diagnostics et réorienter un travail social professionnel à partir de là. Bien sûr c'est aussi une stratégie pour rendre audible un projet, qui nous est cher, aux acteurs institutionnels. Il faut amener tous les acteurs à s'interroger sur ce que veut dire « produire du droit commun ». À un moment donné à travers ce travail, on pourra en venir à interroger de fait ces solutions du droit commun.

Ce qui nous a animé depuis le début, c'est de comprendre comment on aborde des personnes à partir de l'espace, de l'habitat, mais aussi à partir de leur inscription dans une généalogie.

11 h 30, Lundi de Pâques, mais aussi lundi 1er avril, l'arrêté d'expulsion énanant de la Mairie de Ris-Orangis est placardé Place de l'Ambassade. L'éacuation du bidonville a eu lieu le mercredi 3 au petit matin, l'ensemble des baraques comme les constructions du PEROU ont été démolies à la pelleteuse dans la foulée. Aujourd'hui, 12 familles sont engagées dans un processus d'insertion et prises en charge par le Conseil général, beaucoup d'autres, après quelques jours de placement dans des hôtels sociaux insalubres de Seine-Saint-Denis, sont revenues en Essonne, sur un nouveau bidonville en construction à Grigny. ●

d'être là a diminué le harcèlement policier. Déjà, ce n'est pas une trouvaille, être au cœur du lieu change la nature du lieu : de lieu observé et contrôlé, il devient un lieu qui observe et un lieu qui contrôle. J'ai demandé dès le départ à Alain Declercq, un plasticien qui travaille sur les dispositifs de surveillance, s'il ne pouvait pas me coller une batterie de caméras dans le bidonville pour aller – puisqu'on en était là – jusqu'à inverser complètement le processus. Quitte à ce que ce soit aussi de l'urbain, on va prendre le dispositif urbain, on va mettre les caméras dans le bidonville, dans les arbres et on va la faire tourner 24h/24h, de telle sorte que les caméras contrôlent les agents de police qui passent sur le lieu. Voilà l'esprit que nous défendons. L'Ambassade est là, elle vous regarde. Ca a été assez efficace. C'est aussi un dispositif de contrôle, d'empêchement physique, de regard, de questionnement, de re-regarder, c'est bien de se re-présenter la question dite du bidonville ou pire la question dite des Roms en essayant de la dénouer et l'obliger à se recomposer.

● Quel avenir ?

M. : *Comment envisagez-vous le futur ?*

M. S. : nous n'y avons pas beaucoup travaillé, nous vivons sous le coup de la menace d'expulsion…

S. T : Nous amorçons tout de même la réflexion en interne, certains travaillent dessus. Nous avons fait une réunion aujourd'hui dans l'Ambassade et évoqué un travail possible avec la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) qui dit pouvoir mobiliser une Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS). Il y a tout un tas d'acteurs publics qui sont prêts à mobiliser des moyens, on entre alors dans une autre histoire. Une fois que tu as stabilisé, comment tu entres en processus de construction d'une autre histoire ? Voilà une étape, différente, mais pas inintéressante.

Il y a l'idée d'avoir un outil, un instrument. Et donc se pose la question aujourd'hui de la transmission de cette méthode et de cet outil de diagnostic pour que des travailleurs sociaux puissent eux-mêmes les utiliser, pour amender des pratiques qui conduisent parfois à des catastrophes humaines.

M. : *Si vous aviez deux choses à retenir de l'expérience ?*

S. T : Ce qui nous a animé depuis le début, c'est de comprendre comment on aborde des personnes 1) à partir de l'espace, de l'habitat, mais aussi 2) à partir de leur inscription dans une généalogie, dans le temps. Interroger l'espace de vie pour lui rendre sa qualité et savoir interroger les personnes à travers leur espace de vie, voilà une ambition essentielle. Quels sont les outils que l'on peut mettre en œuvre pour décrire l'espace, pour comprendre sa logique d'usage et voir comment on entre en relation avec les personnes à travers cela ? Interroger aussi la généalogie de chacun, l'enfance étant le point de départ. Merril a fait une première cartographie des personnes qui habitent ici, non pas tant en demandant « qui

la COMu

L'open-bar du changement collectif

La ville solidaire, c'est Le PEROU…

par **Alice Pons** le 6 juin 2013

Je suis tombée l'autre jour sur un article qui évoquait les derniers jours d'un bidonville rom avant son démantèlement par les autorités. Le journaliste y décrivait l'action solidaire au sein du bidonville d'un collectif d'architectes et d'urbanistes, le PEROU (Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines), pendant les quelques mois qui ont précédé sa destruction, en avril dernier…

Cette volonté de pratiquer ce qu'on pourrait appeler la *"collabor-action"* entre des professionnels de l'urbain et des habitants déclassés m'a intriguée… et la mise en bouche en forme de manifeste du site web du PEROU a renforcé mon envie d'en savoir plus sur les motivations et les aspirations de ce jeune collectif. Sébastien Thiéry, coordinateur du PEROU et politologue, a accepté de se prêter au jeu de l'interview…

Vous définissez Perou comme un laboratoire de recherche-action sur la ville hostile… De quelle hostilité parlez-vous ? Est-ce la ville ou la société qui est violente ?

"J'ai tendance à penser qu'il n'y a pas d'un côté "la société" et de l'autre "la ville", distincts comme le seraient le contenu du contenant. J'ai tendance à croire qu'il y a un "espace social" qui s'éprouve au quotidien, ou encore un "corps social" qui a lieu, celui que nous formons d'être ensemble ici et maintenant : un théâtre constitué d'êtres inanimés et animés, de corps humains et décors urbains, mais aussi de représentations. Nous appelons cela "la ville", mais son périmètre déborde donc largement ce qu'en comprend la science des urbanistes. C'est peut-être l'urbain plus l'urbanité, l'habitat et l'art d'habiter confondus. Et c'est cela, cet "être ensemble" qui se donne sous nos yeux, sous nos pas, qui fait violence pour nombre d'entre nous : celles et ceux qui, sans place légale et rôle légitime dans le théâtre urbain, ne sont décomptées que comme "corps en trop". La violence commence ici, dans cette manière de les voir et de les nommer : "sans-abri" en tout genre."

Vous prenez le parti des indésirables… Contre quoi luttez-vous ?

"Peut-être luttons nous davantage "pour" que "contre". Par goût pour notre liberté d'abord: lutter contre c'est se placer en (contre)dépendance par rapport à un prétendu ennemi, intégrer à notre calendrier le sien, à nos gestes les siens, à nos pensées les siennes. Par souci de justesse, si ce n'est de justice, en outre : l'ennemi n'est pas un parti, un groupe qui fomenterait, une mafia organisée, mais cette ville qui est aussi constituée de notre propre trajectoire, de nos habitudes et de nos défaites. Nous luttons pour ce qui au beau milieu de nos déroutes accumulées a de l'avenir, et nous essayons de lui faire de la place, de le faire grandir. Ici, nous nous plaçons auprès de ces "corps en trop" qui s'avèrent des êtres humains et des sujets de droit. Ici, nous invitons celles et ceux habités par la nécessité, si ce n'est le désir, de faire. Ici, nous oeuvrons, transformons l'espace, construisons d'autres représentations. Et nous efforçons de faire l'hospitalité qui doit avoir lieu."

Vous vous attaquez à des problèmes considérés comme sans solutions (intégration des Roms / grande précarité), quelle est votre méthode ?

"Notre méthode est bien de partir de cette évidence : qu'il n'y a pas de solution. Nous n'irons pas quémander aux pouvoirs publics qu'enfin les solutions adviennent, parce que nous partons du principe, d'une hypothèse si on veut, que le politique pour mille raisons n'est pas outillé pour répondre à ce qui a lieu. Un maire quelconque se trouvant face à des centaines de personnes vivant dans des bidonvilles ne peut aujourd'hui qu'être pris de panique, et suivre le chemin du pire. Au mieux, ce qui n'est pas moins lâche à bien considérer les choses, s'abstient-il de faire, et la situation se dégrade lentement jusqu'à ce que le pire s'impose. Notre méthode est donc d'expérimenter d'autres chemins, éventuellement sauvages et dans l'illégalité, et de faire se retourner les représentations du dit "problème", jusqu'à éventuellement rénover le répertoire des actes publics qui lui sont opposés. "Faire pression" n'est pas vraiment de notre langage ; "faire école" bien davantage."

Quel a été le « déclic » pour fonder Perou ?

"Pas de déclic, mais une suite d'apprentissages. D'abord un vertige : avec les Enfants de Don Quichotte à l'action desquels j'ai pris part, se retrouver face au Ministre et ses conseillers, et mesurer la vacuité de leur science, la pauvreté de leur art, leurs réponses réflexes aussi dangereuses qu'absurdes, à savoir l'hébergement d'urgence et la construction massive de logements. Ensuite un agacement : chez les militants contre le mal logement, compter l'énergie déployée à manifester plutôt qu'à construire, prendre la mesure du même désintérêt pour des questions aussi élémentaires que qui fait la ville, comment, pour qui ? Et, parallèlement, la rencontre de concepteurs, architectes, artistes, designers, qui s'interrogent sur d'autres manières de construire face à ce qui a lieu, face à ce qui se déchire sous nos yeux. Alors, le PEROU est né du désir d'inviter les concepteurs à rencontrer les acteurs du terrain, et en travaillant d'abord l'espace - les manières de le concevoir, le transformer, le créer -, tenter d'ouvrir d'autres perspectives que celles usées que nous servent les acteurs publics comme bien des acteurs militants. Avec néanmoins une modestie méthodologique : chercheurs et non pas militants, nous ne défendons aucun parti ni aucune solution, et nous engageons dans un travail qui vise à explorer d'autres voies pour en transmettre le chemin à d'autres. A Ris-Orangis, nous avons donc élu domicile dans un bidonville, nous avons construit, nous avons dansé, nous avons documenté, nous avons échangé avec les familles comme échouées là. Nous cherchons aujourd'hui à comprendre pourquoi à partir de là nous avons réussi à faire scolariser tous les enfants, à obtenir la régularisation d'un tiers des personnes avec lesquelles nous étions, à faire signer 12 contrats de travail d'insertion à des Roms jusque là chassés de toutes parts. Et nous cherchons en même temps à comprendre pourquoi à partir de là nous ne sommes pas parvenus à créer un autre avenir pour les deux autres tiers de ces personnes qui se retrouvent aujourd'hui, après l'expulsion et la destruction de tout ce que nous avons construit, à 500 mètres de là, dans un nouveau bidonville."

Qui est à l'origine de Perou ?

"Il n'y a pas une personne à l'origine du PEROU, mais des histoires qui se croisent à un moment donné. Celles d'inspirateurs multiples, architectes, intellectuels, artistes, et autres sans étiquettes mais avec parfois beaucoup d'influence. Celles de "constructeurs" rassemblés dans l'acte et qui n'ont cessé de rénover le sens du PEROU. Celles à venir, parce que tant d'histoires sont à rencontrer, et à écrire. Concrètement, le PEROU est une association loi 1901 fondée en octobre 2012, présidée par le paysagiste Gilles Clément, et dont je coordonne les actions."

Qui peut faire appel à vous ? Comment ?

"Nous travaillons auprès d'associations de terrain, et pensons les projets en collaboration avec elles en apportant nos outils singuliers pour tenter de frayer un chemin là où, sur le terrain, se présentent des difficultés si ce n'est des impasses. Et nous nous tenons bien évidemment à disposition de collectivités territoriales qui souhaiteraient s'engager dans des politiques hospitalières. Aujourd'hui, nous sommes engagés à Ris-Orangis avec le Conseil Général sur un projet de stabilisation de 38 personnes Roms, mais aussi à Grigny auprès d'un collectif de riverains oeuvrant sur un bidonville occupé par une trentaine de familles, à Paris avec l'association des Enfants du Canal pour la création d'un centre d'hébergement nomade avec des sans-abris, en Avignon avec

l'association CASA (Comité d'Action des Sans-Abri) pour la création d'un centre d'hébergement, et nous discutons avec une plateforme associative pour envisager des projets avec les populations migrantes qui vivent la vie que nous savons dans les jungles et autres squats du Nord-pas-de-Calais. On peut passer par l'email pour commencer (contact@perou-paris.org), mais le seul medium qui vaille reste le terrain, sur lequel nous nous déplaçons pour rencontrer quiconque souhaiterait faire appel à nous !"

Sébastien Thiéry, coordinateur du PEROU - Pôle d'exploration des ressources urbaines - Juin 2013
Crédit photos : Jean Larive / jeanlarive.com

En savoir + : Le site du PEROU : http://www.perou-paris.org/

GRIGNY 150 personnes sont installées depuis cinq mois au cœur de la copropriété de Grigny 2

Malek Boutih réclame un sursaut du gouvernement pour les Roms

L'eau, c'est de l'autre côté de la route, à la borne incendie, qu'ils doivent aller la chercher. Mais le pire ces jours-ci, déplore Baronita, 42 ans, c'est la chaleur. Dans les baraquements de fortune du campement rom au cœur de la copropriété de Grigny 2, le thermomètre frôle parfois les 40 °C. Alors hier, les 150 personnes installées illégalement ici depuis cinq mois, venues pour la plupart après leur expulsion de Ris-Orangis, ont accueilli avec enthousiasme le député (PS) de la circonscription, Malek Boutih. « Je suis venu vous dire que moi aussi j'ai grandi dans un bidonville. J'ai passé les premiers mois de mon existence dans celui de Nanterre, avec les enfants d'immigrés algériens. J'y ai été malade *(NDLR : il a contracté la polio à 9 mois)*, alors j'exige que les pouvoirs publics s'occupent mieux de vous », a lancé l'élu qui estime que les Roms de France, les Tziganes et les gens du voyage sont traités « comme des animaux ». « Ça suffit de chasser, cacher, maltraiter ces populations. »

> *« S'il faut écrire au président, je le ferai »*

Une faute que le député assigne à l'ensemble du gouvernement. « Le responsable de ce problème, c'est le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, mais pas seulement. Pour qu'il puisse s'en sortir, il faut que d'autres ministères prennent avec lui leurs responsabilités, que ce soit celui de l'Education, la Santé ou les Affaires sociales. » Malek Boutih vient d'écrire au préfet pour lui demander des solutions et veut « le plus vite possible » un raccordement en eau. « S'il faut écrire au président, je le ferai » a-t-il promis aux Roms. Des annonces qui interviennent sûrement trop tard. Le 27 août, une assignation en référé, à la demande de la mairie, décidera du sort des Roms de Grigny.

FLORENCE MÉRÉO

Essonne | Grigny | Expulsion de Roms : Le député de la 10e circonscription Malek Boutih s'est rendu sur le bidonville du terrain de la Folie. «Je ne supporte pas que des élus de la République parlent de "mater" une partie de la population. Ce genre de propos n'a pas de place dans mon pays», lâche Malek Boutih en référence aux propos du député-maire de Nice, Christian Estrosi, sur les Roms et les gens du voyage. Sur le bidonville du terrain de la Folie, au coeur de la copropriété Grigny 2, les habitants applaudissent le discours de cet élu qui a une histoire commune avec eux. Malek Boutih, député de la circonscription, a lui aussi grandi dans un bidonville, celui de Nanterre, qui accueillait une grande partie des immigrés algériens dans les années soixante. Il était présent, mardi 16 juillet, pour «montrer [son] désaccord avec la campagne de stigmatisation contre ces populations». Au milieu des cabanes, le député est venu à la rencontre de ces 150 personnes pour les assurer de son soutien. Indigné par les conditions de vie sur le campement, le député a demandé un entretien sur le sujet au préfet, Michel Fuzeau. Sa priorité, le raccordement en eau du camp que tous réclament depuis des mois. L'expulsion approche Cette visite fait suite à la rencontre du député avec les membres de l'association Perou (pôle d'exploration des ressources urbaines). Après avoir amélioré les conditions de vie sur le bidonville de la N7 à Ris-Orangis, puis développé un chantier d'insertion pour douze personnes, Perou arrive bardée de bonnes intentions à Grigny, décidée à travailler en coopération avec la mairie. Mais après un accueil en demi-teinte, l'association décide d'opérer différemment et se fait plus discrète. Des CV personnalisés sont réalisés pour chaque

adulte, afin de prouver son attachement au territoire et l'envie de s'y intégrer. Pour les enfants, non pris en charge par la mairie, une colonie de vacances est même créée sur le campement. Mais le couperet tombe et l'avis d'expulsion de la mairie est publié : une audience est fixée au 27 août prochain ...

Photo : Malek Boutih s'est entretenu avec les habitants du bidonville.

*>> Retrouvez l'article intégral dans **Le Républicain** du 25/07/2013*

Le député de la 10e circonscription s'est rendu sur le bidonville du terrain de la Folie

GRIGNY

Malek Boutih en appelle à l'Etat

Malek Boutih s'est entretenu avec les habitants du bidonville.

«*Je ne supporte pas que des élus de la République parlent de "mater" une partie de la population. Ce genre de propos n'a pas de place dans mon pays* », lâche Malek Boutih en référence aux propos du député-maire de Nice, Christian Estrosi, sur les Roms et les gens du voyage. Sur le bidonville du terrain de la Folie, au cœur de la copropriété Grigny 2, les habitants applaudissent le discours de cet élu qui a une histoire commune avec eux. Malek Boutih, député de la circonscription, a lui aussi grandi dans un bidonville, celui de Nanterre, qui accueillait une grande partie des immigrés algériens dans les années soixante. Il était présent, mardi 16 juillet, pour « *montrer [son] désaccord avec la campagne de stigmatisation contre ces populations* ». Au milieu des cabanes, le député est venu à la rencontre de ces 150 personnes pour les assurer de son soutien. Indigné par les conditions de vie sur le campement, le député a demandé un entretien sur le sujet au préfet, Michel Fuzeau. Sa priorité, le raccordement en eau du camp que tous réclament depuis des mois.

L'expulsion approche

Cette visite fait suite à la rencontre du député avec les membres de l'association Perou (pôle d'exploration des ressources urbaines). Après avoir amélioré les conditions de vie sur le bidonville de la N7 à Ris-Orangis, puis développé un chantier d'insertion pour douze personnes, Perou arrive bardée de bonnes intentions à Grigny, décidée à travailler en coopération avec la mairie. Mais après un accueil en demi-teinte, l'association décide d'opérer différemment et se fait plus discrète. Des CV personnalisés sont réalisés pour chaque adulte, afin de prouver son attachement au territoire et l'envie de s'y intégrer. Pour les enfants, non pris en charge par la mairie, une colonie de vacances est même créée sur le campement. Mais le couperet tombe et l'avis d'expulsion de la mairie est publié : une audience est fixée au 27 août prochain. « *Nous sommes mis devant cette échéance mais nous avons des outils pour défendre notre position,* explique Sébastien Thiéry, coordinateur du Perou. *Avoir la parole et l'engagement d'un député n'est pas rien. Cela peut étoffer le dossier.* »

« La difficulté, c'est les municipales »

Ce député-là n'est pas tendre avec ses collègues, y compris ceux de son bord. « *Il y a une circulaire établie par Manuel Valls mais ce n'est qu'une base, il ne doit pas être le seul à gérer cela,* s'emporte-t-il. *Beaucoup de ministres se sont plan-qués sur ces dossiers. Il faut un vrai investissement de l'Etat sur ces sujets, quitte à créer une cellule interministérielle.* »

Ne voulant pas s'ériger en donneur de leçons, Malek Boutih dit comprendre qu'au vu du contexte social des communes, il peut être difficile pour ces dernières d'aider ces populations. « *La grande difficulté, je n'ai pas peur de le dire, c'est l'échéance des municipales. Les municipalités ont peur d'agir. Mais je reste persuadé que peu importe leur couleur politique, ces élus sont déchirés entre leur humanisme et le fait de devoir gérer une ville.* » Le député se montre tout de même inquiet d'une certaine dérive xénophobe. « *Un drame pourrait se produire. Ce jour-là, chacun regardera ses chaussures en disant "je ne le savais pas."* » ▮ S. Gourru

EN IMAGES

22/08/2013 à 15h30

Quarante CV de Roms mis en ligne pour attirer les employeurs

Camille Polloni | Journaliste Rue89

Dacian Cosmin COVACI

Curriculum Vitæ

A suivi l'école pendant cinq années en Roumanie, et l'a quittée pour suivre ses parents sur le chemin de l'exil. A vécu dans un camp de réfugiés à Prague pendant cinq mois. Après un long parcours européen, a finalement rejoint la France en 2000 : à Saint-Ouen où il s'est installé avec sa famille dans un squat, puis dans différents bidonvilles de l'Ile-de-France, en lisière des routes et lignes de transports en commun qu'il connaît désormais par cœur.

Citoyen européen
Né le 11 août 1984 à Beius en Roumanie

Compétences principales :
Transport (permis B), Mécanique, Carrosserie

Référents :
Barbara Landreau et l'association PEROU
Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines
www.perou-emploi.org

Une connaissance fine de la mécanique automobile dans le domaine de laquelle il a travaillé à de nombreuses reprises en France : toujours avec plaisir, et avec la reconnaissance de ses employeurs. Parmi ses amis, sa famille, ses connaissances multiples, il est considéré comme grand connaisseur des voitures : on le sollicite pour régler toute espèce de problème mécanique comme pour expertiser le prix des véhicules.

A le goût du travail bien fait, et espère un jour prochain signer un contrat de travail régulier, signe d'une confiance qu'il souhaite inoxydable avec un employeur. Ne s'effraie ni des charges conséquentes de travail, ni des contraintes horaires : gagner sa vie enfin, et offrir un avenir heureux à ses deux enfants qui ont perdu leur mère très tôt, tels sont ses désirs les plus forts pour lesquels il s'engagera sans compter.

CV de Dacian Cosmin Covaci (Jean-François Joly/Perou)

En décembre dernier, Rue89 avait fait le porte-monnaie de Dragomir, un Rom de 25 ans installé dans le bidonville de Ris-Orangis. C'est Sébastien Thiéry, de l'association Perou, qui nous avait conduit sur ce terrain boueux pour rencontrer ses habitants.

Peu après la circulaire Valls censée assouplir les conditions d'embauche des Roumains et Bulgares, Dragomir travaillait toujours au noir, selon les missions qu'on voulait bien lui confier : de la ferraille, de la vente de journaux, de la peinture.

Mercredi, l'association Perou a mis en ligne 40 curriculum vitae de Roms chassés de Ris-Orangis et installés depuis sur un terrain de Grigny (Essonne) :

> « Quarante pages recto, en noir et blanc, aisément reproductibles et conçues pour se représenter auprès d'un tiers, et signer enfin un contrat de travail. Autant de récits de vie rassemblés sur un site dédié et témoignant du désir de ces citoyens européens de vivre et travailler parmi nous. »

Le photographe Jean-François Joly a tiré le portrait à chacun, représenté au-dessus de son parcours et de ses compétences.

Le Point Afrique | Belles Montres | Le Point Golf | Le Point Etudiants | Guide du vin | Vino Bravo | Services Le Point Identifiez-vous Abonnez-vous au Point à partir de 1 €

Le Point.fr

RECEVEZ NOS NEWSLETTERS
SUIVEZ-NOUS
SOMMAIRE DU MAGAZINE

Mise à jour le 24 novembre à 23h31

ACTUALITÉ SOCIÉTÉ

Le Point.fr - Publié le 24/08/2013 à 09:50 - Modifié le 24/08/2013 à 10:50

Les Roms ont leur "Pôle emploi"

Une quarantaine de Roms du bidonville de Grigny (Essonne) ont eu leur CV réalisé et mis en ligne par l'association Perou, pour qui le travail est la pierre angulaire de l'intégration.

Des Roms dans un campement sauvage en Essonne. © Valinco / Sipa Press

IMPRIMER

Abonnez-vous à partir de 1€ 189 30 4

SOURCE AFP

"Calme, serein, attentionné à l'égard des siens autant qu'à l'égard des autres, il sait que son histoire s'écrit ici. Il cherche et trouvera du travail." Comme Traian, une quarantaine de Roms du campement sauvage niché à la lisière de Grigny et Ris-Orangis (Essonne), masqué de la route par un terrain de tennis désaffecté, ont eu leur CV réalisé et mis en ligne par l'association Perou (Pôle d'expérimentation des ressources urbaines). Du décès prématuré de son père à ses années de scolarité en Roumanie en passant par son travail dans le bâtiment dès l'âge de 13 ans et ses cinq expulsions de France, un texte narre la vie de Traian, avant de lister ses compétences : "bâtiment, entretien des espaces verts, maraîchage". Ce CV, Fechete, la femme de Traian, le conserve précieusement dans son sac de cuir noir. "Il faut toujours le garder avec nous. Comme ça, si on est expulsés, on a le temps de le prendre avant de partir", explique l'homme de 28 ans dans la cabane du bidonville où ils logent avec leurs deux filles, Sorina et Daniela.

Le site élaboré pour l'occasion (www.perou-emploi.org) se veut être un "Pôle emploi" d'une partie des quelque 150 résidents du bidonville de Grigny, une famille élargie originaire de la région de Bihor (nord-ouest de la Roumanie). Un membre de chaque foyer (quasi uniquement les hommes) a été sélectionné pour cette expérimentation. Les employeurs potentiels peuvent trouver un travailleur en fonction des domaines (bricolage, carrosserie, peinture...), s'informer sur la législation en vigueur pour l'embauche de Roumains et de Bulgares. Chaque fiche comporte une notice détaillée de la vie de la personne, un portrait réalisé par un photographe professionnel ainsi que le contact d'un référent français.

"Donner une image différente"

Pour cela, le collectif Perou a mené de longues interviews avec chacun des Roms concernés pour déterminer leurs talents, leurs centres d'intérêt et sonder leurs motivations à rester en France. "Ce n'est pas une personne qui fait la manche et qu'on a couchée sur le papier. On a voulu éviter le misérabilisme et donner une image différente du bidonville", explique Victoria Zorraquin, une bénévole du Perou. Pour les associations de défense des Roms, le travail est la pierre angulaire de l'intégration. Un emploi ouvre la porte à des revenus légaux et stables, une régularisation, un logement fixe. "Un travail, ça change tout, confirme Traian Covaci. Demain, si je vais faire la manche, les gens diront *Regarde ce connard* ! Ça me fait mal. Si je trouve un travail, je pourrai parler avec les Français."

L'adhésion de la Roumanie et la Bulgarie à l'Union européenne en 2007 a été accompagnée de la mise en place d'un statut transitoire par la France et d'autres États membres restreignant l'embauche de leurs ressortissants. Au 1er janvier 2014, les mesures transitoires arriveront à expiration. La circulaire interministérielle du 26 août 2012 a porté à 291 le nombre de métiers ouverts aux citoyens roumains et bulgares et a supprimé la taxe dont devaient s'acquitter les employeurs. Mais l'emploi ne garantit pas une amélioration du jour au lendemain de l'image et de la situation des Roms.

Vers un "bouleversement des regards"

"Le processus d'intégration va demander un bouleversement des regards tout autant que la signature d'un contrat de travail par ces gens-là", prévient Sébastien Thiéry, le fondateur du Perou. Pour l'instant, les Roms de Grigny subsistent principalement sur le travail au noir, la revente de ferraille, la mendicité. Les associations refusent tout angélisme : le vol aussi existe. "La misère amène à des comportements pas très réglo", constate Jean-Pierre Le Hen, qui coordonne les organisations intervenant dans le bidonville. "On travaille avec eux, on leur donne les moyens de s'en sortir. Mais s'il y en a un qui fait une connerie, il assume."

SOCIÉTÉ RSS Société

Sages-femmes : les annonces de Touraine ne calment pas la colère

Privés de stage dans les cliniques, les étudiants infirmiers manifestent

Mariage gay : François Fillon ne compte pas l'abroger

Des stylos lasers menacent les aéroports

Tous les articles - Société

Profitez de l'offre !
Renault ZOE à partir de 169€/mois, tout compris (conditions sur site). Profitez de l'offre !

Que faire de mon épargne?
Gratuit et sans engagement ! Le Guide de l'Epargnant Avisé vous donne les clés pour investir !

Fini les Impôts !
Avec la nouvelle Loi Pinel ! Téléchargez le Guide complet.

Publicité Ligatus

16 Commentaires

Ajouter un commentaire

alsaco68
le 25/08/2013 à 22:02
Signaler un contenu abusif

Aide a l'itinéraire

De retour. On a assez de chômeurs pour faire bénéficier ces gens là. A force de marcher sur la tête on aura plus de tête !

Octavian
le 25/08/2013 à 22:00
Signaler un contenu abusif

Utopies sur les Roms

Pensez-vous que si la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Serbie, la Rép Tchèque, la Slovaquie et autres n'ont pas réussi à intégrer ce peuple transfrontalier originaire d'Inde, la France réussira à le faire ? Elle a déjà du mal avec ses propres "gens du voyage", qui font partie du même peuple,

à la une

« Ouvrir l'espace par des actes »

ENTRETIEN CROISÉ AVEC SÉBASTIEN THIÉRY ET VICTORIA ZORRAQUIN PAR CAROLE DIETERICH

Créé en 2012, le PEROU - pôle d'exploration des ressources urbaines - rassemble des architectes, des artistes, et autres « explorateurs » en tout genre. Ensemble, ils ont travaillé à améliorer le bidonville de Ris-Orangis (91) et développent une réflexion sur l'habitat précaire en France. *Afriscope* a rencontré Sébastien Thiéry, politologue en charge de la coordination de cette nébuleuse et la journaliste Victoria Zorraquin, une des activistes.

Qu'est-ce que ce collectif PEROU ?
Sébastien Thiéry : Nous construisons à partir des situations existantes, à vif. Là où ça blesse mais aussi là où les gens vivent. La question de la précarité urbaine est un sujet pour lequel les politiques publiques ne produisent aucun des effets attendus. Non pas par manque de volonté mais parce que le problème est mal posé.

C'est-à-dire ? Quelle est votre approche au PEROU ?
S.T. : Auparavant, je faisais partie des Enfants de Don Quichotte. La logique de beaucoup de militants est arithmétique : il y a des corps en trop, il faut construire des niches en plus. On ne peut pas bâtir une ville de cette façon.

« L'idée est d'ouvrir les espaces par des actes. Ce n'est pas "venez voir" mais "venez faire" ».

Nous faisons partie de cette génération de personnes qui ne travaillent pas nécessairement où elles sont nées, et qui ne mourront pas là où elles ont travaillé. Nous sommes des nomades. Pour nous, temporaire ne rime pas fatalement avec précaire. Les situations sur lesquelles nous travaillons peuvent nous mettre sur le chemin d'une avant-garde. Vers une ville correspondant à nos modes économiques et affectifs de vivre.
À Ris-Orangis par exemple, toute la ville est délabrée par l'urbanisme. La seule place où il était possible de danser était celle que nous avions construite dans le bidonville. On a dansé ensemble, on a construit ensemble. Et ceci est pour moi un modèle d'urbanité. L'idée est d'ouvrir les espaces par des actes. Ce n'est pas « venez voir » mais « venez faire ». Cela s'applique aux foyers de travailleurs migrants et à toutes les enclaves.

Vous avez en effet travaillé dans le bidonville de Ris-Orangis et aujourd'hui à Grigny (91). Qu'avez-vous fait concrètement ?
S.T. : Nous avons travaillé sur les espaces des relations : les interstices, les espaces communs, les espaces publics, les seuils, les chemins, etc. Au cœur du bidonville, avec l'aide des riverains, nous avons construit une salle commune : l'ambassade du PEROU. Au mois de février, le danseur Israel Galvàn y a donné une représentation. Cela a permis de faire venir d'autres riverains et de sortir de l'esthétique de la précarité. Entre le bidonville et la ville, il existe une distance, créée essentiellement par du fantasme. Le vivre ensemble c'est cela : crever le fantasme et rencontrer une réalité complexe.
Victoria Zorraquin : Après l'expulsion de Ris-Orangis au mois d'avril, de nombreuses familles se sont installées sur un terrain de la municipalité de Grigny. Concrètement, à Grigny, nous avons construit une passerelle, cela paraît peu de chose mais c'était indispensable. Il y avait un grand chemin de boue et ce dispositif permet désormais de franchir le seuil du bidonville.

Ces projets ont-ils été participatifs ?
V.Z. : Nous avons posé un outil dans le bidonville et les habitants s'en sont saisis. Par exemple, l'ambassade devenait une chapelle utilisée une fois par semaine pour l'office. Nous n'avions pas imaginé cela.

PHOTO CI-CONTRE EN HAUT : INAUGURATION DE L'AMBASSADE LE 22 DÉCEMBRE 2012 À RIS-ORANGIS © JEAN LARIVE
PHOTO CI-CONTRE EN BAS : L'AMBASSADE, ESPACE COMMUN DES HABITANTS DU BIDONVILLE, A ÉTÉ DÉTRUITE AU MOIS D'AVRIL 2013 © JEAN LARIVE

LE COLLECTIF PEROU A IMPULSÉ LA CONSTRUCTION DE L'AMBASSADE, L'ARCHITECTE JULIEN BELLER L'A DESSINÉE © SÉBASTIEN THIÉRY

Peut-on parler d'opposition avec les associations de droit au logement ?
V.Z. : Je pense qu'au PEROU nous prenons le problème autrement. Nous agissons sur un espace et voyons ce qui se passe. Néanmoins, je suis très respectueuse de ceux qui ont recours à des méthodes « classiques ».
S .T. : Plutôt que de dénoncer la situation, ce qui entraînerait l'expulsion, nous avons décidé de l'améliorer. Inspirés notamment par l'architecte sud-africaine Carin Smuts ou encore par l'Atelier solidaire, collectif lillois. Notre approche et celle des militants sont donc antinomiques. Aussi, le vœu de bénévolat est absurde. Un des enjeux du PEROU est à terme de créer les conditions économiques de l'action afin de pouvoir s'entourer de professionnels.

Comment travaillez-vous sur les représentations ?
S.T. : Les pieds dans la boue, nous n'avons pas le temps de penser à l'image que cela va produire. Nous répondons à des nécessités, ce qui a pour effet de changer les représentations.

V.Z. : Lorsque nous avons commencé la colonie de vacances dans le bidonville de Grigny cet été, nous sortions dans la rue avec les gamins « Roms » aux yeux des riverains. Petit à petit, ils ont commencé à les regarder différemment. Mais nous ne sommes pas sortis dans le but de changer le regard des gens.

« Entre le bidonville et la ville, il existe une distance, créée essentiellement par du fantasme. Le vivre ensemble c'est cela : crever le fantasme et rencontrer une réalité complexe. »

Comment votre travail a-t-il été reçu ?
V.Z. : Je pense que nous avons aussi fait bouger les représentations des habitants du bidonville. Il leur fallait comprendre qui nous étions. Les quinze premiers jours quand je suis allée à Ris-Orangis, on me demandait presque systématiquement si j'avais vu le film *Gadjo Dilo* de Tony Gatlif. Cet imaginaire était un premier point de rencontre. Je me sentais mieux grâce à cette référence commune.

S.T. : Au-delà de l'espace, il y a la façon dont on se raconte des histoires. D'où l'importance de travailler sur la langue avec les enfants. Parce que ceux qui se font la guerre sont ceux qui n'ont rien à se raconter. Ils n'ont jamais vu un même film !
V.Z. : Pendant la colonie de vacances, nous avons effectivement créé un imagier trilingue avec les enfants afin de faciliter la communication. Puis nous nous sommes dit que cela pourrait servir de kit linguistique pour les enfants scolarisés.

Finalement, que signifie « être chez soi » ?
V.Z. : À force de me rendre au bidonville, j'ai la sensation que cette partie de la ville est aussi chez moi. Le bidonville me concerne comme s'il m'appartenait. J'ai aussi appris que parfois il fallait accepter les codes des autres, se comporter en bon invité au bidonville.
S.T. : Être chez moi, signifie vouloir laisser un terrain habitable à nos enfants.

AU MOMENT OÙ NOUS PUBLIONS CE NUMÉRO, LES FAMILLES VIVENT TOUJOURS SUR LE TERRAIN DE GRIGNY. NÉANMOINS, UN DÉMANTÈLEMENT POURRAIT AVOIR LIEU DANS LES SEMAINES, VOIRE LES JOURS À VENIR.

Pascu COVACIU

Curriculum Vitae

Mes parents étaient agriculteurs en Roumanie. Nous étions neuf frères et sœurs. Les conditions économiques n'étaient pas favorables à ce que nous suivions tous l'école, et je n'ai passé que quatre années à la fréquenter. Le quotidien était difficile, mes parents manquaient d'argent, et nous avons tous dû très tôt contribuer à la vie de la famille.

En 2000, j'ai suivi mon père jusqu'en France, en quête d'une existence meilleure. C'est à Saint-Ouen, dans un squat, que j'ai alors passé le plus clair de mon temps. J'y ai rencontré des roumains qui ont intégré un projet d'insertion. L'un de mes frères les a rejoints. J'espère qu'un jour mon tour viendra d'être accueilli dans l'un d'eux : avec ma femme et mes deux très jeunes enfants nés sur le sol français, nous vivons ici, dans ce pays qui défend les valeurs de la liberté, de l'égalité, et de la fraternité. Je n'ai qu'un niveau moyen en français : je peux le lire, mais n'ose pas encore l'écrire.

Je suis un Européen : je connais la Belgique, l'Angleterre, l'Ecosse. J'ai accumulé des heures de conduite en traversant ces pays. J'aime les autres langues, les pays étranger. Et j'aime conduire. Je souhaiterais travailler en France comme chauffeur. Ou dans l'entretien des espaces verts, ou encore dans la peinture. Et ainsi construire une vie nouvelle, affranchie de la nécessité de mendier, ce à quoi aucun homme ne devrait être aujourd'hui réduit sur notre continent.

Citoyen européen
Né le 24 novembre 1984 à Beius en Roumanie
Joignable au 06 05 58 74 40

Compétences principales :
Transport (permis B),
Entretien des espaces verts, Peinture

Référents :
Caroline Torelli et l'association PEROU
Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines
www.perou-emploi.org

Des curriculum vitae pour un emploi

Faciliter l'accès des citoyens roumains au marché de l'emploi en France. Tel est l'objectif du site perou-emploi.org. Sorte d'agence pour l'emploi, ce site regroupe une quarantaine de CV des habitants du bidonville de Grigny. Leur réalisation a été coordonnée par une médiatrice, activiste du PEROU, Ramona Strachinaru. « *Au 1er janvier 2014, les restrictions de l'accès au marché de l'emploi pour les citoyens roumains et bulgares seront levées. Il s'agit donc d'être prêt* », justifie-t-elle, pragmatique.

Photos : Jean-François Joly
Graphisme : Yannick Fleury

PEROU Kesaco ?

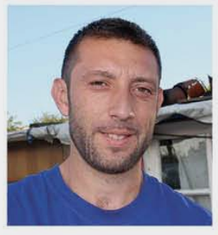
- Créé en octobre 2012.
- Un collectif composé d'architectes, d'artistes, de graphistes, de photographes mais aussi de riverains.
- Le PEROU est basé à Paris mais ses membres viennent des quatre coins du globe.
- L'objectif est d'améliorer les situations de précarités urbaines et de réfléchir à une nouvelle urbanité.
- Un site : PEROU-PARIS.ORG et un blog : HTTP://PEROU-RISORANGIS.BLOGSPOT.FR/
- Un film réalisé par Sébastien Thiéry et présenté cette année au festival de Douarnenez (www.festival-douarnenez.com) : *Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir.*

Calin Kovaci

« C'est la première fois que j'ai un CV. Avec ces dix copies, je vais postuler dans le bricolage, les grands magasins et comme conducteur. Je veux rester en France pour travailler. Pour le moment je n'ai des missions que de une ou deux journées. Grâce à mon référent, c'est la première fois que je peux donner une adresse à un employeur. »

Natalia Covaciu

« Mon mari a eu son CV, je voudrais qu'il travaille. Peu importe où. Personnellement, je pourrais faire des ménages. J'attends moi aussi d'avoir mon CV parce que je veux vraiment travailler. C'est pas facile de toujours mendier, surtout avec les enfants. »



Pascu Covaciu

« Maintenant je vais pouvoir distribuer mon CV partout pour trouver du travail. Dans le domaine des espaces verts, en tant que peintre ou chauffeur. Pour le moment je suis obligé de faire la manche, je sais que ce n'est pas un travail. J'espère que je n'aurais plus à le faire. »

PROPOS RECUEILLIS PAR CAROLE DIETERICH ET DJIA MAMBU

Coups de cœur 11

En février dernier, le danseur de flamenco Israel Galván est venu se produire devant les habitants du camp rom de Ris-Orangis, viabilisé et aménagé grâce au collectif Perou. Photo : Jean Larive

Exploration urbaine

Construire plutôt que détruire. Le Perou, un collectif d'architectes et d'artistes, bâtit depuis deux ans, aux côtés de familles roms, d'innovants projets d'insertion.

Au cœur du camp rom, où ni l'électricité ni l'eau ne parviennent, a été dressée une fière estrade de bois : la place de l'Ambassade. En cette journée de février, le danseur andalou Israel Galván, une étoile du flamenco, est venu se produire dans ce bidonville de Ris-Orangis, dans l'Essonne. Sur un portique a été peinte une phrase du danseur, extraite du spectacle qu'il donne alors au théâtre de la ville : « *Les forces qui vont me manquer un jour, je les dépense maintenant.* »

Durant plusieurs mois, ce camp de cent quarante âmes a été le terrain d'une stimulante expérimentation. Grâce aux forces jetées par des bénévoles aux côtés des habitants du campement, le lieu a été dératisé, un tapis de copeaux de bois a recouvert la boue, une dizaine de toilettes sèches sont sorties de terre, des containers d'eau ont été installés… Sur la place du campement a été érigée l'Ambassade, un lieu carrefour tourné vers l'extérieur. Durant plusieurs mois s'y sont tenus des fêtes ouvertes aux riverains, des cours d'alphabétisation des femmes, comme des ateliers d'art plastique pour les enfants. « *Nous cherchons à intervenir autrement. Pour transformer l'espace physique d'abord, puis l'espace des représentations ensuite, afin de créer de nouvelles relations à la situation* », relate Sébastien Thiéry, du Pôle d'exploration des ressources urbaines (Perou), un collectif d'architectes, d'artistes et de militants à l'initiative du projet.

En avril, le campement a été rasé. Une trentaine de personnes ont été relogées dans un village d'insertion, les autres, jugés « non insérables », ont trouvé refuge dans un nouveau bidonville érigé tout près, à Grigny. Fin août, le collectif a mis en ligne quarante CV, un par foyer. Autant d'« ambassades de papiers » dont les beaux portraits surlignent les parcours de vie et les compétences jusque-là enfouies. Un nouveau rempart face à la seule logique des bulldozers. ■ CYRIELLE BLAIRE

EN SAVOIR +
Deux sites où retrouver le dernier projet d'insertion et le blog des actions du collectif.
www.perou-emploi.org,
perou-risorangis.blogspot.fr

« Force est de constater que l'habitat de ces familles est bien moins indigne que le regard que, collectivement, nous continuons de porter sur elles. »
Sébastien Thiéry, fondateur du Perou

Notre sélection

HOMMAGE
Léo Ferré

Pour le vingtième anniversaire de la mort de Léo Ferré, la fédération CGT des sociétés d'études organise une exposition et un concert en hommage au compositeur de *Ni Dieu ni maître*, et interprète inoubliable en chansons des textes d'Aragon, de Baudelaire ou de Pavese. ■
Le 21 octobre, à partir de 19 h 30, au siège de la CGT, Montreuil (93).

DVD
Les empoisonneurs

Arte Éditions sort un coffret de la formidable trilogie réalisée par la journaliste et réalisatrice Marie-Monique Robin. Une enquête implacable sur les ravages de l'agro-industrie, à voir ou à revoir. ■
Coffret Marie-Monique Robin, trois films : *Le monde selon Monsanto*, *Notre poison quotidien* et *Les moissons du futur*, sortie le 16 octobre 2013, 29,99 €.

LIVRE
Albert Jacquard

Généticien, philosophe et militant de gauche, Albert Jacquard nous a quittés le 13 septembre à l'âge de 87 ans. La CGT a salué la mémoire d'un grand homme. Dans son dernier livre, paru cet été, il nous léguait ses réflexions sur l'humanité et l'avenir de l'homme.
***Réinventons l'humanité*, d'Albert Jacquard et Hélène Amblard, éd Sang de la Terre, 21 juin 2013, 4,66 €.** ■

WEB DOC
Territoires occupés

Vingt ans après la signature des accords d'Oslo et la fameuse poignée de main entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, ce très beau web documentaire revient sur les espoirs de paix brisés. Et livre de précieux témoignages sur la régression sociale et économique des Palestiniens. ■
www.agencevu.com

HISTOIRE SOCIALE — Grève des mineurs

Manifestation de mineurs à Lens le 5 mars 1963.

Le 1er mars 1963. 200 000 mineurs de fond déclenche une grève, sous les yeux d'une opinion publique qui prend fait et cause pour les « gueules noires ». Le conflit remonte à janvier : face à la misère des salaires et à l'aggravation des conditions de travail, les syndicats CGT et FO du sous-sol démarrent une grève du rendement. Certain de casser le mouvement, de Gaulle signe un décret de réquisition prenant effet le 4 mars. Mais les Lorrains refusent massivement de descendre à la mine. La solidarité en France et à l'étranger est exceptionnelle : plus de 10 millions de francs et des tonnes de nourriture collectés, le charbon d'import est boycotté… Les mineurs finissent par l'emporter le 4 avril. Les salaires sont augmentés de 8 % et ils obtiennent une quatrième semaine de congés payés. ■
CB. En collaboration avec la photothèque de **L'IHS-CGT**

Mineurs de fer au travail, mine de Murville, 1961, Mont-Bonvillers.

PRÉCARITÉ ET DISCRIMINATION

Halte aux préjugés

La Commission nationale consultative des droits de l'homme a adopté un avis sur les discriminations fondées sur la précarité sociale. Il s'agit de reconnaître les « *préjugés, traitements différents ou refus de droits* » engendrés par de simples difficultés matérielles. Fort de cette décision, le réseau ATD Quart-monde a lancé, avec trente autres partenaires, une pétition (www.jeneveuxplus.org) demandant à faire reconnaître par la loi cette idée forte. ATD est d'ailleurs très actif sur ce créneau : jusqu'au 17 octobre (Journée mondiale du refus de la misère), son opération *Un jour, un préjugé* est visible sur son site Internet, dénonçant quotidiennement les lieux communs (« *nous vivons dans une société d'assistés* », « *on ne vit pas trop mal avec le RSA* », « *les Roms ne veulent pas s'intégrer* », etc.). Autre initiative : l'association rendra public le 17 octobre son testing sur la discrimination à l'embauche fait cet été : certains critères (CMU, domiciliation, entre autres) oblitèrent considérablement les chances des plus précaires. ■

ÉGALITÉ HOMMES FEMMES

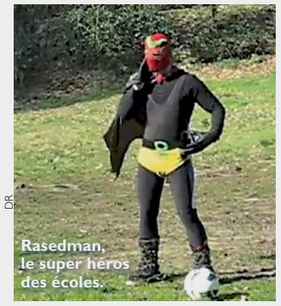
Quelques avancées

Adopté récemment par le Sénat à une large majorité, le projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes prévoit plusieurs avancées : réforme du congé parental – baptisé prestation partagée d'accueil de l'enfant –, début d'obligation pour l'entreprise d'intégrer l'objectif de réduction des écarts de rémunération, répression plus sévère de l'entrave à l'IVG et amplification des initiatives gouvernementales de lutte contre les violences faites aux femmes (élargissement du recours au téléphone d'urgence aux victimes de viol. ■

● LE SUPER-HÉROS DES RASED

Collant évidemment moulant, slip jaune vif, masque rouge, le super-héros des réseaux d'aides spécialisées aux enfants en difficulté (Rased) débarque enfin sur Internet. *« L'éducation est au centre des préoccupations. Un homme, qui deviendra une légende, soutient les personnes qui aident les enfants à apprendre »*, claironne le commentaire comme en un vœu improbable. Rasedman, personnage éclatant, sort de l'imagination des parents qui ont voulu défendre avec humour leur réseau si menacé depuis des années.

http://bit.ly/16NHHio



DR

Rasedman, le super héros des écoles.

à signaler…

Plus de place pour les Roms

Un père et ses deux fils assis sur des sièges voiture devant leur cabane de bric et de broc, des femmes fatiguées, un bébé emmailloté dans une chaude couverture en polaire… Des images qui racontent le quotidien du bidonville La Place à Ris Orangis (Essonne), sur un terrain en bordure de Nationale 7. Des photos prises par les habitants, des familles Roms, grâce aux six appareils prêtés par le Bal/La Fabrique du Regard, dans le cadre de l'installation du Pôle d'exploration des ressources urbaines (Perou) du 22 décembre 2012 au 3 avril 2013, date de l'expulsion des familles et de la destruction de leurs habitations. Recueillies dans l'album *La Place de Ris Orangis*, ces photos s'accompagnent de témoignages : « *Je me souviens très bien qu'à mon arrivée, on a vraiment eu le sentiment d'être des étrangers. Tout nous paraissait difficile, très très difficile* ». Petru, lui, travaille avec deux amis. « *Peinture, carrelage – tout. On a deux grands utilitaires, que l'on a vendus ; je vais en acheter un autre. On propose un forfait pour l'ensemble des travaux ou un forfait journalier. J'accepte tout ce qu'on me propose : je connais tout Paris.* »

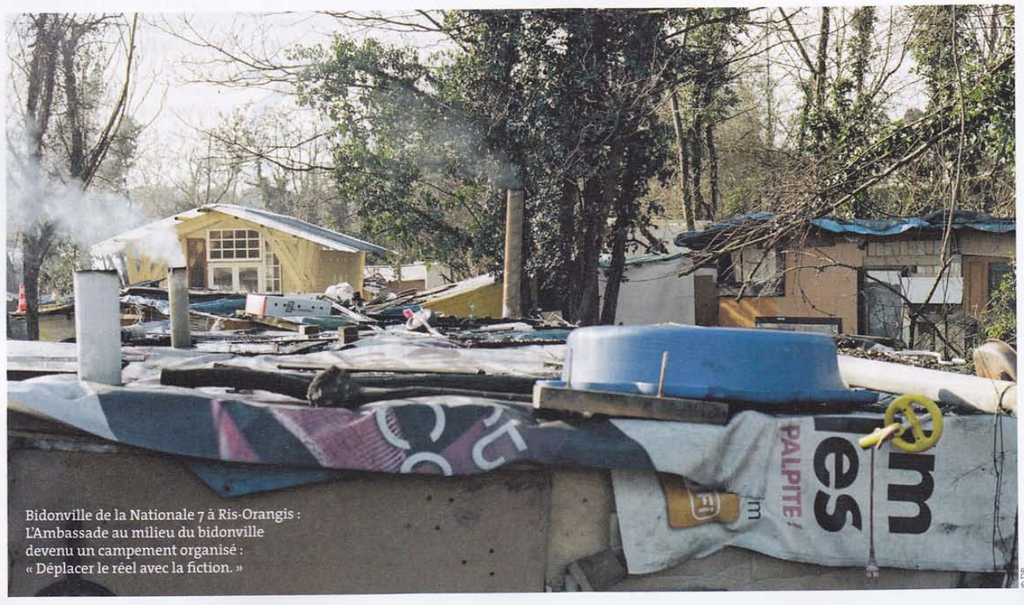
Le bidonville abritait une quarantaine de familles, comprenant 150 personnes et un tiers de gosses. « *Ils habitent là, juste à côté, mais entre ces gens-là et nous autres une distance infinie s'est creusée. Ce sont des lointains que la pelleteuse rend à leur sort : elle les éloigne* », écrit Sébastien Thiéry, coordinateur du Perou, en conclusion de l'ouvrage.

La Place de Ris Orangis
éditions Illimitées, 2013,
182 pages dont 120 images, 7 €.

Réaménager un bidonville de 150 Roms, avec eux et l'aide des riverains à Ris-Orangis, c'est le pari lancé en 2012 par Sébastien Thiéry, politologue et Coordinateur général de l'association PEROU (Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines). En luttant collectivement contre la précarité à l'aide des ressources locales, son équipe n'a pas seulement rendu leur dignité aux familles. Elle a modifié le regard des citoyens sur les personnes à la marge et obligé les acteurs publics à bouger… Certes, en avril 2013, la pelleteuse des forces de l'ordre a fait table rase de ce qui était devenu un campement transitoire salubre et organisé. Mais, face à notre vieux partage du monde, l'expérimentation intelligente de PEROU à Ris-Orangis pourrait amorcer un virage vers le monde du partage. C'est un autre pari de PEROU. Pour Paris, cette fois.

PAR RENÉE COMBAL-WEISS

LE GRAND PARI DE PEROU



Bidonville de la Nationale 7 à Ris-Orangis : L'Ambassade au milieu du bidonville devenu un campement organisé : « Déplacer le réel avec la fiction. »

© DR

THE GREAT PEROU CHALLENGE

In the winter of 2012 guiding and mentoring the 150 Roma Gypsies in the Ris-Orangis slum (a Paris suburb) to turn the site into a sanitary and organized transit camp in just a few weeks was a tall order! But Sébastien Thiéry, a 38-year-old political scientist, urban planner, teacher and coordinator of PEROU («PEROU» in French), and his team did just that, despite the local and nationwide attempts to thwart him. Of course in April, 2013 the town hall's bulldozers had the last word, and the venue was razed, but the bright PEROU experiment with its respect for human dignity may turn out to be a starting point towards a world of sharing.

PEROU is an acronym for the French NGO, Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines (the Centre for Exploring Urban Resources). Like Peru and its gold mines! An acronym that dares to dream on a par with the town-planning and social challenges that the NGO addresses, i.e. fighting major urban insecurity by inventing solutions that use what's at hand.

For it is a matter of recreating on an inhospitable wasteland that element which makes the city a «civilised» space, a hinge between private and public, i.e. drying up the muddy ground with wood chips, building dry latrines, getting rid of waste, making the electricity safe, providing fire and supplies, organising creative entertainment, encouraging contacts with the outside, and... partying! With subsidies from the Abbé Pierre Foundation and PUCA (a French inter-ministerial agency for urban development, construction and architecture), PEROU's team, backed by a group of locals, urban planners and designers, managed to kindle a spark that cannot be extinguished by poverty, i.e. dignity and vital energy.

A community house, called the Embassy, was built in the centre of this wasteland. It was a place of welcome, negotiation and shared activities, symbolising the sense of what they wanted to achieve. Leaving behind a situation to use it to build on. Leaving the old place «thanks to the stability found in the act of building». And despite the bulldozers, it worked: 38 people were granted visas; 12 garnered work-placement contracts, and 12 children were enrolled in school.

PEROU met the challenge in Ris-Orangis and is now launching its «Great Challenge», i.e. an international art and architecture call for projects to create a nomadic shelter in Paris itself. The projects selected in June, 2014 will be presented to the new tenants of City Hall (following elections this coming spring). Faced with the rising number and types of migrations, Paris must increase its hosting capacities. A right to hospitality is clearly beginning to emerge between the right to property and the right to housing. «Slums will be the worksites for tomorrow's architects,» asserts Sébastien Thiéry. ●

PARTIR DE L'EXISTANT

Gilles Clément, Patrick Bouchain, Jean-Philippe Vassal, Lucien Kroll... Sébastien Thiéry se réclame d'une pensée sur l'urbanisme et l'architecture dont les tenants sont les auteurs de nombreuses réalisations contemporaines qui ont en commun le choix de « partir de l'existant ».

GILLES CLÉMENT,
président de PEROU, jardinier, est le créateur du parc André Citroën et des jardins du musée du quai Branly. Il est l'auteur du concept du « Jardin en mouvement », qui repose sur l'idée de coopération avec la nature, à partir de ses friches.

PATRICK BOUCHAIN,
architecte et scénographe, a publié en 2011 « Construire en habitant ». Il est le créateur notamment de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration située porte Dorée (2007), du Lieu Unique de Nantes – créé sur les anciennes biscuiteries Lefèvre-Utile – (1999) et du Théâtre équestre Zingaro à Aubervilliers (1984).

JEAN-PHILIPPE VASSAL,
associé d'Anne Lacaton dans l'agence d'architecture qui porte leurs noms, a privilégié des techniques issues de l'industrie ou de l'agriculture, à la fois minimales et économiques. L'aménagement des friches du Palais de Tokyo est un des chantiers de l'agence qui valorise « une esthétique de l'essentiel ».

LUCIEN KROLL,
architecte belge, est notamment l'auteur en 1970 de « La Mémé », la maison médicale du campus de Woluwe-Saint-Lambert qui, esthétiquement, rappelle un bidonville. Il revendique l'habitation comme « une action, non comme un objet » et les habitants « non comme des marchandises, mais comme un réseau infiniment précieux de relations, d'actions, de comportements, d'empathies qui forment lentement un tissu urbain ».

© DR

Fête de l'inauguration de l'Ambassade, organisée par le metteur en scène Didier Galas, le 22 décembre 2012.

5 avril 2013 : la place de l'Ambassade après le passage des pelleteuses : «la destruction est un non-événement».

“Les grands architectes qui font des tours à Dubaï sont hors sujet pour les habitants de Ris-Orangis.”

>>> Le chantier a repris à Grigny, dans le nouveau bidonville qui s'est aussitôt recréé à 800 mètres. Un livre sur cette aventure collective paraîtra l'année prochaine.

FAIRE LA VILLE, PAS LA GUERRE

Sébastien Thiéry, engagé de longue date auprès des sans-abri, n'a pas de rancune à l'endroit des politiques. De son expérience de 2007, avec Les Enfants de Don Quichotte et les sans-abri du canal Saint-Martin, face à Jean-Louis Borloo, ministre de la Cohésion sociale de l'époque, il a conclu que ceux qui nous gouvernent ne sont pas forcément stupides ou mal intentionnés. Mais « ils livrent des solutions désastreuses parce que leurs “experts” ne savent pas de quoi ils parlent quand ils proposent ces hébergements d'urgence : ce sont des catastrophes sociales et urbaines ».

Face à l'impuissance des politiques, PEROU est un outil pour « faire » : « On ne répond pas à un problème, on répond à des situations, c'est du cas par cas. » Il produit de la pensée ensuite. Avec patience et pédagogie : le blog de PEROU propose une comparaison chiffrée, poste par poste, entre d'une part le coût de l'expulsion pour le contribuable – 129 950€ y compris l'hébergement des 150 expulsés... plus la re-création d'un autre bidonville de 120 personnes au bout de trois semaines –, d'autre part le coût d'une gestion par PEROU – 50 000€ – y compris ses résultats : 12 contrats d'insertion, 38 personnes régularisées, 12 enfants nouvellement scolarisés, à l'issue du projet d'insertion autorisé *in fine* par le Préfet de Région, puis sabordé par l'expulsion...

LE DROIT À L'HOSPITALITÉ

Fort de cette expérience, Sébastien Thiéry pense qu'il n'y a pas un Grand Paris à inventer, dans une unité gigantesque et « invraisemblable » : « Les grands architectes qui font des tours à Dubaï sont hors sujet pour les habitants de Ris-Orangis. C'est le bidonville qui sera le terrain de travail des architectes de demain. » Dans la réalité, « il y a trois mille manières de faire. L'enjeu, c'est de faire trois mille petites échelles, avec des savoirs et des savoir-faire multiples et précieux qui ne se mettront pas en œuvre d'un seul mouvement ». D'où l'importance de cartographier les expérimentations, de les faire connaître et se relier. L'État doit être le facilitateur de cette synergie.

L'État doit aussi comprendre que la sédentarisation exclusive et pérenne est dépassée. Les migrants augmenteront proportionnellement aux désastres écologiques et économiques prévisibles. Or « il n'y a pas plus fixe qu'un SDF qui est scotché à son trottoir au millimètre près », sourit à peine l'urbaniste. La mobilité et le transitoire deviennent des façons d'être et même des modes de vie de la mondialisation. Paris doit augmenter son espace d'hospitalité. Cet espace doit être démontable, mobile, ici et ailleurs, dans les multiples friches qui existent dans la ville. Entre droit de propriété et droit au logement s'esquisse un impératif d'hospitalité. Une pratique finalement millénaire puisque les Grecs anciens la qualifiaient de « devoir sacré ». PEROU a lancé une consultation internationale d'art et d'architecture, qui est en cours jusqu'à l'été, pour créer un centre d'hébergement nomade dans Paris intra-muros.

© DR

Installation de 10 toilettes sèches pour 30 familles.

PEROU n'a certes pas le monopole des paris architecturaux mais il peut faire école. Pour l'urbaniste de 38 ans qui est aussi professeur à l'ENSAD et à Sciences Po, l'engagement sur le terrain est indissociable de l'enseignement. Sébastien Thiéry se projette dans dix ans : « Je veux créer des écoles pour des étudiants qui voudraient faire de la recherche dans la ville, être dans des logiques d'expérimentation et de transmission. » Faire ensemble et, ce faisant, faire la Ville. ●

PARIS ET L'HOSPITALITÉ : LA CONSULTATION INTERNATIONALE DE PEROU

PEROU fait son « Grand Pari », en collaboration avec Les Enfants du Canal. Il a lancé le 1er février 2013 une consultation internationale d'art et d'architecture. Son objet est de créer un centre d'hébergement nomade dans Paris intra-muros. « Paris regorge d'espaces temporairement vacants qui peuvent être des lieux transitoires », soutient Sébastien Thiéry, son Coordinateur général. Un jury composé pour moitié d'anciens sans-abri sélectionnera, en juin 2014, 20 projets lauréats, du nombre d'arrondissements que compte Paris. Adressée aux acteurs chargés du projet urbain pour Paris, institutionnels comme associatifs, cette sélection aura force d'interpellation et sera source d'inspiration pour les défis que devra relever le nouveau maire de la Ville en matière d'hospitalité. L'idée est d'intensifier l'accueil plus que de le densifier, en partant de l'existant comme chaque fois, c'est-à-dire de la rue. Pour inventer à partir des situations et des personnes. Ce projet est soutenu par la Fondation MACIF et le Pavillon de l'Arsenal.
Renseignements : www.perou-paris.org/index.html

« Partir de l'existant » : ÊTRE ICI. © DR

PEROU, Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines, est conçu comme un outil pour faire s'articuler les savoir-faire des architectes, des urbanistes et des artistes avec des situations de grande précarité urbaine. Il porte aujourd'hui quatre projets. « Mais PEROU, c'est aussi le Pérou et ses mines d'or ! », explique en souriant Sébastien Thiéry.

Ce politologue et spécialiste de l'urbain de 38 ans est un communicateur : il a compris le pouvoir de l'imaginaire pour servir son projet.

C'est ce bidonville de Ris-Orangis qui a tout déclenché en 2012. Face à des conditions de vie indignes au prétexte que ces familles roumaines – et européennes – sont en France des étrangers sans statut, il change de focale : « Les Roms ne sont pas des gens du lointain. Ici, eux, c'est nous. Prendre soin de ces gens, c'est faire notre ville. » Au-delà du droit incontestable à la différence, c'est une autre morale qui est convoquée.

Avec quelque 20 permanents bénévoles, et les habitants, aidés par des militants associatifs, des étudiants et un collectif de riverains, PEROU réussit alors en quelques semaines un exploit humain et technique : installer la dignité dans la vie quotidienne en asséchant le terrain avec des copeaux et des passerelles de bois, en aménageant des toilettes sèches, en évacuant les déchets, en sécurisant l'électricité, le feu, l'approvisionnement en eau, en organisant des rencontres avec les gens de l'extérieur, en créant des activités de bricolage et de loisirs créatifs… en faisant des fêtes.

L'AMBASSADE

La feuille de route est en exergue du site de PEROU. C'est une citation d'Italo Calvino, extraite des Villes invisibles : « Chercher et savoir reconnaître qui et quoi, au milieu de l'enfer, n'est pas l'enfer, et le faire durer, et lui faire de la place. » Faire de la place à ce qui, au milieu d'un bidonville, n'est pas la misère. Par exemple, l'énergie vitale des être humains qui y vivent. Comme l'énergie d'une bande d'enfants : d'un terrain vague, ils font un terrain de jeu. Avec leur imaginaire, ils organisent un lieu de vie.

C'est comme ça que, le 22 décembre 2012, est inauguré un bâtiment singulier, réalisé par tous sous la direction de Charlotte Cauwer et de Julien Beller : « l'Ambassade ». Conçue dans un design ultra contemporain comme un bâtiment-manifeste contre l'esthétique de la précarité, l'Ambassade est frappée sur son flanc du mot d'ordre « ÊTRE ICI ». Elle a une fonction de maison communale. Fermée à clé, elle sert d'atelier de menuiserie, de point d'eau, de local de réunion, pour les cours d'alphabétisation et même pour célébrer la messe…

> « Sortir du victimisme pour que les Invisibles reprennent Vie et Ville. »
>
> **Sébastien Thiéry, fondateur et Coordinateur général de PEROU**

Des chercheurs, des artistes, des architectes, des designers, des constructeurs – tous salariés par PEROU grâce aux subventions de la Fondation de l'Abbé Pierre et du PUCA – viennent ici travailler à « un chantier expérimental » avec les habitants.

PARTIR

Installée sur la place devenue le « centre-ville », l'Ambassade matérialise l'objectif du projet : partir du bidonville dans les deux sens du terme. D'une part « partir de la situation, pour en prendre soin et construire dans le prolongement de ce qui a été engagé là malgré tout », d'autre part « donner aux personnes la possibilité d'enfin partir d'ici grâce à la stabilité gagnée dans l'action constructive, grâce aux nouveaux liens noués dans celle-ci avec tous les acteurs concernés ».

Vue de l'extérieur, l'Ambassade confère une légitimité aux habitants : elle est un espace singulier, différent des logements de misère qui l'entourent, située au milieu de ce lieu « étranger » qu'est le campement dans l'emprise de la ville de Ris-Orangis. Elle devient un lieu d'hospitalité pour les visiteurs. Dans un climat de tensions récurrentes avec les autorités, elle est le terrain neutre où peuvent se dérouler les négociations entre toutes les parties. Enfin, elle devient l'obstacle symbolique à « la pelleteuse » : on ne touche pas à une ambassade. Cette dernière mission a échoué lors du démantèlement du 3 avril 2013 : suite à un bras de fer politique entre les élus locaux – tous socialistes –, le campement et l'Ambassade ont été détruits. Mais « la destruction est pour nous un non-événement », lâche Sébastien Thiéry, « et le désastre n'est pas une fatalité ». >>>

Dans un ouvrage, le groupe de chercheurs, d'architectes et d'artistes détourne l'arrêté d'expulsion d'un bidonville de Roms, en 2013 à Ris-Orangis. Un manifeste pour une architecture d'action.

Le collectif Perou, plume constructive

Par **ANNE-MARIE FÈVRE**

Ils se réunissent souvent le mardi soir, aux Caves Dupetit Thouars, dans le Marais (IIIe). Entre couscous et vin, à la bonne franquette. Mais on y discute sérieux. De la loi, du maire, de l'architecture, et des Roms. Propos attrapés au vol : *«C'est la joie contre la férocité… Il n'y a plus de langage commun… On ne veut pas seulement railler cet arrêté municipal mais ouvrir des pistes…»*

Cet échange n'a rien à voir avec les discussions clonées de la *Fashion Week* rue de Bretagne. C'est le Perou, Pôle d'exploration des ressources urbaines (1), qui présente son ouvrage collectif au titre intrigant : *Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir (2)*. Trente-trois auteurs de toutes les disciplines de l'art y démontent, détournent, déjouent l'arrêté n°2013/147 du 29 mars 2013. Signé Bernard Raffalli, maire PS de Ris-Orangis (Essonne), il a permis l'expulsion, le 3 avril 2013, du campement de Roms dit de la nationale 7, où 237 personnes vivaient depuis novembre 2012. Un texte illisible, une tache grise que les *«occupants»* ont vite interprété : *«Dégagez !»*

«L'arrêté montre un génie singulier à ne rien omettre»

L'association Perou a été créée en octobre 2012. Elle est présidée par le paysagiste Gilles Clément, dirigée par le politologue Sébastien Thiéry. Elle réunit des chercheurs, beaucoup d'architectes, des artistes… Le groupe s'est immédiatement engagé dans le bidonville de Ris-Orangis et, en décembre 2012, y *«a construit à vif»*, avec les habitants, une salle polyvalente en bois de 35 m² bien nommée «ambassade du Perou», lieu qui a vécu de fêtes et d'échanges avec le quartier (et bénéficié du soutien de la Fondation Abbé-Pierre).

L'«ambassade» du Perou, bâtie sur l'ancien campement de Ris-Orangis. J. LARIVE

L'arrêté municipal d'expulsion, auscultés dans cet ouvrage armé d'une bonne dose d'humour, déroule 21 «VU que», et 75 «CONSIDÉRANT que». Le comédien Didier Galas insiste sur *«le peu de ces mots-là : "vu" et "considérant"»*. Le journaliste Jean-Michel Frodon apostrophe le maire : *«Toi, tu n'as rien VU.»* Cet édile qui, avant l'expulsion, avait déjà refusé de scolariser les enfants… Le fastidieux listing administratif auquel ils s'attaquent dénombre tous les risques et illégalités – de construction, urbaines et domestiques – qui règnent dans ce village spontané de survie. Il *«montre un génie singulier à ne rien omettre»*, analyse le philosophe Michel Surya. Cette prose officielle interdit toute vie : d'aller aux toilettes, de boire de l'eau, d'étudier, de rire, de danser, de se chauffer, de dormir, de manger, de traverser la nationale 7… Car, paroxysme d'hypocrisie dans ce genre d'expulsion, *«considérant que de telles conditions de vie pour les occupants ont un caractère indigne, et manifestement dangereux»*, ce serait pour leur bien que ces Roumains et Roms ont été évacués. *«Pour liquider dans les formes un embryon d'autogestion de la misère»*, riposte le philosophe Etienne Balibar.

> **«Dans les jungles de Calais, à Avignon, à Rennes, dans les délaissés de Paris ou les bidonvilles de l'Essonne, nous nous installons pour ouvrir des chantiers de rapprochement avec la ville alentour.»**
>
> **Sébastien Thiéry** Coordinateur du Perou

Ce document aux *«considérants sans considération»*, les auteurs le *«mettent en miettes»*, comme un *«droit de défense collectif»*. L'architecte Patrick Bouchain entre dans cette langue de bois abstraite et routinière, et la retourne en l'appliquant à un marché de Noël. *«Considérant que le campement de cabanons accueillant environ 110 vendeurs ambulants compte par ailleurs, au-delà de ces abris construits de manière sommaire, des guirlandes lumineuses…»*, il demande au président de la République de bien vouloir *«procéder à l'évacuation sans délai du marché de Noël installé sur le trottoir de l'avenue des Champs-Elysées»*.

Les architectes du collectif Encore Heureux caviardent l'arrêté pour en extraire une substantifique absurdité : *«Considérant que la vie occasionne un risque.»* Pour l'écrivain Hélène Cixous, *«Bidonville, c'est le bidon qui nous rappelle qu'à tout moment, à un moment ou à un autre, nous serons par décret, déchets et ordures…»* Les photos des baraquements et de la destruction du campement par Aude Tincelin, les dessins des architectes Charlotte Cauwer et Merril Sinéus, toutes les contributions, de Gilles Clément à Loïc Julienne, restituent l'impensé de cet énoncé et en recréent le contrechamp vivant qui s'est exprimé pendant cent jours à la lisière de la nationale 7. Une médiatrice roumaine, Ramona Strachinaru, a traduit le texte dans sa langue maternelle : *«Il n'y a rien de maternel là»*, plaisante-t-elle.

Un pavé façon «agit-prop», un peu situationniste

L'arrêté n'a rien arrêté. Pour la plupart, ces *«occupants»* de Ris-Orangis ont voyagé un kilomètre et se sont regroupés dans un nouveau site de fortune à Grigny, où ils ont été à nouveau menacés d'expulsion, par le maire commu-

niste, Philippe Rio. En 2013, dans une «vallsisation» du pouvoir, le gouvernement a procédé à 165 évacuations. Cet ouvrage n'est pas un manifeste de recherche interdisciplinaire de plus, porté par la bonne conscience intello caritative. Et il ne faut pas y voir seulement une charge anti-Valls : il répond également au «mode d'emploi» pour expulsions de Christian Estrosi. Ce pavé façon «agit-prop», un peu situationniste, un peu oulipien, définit l'orientation de ce laboratoire de «recherche-action». *«Il faut rénover les savoirs par l'action. Le Perou prend le parti de cultiver l'outre-ville avec celles et ceux qui y vivent repliés*, écrit Sébastien Thiéry. *Dans les jungles de Calais, à Avignon, à Rennes, dans les délaissés de Paris ou les bidonvilles de l'Essonne, nous nous installons pour ouvrir des chantiers de rapprochement avec la ville alentour… Nous rencontrons les personnes démunies à partir de leur puissance d'agir, de leurs espoirs démesurés. Nous partons du vivant.»*

Ce que fait Charlotte Cauwer, bâtisseuse de 30 ans formée à l'architecture sociale à l'école de Paris la Villette. Elle continue d'intervenir régulièrement avec le Perou à Ris-Orangis. Dix familles ont été retenues parmi les expulsés du bidonville pour habiter dans «une base de vie» sur un terrain bitumé, formée de préfabriqués blancs. Elles ont le soutien du conseil général de l'Essonne dans leur désir d'insertion. Les hommes travaillent trois jours par semaine, les enfants vont à l'école, et ces familles, qui payent un loyer de 200 euros, attendent de «vrais» logements. Le Perou les accompagne pour montrer que *«faire autrement est légalement possible»* : création de bancs publics en bois, surveillance des installations – toilettes, douches et cuisines communes –, organisation d'une place pour donner un centre à ce petit bivouac en dur. Ici, Daniela fait goûter sa soupe, là c'est un whisky (de prune !) qui est offert ; chez Roméo, on prend le café, le tout dans des intérieurs certes exigus, de transit, mais chaudement aménagés, où l'espoir a la vie dure.

Une dizaine de familles ont pu rester à Ris-Orangis dans une «base de vie». Le Perou les accompagne dans l'aménagement du site. PHOTO C. CAUWER

A Grigny, où se sont réfugiés des expulsés de Ris-Orangis, une adolescente découvre l'ouvrage du collectif Perou. PHOTO LAURENT MALONE

Cabanes soignées, tapis kitsch et sièges bricolés

Mais c'est à Grigny, sur le terrain de la Folie, que l'on voit vraiment l'envers du décor de l'arrêté municipal. Le nouveau campement rassemble les mêmes maisonnettes en bois qu'à Ris-Orangis, colorées, certaines pimpantes. Ici, pour subsister, on s'appuie sur la débrouille, la récup de métaux, les petits boulots, la manche, l'aide des associations, de certains riverains. Les petites cabanes sont décorées, soignées, entre tapis kitsch et sièges bricolés. Charlotte Cauwer explique leur travail de bâtisseurs : ces abris, équipés de poêles à bois, sont complétés par des grilles d'aération, des extincteurs, les poutres constructives surveillées. L'incendie n'est pas fatal. Le sol extérieur a été recouvert de BRF (bois raméal fragmenté) afin d'éviter la boue, des passerelles en palettes et des toilettes sèches sont installées. La mairie, après bien des injonctions du Perou, vient enfin d'installer un point d'eau proche. Il reste beaucoup à faire, mais joyeuse et accueillante, une famille invite à déguster un poulet grillé, une jeune fille enfile sa jupe traditionnelle, *«très chère»*, qui fait sa distinction culturelle.

Faut-il aménager, «embellir» la misère, rendre plus habitable ce qui est inhabitable ? Débat récurrent ! Le Perou répond, sans jouer à l'assistanat social, mais par un ensemble de compétences. Pour Sébastien Thiéry, *«il faut inventer les espaces où la différence rom puisse s'inscrire. Le bidonville de Ris-Orangis et les autres campements précaires ne sont pas ces espaces, mais c'est à partir d'eux, à partir de ce qui s'improvise autour de leurs feux, qu'on peut les imaginer. L'acte constructif doit s'opposer à l'acte destructif. Car la construction dans un bidonville, le partage, reconstruisent les familles»*. A Grigny, même dans cette extrême précarité chaotique, revit un peu la légende des Roms. Celle *«d'une tribu prophétique aux prunelles ardentes»* (Baudelaire, *Bohémiens en voyage*, dans *les Fleurs du mal*) ou de *«Vous autres tziganes sans papiers»* (Apollinaire, *Nuit rhénane*, dans *Alcools*), que l'écrivain Jean-Christophe Bailly rappelle, dans le livre, comme un monde, quelque chose de perdu. «Rom est la moquerie de la mort», pourrait répondre Hélène Cixous. ◂▸

(1) www.perou-paris.org
(2) éd. Post-Editions, 320 pp., 17 €.

Deux ouvrages collectifs exposent la façon dont les pouvoirs publics stigmatisent les « Roms ». Carine Fouteau, qui contribue à l'un, et Sébastien Thiéry, qui dirige l'autre, s'expliquent

« La "question rom" aveugle »

Dans le campement de Ris-Orangis, en mars 2013, peu de jours avant sa destruction. HERVÉ BOUTET

PROPOS RECUEILLIS PAR
JULIE CLARINI

La contribution de Carine Fouteau, journaliste à Mediapart, dans l'ouvrage collectif *Roms & Riverains*, est issue de plusieurs reportages qu'elle a faits à Paris, autour de la place de la République, où se trouvent de nombreuses familles roms, et en Essonne, notamment au campement de Ris-Orangis, où habitaient 200 personnes avant son démantèlement en avril 2013, à la suite de l'arrêté municipal du 29 mars 2013. C'est ce texte administratif qui a donné son titre à l'ouvrage *Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir*, dirigé par le politologue Sébastien Thiéry. Il est le coordinateur des actions de l'association Perou – le Pôle d'exploration des ressources urbaines – qui a construit sur le site de Ris une « ambassade », un lieu d'articulation entre la ville et le bidonville.

Dans « Les Roms, ces Européens » (« Les Temps modernes » n° 677, janvier-mars 2014), le philosophe Patrice Maniglier écrit qu'il n'y a pas de « question rom », mais une question populiste. Vos deux ouvrages réfutent-ils aussi l'existence d'une « question rom » ?

Carine Fouteau Oui. Il n'existe pas de « question rom » en soi, mais nous sommes bien obligés d'observer qu'un « problème rom » s'est constitué dans l'espace public. Ce qui nous intéresse, c'est d'analyser les discours et les gestes politiques qui se sont mis en place pour gérer les problèmes prétendument posés par ces personnes venues d'Europe de l'Est, la plupart de Bulgarie et de Roumanie, et qui vivent dans des bidonvilles. Ces personnes sont fabriquées par les pouvoirs publics et les médias comme « roms ». Notre ouvrage n'est pas un livre d'histoire ni d'anthropologie sur les Roms, nous ne nous sommes pas penchés sur l'histoire de leur mode de vie, même si, comme journaliste, je me suis intéressée concrètement à la manière dont les gens se débrouillent sans eau courante ni électricité, etc. Car ils ont des droits, comme l'accès à l'eau, non reconnus par les municipalités.

Sébastien Thiéry Selon nous, la question rom aveugle. D'abord, elle empêche de voir que bien des non-Roms vivent dans les bidonvilles en France. Surtout, elle empêche de concevoir que la politique de violence et de non-accès aux droits ne cible pas seulement ces prétendus Roms, mais aussi les SDF à Paris ou les migrants à Calais. « Rom » est l'une de ces catégories qui naturalisent la précarité des personnes ainsi désignées : du côté du rebut humain par essence – ou, pire, par volonté –, elles « méritent » donc la violence qui s'abat sur elles. Prétendre qu'il existe une question rom, c'est escamoter cette véritable guerre aux pauvres qui aujourd'hui a lieu.

C. F. La focalisation sur les «Roms» est une instrumentalisation pure, nous sommes d'accord. Mais nous, qui avons tous travaillé sur les questions des migrations comme sociologue, journaliste ou militant, nous avons constaté une spécificité dans la manière dont sont traitées ces personnes. La plus juste façon d'en parler serait de dire que ce sont des familles migrantes vivant en bidonville. Or elles ne sont appréhendées sous aucune de ces catégories ; elles ne sont pas traitées comme des migrants et des familles comme les autres. On le voit à la façon dont les municipalités agissent envers elles, par exemple à Ris-Orangis, en déposant des blocs de pierre à l'entrée du campement pour les empêcher d'entrer ou de sortir. De même, elles sont assimilées à des rats sur des tracts ; on emploie à leur propos le mot « extermination ». Nous n'avons jamais vu rien de comparable à l'encontre des Afghans de Calais, qui pourtant vivent dans des cabanons. Au fond, ces personnes sont très proches de nous. En tant qu'Européens, les «Roms» partagent le même espace, la même histoire et la même législation supranationale que nous. Mais, puisqu'il n'est pas question de les intégrer, il devient nécessaire de se convaincre qu'ils sont complètement différents de nous. Voilà comment se fabrique une politique de la race : on les renvoie à une prétendue altérité radicale.

Dans « Considérant… », le philosophe Etienne Balibar souligne l'ironie de politiques indignes qui sont menées au nom de la dignité humaine.

S. T. C'est évidemment pour son « bien » que le « rebut humain » est l'objet de ces politiques, pour qu'il ne se fixe pas dans des conditions de vie qu'unanimement nous qualifions d'« indignes ». Mais, en suivant cette interprétation, on se retrouve dans une position sidérante : on ne peut pas, moralement, s'opposer à la destruction d'un bidonville. Comment sortir de cette sidération ? Cette question est au cœur du livre. Nous avons d'abord publié l'arrêté d'expulsion, parce que c'est un geste démocratique élémentaire que de se saisir d'un texte produit en notre nom. Ensuite nous l'avons ouvert à l'interprétation d'une trentaine d'auteurs (artistes, architectes, juristes, philosophes), une façon de combattre par la langue cet effet de sidération.

« Roms & Riverains » partage cet intérêt pour la langue administrative et médiatique…

C. F. En effet. Le «riverain», le pendant du «Rom», apparaît, dans tous les journaux et dans la bouche des responsables politiques, systématiquement « exaspéré». Après enquête, il nous est apparu que ce fameux voisin est multiple. Certains jettent des produits « nettoyants » pour se débarrasser des familles sous leurs fenêtres, d'autres, y compris dans les quartiers populaires, multiplient les petits ou grands gestes quotidiens d'entraide et de solidarité. Mais ceux-là, personne ne leur tend jamais le micro.

S. T. Quand on construit dans le bidonville, il n'y a plus de « Rom », de « riverain » , de dedans et de dehors. On transforme l'espace comme les représentations, on « fait » de la politique au sens propre. A Ris, on a notamment construit une « ambassade » où avaient lieu des cours de français, des réunions, etc. Puisqu'il y a des actes de guerre (destructions d'habitations, non-accès à l'eau…), on est venus tel un organe diplomatique afin de l'éteindre. On a traité de manière aussi loyale avec toutes les parties, y compris avec le maire qui s'opposait à la scolarisation des enfants. Et, au final, un projet d'insertion s'est mis en place, le premier dans l'Essonne. Notre approche est clinique : on part aussi des difficultés des maires, de la pauvreté des savoirs disponibles. Que sait-on ? Que depuis dix ans la destruction des bidonvilles n'a conduit qu'à leur pérennisation, puisqu'ils se reconstruisent 500 mètres plus loin. Notre hypothèse est que construire dans le bidonville est le meilleur moyen d'en sortir : en répondant à l'urgence sanitaire, en construisant ensemble, on crée des perspectives d'avenir.

C. F. Si ces situations ne sont pas simples pour les maires, il existe tout de même des ressources, par exemple des fonds européens non utilisés. Mais l'idéal des maires, c'est l'autoexpulsion : rendre la vie si impossible que les personnes partent d'elles-mêmes. C'est l'un des paradoxes : on leur reproche d'être sales quand on ne ramasse pas leurs poubelles. Les désagréments qui leur sont reprochés résultent de l'absence de respect du droit français par les pouvoirs publics.

Il vous est apparu important de donner la parole aux premiers intéressés.

C. F. Oui. Pour qu'ils cessent d'être une « question » manipulée par les autres, il est indispensable d'entendre leur voix.

S. T. Construire ensemble est une façon de rencontrer les personnes, non à partir de leur «misère» mais de leur pouvoir d'action, et de déjouer ainsi les représentations qui les accablent. ■

L'arrêté municipal disséqué

CONSIDÉRANT qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau se produire. Sur l'art municipal de détruire un bidonville (Post-éditions, 320 p., 17 €) est un livre aussi surprenant que son titre, qu'il emprunte à l'arrêté municipal n° 2013/147 placardé le 1er avril 2013 à l'entrée du bidonville de Ris-Orangis (Essonne), le long de la nationale 7. A l'endroit même où l'association Perou avait entrepris depuis de longs mois un travail de consolidation et d'amélioration des habitats. Cet arrêté, long de 8 pages, prépare la destruction des habitations de fortune qui interviendra deux jours plus tard. Reproduit in extenso, écrit dans une langue administrative qui confine à l'absurde — un *« chef-d'œuvre »* aux yeux de Sébastien Thiéry, qui coordonne l'ouvrage —, c'est la pièce maîtresse du volume, celle dont s'emparent artistes et philosophes, écrivains et paysagistes (Jean-Christophe Bailly, François Cusset, Etienne Balibar, Gilles Clément, Robert Cantarella…). L'arrêté se voit ainsi analysé, parodié, dénoncé, pastiché, dépecé, afin que se révèle au grand jour tout ce qu'il véhicule d'effarant derrière la neutralité de sa langue. De l'art de la lecture comme arme politique. ■ **J. CL.**

Exclure au nom de la culture

OUVRAGE COLLECTIF d'Eric Fassin, Carine Fouteau, Serge Guichard et Aurélie Windels, *Roms & Riverains. Une politique municipale de la race* (La Fabrique, 230 p., 13 €) mêle des contributions de natures différentes (analyse politique, reportages, témoignage de militant et entretiens au long cours) pour dénoncer la violence politique à l'œuvre contre les familles venues de l'Europe de l'Est qui appartiennent à la minorité rom et qui vivent dans les terrains vagues. Suspectés de ne pas vouloir s'intégrer, au nom de leur « culture », ils sont présentés comme un problème aussi bien par la droite que par la gauche, par Nicolas Sarkozy que par Manuel Valls : il existerait une « question rom » posée aux municipalités françaises. L'ouvrage tend à montrer que cette « question » ne surgit pas, en réalité, de la présence de ces 15 000 ou 20 000 personnes sur le sol français, mais de la volonté de les exclure : leur « différence culturelle » se voit invoquée, voire fabriquée, pour justifier des politiques d'expulsion systématiques, de destruction des habitations, de refus de la scolarisation des enfants… Des politiques qui ont un coût, selon les auteurs, pour nos valeurs républicaines et plus encore pour notre humanité. ■ **J. CL.**

URBANISME DES ARTISTES CONTRE L'ÉVICTION DES ROMS

CES SANS-DOMICILE MIS EN DEMEURE

Injonction raciste ou novlangue policée, tout est bon pour stigmatiser les Roms. Avec humour et gravité, le collectif Le Perou pointe la gêne de la société face à sa propre misère.

Par ***Luc Le Chatelier***

Comment virer ces Roms qui gâchent le paysage ? Plusieurs méthodes sont ces temps-ci à l'ordre du jour. Lapidaire, d'abord, à l'instar de cette note du 14 avril 2014 émanant du commissariat de Saint-Germain-des-Prés, au cœur du très chic 6e arrondissement de Paris, et révélée par le journal *Le Parisien* : *« Il y a lieu dès à présent et jusqu'à nouvel ordre* [...] *de localiser les familles roms vivant dans la rue et de les évincer systématiquement. »* Expéditive, clairement raciste, évidemment illégale, cette chasse aux faciès n'a, aux yeux du maire UMP du 6e, Jean-Pierre Lecoq, qu'un seul défaut : *« avoir été divulguée à la presse »*.

Et puis il y a la méthode beaucoup plus alambiquée de l'arrêté nº 2013/147 du 29 mars 2013, signé du maire PS de Ris-Orangis, Bernard Raffalli (réélu depuis) : *« portant mise en demeure d'évacuation des parcelles cadastrées AC 43, 45 et AC 9, sises rue Albert-Rémy (route nationale 7) »*. Huit pages durant, et sans que le mot « Rom » apparaisse jamais, ce petit chef-d'œuvre de novlangue administrative et policée aligne pas moins de 93 points qui se déclinent en 21 *« VU que »* suivis d'une multitude de codes, plans, lois, circulaires et rapports, et 72 *« CONSIDÉRANT »* tout un tas de choses comme les murs en carton, la pluie du ciel, les fils électriques qui servent de cordes à linge, le manque d'eau potable, si ce n'est à la borne incendie, *« de l'autre côté de la nationale 7 »*... Soit autant d'*« indignités »* qui justifient *« le recours aux mesures de police* [...] *comme la solution permettant de répondre à cette situation d'urgence impérieuse »*. Le 3 avril 2013 au matin, trois pelleteuses et deux cents CRS firent place nette à Ris-Orangis.

L'histoire ne s'arrête pas là. Dans ce campement rom travaillait le Perou, ou Pôle d'expérimentation urbaine, un regroupement d'artistes, architectes, géographes, sociologues présidé par le paysagiste Gilles Clément. Proprement sidérés par cet arrêté municipal, son inhumanité profonde, sa violence feutrée et son accumulation ubuesque – et intrinsèquement illisible – de *« VU »* et *« CONSIDÉRANT »*, ils ont imaginé un drôle d'objet littéraire intitulé *CONSIDÉRANT qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir* [1], dans lequel le fameux arrêté est disséqué, détourné, raturé, redessiné par une trentaine d'auteurs divers. Certains le prennent à l'ironie, comme les architectes Patrick Bouchain et Loïc Julienne qui, pastichant tous les *« VU » et « CONSIDÉRANT »*, finissent par demander au président de la République *« de provoquer l'évacuation sans délai du marché de Noël sur les Champs-Elysées »*. D'autres sont plus graves, comme Hélène Cixous qui convoque son enfance à Alger *« juste au bord des lèvres d'un bidonville »* et s'interroge : *« Qu'est-ce qui nous sépare du peuple d'en bas ? »* Car elle est là, la vraie question. Les circonvolutions exagérément techniques et juridiques d'un tel arrêté montrent toute la gêne que la société française d'aujourd'hui manifeste à la contemplation de sa propre misère, dont le Rom constitue la caricature paroxystique. Le repoussoir idéal. N'est-ce pas Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, qui épinglait en septembre 2013 *« ces populations* [qui] *ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres, et entrent évidemment en confrontation »* ? Un point de vue qui met en rage le philosophe Etienne Balibar. S'accrochant à ce terme *d'« indignité »* des conditions de vie qui, selon les autorités, justifie la disparition des campements, il dénonce toute... l'indignité d'un texte qui ne vise qu'à *« liquider "dans les formes" un embryon d'autogestion de la misère »* ●

[1] Post-Editions, 320 p., 17 €.

A Ris-Orangis, le camp de Roms à la veille de sa destruction par les forces de l'ordre le 3 avril 2013.

mai-juin 2014

* un lieu

A Ris-Orangis, un drôle de chantier transforme des Algécos en base de vie

A Ris-Orangis, entre la francilienne et l'hippodrome, un drôle de chantier a pris place. Sur une dalle de bitume sont posés douze Algécos dans lesquels sont logés 38 personnes. Depuis début mars, par un chantier ouvert au public, avec l'accord du Conseil général et le soutien de la Fondation Abbé Pierre, PEROU (Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines) accompagne la transformation de cet espace, jusqu'à ce qu'il s'avère, comme le dit Sébastien Thiéry, coordinateur des actions PEROU, politologue et (Sciences Po paris), d'une qualité arts Politiques manifeste.

C'est par l'appel à projet « Essonne Aménagement Exemplaire » que nous avons, pris connaissance du travail de PEROU, qui se définit comme un laboratoire de recherche-action pour faire s'articuler action sociale et architecturale. Au bord de la nationale 7, c'était un bidonville, doté d'un lieu de médiation et de partage dans une belle et simple architecture. Nous avions été impressionnés par cette démarche mêlant chercheurs, artistes et habitants et articulant les savoir-faire avec des situations de grande précarité.

Le bidonville a été rasé le 29 mars 2013. Une partie des familles s'est installée sur un terrain, à Grigny ; 38 personnes ont été régularisées et ont trouvé place sur la « base de vie » à Ris-Orangis. Avec l'intervention d'architectes, autour de Charlotte Cauwer et de l'association « sixième continent », et de bénévoles avec un souci constant l'espace prend forme au fil des semaines. Petit à petit la dalle s'humanise avec un chantier ouvert au public, d'être dans le respect des habitants. Des bancs et des tables aménagent une transition douce, au pied des Algécos, entre l'espace public et l'espace privé, par un jeu d'opacité, des écrans en canisse dessinent des séquences d'intimité. La dalle s'anime grâce à des bacs qui attendent des plantations. Une halle, lieu de partage ouvert à tous, vient coloniser l'Algéco central. Les façades des Algécos se pareront peut-être de couleurs choisies par les familles ; le mobilier, bancs et tables, est fabriqué sur place avec des matériaux de récupération.

Ainsi, petit à petit, ce non-lieu, aux confins de la ville, devient le lieu même de l'urbanité. Les familles, qui payent un loyer de 200 euros, ont aussi le soutien du Conseil général dans leur désir d'insertion. Les hommes travaillent trois jours par semaine et les enfants vont à l'école.

Si le PEROU s'attache « à faire se développer une ville légère ne répondant qu'à l'impératif d'hospitalité », il lui importe de transmettre les procédures de transformation conduites, afin que celles-ci se multiplient. A travers des livres, films, articles, conférences, Sébastien Thiéry et le PEROU essaiment. Le paysagiste Gilles Clément est le président de PEROU et ce n'est bien sûr pas un hasard !

Valérie Kauffmann, directrice adjointe et paysagiste-urbaniste au CAUE 91

En savoir plus :
* http://perou-risorangis.blogspot.fr/
* www.sixiemecontinent.org
* laboiteaoutils.net
* http://frululle.com/passerelleimagier/
* Presse : Libération 6 avril 2014, le Monde 11 avril 2014 et Objectif Grand Paris, mars à mai 2014.

Il s'agit, pour PEROU, d'inscrire les personnes en péril dans une dynamique d'avenir et de donner à la conception urbaine la portée d'un outil d'émancipation.

Le Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines (PEROU) et les Enfants du Canal lancent une consultation internationale pour la création d'un centre d'hébergement nomade à Paris intra-muros. La consultation est ouverte jusqu'au 1er septembre, puis un jury composé pour moitié d'anciens sans-abri se réunira pour sélectionner 10 projets lauréats qui seront exposés au Pavillon de l'Arsenal. http://www.perou-parisdelhospitalite.org/

la gazette du caue

CAUE DE L'ESSONNE
Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Essonne
tél. : 01 60 79 35 44
caue91@caue91.asso.fr
www.caue91.asso.fr

CHILLY-MAZARIN

Le disque de stationnement entre en vigueur

■ Nouvelles règles de stationnement à Chilly-Mazarin. Bonne nouvelle, depuis hier, il est possible de se procurer gratuitement un nouveau disque de stationnement auprès de l'accueil de la mairie. Pour lutter contre les stationnements abusifs, des zones de stationnement gratuites mais limitées dans le temps, dites zones bleues, ont été créées sur certains secteurs de la commune. Pour rappel, le stationnement est limité à 1 h 30, de 9 heures à 19 heures. En cas de défaut de disque ou de dépassement de durée, l'automobiliste s'expose au risque d'être verbalisé d'une amende de 17 €.

VAL D'ORGE

Une semaine pour prévenir le diabète

■ « 700 000 Français sont diabétiques sans le savoir et pourtant, une goutte suffit ». Pour lutter et prévenir cette maladie, la communauté d'agglomération du Val d'Orge organise à partir de demain et jusqu'à dimanche une semaine de dépistage et de conseils. Test de risque, de glycémie et de condition physique sont proposés gratuitement à Saint-Michel-sur-Orge, Brétigny-sur-Orge, Fleury-Mérogis, Morsang-sur-Orge et Sainte-Geneviève-des-Bois. *Plus de renseignement sur le site Agglo-valdorge.fr ou au 01.69.72.84.84. Dans le même temps, les spécialistes de la Maison du diabète à Sainte-Geneviève-des-Bois, 2, rue Aristide-Briand, reçoivent les patients et leurs proches dès aujourd'hui, de 14 heures à 20 heures et jeudi, de 9 heures à midi, pour des consultations gratuites. Plus de renseignements au 06.19.67.39.88 ou au 06.48.03.77.94.*

DRAVEIL

Thé dansant à la base de loisirs

■ La base de loisirs du Port aux Cerises de Draveil innove. Le site accueille cet après-midi un thé dansant de 14 heures à 18 heures du côté du port de plaisance. Valse, java, paso doble, tango sont au programme de cette journée festive animée par des musiciens. *Base de loisirs du Port-aux-Cerises, salle Christophe Colomb. Entrée : 10 € (une boisson incluse). Renseignements : 01.69.83.46.00.*

MASSY

Fermeture du service déchets jusqu'à vendredi

■ Le service déchets de la ville de Massy est fermé depuis hier et jusqu'à vendredi. Aucun rendez-vous ou retrait de sac de déchets verts ne pourra se faire mercredi après-midi et vendredi matin. Les rendez-vous pourront reprendre à partir de mercredi 11 juin.

PALAISEAU - VILLEBON-SUR-YVETTE

100 roms évacués du camp de l'ancienne usine Galland

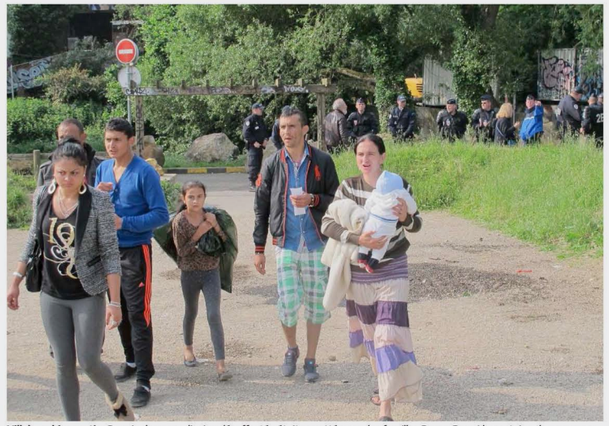
L'ANNÉE SCOLAIRE n'est pas terminée. Malgré tout, la centaine de roms installés dans l'entreprise désaffectée située à cheval entre Villebon et Palaiseau ont été évacués hier matin. « Pourtant 12 enfants qui vivaient là sont inscrits dans une classe en primaire à Villebon, et 5 sont au collège de Palaiseau, soupire Robi Peschanski, de l'association de soutien aux familles roms baptisée Savalferr. Ça va encore compliquer leur insertion. »

Depuis deux ans, l'usine Galland de Villebon est squattée par ces familles désœuvrées. Ils étaient jusqu'à 235 à occuper cette friche industrielle, mais depuis quelques mois « seulement » une centaine de roms cohabitaient dans ce village reconstitué, au sec, sur du ciment, à quelques mètres du complexe sportif de Palaiseau. « On espère que les familles ayant des enfants dans les écoles du coin pourront obtenir un hébergement à proximité, sinon cela remettra en cause tout le travail effectué ces derniers mois », reprend Robi Peschanski.

> *« Les conditions étaient inhumaines, ce n'était viable pour personne, ni les riverains ni les roms »*
>
> **Grégoire de Lasteyrie, maire (UMP) de Palaiseau**

Hier matin, la préfecture de l'Essonne a proposé un hébergement dans des hôtels à Villepinte (Seine-Saint-Denis) ou Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) aux Roms. « Une famille de 9 personnes ayant des enfants scolarisés, a trouvé un relogement à côté », savourent malgré tout les responsables associatifs. « Les conditions étaient inhumaines dans ce camp, ce n'était viable pour personne, ni les riverains ni les roms », avance pour sa part Grégoire de Lasteyrie le maire (UMP) de Palaiseau qui rappelle que la décision d'évacuation date de décembre 2013 et qu'elle est exécutoire depuis le 31 mars : « Nous avons donc pris le temps qu'il fallait pour gérer la question sociale. »

Les habitants de ce quartier cossu de Palaiseau sont, eux, soulagés. « Cela devenait invivable de voir tous ces gens juste à côté, cela apporte des odeurs et des rats », assure Monique qui promène son chien dans le champ voisin. Quant au maire de Villebon (DVD) Dominique Fontenaille, il se refuse à tout commentaire sur la question. « C'est juste dommage de ne pas avoir attendu un meilleur moment, regrette Robi Peschanski. Ici, il y avait un début de structuration. Cela ne gênait franchement personne. Les roms demandaient juste un terrain à louer pour s'installer. Là, ils vont se retrouver dans la rue et cela ne fait que déplacer le problème. » **FLORIAN LOISY**



Villebon, hier matin. Depuis deux ans, l'usine désaffectée était squattée par des familles Roms. Parmi la centaine de personnes évacuées hier, douze enfants sont inscrits en primaire à Villebon et cinq au collège de Palaiseau. *(LP/F.L.)*

Ris-Orangis. Les enfants ont réalisé les dessins pour illustrer ce dictionnaire trilingue en images pour faire le lien entre le français, le roumain et le romani. *(DR.)*

A Ris, les enfants du bidonville ont créé un livre pour devenir trilingue

EN ROUMAIN, cela donne « Tatăl castor ». Sur le principe de l'illustre « Père Castor » français, la journaliste Victoria Zorraquin et l'artiste plasticienne Joanna Zimmermann ont créé un imagier avec les enfants du bidonville rom de Ris-Orangis, rasé en avril 2013. Elles cherchent actuellement des fonds pour éditer leur ouvrage (Dons sur le site Fr.ulule.com/passerelleimagier). Baptisé « Passerelle » et regroupant une soixantaine de mots, ce dictionnaire trilingue en images fait le lien entre le français, le roumain et le romani, langue parlée par ce peuple. « L'idée nous est venue en jouant avec les enfants, en essayant de leur faire deviner des mots, raconte la journaliste, arrivée sur le campement de Ris-Orangis par l'intermédiaire d'une amie architecte de l'association Perou (Pôle d'exploration de ressources urbaines), qui venait en aide aux habitants des baraquements. Nous avons voulu figer cela ». Car il n'existe pas aujourd'hui d'outils ludiques pour faire apprendre le français aux jeunes roms. « Ils parlent souvent mieux que leurs parents. Ils jouent d'ailleurs souvent le rôle d'ambassadeur quand des visiteurs viennent au bidonville. Mais ils ont du mal avec l'écrit », constate la journaliste.

Les traductions en romani ont été réalisées avec l'aide du linguiste Marcel Courthiade qui a le premier proposé en 1990 une orthographe de cette langue jusque-là principalement orale. « Il y a une grande confusion entre le roumain et le romani dans l'esprit des enfants. Il était important de les intégrer tous les deux dans ce livre », confie la journaliste. Une trentaine d'enfants roms ont ensuite saisi leurs feutres pour réaliser les dessins lors d'une colonie de vacances. Au programme, des grands classiques de l'imagier : l'avion, la maison, le bateau…

Si les 5 810 € nécessaires à l'édition sont récoltés, les ouvrages édités seront donnés à des associations qui prennent soin de ces populations et aux écoles où les roms sont scolarisés. « Ils pourront plus facilement interagir avec leurs camarades. Cela pourra faciliter leur intégration », espère la journaliste. Au moins quand ils ne sont pas expulsés en cours d'année, comme à Villebon-sur-Yvette hier. « Cela complique vraiment leur scolarité, déplore Victorria Zorraquin. Nous n'inventons rien : ce n'est que par l'éducation qu'ils peuvent s'en sortir ». **JULIEN HEYLIGEN**

Le cinéma s'invite dans le bidonville rom de Grigny

Le Monde.fr | 03.07.2014 à 15h29 • Mis à jour le 04.07.2014 à 10h53

Une mère et sa fille sur leur trente-et-un, devant leur baraque sur le terrain de la Folie, à Grigny, le 2 juillet 2014. Le chiffre sur la porte indique le nombre d'occupants. | ROBIN BRAQUET

A quelques mètres de la sortie du RER D, juste derrière un court de tennis , Bela et sa famille dorment à dix dans la même baraque, faite de bois et de tôle. La famille Novaci a élu domicile à Grigny (Essonne), sur le terrain de la Folie, juste après avoir été expulsée de Ris-Orangis, le 3 avril 2013. Ce mercredi, ils accueillent un visiteur de prestige : Tony Gatlif, le réalisateur qui a fait des tsiganes son thème de prédilection. Ce dernier a été appelé en urgence par les activitistes de l'association Perou (http://www.perou-paris.org/) (Pôle d'exploration des ressources urbaines), qui organise un « festival sauvage » en signe de protestation contre l'expulsion générale, prévue la semaine du 7 au 13 juillet, des 300 Roms qui vivent là.

Le père de famille cherche à savoir dans quelle région de Roumanie le film de Tony Gatlif, *Gadjo Dilo*, a été tourné. Il raconte au cinéaste qu'il a quitté sa région natale, le Bihor, à la frontière avec la Hongrie , il y a treize ans. Depuis, il a connu plusieurs bidonvilles, celui de la Nationale 7 à Ris-Orangis, et le terrain de La Folie à Grigny. Le cinéaste s'émerveille devant le chapiteau de fortune tissé en patchwork, *« comme une jupe tsigane »*.

PUBLICITÉ

Dior Addict, Eau de Toilette (#)

Dior Addict ajoute un nouveau chapitre à son univers. Inspirée de la suave Eau de Parfum, Dior Addict crée une Eau de Toilette au charme immédiat.

(#)

#ayl_lemonde_8985254717990756 a:not(.lien_interne), article
#ayl_lemonde_8985254717990756 img{ border: 0; }

Camp de Roms de Grigny, 2 juillet 2014. Le cinéaste Tony Gatlif dans la salle de cinéma improvisée où doit être projeté "Gadjo Dilo". | ROBIN BRAQUET

« GADJO DILO », VU PAR 5 MILLIONS DE PERSONNES

« En salles, Gadjo Dilo *a dû être vu par 5 millions de personnes, mais tous les Roms le connaissent »*, s'amuse Tony Gatlif. Son film, sorti en 1997, a été plébiscité par les habitants du bidonville pour cette soirée cinéma improvisée. Appelé par les activistes, Tony Gatlif semble taillé pour le rôle : *« Ce film, comme tout ce que j'ai fait, c'est en tant qu'ambassadeur,* dit-il. *Je fais le pont entre les Roms et les autres »*. Né d'un père kabyle et d'une mère gitane, il a décidé de s'engager pour cette *« population à l'abandon »*. Pour Tony Gatlif, les hommes politiques utilisent les Roms *« comme une arme pour construire leur popularité »*, mais il est persuadé que *« ce n'est pas normal que 15 000 personnes posent problème »* en France .

En invitant des artistes, le Perou fait passer son message. Au quotidien, l'association s'attèle à palier l'urgence sanitaire des lieux. D'abord à Ris-Orangis, puis à Grigny. *« Mettre des extincteurs dans les baraques, du bois sur le sol pour éviter la boue, des ventilations... construire , c'est commencer à sortir du bidonville. Alors que le détruire , c'est pérenniser cette situation »*, explique le politologue Sébastien Thiéry, tête pensante du collectif, en rappelant que le camp de Grigny a vu le jour un mois à peine après l'expulsion de Ris-Orangis.

Le cinéaste Tony Gatlif à Grigny, mercredi 2 juillet 2014, sur le terrain de la Folie, où vivent 300 Roms menacés d'expulsion. | ROBIN BRAQUET

Avec des architectes, le Perou a mis en place des lieux de vie, et des médiateurs ont œuvré pour l'insertion des familles. Actuellement, 27 adultes ont un contrat de travail, 6 personnes ont obtenu un logement social , et la quasi-

totalité des enfants sont scolarisés. Bela, par exemple, travaille depuis un an et demi dans un pressing à Evry. La jeune femme de 25 ans avoue avoir un rêve : *« vivre normalement »*. Mais si elle est expulsée, elle ne sait ni où elle ira, ni si elle pourra continuer d'aller travailler .

COÛT DE L'EXPULSION : 320 000 EUROS

Face à la politique de l'expulsion systématique, le collectif Perou s'est mobilisé. *« Nous ne défendons pas les Roms, mais nous défendons le réel »*, assure Sébastien Thiéry. Les membres de l'association reprochent surtout aux politiques publiques de ne pas *« inventer de solution »* aux *« problèmes qui se posent »*.

Pour contrer l'argument du manque d'argent pour accueillir ces citoyens européens, le collectif a placardé des affiches sur les baraques, avec une estimation du coût de l'expulsion. Entre les frais de gestion, de destruction, de neutralisation et d'hébergement, l'addition dépasserait les 320 000 euros, répartis entre les acteurs publics.

GRIGNY 2 EN « QUASI-FAILLITE FINANCIÈRE »

A la mairie de Grigny, un responsable qui ne souhaite pas être cité rappelle que *« Grigny est la ville la plus pauvre de l'Essonne »*. La Folie est en effet un terrain qui appartient à la ville, situé sur la copropriété de Grigny 2, elle-même en *« quasi-faillite financière »*, et *« mise sous administration provisoire »*. Le tribunal d'Evry a rendu une ordonnance d'expulsion le 13 décembre 2013. Depuis, la ville doit signifier le jugement aux occupants. Mais *« elle ne l'a pas fait pour que les enfants puissent achever leur année scolaire »*, explique-t-on au cabinet de Philippe Rio, maire communiste de Grigny.

Lundi 7 juillet, ce sera chose faite, et l'expulsion pourra avoir lieu dans les jours suivants. Dans une motion du conseil général du 30 juin, la ville reconnaît que l'expulsion des campements *« sans solution alternative »* aggrave à chaque fois la situation des familles, qui se déplacent *« sur d'autres lieux souvent proches »*. Le conseil général demande donc aux préfets de région et de département, une *« contribution technique et financière »* pour reloger dix familles (46 personnes) à Grigny.

LES POUVOIRS PUBLICS INTERPELLÉS

En s'engageant à reloger ces familles, la ville dit *« prendre sa part de solidarité »,* mais estime aussi que *« la ville la plus pauvre de l'Essonne ne peut pas régler seule un problème qui concerne l'Union européenne et la France »*, selon le cabinet du maire. La municipalité a donc interpellé les pouvoirs publics pour demander une pleine application de la circulaire du 26 août 2012. Celle-ci prévoit *« l'anticipation »* et *« l'accompagnement »* des personnes lors des évacuations des campements illicites. Une circulaire qui se heurte, dans la pratique, à Grigny comme ailleurs, à la saturation du parc social.

Séance de cinéma en plein air avec la projection de "Gadjo Dilo", film de Tony Gatlif, dans le camp de Roms de Grigny (Essonne). | ROBIN BRAQUET

En attendant, dans le camp de Roms, Tony Gatlif tente de faire revivre les festivals gitans qu'il avait lancés dans les années 1990, après la sortie de son film *Latcho Drom*. Entre le violon et l'accordéon, la projection se poursuivra tard dans la nuit. Mais les préoccupations du lendemain sont bien présentes. *« On ne peut pas stigmatiser une population qui veut travailler . Les Roms n'ont pas de paradis, sinon ils y seraient déjà »*, plaide le cinéaste.

Robin Braquet

Votre interlocuteur
Nolwenn Cosson
Tél. 01.69.36.57.01 - n.cosson@le-republicain.fr

GRIGNY

Quand la vie prend le dessus

Les familles roms ont vécu une soirée inoubliable à faire la fête.

En présence du réalisateur, le film Gadjo Dilo a été projeté dans le camp de Roms installé sur le terrain dit de la Folie.

L'heure était à la fête mercredi 2 juillet sur le terrain dit de la Folie à Grigny. Depuis avril 2013, cent cinquante personnes, provenant principalement du bidonville de la N7 à Ris-Orangis, se sont installées sur ce terrain, à quelques pas du centre commercial Grigny 2. Alors qu'un avis d'expulsion les menace dans les prochaines heures de devoir quitter les lieux en abandonnant une grande partie de leurs affaires, l'ambassade du Perou (Pôle d'exploration des ressources urbaines) à Ris-Orangis leur a organisé une soirée magique. Aux sons de l'accordéon, de la guitare, des chants et des rires, les familles ont dansé jusque tard dans la nuit. « *Avec l'aide d'architectes italiens, nous avons tissé une toile gigantesque à partir de tissus donnés par chacune des familles ici présentes* », indique Sébastien Thiéry, le coordinateur de l'association.

Un festival de cinéma dans le camp

Mais le moment que tous attendaient avec impatience était la projection du film de Tony Gatlif "Gadjo Dilo". Ce film est sorti en 1997, pourtant sur le camp, tout le monde le connaît par cœur. Les enfants s'amusaient même à revisiter devant le réalisateur les scènes cultes. « *C'est un film autour des racines. Cela leur parle, ils s'y retrouvent dedans,* confie le réalisateur, plus que ravi d'être parmi eux. *Lorsqu'on m'a appelé pour me parler de cette soirée, de ce festival du cinéma, je n'ai pas hésité une seconde à répondre présent.* »

Menace d'expulsion permanente

Cette soirée inoubliable a su, pour quelles heures seulement, leur faire oublier la menace d'expulsion imminente. « *Nous sommes là aujourd'hui à faire la fête tous ensemble, mais demain ? Je suis très inquiet à l'idée que la police vienne nous sortir d'ici. Je ne sais pas comment nous allons faire. Moi, dormir dans la rue, ce n'est pas grave, c'est pour les enfants que j'ai peur* », confie Sorin. Autre inquiétude, retrouver du matériel pour s'installer ailleurs, encore une fois. Car même si ces familles vivent dans une situation précaire, elles ont su s'adapter pour se fabriquer un toit où elles se sentent chez elles. « *Nous avons évalué le coût de l'expulsion à Ris-Orangis. Selon nous, cela s'élèverait à 328 965 euros. Comment peut-on dépenser ce prix pour dégager des personnes ? Avec ce cinéma, nous voulions montrer une autre réalité. Il y a de la vie ici, et des liens qui se tissent* », conclut Sébastien Thiéry.

Nolwenn Cosson
• *http://perou-risorangis.blogspot.fr*

Pour en savoir plus

Un projet de site d'accueil temporaire pour dix familles issues de ce bidonville

La veille de cette grande fête, la municipalité adoptait une motion demandant au préfet de trouver des solutions réelles de relogement pour ces familles appelées à quitter le terrain de la Folie. Dans cette motion, la municipalité a souhaité rappeler qu'une ordonnance d'expulsion a été rendue le 13 décembre dernier, assortie d'un délai jusqu'au 31 mars. « Le maire de Grigny, tenant à permettre aux enfants scolarisés de terminer leur année scolaire, a reculé la signification de cette ordonnance aux personnes concernées au 7 juillet », peut-on y lire.

Afin de trouver une solution alternative aux expulsions qui « ne font qu'aggraver la misère des personnes et provoquer leur déplacement sur d'autres lieux souvent proches », la ville a pour projet de créer un site d'accueil temporaire pour dix familles, sur un terrain communal de 3 000 m². C'est dans cet objectif qu'un groupe de travail s'est réuni le 24 juin dernier en mairie, avec des représentants de la préfecture et du Conseil général. Par le biais de cette motion, la municipalité demande aux préfets de région et de l'Essonne et au président du Conseil général leur contribution technique et financière à la réussite de ce projet pour dix familles vivant à ce jour sur le terrain de la Folie.

SUR LE TERRAIN 09/08/2014 à 14h29

Camp de Roms évacué à Grigny : « Dans deux semaines, on s'installe ailleurs »

Texte et photos : Laura Wojcik - Mise en forme : Gurvan Kristanadjaja

Laura Wojcik | Journaliste

Mardi, le bidonville de Grigny (Essonne) a été évacué et rasé. Si certains des 300 Roms qui y vivaient sont en voie d'insertion, la plupart d'entre eux vont devoir repartir de zéro et tout reconstruire un peu plus loin.

5 août à Grigny, en Essonne. Il n'est que 8 heures du matin et pourtant, toutes les familles roms qui vivaient dans les deux bidonvilles de La Folie ont déjà plié

bagage. Environ 300 personnes vivaient sur ce terrain, certaines depuis un an et demi.

Ce mardi matin, elles n'étaient que 100 à évacuer. Les autres ont préféré prendre le large bien avant l'arrivée des bulldozers.

« Je vais vous rentrer dedans »

Celles qui restent sont temporairement parquées dans un terrain de sport étroit, en attendant qu'on leur donne leur nouvelle adresse et que des bus les emmènent vers le logement d'urgence qui leur a été assigné. Un hôtel social, pour quelques nuits. Deux semaines au maximum.

Après, elles seront une nouvelle fois à la rue. Les employés de la mairie communiste de Grigny s'affairent à la tâche, entourés de familles inquiètes. Des enfants fatigués attendent patiemment que leurs parents reviennent les chercher, adossés à des bagages empaquetés à la hâte.

Les autres courent partout dans le terrain vague pour combler l'ennui, ou mangent des petits gâteaux qu'on leur a offerts.

Quelques unes de ces familles finiront dans le Val-d'Oise. D'autres auront la chance de rester en Essonne. Les dernières ne sont pas bien sûres de l'autocar qu'elles devront prendre, ni de la destination qu'elles vont rallier.

La tension monte sous les petits chapiteaux blancs plantés au milieu du terrain grillagé. Les employés de la mairie ne supportent pas très bien que les associatifs s'en mêlent de trop près.

Colette Olizyk, membre de l'Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines et roms (ASEFRR), essaye de demander des explications à un membre de la commune mais se heurte à un mur :

> « Vous me compliquez la vie. Moi, j'ai une chambre pour quatre. Pas pour huit. Vous m'avez déjà cassé les pieds la dernière fois. Fichez-moi la paix. Je vais vous rentrer dedans. Je ne suis pas d'humeur à jouer, moi. »

« Le problème, c'est les rats »

Des curieux observent la scène. Comme ce gardien d'un gymnase qui borde la même avenue. Il affirme détester les interviews mais il lâche quand même ce qu'il pense de l'expulsion en cours :

> « Moi, je m'en moque qu'ils soient là. Le problème, c'est les rats. On les voit passer partout. Même devant le gymnase. »

D'autres riverains dénoncent aussi des incivilités qui commencent à peser. Des vols, des poubelles crevées, des détritus qui jonchent le sol, des squats ouverts. Des « délits de misère, pour la survie », selon Colette Olizyk.

Elle préfère souligner les liens qui se sont créés entre ces familles et leurs voisins que de parler de rejet. Et pour cause, certains sont en Essonne depuis au moins cinq ans.

Yvette Afchain, retraitée, observe aussi attentivement ce qu'il se passe à l'entrée du terrain grillagé. Un badge de l'association Les Colibris est épinglé sur sa poitrine. Elle s'attriste de ce qui se passe sous ses yeux : « Tout est terminé ici, ça y est. »

Yvette avait commencé à épauler ces familles en mars 2013 lorsqu'elles se sont installées dans un premier bidonville à Ris-Orangis, le long de la Nationale 7. Elle les aidait dans leurs démarches sociales, donnait des cours de français pour faciliter l'entrée des enfants à l'école. Elle ne sait pas si elle recroisera le chemin de ces familles. Personne ne le sait. En tout cas, elle continuera à aider ceux qui resteront.

« L'insertion, c'est possible »

Dragomir aurait pu faire partie de ces familles expulsées s'il n'avait pas eu la chance d'obtenir sa place dans un chantier d'insertion à Ris-Orangis, la localité voisine. Il avait parlé de son porte-monnaie à Rue89 il y a deux ans, lorsqu'il vivait encore en bidonville.

Un mauvais souvenir pour lui :

> « Avant, j'avais pas de travail, j'avais rien. Là, je suis en formation. Mes enfants sont scolarisés. »

Seules six familles auront l'opportunité de suivre le même parcours d'insertion que celui dont a bénéficié Dragomir. 30 personnes au total, soit 10% des expulsés du camp de Grigny. Elles seront logées dans des bungalows aménagés par le conseil général et bénéficieront d'un suivi personnalisé.

Les représentants de la mairie de Grigny se félicitent d'avoir réussi à trouver une solution pour ces 30 chanceux. Claude Vazquez, ancien maire de Grigny et représentant municipal, va même jusqu'à parler d'exemple :

> « Nous voulons nous battre pour obtenir des lois nouvelles. Monsieur Valls a dit que les Roms n'avaient pas vocation à s'insérer dans la société française. Nous, à Grigny, on veut montrer que l'insertion, c'est possible. »

Ceux qui ont vu leur abri de fortune réduit en poussière devront tout recommencer. Comme à chaque fois. Certains adultes travaillent légalement aux alentours. Depuis le 1er janvier, ils n'ont plus besoin d'autorisation préalable pour obtenir un contrat de travail.

Eux aussi doivent s'en aller sans vraiment savoir ce qui les attend, ni même à quelle distance ils vont se retrouver de leur lieu de travail.

« On voudrait un vrai logement que l'on paye »

Nicolae Covaci a 30 ans. Il est employé dans une entreprise de nettoyage sur Paris. « A Paname », comme il dit. Il ne se lamente pas vraiment du démantèlement de ce bidonville :

> « On ne veut plus vivre dans des baraques. On voudrait un vrai logement, comme ceux auxquels les Français ont droit. Un logement que l'on paye chaque mois, et qui est légal.
>
> Un bidonville, c'est de la merde. Surtout quand on cherche un travail, c'est trop compliqué. Ça ne passe pas bien du tout auprès des employeurs. Ils savent où tu as dormi, et ce que tu as fait. Ce n'est pas bon, ils ne veulent pas de nous. »

Dix autres personnes sont en CDI dans la même entreprise. Leur patron a besoin d'eux, quoi qu'il arrive, donc eux garderont leur travail. Ce n'est pas le cas de tout le monde.

Pourtant, Nicolae n'a pas beaucoup d'espoir de profiter de la même opportunité que celle dont a bénéficié Dragomir : « C'est très dur de trouver un logement. »

Il est tellement peu confiant qu'il a préféré laisser repartir temporairement ses enfants en Roumanie, chez sa mère. Il ne les a pas vus depuis très longtemps mais il pense que c'est mieux pour eux :

> « Regardez, ils ont tout cassé là. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse de mes enfants dans ces conditions ? »

« Tu travailles toujours pour ta famille »

Mais il est plus déterminé que jamais à rester, même dans la précarité la plus totale. Ici, au moins, il gagne de l'argent. Il ne se sent pas à l'aise lorsqu'on lui demande s'il envoie une partie de son salaire en Roumanie, et se sent forcé de se justifier :

> « Tu travailles toujours pour ta famille, pour donner quelque chose à tes enfants, leur permettre de faire plus dans la vie. »

Drgomir Covai a 24 ans. Il porte un polo jaune clair et s'amuse à prendre la pose lorsqu'il entrevoit un appareil photo devant lui. Lui non plus n'est pas très confiant quant à ce qu'il l'attend : « Si tu ne connais personne, tu n'as pas de logements sociaux. »

Alors il s'apprête déjà à reconstruire ce qui est en passe d'être détruit par les bulldozers à quelques mètres de là :

> « Dans deux semaines, on s'installe ailleurs. Ce sera aussi gros qu'ici. Vous pourrez me retrouver. C'est facile de s'installer. »

Lorsqu'on lui demande sa prochaine adresse, il sourit : « Ça, je ne peux pas vous le dire. »

Lorsque l'on évoque les 90% des Roms de Grigny comme Nicolae ou Drgomir qui doivent repartir de zéro tout en travaillant, l'ancien maire communiste dénonce un manque de moyens, des fonds européens mal utilisés, et pointe directement du doigt la Bulgarie et la Roumanie pour leur traitement « inadmissible » des populations roms.

Claude Vazquez critique aussi le manque d'implication d'autres élus :

> « Nous assumons une part de l'effort. Et si tous les maires de France faisaient de même, il n'y aurait pas de difficulté à insérer toutes ces familles. »

« Expulser sans reloger, c'est inadmissible »

Pour lui, ce qui a vraiment changé avec l'arrivée au pouvoir de François Hollande, c'est la création de la circulaire interministérielle du 26 août 2012 [PDF] censée garantir un meilleur accompagnement des populations roms délogées.

Mais dans les faits, l'application de ce texte n'est que superficielle, voire inexistante, dit Claude Vazquez :

> « Les expulsions sans relogement et sans solutions alternatives continuent d'être pratiquées par le gouvernement, et c'est inadmissible. »

Alors pourquoi une municipalité communiste participe-t-elle aussi de ces expulsions tout en sachant très bien que ces familles seront lâchées dans la nature juste après un passage éclair dans un hôtel social ?

Pourquoi dépenser 320 000 euros (c'est le coût de cette destruction selon l'association Perou – Pôle d'exploration des ressources urbaines) à raser des bidonvilles

qui repousseront un peu plus loin d'ici quelques semaines ? L'ancien maire est catégorique :

> « Certaines associations demandent la préservation du camp, de laisser ces 300 personnes vivre dans des conditions pareilles. On ne peut pas faire ça. »

« Détruire un bidonville, c'est le pérenniser »

Sébastien Thiéry, cofondateur et coordinateur du Perou, est arrivé dès la veille aux abords du camp. Il déambule autour des familles, désolé de voir que le bulldozer a encore eu raison de tout le reste :

> « C'est difficile à encaisser pour tout le monde. »

Sébastien Thiéry est l'un des acteurs les plus engagés à Grigny et aux alentours. Son projet vise à aménager l'espace, « à construire plutôt que détruire ». Parce que pour lui, « détruire un bidonville, c'est le pérenniser ».

Son organisation travaille donc à atténuer les douleurs liées à la précarité, pour faciliter l'insertion. A Grigny aujourd'hui. Hier à Ris-Orangis, au cœur du bidonville où vivait Dragomir.

Sébastien Thiéry affirme que cette expulsion est l'un des symptômes d'un manque de volonté de travailler de la part de la mairie communiste. Il n'en peut plus d'entendre les élus locaux répéter les mêmes refrains auxquels il ne croit pas du tout :

> « Ça ne fait que deux mois que la mairie s'est mise à parler de projet. Et ça fait quand même un an que les familles sont là et que rien n'a été fait pour anticiper. Un projet d'insertion, ça ne s'invente pas. En réalité, la mairie ne paye pour presque rien, juste la scolarisation des enfants. C'est un discours de merde. »

Et pourtant, Sébastien Thiéry est conscient que les élus de Grigny ne sont pas les moins bien intentionnés. Loin de là :

> « C'est hallucinant et terrible, parce que ces élus sont idéologiquement bien orientés. On pourrait bosser avec eux. »

Il reconnaît qu'ils expriment plus de culpabilité à abattre les campements qui pullulent le long de leurs routes que d'autres.

Eux se justifient, cherchent à montrer qu'ils restent humanistes, même en expulsant. Mais les réponses qu'ils privilégient produisent les mêmes conséquences selon Sébastien Thiéry. Les mêmes trajets en autocar scolaire vers les mêmes hôtels sociaux. Les mêmes appels au 115 pour prolonger l'hébergement d'urgence pour quelques nuits.

Et les mêmes campements qui repousseront inlassablement le long d'autres routes. Sébastien Thiéry sait que les élus de Grigny ne sont pas les seuls à s'être trouvés empêtrés dans une situation qui les a dépassés :

> « Tout cela est une déroute. Et on ne va pas leur jeter la pierre puisque c'est une déroute dans laquelle tout le monde se vautre. »

« Du fric jeté par les fenêtres »

Sébastien Thiéry n'a pas de solution prête à l'emploi. Personne n'en a. D'ailleurs, il a presque banni ce mot de son vocabulaire lorsqu'il parle de la situation des Roms.

Si lui ne parvient pas à faire changer les choses, il est néanmoins convaincu que l'aggravation de la crise pourrait forcer le changement :

> « Les bidonvilles vont travailler les politiques au corps. Il existe un argument imparable, c'est la réalité : on dégage ça et on le retrouve 500 mètres plus loin.
>
> Ce qui va les obliger à se réveiller, c'est de voir que c'est du fric jeté par les fenêtres.
>
> On est face à l'une des questions les plus vertigineuses et complexes du moment. Là, ils s'en sortiront un mandat ou deux comme ça. En offrant des sandwichs, ils feront bonne impression, et ils diront qu'ils font mieux que le voisin. Mais ça ne durera pas. »

Alors que Sébastien Thiéry prononce ces dernières phrases, un employé municipal en gilet jaune cherche quelques retardataires qui doivent rallier Cergy-Pontoise d'ici quelques minutes.

De l'autre côté du grillage, le bulldozer est acheminé à hauteur du camp. Les gendarmes qui se tiennent debout sur un lopin de terre humide sont presque seuls autour de l'ancien bidonville. Aux côtés de quelques mouches qui butinent de nombreux sacs poubelles éventrés.

Yvette avait raison. Tout est terminé ici. Il ne reste plus que des souvenirs sales explosés par terre. La prochaine bataille, elle, aura lieu bientôt. Quelque part en Essonne.

Les villes face aux Roms des bidonvilles. Retour sur deux expériences militantes

Thomas Aguilera

[Commentaires]

Mots-clefs : Roms ; bidonvilles ; politiques publiques ; élus locaux ; expulsions ; Ile-de-France ; militants ;

Recensé : *Recension croisée de : Fassin et al. (2014), Roms et riverains. Une politique municipale de la race, Paris, La Fabrique ; Perou, (2014), Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir. Sur l'art municipal de détruire un bidonville, Paris, Ed. Post-Editions.*

Alors que la « question Rom » est plus que jamais présente dans le débat public, Thomas Aguilera analyse conjointement deux ouvrages parus récemment, l'un dirigé par Eric Fassin, l'autre à l'initiative du collectif Perou, qui reviennent, à partir de l'exemple d'un bidonville situé à Ris-Orangis (91) et dans une perspective critique, sur la manière dont les politiques publiques traitent ces populations.

À l'automne 2012, douze familles originaires de Roumanie, vivant en Ile-de-France depuis quelques années et expulsées d'un autre bidonville quelques semaines plus tôt, s'installent sur un terrain appartenant au Conseil Général de l'Essonne et à Réseau Ferré de France (RFF), dans la commune de Ris-Orangis. Cette « enclave boueuse », (Balibar in *Considérant*, p.46), longée par la quatre-voies de la Nationale 7, deviendra et restera un lieu de vie, de construction et de lutte jusqu'à l'expulsion du 3 avril 2013 au matin. La plupart des familles déménagent alors 800 mètres plus loin, à Grigny, tandis que certaines sont relogées en hôtel, dans l'attente de leur intégration à un projet temporaire de relogement dans un « village d'insertion », appelé « base de vie » par la mairie de Ris-Orangis. Deux jours auparavant avait été affiché, à l'entrée du bidonville, l'arrêté municipal n°2013/147 publié le 29 mars, ordonnant l'évacuation des familles et la destruction de leurs maisons.

Un bidonville, deux approches

C'est cet arrêté qui fait l'objet d'une dissection clinique et critique du livre collectif édité à l'initiative de Sébastien Thiéry (directeur du PEROU[1]) sur « l'art municipal de détruire un

[1] Le Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines (PEROU) est une association loi 1901 fondée en septembre 2012, qui réunit des architectes, chercheurs, militants et artistes, et se veut constituer « un laboratoire de recherche-action sur la ville hostile, conçu pour faire s'articuler action sociale et action architecturale ». URL : http://www.perou-paris.org/Manifeste.html

bidonville ». Le second ouvrage, *Roms et riverains*, propose une repolitisation critique de la « question rom », notamment à travers une retranscription ethnographique de la vie de ce même bidonville, qui est donc le point de départ de deux livres plus militants qu'académiques, et qui peuvent être positionnés et lus sur deux niveaux.

Roms et Riverains démonte des préjugés construits par la « politique de la race » à l'œuvre en France depuis plus de dix ans et met à jour les processus de racialisation et de dépolitisation de la « question rom ». *Considérant* démonte un arrêté municipal, cet artefact froid qui met concrètement à la rue une vingtaine de familles, en revenant sur une expérimentation spécifique menée sur le terrain. Le premier cherche à repolitiser au niveau macro ; le second cherche à déconstruire la pertinence de l'acte politico-administratif au niveau micro. Deux échelles, deux niveaux d'analyses, deux trajectoires et deux visions pourtant mises au service d'un même objectif : dénoncer le traitement politique des habitants des bidonvilles en France et ouvrir des fenêtres d'action.

Une « question rom » et une gouvernementalité spécifiques ?

Eric Fassin parle de racialisation comme d'un processus politique de « production de la race » : à force de traiter différemment des familles, on en fait des gens différents. Cette altérisation, matérialisée par le traitement municipal (par exemple, ne pas collecter pas les ordures), contribue à construire une barrière entre « eux » et « nous » qui est naturalisée « dans un registre animalier » (Fassin, p.34) : la saleté, l'odeur, la contagion justifient le traitement inhumain que nous faisons subir aux Roms, tout en ne remettant pas en cause notre propre inhumanité. Il ne s'agit pourtant pas ici de différences culturelles mais des effets de l'abandon municipal, de la « politique scatologique de la race » (p.39). La pauvreté et la supposée « culture rom » sont construites comme causes alors qu'elles ne sont que des effets des politiques conduites à leur endroit. La chasse perpétuelle menée contre les Roms contribue ainsi à faire croire à une itinérance choisie (le « nomadisme d'Etat ») ; l'interdiction de travailler ou l'impossibilité d'être logé construisent l'idée que la vie dans des cabanes ou d'hypothétiques roulottes sont leur mode de vie. On ne parle plus de pauvreté mais de « vocation » à s'intégrer ou pas.

Pour Fassin, les Roms sont conçus comme l'envers du capital et comme « la négation du néolibéralisme » (p. 70) : on veut les faire passer pour inutiles économiquement. On leur attribue par contre une importante fonction politique : celle de jouer le rôle du miroir, d'être refoulés pour que nous puissions réaffirmer, nous, notre valeur, par comparaison avec ceux qui n'en ont aucune. La construction des indésirables sert la construction du « mauvais exemple » et de l'inutile, pour valoriser l'utile. Selon Fassin, l'expérience du néolibéralisme et de la biopolitique sur les Roms leur serait spécifique. Si l'auteur reconnaît certaines similitudes avec le traitement des migrants de la jungle de Calais, il précise qu'« il est toutefois permis de penser qu'on expérimente aujourd'hui sur les Roms des bidonvilles une gamme très large de techniques dont la systématicité définit la technologie d'une gouvernementalité nouvelle » (p.42-43). Face aux Roms, la « gouvernementalité néolibérale invente un régime original de la biopolitique : ne pas laisser vivre, sans pour autant faire mourir ». Pourtant, était-il nécessaire d'incriminer le néolibéralisme, comme le font de façon générale les sciences sociales critiques, pour montrer que les gouvernants construisent de l'indésirabilité ? Les bidonvilles n'étant ni nouveaux, ni le monopole des « Roms », la critique actuelle ne doit-elle pas pointer ce qui semble plus structurel ? Ne peut-on pas mener une critique plus radicale de l'action publique et de l'Etat en laissant de côté l'idée de spécificité ou de nouveauté ? Les politiques des Roms ne sont-elles pas une forme parmi d'autres de gestion des pauvres construits en indésirables, que les responsables politiques soient de gauche ou de droite, démocrates ou non, que les pauvres en question soient migrants ou autochtones ?

Travailler sur la « question rom » plutôt que sur celle des bidonvilles n'implique-t-il pas par ailleurs le risque de réifier des spécificités des habitants et celles de leur traitement ? Dans *Roms et riverains*, il est bien question de « Roms », en tout cas dans le titre. Or, un retour dans les années 1960, aurait permis de comprendre que le concept du « bidonville » est construit par l'alliance

d'une catégorie ethnique construite (Français Musulmans d'Algérie), et d'un lieu de vie informel et d'une extrême pauvreté (de Barros 2012). Seul Serge Guichard évoque furtivement « les photos des bidonvilles de la région parisienne des années 1960 et 1970 », en militant pour l'utilisation du mot « bidonville » plutôt que « camp » (p.159). Pour lui, les Roms ne sont que « des pauvres parmi les pauvres » (p.159). Ceux d'entre eux qui font actuellement la « une » des débats sont ceux qui résident en bidonville.

Or il existe des Roms qui ne résident pas en bidonville, et il existe des bidonvilles habités par des non-Roms, comme les expériences du *Perou* à travers la France le démontrent par ailleurs[2]. On aurait attendu, comme le propose Hélène Cixous dans *Considérant* (p. 99), davantage de mise en perspective avec le passé des bidonvilles algériens ou avec d'autres pays européens, afin de dénouer ce que nous préférons nommer la question des bidonvilles. Puisque Fassin prend bien soin de distinguer les deux dimensions de la catégorisation comme « Rom » (cause ou effet de la pauvreté) peut-on précisément penser neutraliser cette variable Rom pour expliquer comment les bidonvilles – ou autres formes de camps – (Agier 2008) ont toujours été construits, ou du moins entretenus par l'Etat pour y refouler les indésirables (les pauvres et les improductifs) et pour définir, par la négative, l'ordre urbain ? Nous avons envie de demander aux auteurs comment ils interprèteraient le traitement de bidonvilles « non Rom », dans les pays du Sud par exemple ? En clair, y a-t-il vraiment une spécificité indissoluble de cette « question rom » ? Ou chaque époque et chaque société doivent-elles rechercher « leurs Roms » pour justifier de ne pas reloger les gens qui dorment dans la rue ou dans les bidonvilles ? L'altérisation radicale – le fait de *traiter* différemment pour *rendre* différent – passe-t-elle nécessairement par l'altérisation raciale ? Même travers pour Etienne Balibar qui, dans *Considérant*, décrit la tactique consistant à produire de l'indignité pour justifier des évacuations comme une marque de fabrique d'une « cellule Essonne » (p. 46). Or, si l'on compare tous les arrêtés pris pour évacuations, en France et ailleurs en Europe, on s'aperçoit qu'il n'y a ici rien de spécifique à Valls, à Raffalli (maire de Ris-Orangis) ou à l'Essonne.

Schizophrénie, politique intentionnelle ou absurdité ?

Dans *Roms et riverains*, la dépolitisation et la délocalisation de la responsabilité politique sont comprises comme les conditions de faisabilité de cette production de la race. Premièrement, la question du bidonville est recadrée autour de l'idée d'urgence sociale et de gestion technique. Deuxièmement, la « municipalisation » des politiques laisse les mains libres à l'Etat : « la question rom se joue de plus en plus au niveau local » (Fassin, p. 47). Balibar (*Considérant*, p. 48) évoque lui aussi une « xénophobie de proximité » qui s'est étendue par la « délocalisation communale des opérations répressives ». L'Etat se retire, se dédouane et délègue aux municipalités ; ces dernières vont à leur tour se cacher derrière leurs « riverains en colère » qui, comme le montre bien Aurélie Windels dans son chapitre, ne sont pas tellement voisins des bidonvilles, mais plutôt des habitants opposants sur lesquels les projecteurs sont braqués. Silencieux ou solidaires, les véritables voisins sont laissés dans l'ombre voire discrédités ou menacés par la justice, à l'image de Serge Guichard, accusé au pénal pour délit de solidarité. Pour Fassin, cette délégation apparente de l'Etat vers les municipalités dépose un voile de dépolitisation, renforcé par la « politique de l'auto-expulsion » qui consiste à créer les conditions matérielles pour que les gens partent d'eux-mêmes en « laissant pourrir la situation » afin d'arriver à l'insoutenable, tout en appelant à la protection des habitants en faisant croire que les évacuations sont faites pour leur bien (incendies, épidémies).

L'argument de Fassin est convaincant. Néanmoins, s'agit-il réellement de dépolitisation ? On pourrait reformuler l'argument de la racialisation comme un processus politique de mise en attente par la stigmatisation et la criminalisation, qui justifient aisément le fait de ne pas ouvrir d'agenda

[2] Le *Perou* mène, en plus de celui de Ris-Orangis, un projet dans la « Jungle » de Calais ; organise une consultation internationale pour la conception d'un centre d'hébergement nomade dans Paris ; aide à l'aménagement d'une friche en centre culturel à Avignon : http://www.perou-paris.org/Actions_test01.html

politique du logement et des affaires sociales. Il est nécessaire d'élargir l'analyse à l'ensemble du « travail gouvernemental », c'est-à-dire en n'isolant ni les Roms, ni les bidonvilles, mais en les saisissant dans un « agenda généralisé » (Favre 2001) : les politiques municipales des bidonvilles peuvent ainsi se comprendre comme un évitement de la question du logement de la part des responsables politiques locaux et nationaux qui se renvoient la balle. Ainsi, plutôt que de constater une tentative de dépolitisation passant par la municipalisation, on observerait un jeu classique d'évitement (Weaver, 1986) et de non-décision (Bachrach et Baratz, 1963) par lequel chaque niveau de gouvernement impute la responsabilité aux autres en se défaussant des enjeux qu'il estime ne pas pouvoir résoudre. Là encore, ce jeu entre les Etats et les collectivités locales n'a rien de spécifique à la « question rom » et n'est pas nécessairement synonyme de « dépolitisation » : l'Etat n'a pas le monopole de la politique.

Grâce à une alliance réussie entre souci de la description des gestes quotidiens et considérations politiques[3], Carine Fouteau livre son expérience du bidonville de Ris-Orangis en nous faisant saisir toute la complexité du travail militant confronté aux « contradictions » des administrations municipales, coincées entre des électeurs, des préfets, des circulaires et, parfois, les principes de leurs maires qui, comme l'explique Alain Régnier[4], « sont dans une position schizophrène. On leur demande de mettre à l'abri les personnes démunies qu'ils vont ensuite devoir expulser » (p.102). Les Roms sont ainsi baladés d'une ville à l'autre comme on se passerait une « patate chaude » sans qu'aucun responsable direct du drame qui se produit quotidiennement ne puisse être identifié. Carine Fouteau pointe alors « l'irrationalité » des politiques de « mise à l'écart » (p.99) : « le gâchis pour la collectivité est énorme » nous apprend-elle. En ce sens, le *Perou* chiffre à 125 000 euros l'entreprise de destruction du bidonville et du relogement temporaire des familles[5]. Les coûts sont également sociaux, politiques et humains, pour les habitants – « les efforts d'insertion sont cassés à chaque évacuation » (Fouteau, p. 85) – mais aussi pour la collectivité dans son ensemble.

Les deux ouvrages donnent l'impression de chercher à démontrer que les politiques actuelles des bidonvilles sont absurdes. Les suivre impliquerait d'accepter naïvement deux postulats généraux : premièrement, que l'action publique servirait l'intérêt général ; deuxièmement, que les commanditaires des politiques mobiliseraient des ressources de façon rationnelle pour prendre des mesures adaptées et résoudre des problèmes. Or de nombreux travaux sur l'action publique les ont suffisamment remis en cause pour éviter d'adopter cette vision enchantée. Les politiques publiques ne servent pas un hypothétique bien commun mais créent en permanence des bénéficiaires et des victimes. Ensuite, elles ne sont pas faites pour être rationnelles ou efficaces, ne l'ont jamais été et ne le seront jamais. Plutôt qu'un programme intentionnel contrôlé, d'une décision hypothétique à sa mise en œuvre, elles pourraient bien n'être que l'expression d'un chaos organisé qui produit des effets impensés lors de la mise en œuvre (Cohen, March et Olsen, 1972), recouverte d'un discours qui vient *a posteriori* commenter des conséquences imprévues, notamment à des fins électorales (Edelman, 1985). Il n'y a dès lors pas de raison pour que les politiques des bidonvilles produisent des effets adaptés, efficaces et non hostiles. Efficaces pour qui, de quel point de vue ? Il n'y a absolument rien d'irrationnel pour un maire à évacuer des familles et à les pousser vers la commune voisine. De même, pour un préfet, il n'y a aucune absurdité dans le fait de dépenser des milliers d'euros pour appliquer une décision de justice en évacuant un terrain sans prévoir de relogements. Il ne s'agit pas ici de dédouaner les élus, mais d'accepter qu'ils suivent des intérêts qui sont les leurs, qui n'ont rien d'absurde, ni de général. Aux militants qui veulent leur résister ou changer les politiques de trouver les espaces pertinents pour mener des attaques, les deux ouvrages indiquant d'ailleurs plusieurs pistes d'action.

[3] On regrettera néanmoins l'absence des références ou de sources des extraits entretiens ou des citations. L'auteure a-t-elle réalisé elle-même des entretiens ? Si oui, dans quelles conditions et à quels moments ?

[4] Préfet, Délégué interministériel DIHAL.

[5] D'autres travaux, dont ceux du *Perou*, ont avancé en 2014 le montant de 300 000 euros qui semble plus plausible.

Des mots à la riposte : l'action comme critique située

Le lecteur de *Roms et riverains* reconnaîtra l'énorme apport du parti pris des auteures du dernier chapitre (Fouteau et Windels) qui consiste à donner la parole aux habitants. Ici encore la perception d'une forme d'absurdité prévaut : comment peut-on imaginer que des gens se posent encore les questions pourquoi mendier ? pourquoi avec des enfants ? Les réponses sont simples : pour survivre, et « parce qu'il n'existe pas de crèche dans les campements » (p. 175). Cette parole aide à lever des incompréhensions et une forme d'ignorance collective, conditions nécessaires à l'entretien des préjugés et du travail politique de racialisation. Elle rappelle enfin au lecteur la violence de ce qu'il peut côtoyer du regard, tous les jours dans la rue, le métro ou par la fenêtre du RER.

Mais les mots ne suffisent pas, ou plus. Les deux ouvrages présentent à leur manière deux expériences de ripostes. Dans *Roms et riverains*, on découvre des militants qui, comme les habitants, sont eux aussi atteints physiquement et moralement par les expulsions à répétition, par le harcèlement de la police ou de certains citadins qui sapent leur travail d'aide à la survie, par le silence des mairies ou des conseils généraux à qui ils demandent simplement un relèvement des ordures ménagères.

Le *Perou* répond quant à lui par l'expérimentation et vise à transformer le rapport de force. L'« Ambassade du Perou » est construite avec les habitants en décembre 2012 : une cahute faite de bois au cœur du bidonville, initialement pensée comme un « équipement public » (Deboulet 2013) destiné à l'accueil d'une fête de Noël pour les enfants, qui sera organisée le 22 décembre malgré une interdiction par arrêté municipal. Pour le *Perou*, cette ambassade, bien loin de figurer un danger pour les habitants comme le proclame l'arrêté, représentait au contraire un « nouveau centre-ville dans le bidonville » et une « ouverture ou un seuil permettant d'activer les relations avec l'extérieur » (Bailly, p. 39). La construction de l'Ambassade était conçue comme une repolitisation en acte de la question des bidonvilles : « l'art de construire contre l'art de détruire ».

Cette expérience *in situ* est aussi le point de départ du livre du *Perou* qui mène un travail explicite sur le lien entre les mots et l'action. Il expose dans sa splendeur kafkaïenne l'arrêté municipal proclamant à la vue des habitants l'officialisation de la menace qui pesait sur eux, mais aussi un mot, jeté à leur visage : « dégage ! » (p. 27). Non seulement « l'arrêté n'est pas fait pour être lu », mais en plus « il saisit sans se laisser saisir, il maintient à distance » (p.27). La re-lecture faite par la trentaine d'auteurs est une entreprise de réduction de cette distance. Le relire c'est en exposer la violence, l'absurdité, le « matraquage » de « bonnes » raisons qui « adoucissent » l'expulsion (Cantarella, p. 77-78). C'est le publiciser et se l'approprier pour réduire la distance qu'il entretient entre « eux » et « nous », entre les familles et le maire, entre les maires et Valls. Le seul fait de le faire lire alors qu'il n'est précisément pas destiné à la lecture, et de le commenter alors qu'il est précisément écrit dans un langage jargonneux en décalage complet avec la réalité quotidienne de milliers de familles, c'est aller à rebours de l'intention de ses auteurs, et donc déjà repolitiser la question de la gestion des bidonvilles. La re-lecture de l'arrêté passe aussi par son travestissement pour retourner l'arme contre ses commanditaires, par exemple contre le symbole de l'opulence du centre-ville parisien, en demandant à François Hollande de « procéder à l'évacuation sans délai du marché de Noël installé sur les trottoirs de l'avenue des Champs-Elysées », aussi dangereux et perturbateur que le bidonville de Ris-Orangis (p. 74).

On regrette toutefois que le livre ne revienne que par bribes sur l'expérience de l'Ambassade. Point de départ des contributions, on aurait attendu un bilan donnant la parole aux habitants et aux militants locaux, retraçant pas à pas son histoire et ses obstacles. L'Ambassade a été sujette à de nombreuses critiques : on ressent d'ailleurs une certaine aversion des auteurs de *Roms et riverains* à l'égard du *Perou*, implicitement décrit comme une association de parisiens ni spécialistes des bidonvilles, ni des Roms, dont les expériences seraient « extraterritorialisées », et « collaborant » avec les institutions (Fouteau, p. 97). Certains sont même allés jusqu'à dire que l'Ambassade avait accéléré l'expulsion, et on aurait là aussi souhaité trouver plus de réponses à ces critiques. Écrits autour du même bidonville et publiés le même mois, les deux livres ne se croisent ainsi que

rarement, alors que leurs auteurs se sont parfois rencontrés sur le terrain et ont échangé sur leurs contributions respectives, qu'elles soient intellectuelles ou pratiques. Leur lecture croisée est pourtant à recommander.

Bibliographie

Agier M. 2008. *Gérer les indésirables : Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion.

Bachrach P. et Baratz M. 1963. « Decisions and Non Decisions : An Analytical Framework », *The American Political Science Review*, vol. 57, n° 3, p. 632-642.

Barros (de) F. 2012. « Les bidonvilles : entre politiques coloniales et guerre d'Algérie », *Métropolitiques*, URL : http://www.metropolitiques.eu/Les-bidonvilles-entre-politiques.html

Cohen M.D., March J.G. et Olsen J.P. 1972. « A Garbage Can Model of Organizational Choice », *Administrative Science Quarterly*, vol. 17, n° 1.

Deboulet A. 2013. « La ville vue par l'Ambassade du Perou à Ris-Orangis. Entretien avec Sébastien Thiery et Merril Sinéus », *Mouvements*, n° 74, p.103-112.

Edelman M. J. 1985. *The Symbolic Uses of Politics*, University of Illinois Press.

Favre P. 2001. « Travail gouvernemental et agenda généralisé », in Gerstlé, J. (coord.), *Les effets d'information en politique*, Paris, L'Harmattan, p.143-174.

Weaver K. 1986. « The Politics of Blame Avoidance », *Journal of Public Policy*, vol. 6, n° 4, p. 371-398.

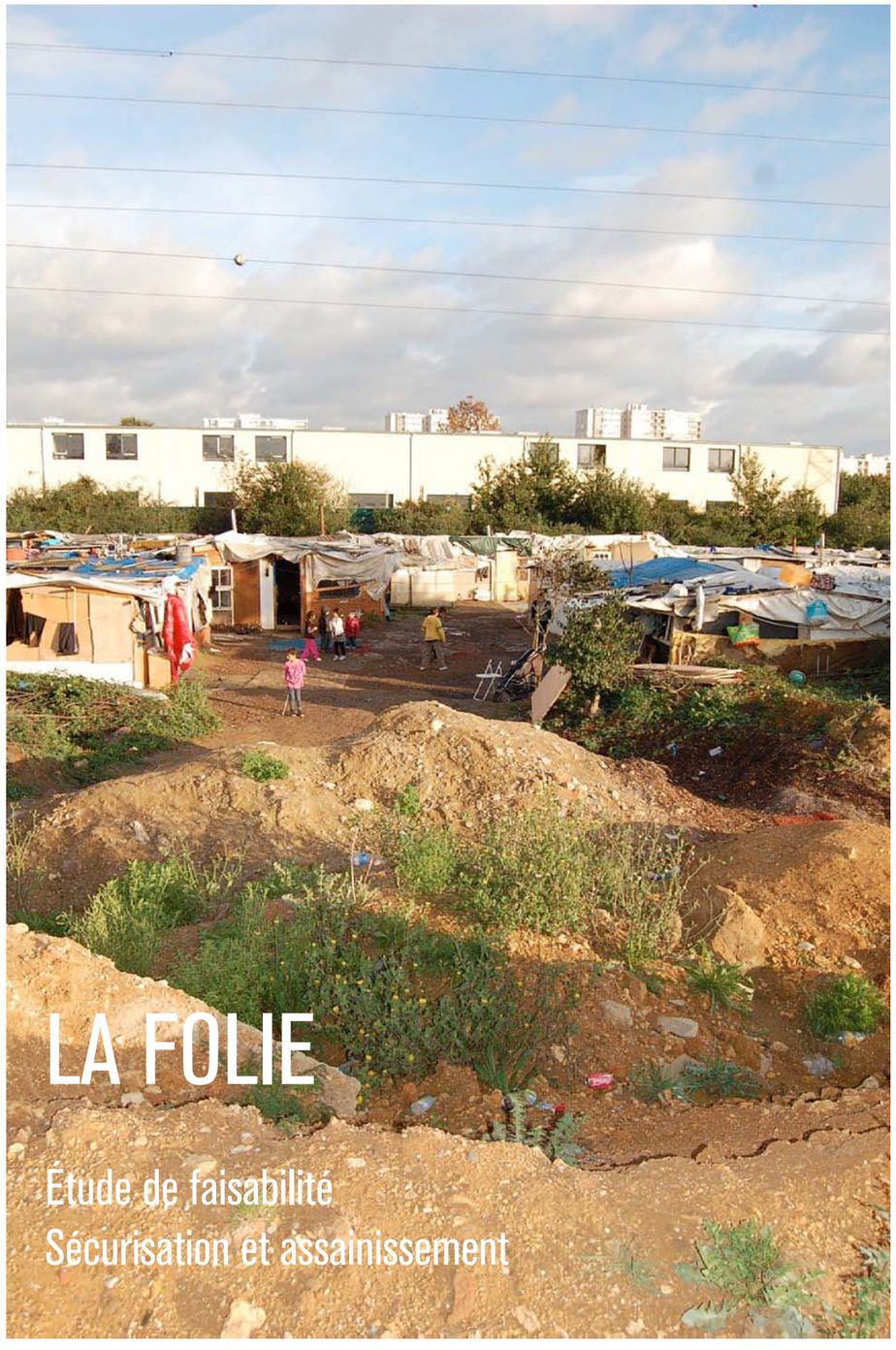
Nom de l'auteur :

Pour en savoir plus :
Site web du Perou : http://www.perou-paris.org

Pour citer cet article :
Référence web

ANNEXE 2
VUES DU PEROU

DOCUMENTS
DE TRAVAIL
2013-2014



LA FOLIE

Étude de faisabilité
Sécurisation et assainissement

0. Introduire l'humain

Le Folie de Grigny pourrait être vu comme un archétype de bidonville, avec ses problématiques humaines et sanitaires. Dès lors, la question pour nous, architectes et constructeurs, a été de chercher et explorer des pistes sur l'assainissement et la sécurisation du lieu.

Par nos savoirs et savoir-faire, par nos références et nos actions, par nos expériences de terrain, nous avons chercher à donner une autre réponse possible à ce terrain vague laissé aujourd'hui à l'abandon.

Nous avons élaboré cette réponse en deux temps : d'abord répondre aux besoins élémentaires de sécurité des personnes, puis d'amélioration de l'existant et du quotidien.

Par un processus de relevés, de connaissance du territoire et de et ses acteurs, nous avons pu avoir une expertise sensible sur ces enjeux. Avec des matériaux déjà mis de côté et la réunion de plusieurs acteurs, nous sommes aujourd'hui en mesure de lancer les premières pistes de ces projets.

Sommaire

ETUDE DE FAISABILITE EN VUE D'UNE SECURISATION ET ASSAINISSEMENT DU BIDONVILLE DE LA FOLIE

I ACTIONS D'URGENCE:

RE-QUALIFICATION DE L'EXISTANT

(Temporalité : 3 semaines)

1 - ASSAINISSEMENT DES **SOLS**

2 - SECURISATION DU RESEAU **ELECTRIQUE**

3 - SECURISATION DES CORPS DE **CHAUFFE** INDIVIDUELS (FOYERS, POELES...)

4 - AMELIORATION DU CONFORT D'HYGIENNE : MISE EN PLACE D'UN RESEAU D'**EAU**

II AMELIORATION DE L' EXISTANT

AUGMENTATION DES CONDITIONS MINIMALES

(Temporalité 4 semaines)

5 - CREATION DE BLOCS **SANITAIRES** ADAPTES

6 _CREATION D'UN KIOSQUE A EAU, AVEC STATION DE LAVAGE ET **DOUCHES** MUTUALISEES

7 _ CONSTRUCTION DE **CLÔTURES**, ABORDS ET ENTREE ACCUEILLANTE ET SECURISANTE

0. Introduire l'humain

Le Folie de Grigny pourrait être vu comme un archétype de bidonville, avec ses problématiques humaines et sanitaires. Dès lors, la question pour nous, architectes et constructeurs, a été de chercher et explorer des pistes sur l'assainissement et la sécurisation du lieu.

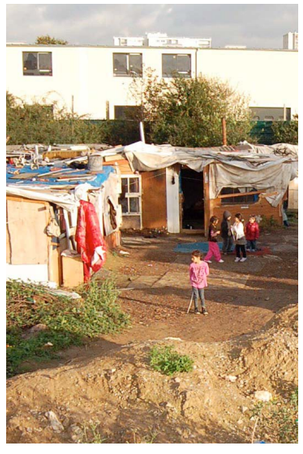
Par nos savoirs et savoir-faire, par nos références et nos actions, par nos expériences de terrain, nous avons chercher à donner une autre réponse possible à ce terrain vague laissé aujourd'hui à l'abandon.

Nous avons élaboré cette réponse en deux temps : d'abord répondre aux besoins élémentaires de sécurité des personnes, puis d'amélioration de l'existant et du quotidien.

Par un processus de relevés, de connaissance du territoire et de et ses acteurs, nous avons pu avoir une expertise sensible sur ces enjeux. Avec des matériaux déjà mis de côté et la réunion de plusieurs acteurs, nous sommes aujourd'hui en mesure de lancer les premières pistes de ces projets.

Centre de camp

Alentours



Acces Nord

L'Entree

0_ INTRODUCIRE	DIAGNOSTIC STRATÉGIE	PHOTOS DE GRIGNY	ÉCHELLE	6/29

0_ INTRODUIRE	DIAGNOSTIC STRATÉGIE	PLAN MASSE	ÉCHELLE	7/29

1. Actions d'Urgence

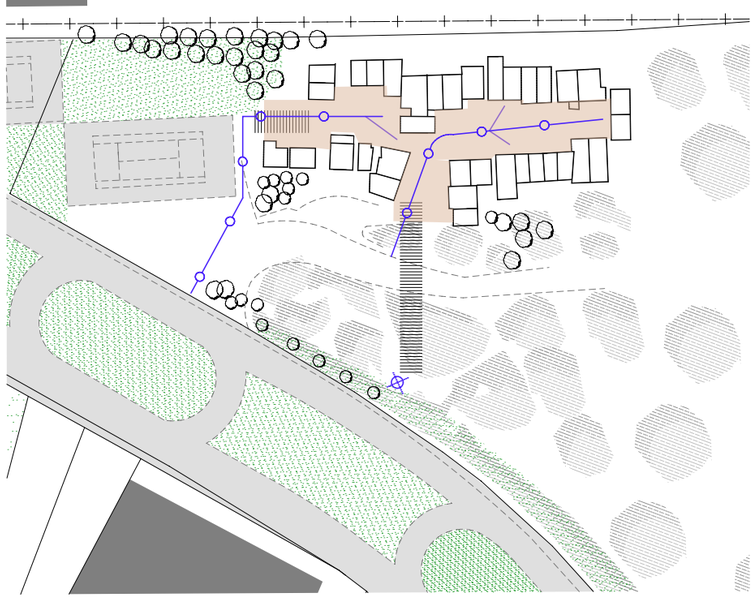
Le premier constat de nos études de terrains ont été d'organiser une série de projets dits "d'urgence".

Ces différents éléments cherchent à répondre aux premiers besoins, à une nécessité touchant à la dignité humaine autant qu'à la sécurité des personnes.

Cette évidence comprends pour nous ces choses simples, mais pourtant essentielles, du quotidien : le sol, l'eau, l'électricité et le chauffage.

SOLS

DIAGNOSTIC



Le sol d'un bivondille génère de l'humidité pour les baraques posée sur le sol battue. Il se transforme à la première pluie en un terrain de boue générale.
Mais par des techniques simples de revêtement en paillage et de drains, on peut assainir simplement et efficacement le terrain.

REVETEMENTS DES SOLS

- TERRE ARGILEUSE
- REVETEMENT BITUME
- PELOUSE PLANTEE

GESTION DES EAUX DE PLUIE

- PELOUSE DRAINANTE , BONNE PENETRATION DE L'EAU DANS LES SOLS
- TERRE ARGILEUSE, PEU DRAINANTE: FAIBLE PENETRATION DES EAUX DE PLUIE DANS LES SOLS

STRATEGIE D'ASSAINISSEMENT DES SOLS

- SOL DRAINANT : GRAVILLONS, BRF, PIERRES
- DRAIN : TUBE DRAIN AGRICOLE DANS TRANCHEE GRAVIERS

VIABILISATION DES ESPACES TRES EMPRUNTES

- PASSAGE SEC

1_ ACTIONS D'URGENCE	DIAGNOSTIC STRATÉGIE SOLS	ÉCHELLE	10/29

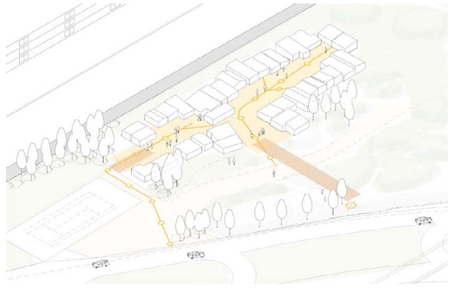
RÉFÉRENCES

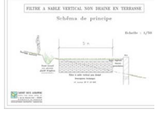
Recouvrement de sol par BRF, (Bois Rameral Fragmenté) Absorbant

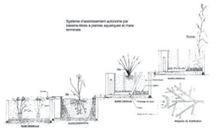
Différents système de drain : Gravier + Géotextile, Tuyaux percés, Empierrement

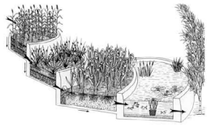
RURAL STUDIO, Construction d'architecture de passage, Passerelles

SCÉNARIO









FICHE TECHNIQUE

QUANTITATIF:

BRF: Surface de BRF a recouvrir : 1050 m2
Quantité : 52 m 3

DRAIN : 78 mètres linéaires
Graviers: 10 m3 graviers

PASSERELLE : 20 mètres linéaire
Largeur: 2 unités de passage 120 cm

CALENDRIER:

Camion BRF : 2 jours pour 2 personnes
Passerelle : 3 jours équipe

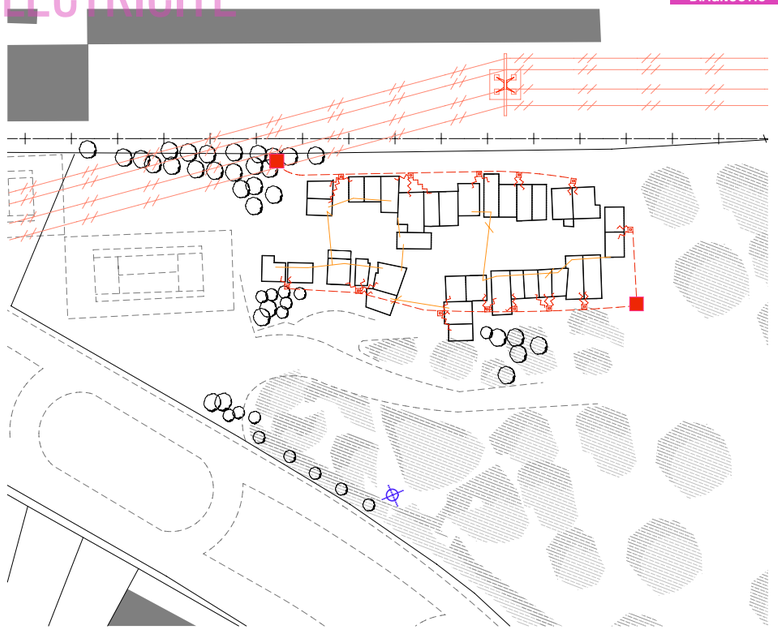
FORMATION PUBLIQUE:

participation collective

1_ ACTIONS D'URGENCE	DIAGNOSTIC STRATÉGIE SOLS	ÉCHELLE	11/29

ÉLÉCTRICITÉ

DIAGNOSTIC



Le réseau électrique est vétuste et demande d'être remis en état dans les premières interventions.
Le Conseil Général a ainsi mis en oeuvre un réseau électrique temporaire sommaire mais fiable et sécurisant.

ETAT EXISTANT DU RESEAU ELECTRIQUE

- RESEAU ELECTRIQUE VETUSTE, SANS PROTECTION
- LIGNE HAUTE TENSION EXISTANTE

SECURISATION DU RESEAU ELECTRIQUE

- NOUVEAU RESEAU ELECTRIQUE , GAINé, ALTITUDE : 3 mètres
- GROUPE ELECTROGENE MUTUALISé. PUISSANCE SELON NOMBRE DE BARAQUE RACCORDEE.
- CONSTRUCTION DE PYLONES ELECTRIQUES AUTOSTABLES.
- RESEAU INDIVIDUEL EN SERIE, GAINé; BOITIER FINAL INDIVIDUALISé.

1_ ACTIONS D'URGENCE	DIAGNOSTIC STRATÉGIE ÉLÉCTRICITÉ	ÉCHELLE	12/29

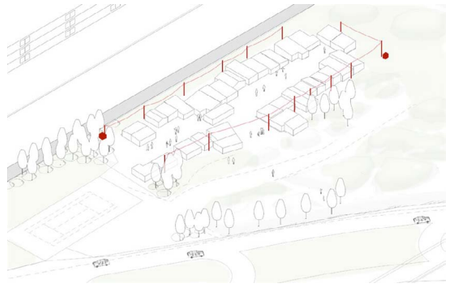
RÉFÉRENCES

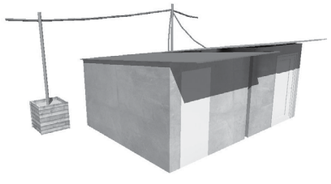
Systeme électriques étanches d'airs de camping

Groupe électrogène dans local attribué /

Boitiers individuels étanches / Coffret électrique collectif avec bouton d'arrêt.

SCÉNARIO





FICHE TECHNIQUE

QUANTITATIF:

Gaine generale exterieur: 2 x 80 mètres linéaires
Poteau-Pylones: 14 unitées
Gaine secondaires: 120 ml
Boitiers individuels : selon foyers
(1 alimentation + 1 prise + 1 coupe circuit)
Groupe électrogene 20 foyers: 2 kw
Puissance par foyer : 200 w

CALENDRIER:

Pylones: 3 Jours
Réseau : 4 Jours
Total : 7 Jours

FORMATION PUBLIQUE:

1/2 Journée

1_ ACTIONS D'URGENCE	DIAGNOSTIC STRATÉGIE ÉLÉCTRICITÉ	ÉCHELLE	13/29

CHAUFFAGE

DIAGNOSTIC

Par expérience, un des premiers dangers vient des sources de chaleur à l'intérieur des baraques. Il s'agit ici, par des techniques d'autoconstruction peu coûteuse, de sécuriser le chauffage et de permettre rapidement d'éteindre un feu.

ETAT EXISTANT DES FOYERS INDIVIDUELS

FOYERS TOLE FINE + CONDUITS NON PROTEGES
TIRAGE INSTABLE

SECURISATION DES FOYERS

FOURNITURE ET POSE D'EXTINCTEURS INDIVIDUELS

COMMANDE ET LIVRAISON COLLECTIVE DE BOIS DE CHAUFFAGE

PRESERVATION AU SOL D'UNE VOIE ACCES POMPIER , LARGEUR 3 mètres.
DEMOLITION DES ELEMENTS ELECTRIQUE OBSTRUANT CETTE VOIE EN HAUTEUR

CONSTRUCTION DE POELES SECURISES
FORMATION ET SENSIBILISATION A LA COMBUSTION
ACHAT ET RECUPERATION ET REPARATION DE POELES D'OCCASION
FOURNITURE ET POSE DE TUBES ISOLES

1_ ACTIONS D'URGENCE	DIAGNOSTIC STRATÉGIE CHAUFFAGE	ÉCHELLE	14/29

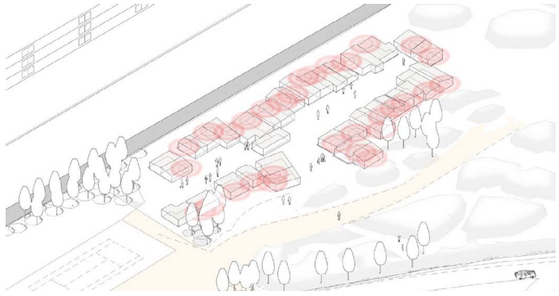
RÉFÉRENCES

Poêle autoconstruits a fort rendement. foyer isolés à la perlite vemiculite

Materiaux isolants et adaptés : tubes isolés, brique réfractaires.

Achat, récuperation materiel d'occasion

SCÉNARIO



FICHE TECHNIQUE

QUANTITATIF:

Extincteurs: Selon nombre de foyer
Bois de chauffage: 15 stères par mois d'hivers
Poêles : selon foyers

CALENDRIER

Extincteurs: 1/2 journée
Poele: 3 jours par famille. Participation individuelle
2 semaines de centralisation des poêles récupérés

FORMATION PUBLIQUE

3 jours de formation collective

1_ ACTIONS D'URGENCE	DIAGNOSTIC STRATÉGIE CHAUFFAGE	ÉCHELLE	15/29

L'EAU

DIAGNOSTIC

L'eau est une ressource indispensable du quotidien. Il s'agit donc de créer un réel lieu pour acceuillir une source accessible sans danger et permettant à tous d'accéder décemment à l'eau potable.

Point d'eau existant

**AMELIORATION DES CONDITIONS D'HYGIENNE
FACILITATION DE L'ACCES A L'EAU
GESTION DES EAUX USEES**

RESEAU D'EAU ENFOUIS: ARRIVEE D'EAU PLUS PROCHE DES HABITATIONS

FONTAINE COLLECTIVE AU COEUR DU BIDONVILLE

RENFORCEMENT GAINES POUR PASSAGE VEHICULES

DRAIN, EVACUATION DES EAUX USéES

1_ ACTIONS D'URGENCE	DIAGNOSTIC STRATÉGIE L'EAU	ÉCHELLE	16/29

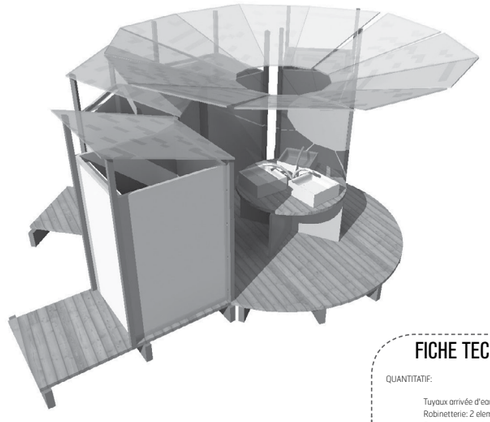
RÉFÉRENCES

La Fontaine

Le Lavoir

Piscine dans l'espace publique, réalisée par Exyct

SCÉNARIO



Ce projet de douches est un exemple d'opération rapide et à faible coût que nous pourrions organiser sur le site de Grigny.
Il permet d'abriter la source, de la rendre accesible et que plusieurs personnes puissent l'utliser dans le même temps.

FICHE TECHNIQUE

QUANTITATIF:

Tuyaux arrivée d'eau: 80 mètres
Robinetterie: 2 elements
Socle et toiture: 4 m2
Eviers, Filtre sable + charbon : 2 unitées
Raccordement réseau : 1
Gaine rigide: 3 mètres
Gaine souple 78 mètres

CALENDRIER

Tranchées : 2 Jours
Fontaines : 5 Jours

FORMATION PUBLIQUE

Sans objet

1_ ACTIONS D'URGENCE	DIAGNOSTIC STRATÉGIE L'EAU	ÉCHELLE	17/29

2. Amélioration de l'existant

Dans un second temps, il s'agit de répondre aux besoins du quotidien, à ces questions pourtant simples mais qui ici sont des aventures de tout les jours.

Comment se laver, se raser ? Comment laver son linge ? Où trouver des sanitaires ?

Nous avons élaboré une ébauche de programme en concertation avec les habitants, potentialisable par un réseaux d'acteurs et d'associations, et une banque de materiaux. Pour une transformation positive et économique

RESSOURCES HUMAINES

PEROU

Fondation Abbé Pierre

6ème Continent

Charlotte Cauwer

Riverains (CAR)

École d'Architecture de Paris Belleville

Emmaüs

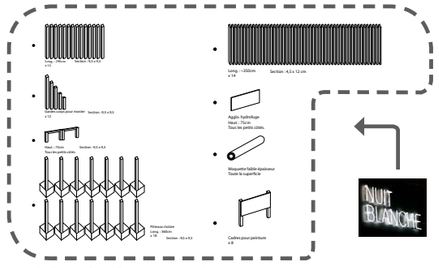
Colib'Ris

RESSOURCES MATÉRIELLES

Les proejts que nous avons développés s'inscrivent dans une économie du minimum.

Nous collaborons ainsi avec un projet de revalorisation des matériaux qui transforme des déchets de chantier en ressources exploitables.
Il est par exemple possible de récupérer toutes une série de différentes sections de bois de charpente issus des déchets de la "Nuit Blanche" ainsi qu'un matériaux de couverture efficace gratuitement.

De même, plusieurs partenariats ont été lancés avec des entreprises. Par exemple, l'entreprise Récré'Action qui assure la pose et la dépose de jeux pour enfants dans les collectivités est prête à nous fournir différents matériaux de construction ainsi qu'un panel de jeux hors-d'usage mais non hors normes.



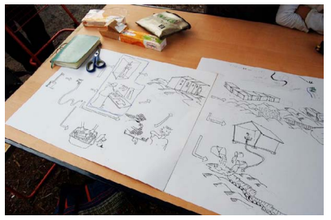
La Boîte à Outils Permanente - revalorisation des matériaux

Partenaires extérieurs : l'exemple de Récré'action

UN PROGRAMME EN CONCERTATION AVEC LES HABITANTS

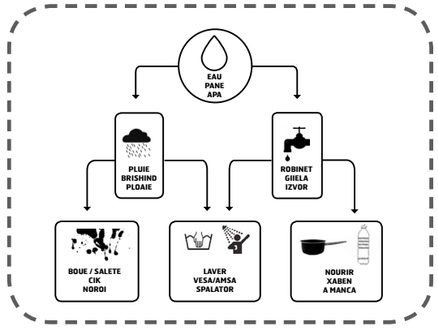
Suites à plusieurs expériences de terrains, nous avons décidé d'installer provisoirement un atelier ouvert avec les habitants pour questionner et élaborer le programme.
Par plusieurs échanges et un travail de dessins, nous avons ainsi travaillé la question de l'eau et de l'hygiène, sujet prioritaire pour les habitants.

Échange autour des dessins



Dessins de programme sur l'eau et l'hygiène

Atelier participatif

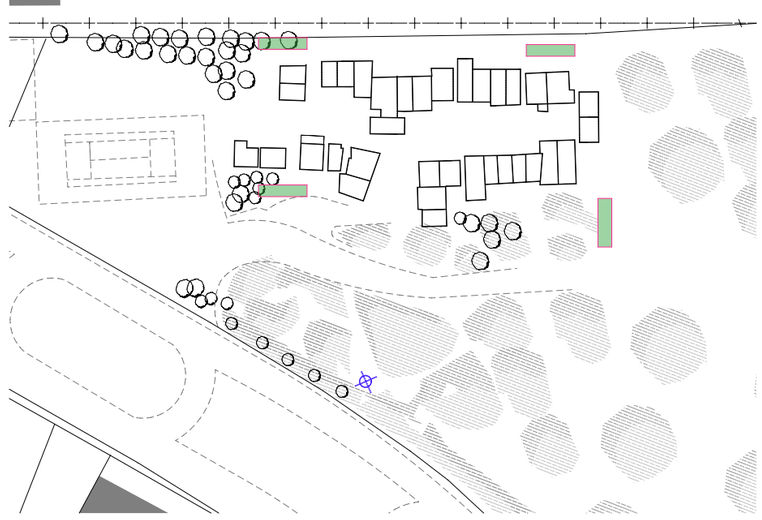


Document de travail sur l'eau et ses usages

SANITAIRES

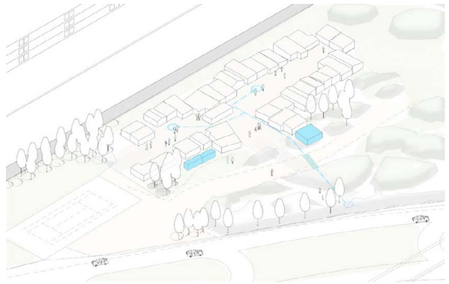
DIAGNOSTIC

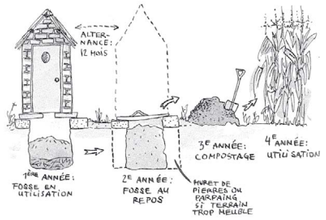
Un partenariat avec Toilettes du Monde, qui serait prêt à intervenir sur le site, permettrait dans un premier temps d'établir un diagnostic pour établir quel type de toilettes installer. Un réponse convaincante et hygiénique pourrait alors être aborder en concertation avec les habitants, comme les toilettes sèches.



RÉFÉRENCES

SCÉNARIO





FICHE TECHNIQUE

QUANTITATIF:

Selon type de WC sélectionnés
Matériaux disponible:
- cuvettes
- bois
- quincaillerie
- sciure
- filtres
- socles plancher

CALENDRIER

1 Semaine équipe + riverains + habitants

FORMATION PUBLIQUE

1 journée
par Toilettes Du Monde / Fondation Abbé Pierre

DOUCHES

DIAGNOSTIC

Le réseau d'eau en lien avec l'eau potable doit permettre d'installer un système de douche et de lavoir, comme vu avec les habitants lors de la concertation.

CONSTRUCTION D'UN KIOSQUE DOUCHE + STATION DE LAVAGE DU LINGE

KIOSQUE

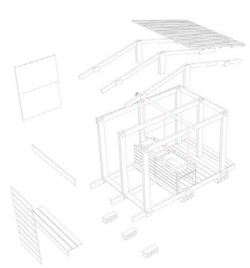
RÉFÉRENCES

Douches publiques

Douche solaire

Point d'eau et douches réalisés à Viry-Châtillon par le D.S.A.

SCÉNARIO



FICHE TECHNIQUE

QUANTITATIF:

Nombre douche : 2 Locaux femme
2 locaux hommes
4 vasques sur plan-vasque pour laverie
1 système de chauffage collectif si groupe électrogène conséquent. Chauffage de l'eau individualisé si Eau-Chaude-Sanitaire impossible.

CALENDRIER

1 Semaine équipe + riverains + habitants

FORMATION PUBLIQUE

Sans Objet

ABORDS

DIAGNOSTIC

L'abords du bidonville parle de son rapport à la ville, de ce qu'il présente à ses voisins, constituant ainsi un enjeu majeur.
Il permet aussi d'aider à la quesiton de la sécurité en clôturant l'espace, pour les enfants notamment.

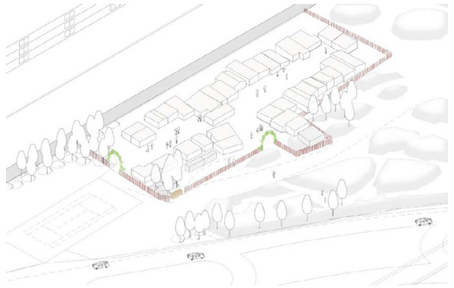
DELIMITATION DES ABBORDS

CLOTURES

ENTREE

RÉFÉRENCES

SCÉNARIO



FICHE TECHNIQUE

QUANTITATIF:

Longueur périphérie du terrain :
230 mètres linéaires
Entrée : Passage accessible pompiers.

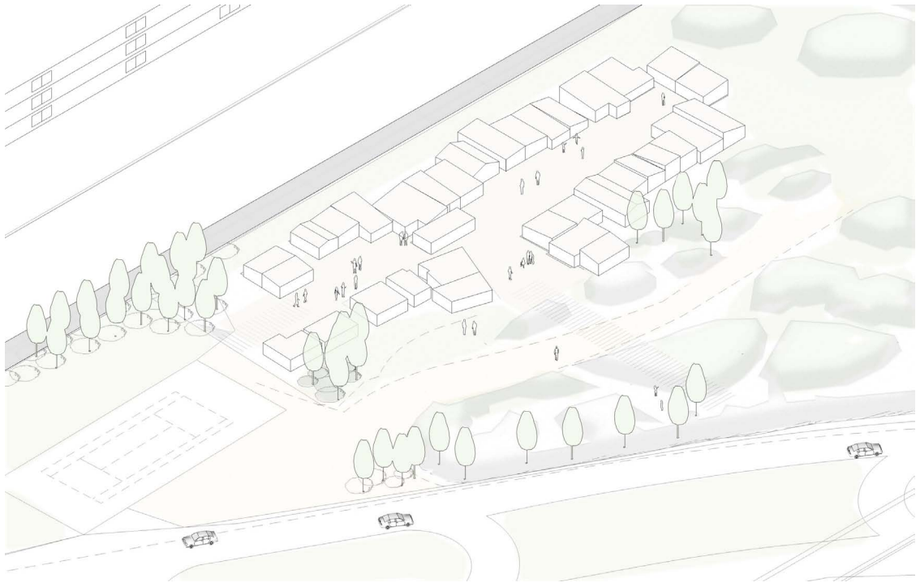
CALENDRIER

1 Semaine équipe + riverains + habitants

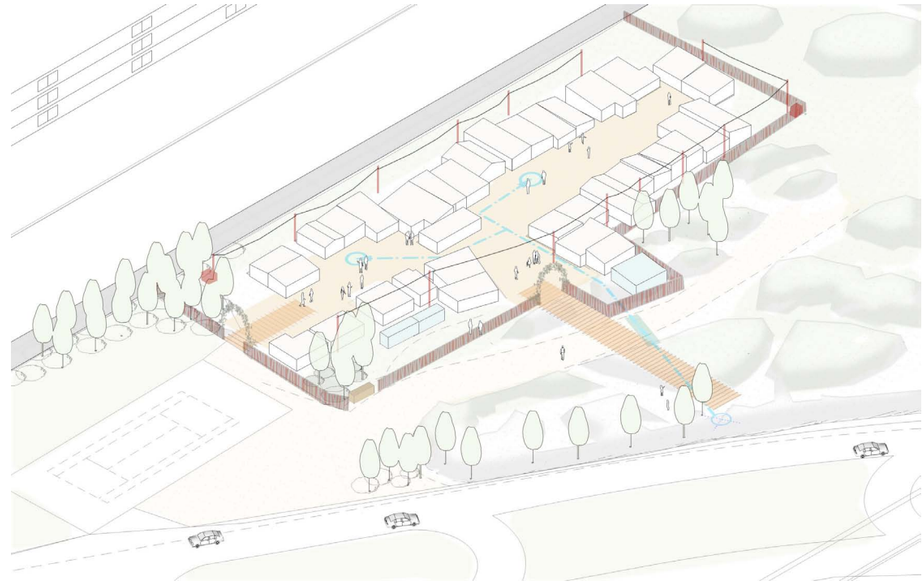
FORMATION PUBLIQUE

Sans Objet

2_ AMÉLIORATION D'EXISTANT	DIAGNOSTIC STRATÉGIE ABORDS	ÉCHELLE	27/29



2_ AMÉLIORATION D'EXISTANT	DIAGNOSTIC STRATÉGIE PLAN D'ENSEMBLE	ÉCHELLE	28/29

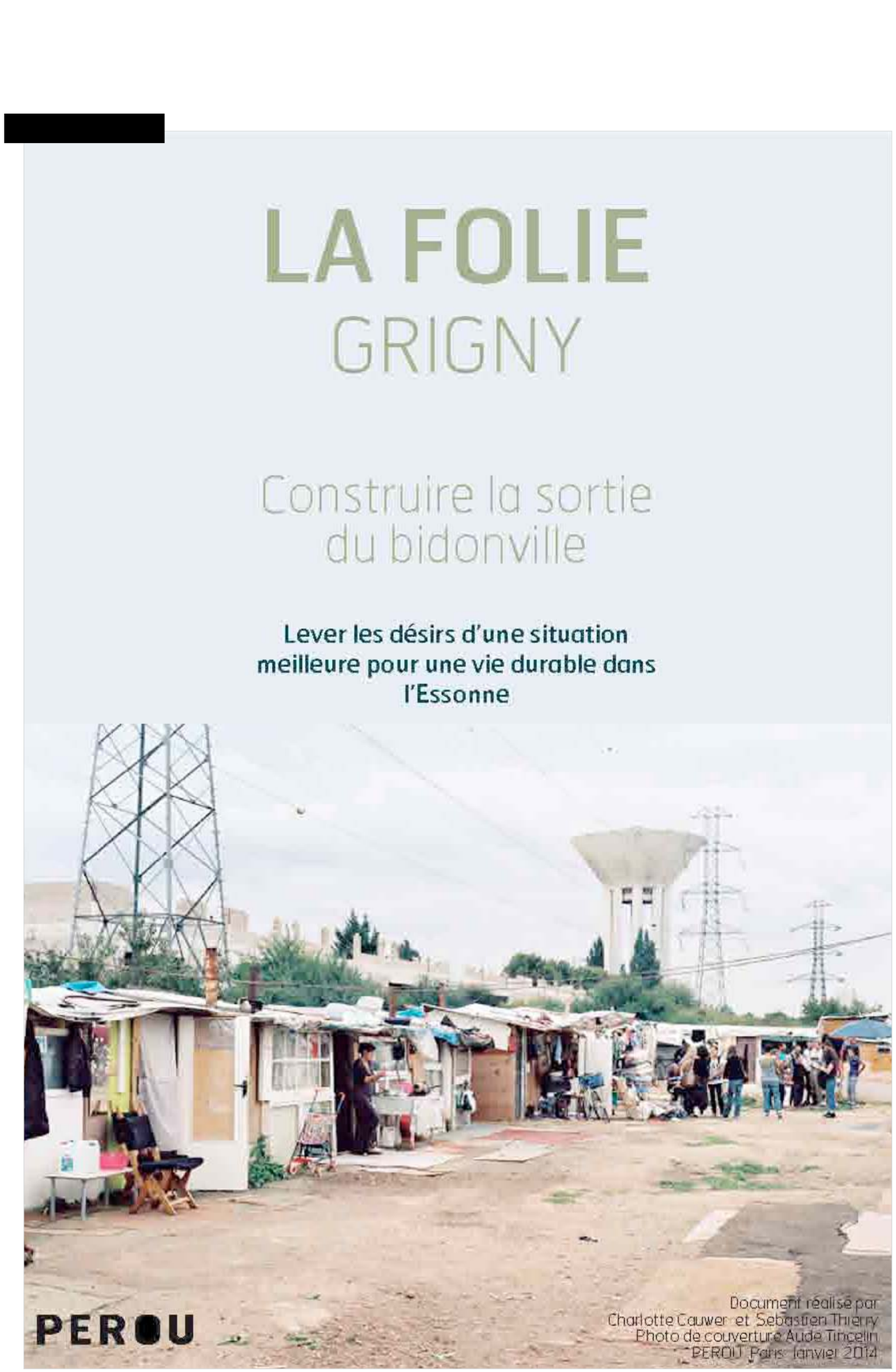


2_ AMÉLIORATION D'EXISTANT	DIAGNOSTIC STRATÉGIE PLAN D'ENSEMBLE	ÉCHELLE	29/29

LA FOLIE
GRIGNY

Construire la sortie du bidonville

Lever les désirs d'une situation meilleure pour une vie durable dans l'Essonne



PEROU

Document réalisé par
Charlotte Cauwer et Sebastien Thierry
Photo de couverture Aude Tincelin
PEROU Paris janvier 2014

1. URGENCE SANITAIRE ET SÉCURITÉ

RE-QUALIFICATION DE L'EXISTANT

1 - ASSAINISSEMENT DES SOLS
Fourniture de BRF
(Bois raméal fragmenté)
Revêtement de sol comme un tapis de copeaux asséchant les sols boueux pour un certain temps.

2 - SECURISATION INCENDIE
Fourniture et pose d'extincteurs individuels ainsi qu'une vérification de leur mode d'utilisation.

3 - AMELIORATION DE L'EXPOSITION AUX POLLUTIONS AERIENNES ET EMANATIONS DANGEREUSES
Aide à la combustion d'éléments sains, livraison régulière de bois de chauffage qui remplacera les panneaux de particules toxiques.

4 - AMELIORATION DES CONDITIONS D'HYGIENNE
Intervention de professionnels pour une opération de dératisation.

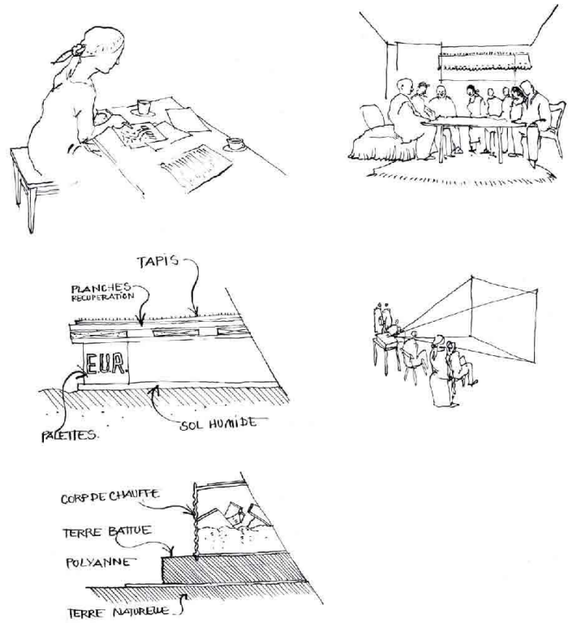
2. TRANSFORMATION DES FOYERS
AVEC LES FAMILLES VOLONTAIRES

AMELIORATION DE L'EXISTANT

1 -MISE EN RELATION AVEC CHACUNES DES FAMILLES
Travail sur l'espace habité
Mise à jour des désirs concernant une amélioration des situations, d'une projection a plus long terme dans le territoire.

2 - MENUS TRAVAUX INDIVIDUALISES
Rénovation des baraques en vue d'une amélioration du confort quotidien des familles qui en ont fait la demande
Par exemple: Réalisation de planchers surélevés de quelques centimètres, qui assainiront les habitations, préserveront des remontées d'humidité et des rongeurs.

3 - AMELIORATION D'ELEMENTS D'HYGIENNE COLLECTIFS SI LE SOUHAIT EST EXPRIME
Concertation collective et petit chantier
Par exemple: Construction d'un kiosque d'eau au coeur du bidonville.



3. VERS L'EMPLOI AVEC LES ADULTES VOLONTAIRES

INSERTION AU TERRITOIRE PAR LE TRAVAIL

1 -CV

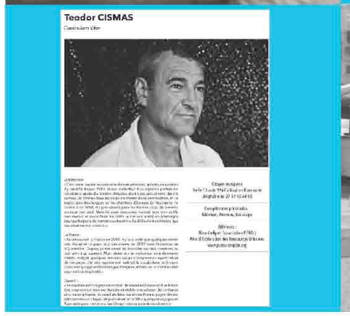
Réalisation de CV suite a des entretiens individuels.

2- SITE INTERNET

Mise en ligne et diffusion de ces CV sur un site internet dédié : PérouEmploi.org

2-ACCOMPAGNEMENT DES ADULTES POUR LES RECHERCHES D'EMPLOIS

Avec le collectif CAR, accompagnement des familles aux forums pour l'emploi, et autres supports de rencontres avec des employeurs en Essonne.



4. VERS L'HABITAT TEMPORAIRE,

AVEC TROIS GROUPES DE FAMILLES VOLONTAIRES / EN COLLABORATION AVEC TROIS CONCEPTEURS

1- PROSPECTIVES DE LIEUX POSSIBLES

Rencontres avec les acteurs du territoire de l'Essonne avec qui un projet d'habitat temporaire pourrait être envisagé. Répertoires et classement des lieux et partenariats possibles.

2- ATELIERS: 1 ARCHITECTE / 1 GROUPE D'HABITANT

Familles réunies en 3 groupes de 20 personnes environ, afin d' engager un travail de conception avec un architecte dédié par groupe, permettant de dessiner, jusqu'à l'esquisse, un projet de stabilisation temporaire hors du bidonville.

PATRICK PARTOUCHE

STEPHANE MALKA

UNIVERSITEE DE VIENNE

ANNA HERINGER

RURAL STUDIO

JULIEN BELLER

RURAL STUDIO

LE CHANTIER DE LA FOLIE

Week end N° 2

RDV au bidonville de LA FOLIE, à Grigny, le Samedi 8 Fevrier a partir de 9 h 30

Déjeuner offert

LA PASSERELLE, LES DECHETS + RELEVÉ ET ACCOMPAGNEMENT EMPLOI

PEROU / 6eme CONTINENT

OUTILS

6 pelles
1 Pioche
1 Rateau
1 scie (manque scies et pelles)

2 Brouettes

3 Visseuses sur batteries
(+ il y en aura, mieux c'est)

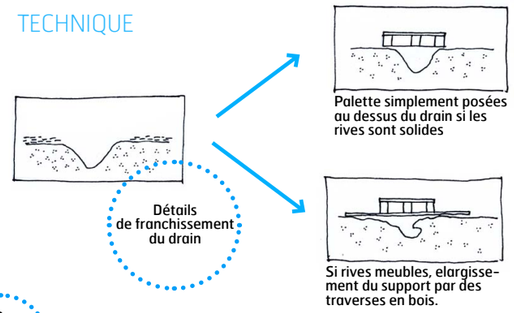
1 Camion
Vendredi et Samedi

Visserie

1 Pied de Biche
(d'autres sont necessaires)

1 Sécateur+ gants
(d'autres sont necessaires)

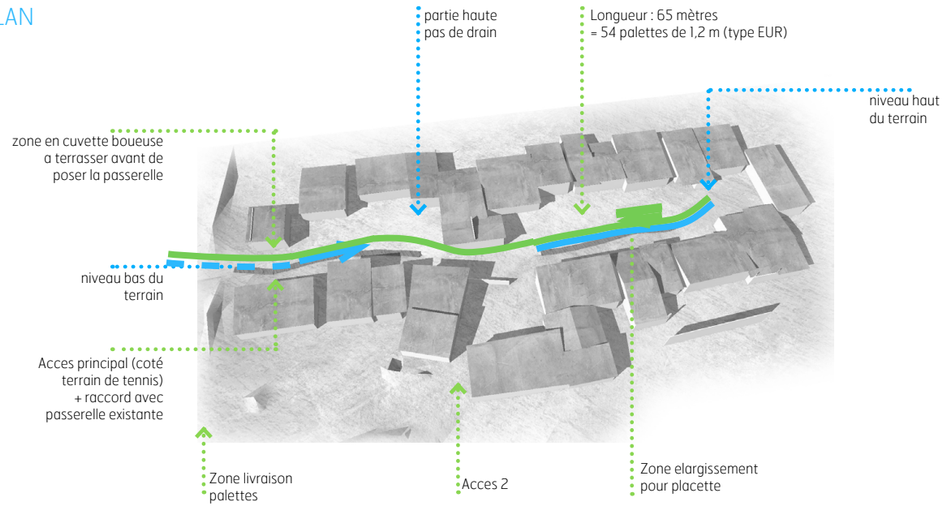
TECHNIQUE



1 / DRAIN ET PASSERELLE EN PALETTES

REFERENT: Charlotte CAUWER

PLAN



DRAIN A CREUSER

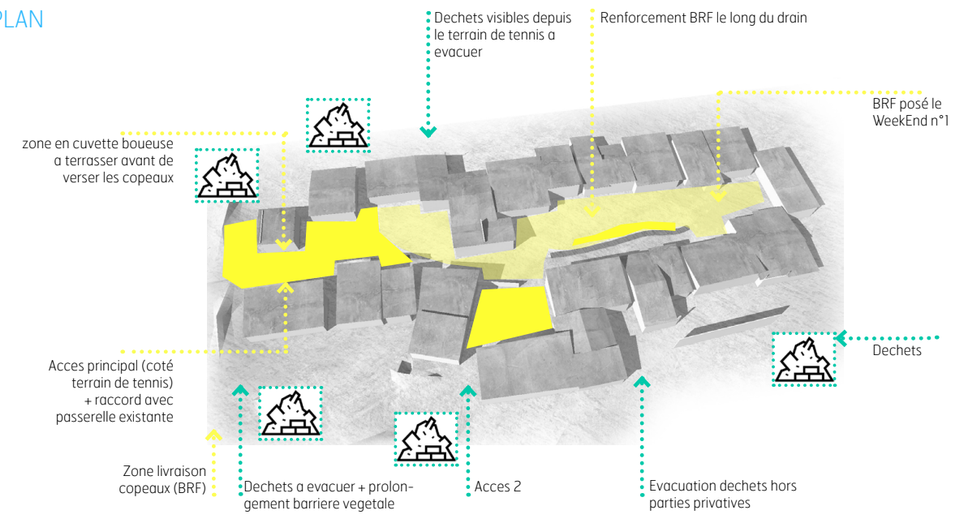
DRAIN EXISTANT, REALISÉ LE WEEK END 1

PASSERELLE A REALISER

2 / COPEAUX / DECHETS

REFERENT: Margot CRAYSSAC

PLAN

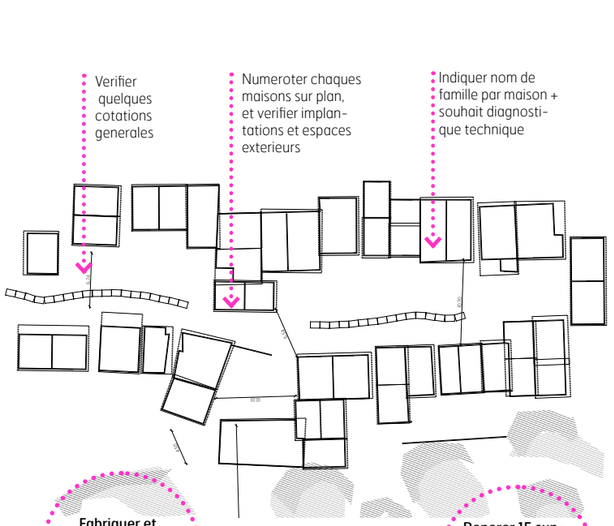


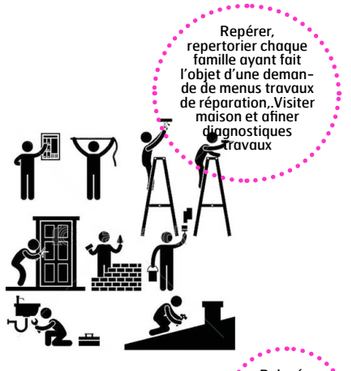
BRF EXISTANT

ZONES OU IL MANQUE DU BRF

3 / RELEVÉ / ETAT DES LIEUX

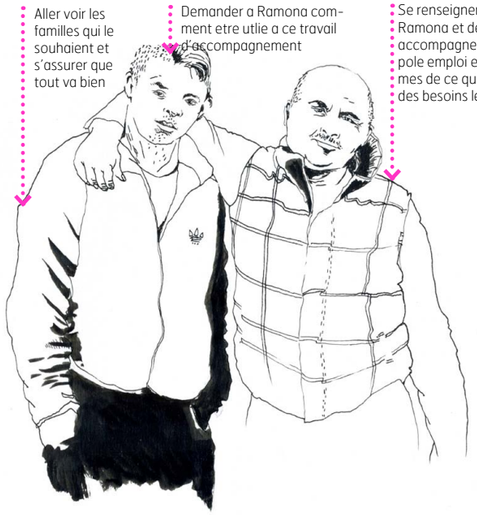
REFERENT: Alexia LAGORCE





4 / ACCOMPAGNEMENT EMPLOI / CV

REFERENT: Ramona STRACHINARU



INFORMATIONS /

CONTACTS /

Margot CRAYSSAC: 06 63 58 59 95
(Copeaux, déchets, Extincteurs)

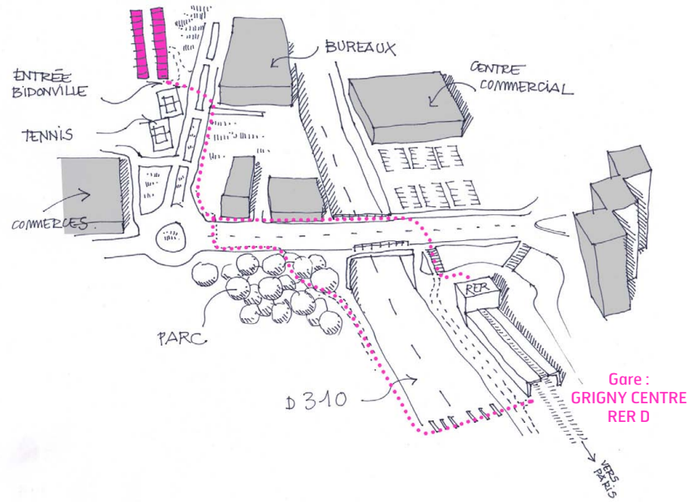
Charlotte CAUWER: 06 13 49 08 95
(Drain, Passerelle)

Alexia LAGORCE: 06 42 2279 44
(Camion, Relevés)

Ramona STRACHINARU: 06 81 80 67 29
(Traduction, mediation, Accompagnement)

Théo MOUZART: 06 52 82 70 82
6eme Continent, Récuperation de materiaux

Sebastien THIÉRY : 06 12 34 70 28
Coordination générale PEROU



PHOTOS DU WEEK END DERNIER / CHANTIER N° 1

Laurent MALONE

PHOTOS DU WEEK END DERNIER / CHANTIER N° 1

Laurent MALONE

PHOTOS DU WEEK END DERNIER / CHANTIER N° 1

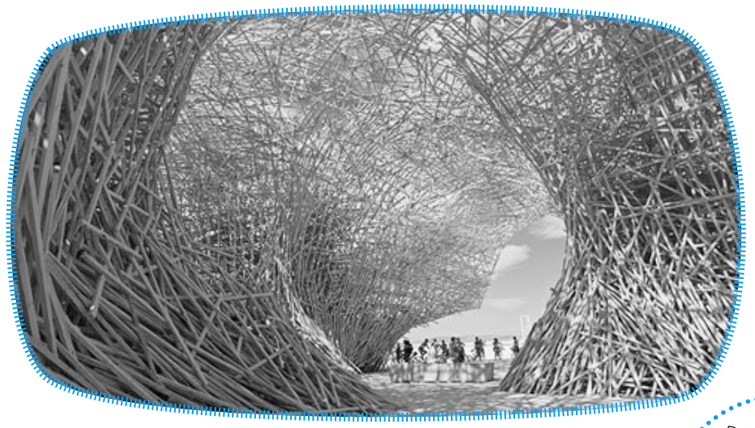
Laurent MALONE

PHOTOS DU WEEK END DERNIER / CHANTIER N° 1

Laurent MALONE

PHOTOS DU WEEK END DERNIER / CHANTIER N° 1

Laurent MALONE



LE CHANTIER DE LA FOLIE

Week end

N° 4

RDV au bidonville de LA FOLIE, à Grigny, le Samedi et Dimanche 22 23 Fevrier a partir de 10 h 00

Déjeuner offert

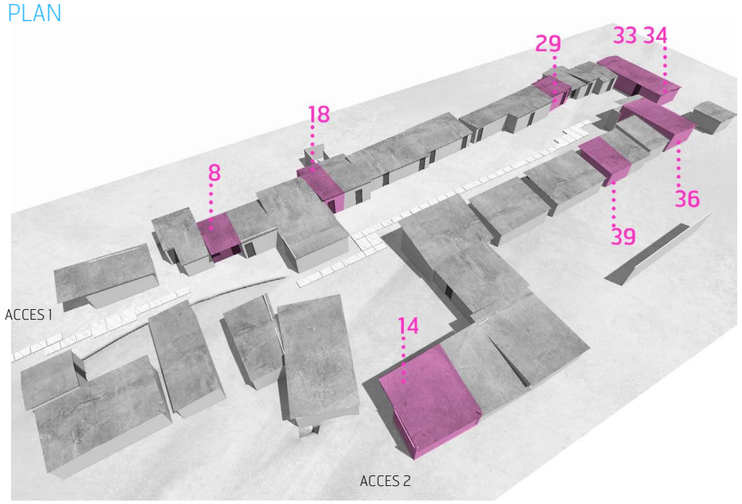
LES BARAQUES: ON RETAPE, ON MET HORS D'EAU, ON VENTILE

PEROU

1 / REPARATION DES MAISONS

REFERENT: Théo , 6 ème CONTINENT

PLAN



REPARATIONS STRUCTURELLES URGENTES

REPARATIONS PLUS LEGERES

DETAILS PAR HABITATION

2 Fuites sur le mur du fond. poele brule le mur. le toit flanche un peu car trop grande portée.

6B Fuite au niveau poile et mur. L'eau et boue rentrent dans la maison quand il pleut. le toit flanche beaucoup. pas de tapis de sol. besoin de bois pour chauffer et de gaz pour la gaziniere.

8 Fumées
Bois trop vieux

10 Fumées

11 Fuites. Fumées trop fortes.

13 Fuites. pb d'isolation au froid mur et toiture.

14 Fuites. gros problème structurel au niveau de la poutre principale et du poteau central. Le vent rentre par la façade de l'entrées

16 Fuites dans l'entrée cuisine.Problème d'insecte rouge qui pique les enfants.Poele trop petit.

20 Pas habitée ! Car pas habitable. Trop de fuite, pas encore de poêle, structure mauvaise.

23 Fuites. La toiture flanche.

24 Structure. Flechissement du toi pas terrible.

27 Fuites.

33 34 Structure et vent. Fuites.

35 Flechissement du toit intense. Va bientôt s'écrouler

36 Fuites. flechissement du toit intense. Fumées.

38 Fuites. structure en branche d'arbre pas solide

39 Beaucoup de fuites

40 Fuites.

43 Fuite au niveau du conduit de cheminée, le bidon est cassé. Poteau central pas solide, toit qui flanche. trop niombreux dans la baraque..

OUTILS

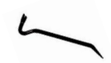
2 Scies
Amenez vos scies

3 marteaux
Amenez du marteau !

Cutters

3 Visseuses sur batteries

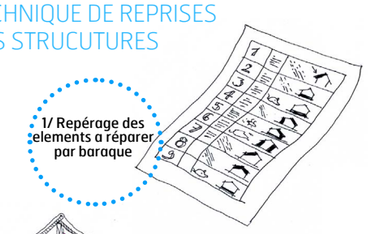
Visserie et clous



1 Pied de Biche

1 Sécateur+ gants (d'autres sont necessaires)

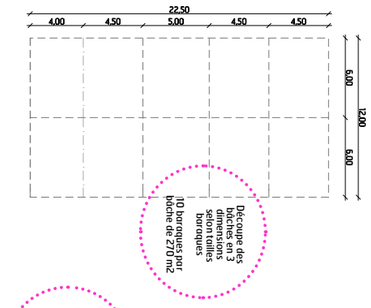
TECHNIQUE DE REPRISES DES STRUCUTURES



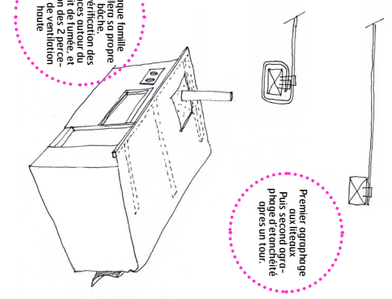
2 / TOITURES

REFERENT: Morgo(CRAYS.sAC

PLAN DE DÉCOUPE DES 4 BÂCHES



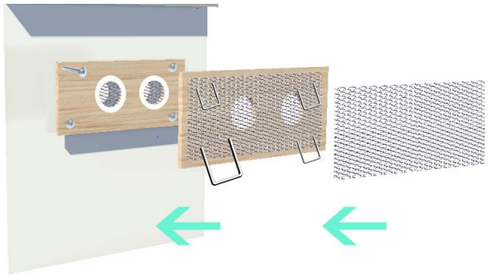
ETANCHEITÉ DES TOITS



3 / VENTILATION

REFERENT: Charlotte CAUWER

CREATION DE VENTILATIONS HAUTES
DANS LES MAISONS



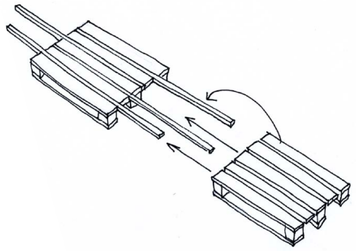
3
Percement d'une paroi en partie superieure et fixation de la planche grillagée

2
Fixation du grillage sur planche de bois percée a la scie cloche

1
Grillage

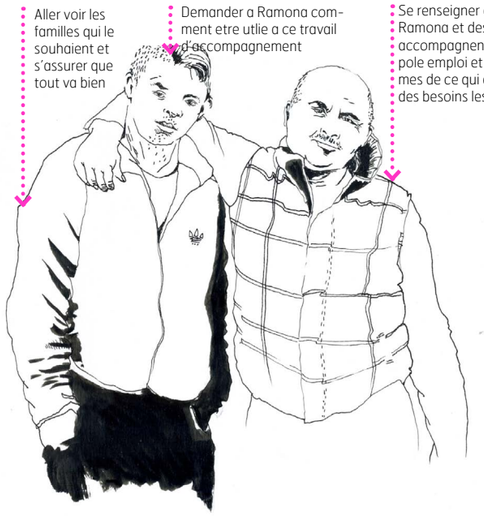
4 / FINITIONS PASSERELLE

REFERENT: Charlotte CAUWER



5 / ACCOMPAGNEMENT EMPLOI / CV

REFERENT: Ramona STRACHINARU



INFORMATIONS /

CONTACTS /

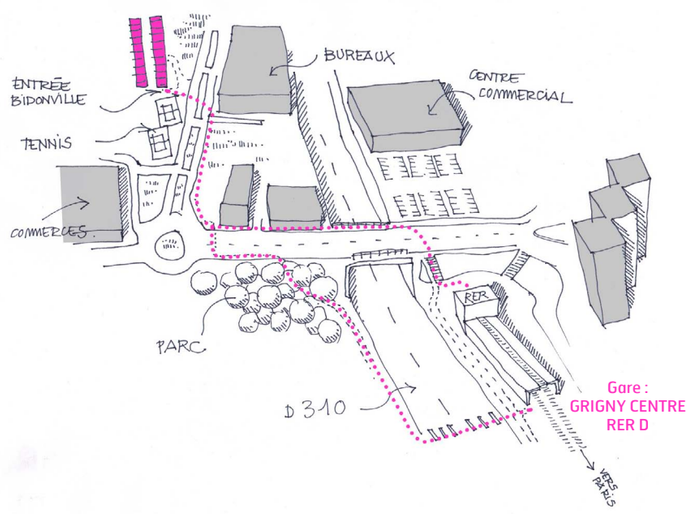
Margot CRAYSSAC: 06 63 58 59 95
(Baches, Déjeuner, Mediation)

Charlotte CAUWER: 06 13 49 08 95
(Réparations, Ventilation, Passerelle)

Ramona STRACHINARU: 06 81 80 67 29
(Traduction, mediation, Accompagnement)

Théo MOUZART: 06 52 82 70 82
(6eme Continent, Réparations, Relevés)

Sebastien THIÉRY : 06 12 34 70 28
Coordination générale PEROU



LE CHANTIER DE LA BASE DE VIE

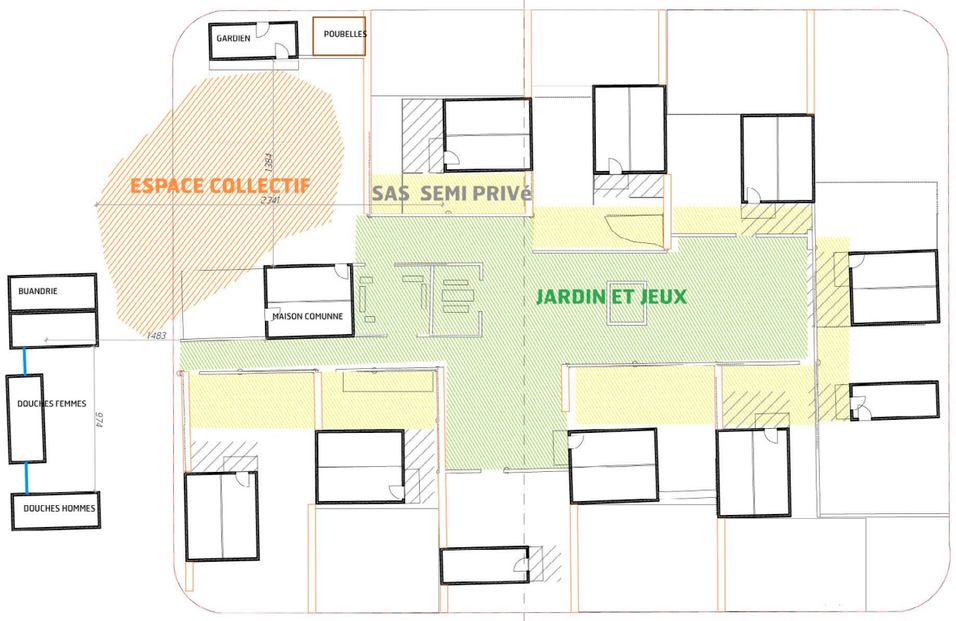
Week end 1

PROGRAMME

Premiers gestes : distinguer l'espace privé de l'espace public

PEROU

1 /CONCEPTION DE L'ESPACE, DU PUBLIC AU PRIVÉ



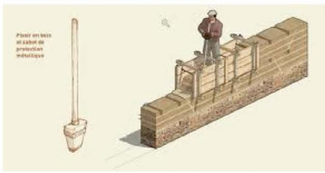
CE QUE L'ON SAIT POUR L'INSTANT

- Séquencer l'espace,
- Créer des espaces privés, publics plus petits, et des sas entre les deux.
- Que chaque famille ait un jardin a s'approprier
- Que l'on ne voit pas tout le site d'un coup, créer des surprises
- Créer différents plans, par des clotures translucides, des clotures pleines et des frontières basses, et hautes (par une structure type toit)

Ce week end: tracage au sol, prototypes de murets, prototypes d'une clotûre aux usages multiples.

REFERENCES

POUR LES MASSES BASSES

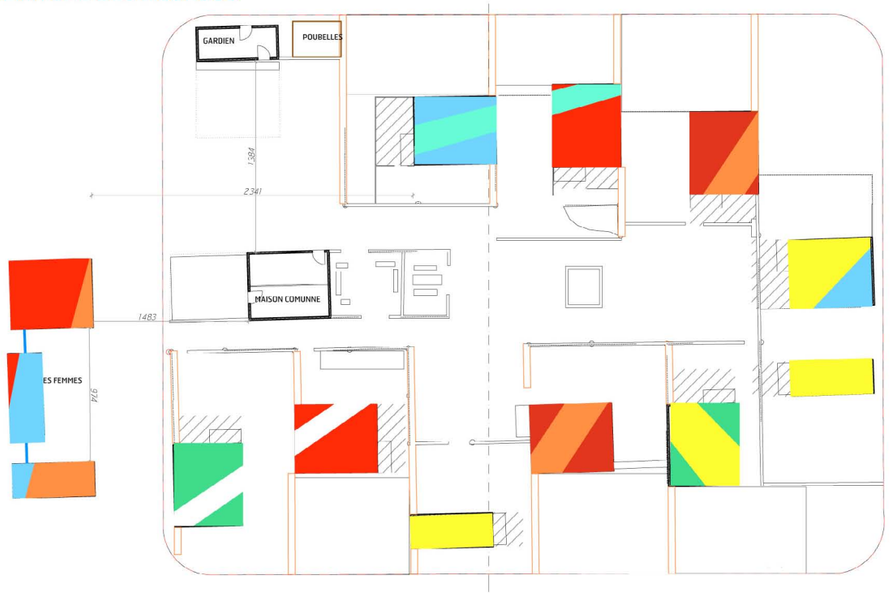


POUR LES FILTRES TRANSLUCIDES

AUTRES

2 / COULEURS

PEINTURE DES ALGECOS



CE QUE L'ON SAIT POUR L'INSTANT

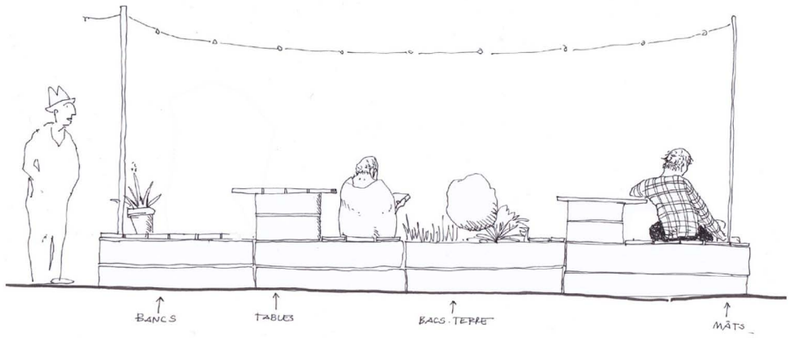
- Apporter facades blanches et nuancier aux familles, et conception des couleurs avec les familles ce week end.
-colorer la maquette (venir avec papiers de couleurs et peintures)
- on peut imaginer peindre quelques façages, inventer des motifs pour multiplier les lectures

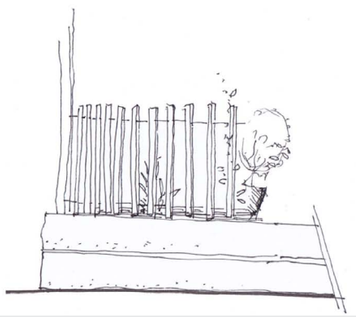
REFERENCES

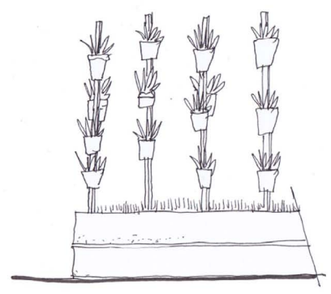
REFERENCES MURETS / BANCS

PREMIERS ESSAIS DE BANCS

ESQUISSE DES BANCS ET CLOTURES A CONSTRUIRE CE WEEK END







CONTACTS

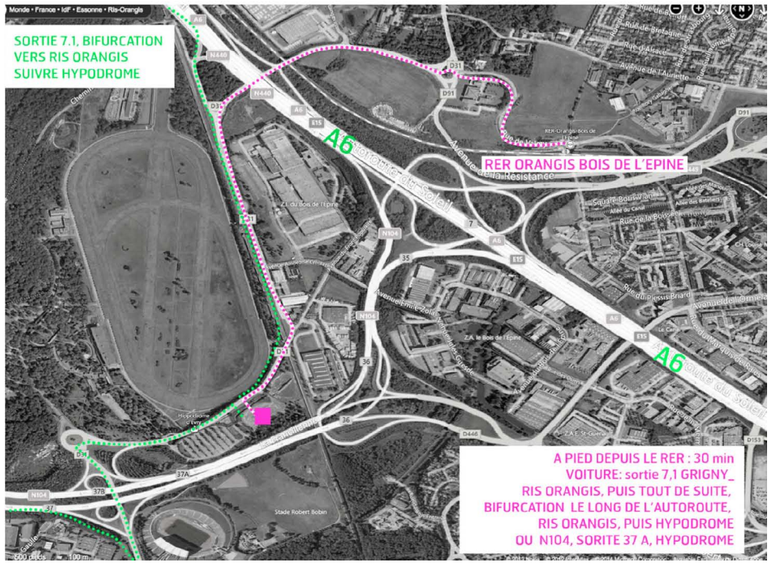
MARGOT CRAYSSAC /
06 63 58 59 95

CHARLOTTE CAUWER /
06 13 49 08 95

THEO MOUZARD /
06 52 82 70 82

SEBASTIEN THIERRY /
06 12 34 70 28

ACCES



LE CHANTIER DE LA BASE DE VIE

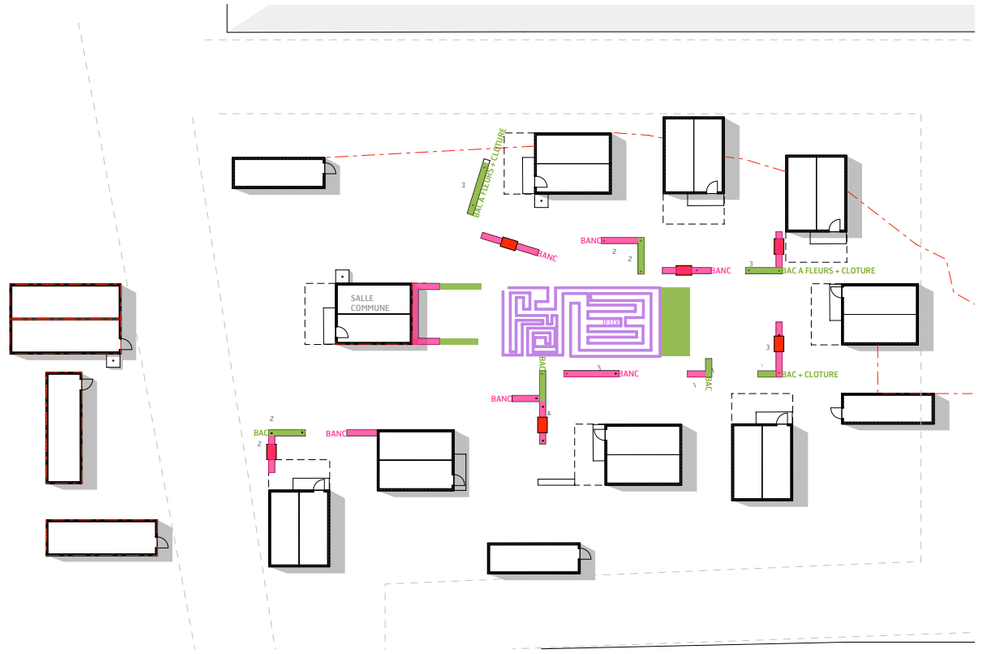
Week end 2

PROGRAMME

Finir les clôtures-bancs, commencer a construire l'espace collectif, ET LES JARDINS !

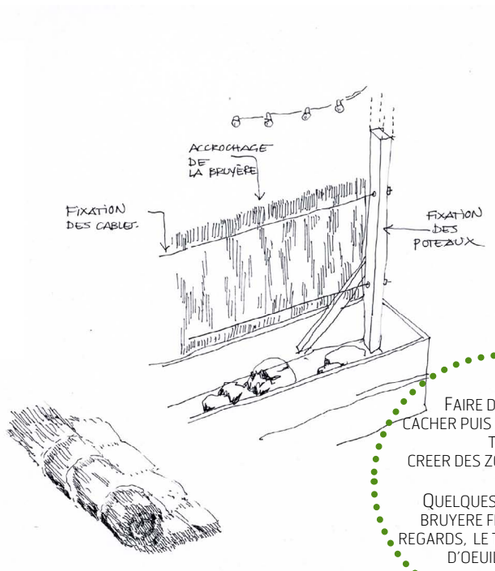
PEROU

1 /FINITIONS DES BANCS, BACS A FLEURS ET TABLES



2 /ACCROCHAGE DES CLOTURES ET ELEMENTS HAUTS

GRANDE
RECOLTE DE POTS DE FLEURS , DE BOUTURES, DE REJETS, DE GREFFES ET D'EX-PERIENCES BOTANIQUES EN TOUT GENRE;
ARRIVEZ LES MAINS PLEINES DE TERRE

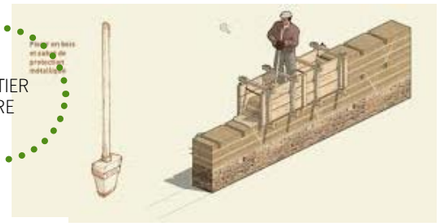


FAIRE DE L'OMBRE,
CACHER PUIS DECOUVRIR PLUS TARD,
CREER DES ZONES D'INTIMITE.

QUELQUES ROULEAUX DE BRUYERE FILTRERONT LES REGARDS, LE TEMPS D'UN COUP D'OEUIL AILLEURS

3 /ET SI VOUS ETES NOMBREUX...

CHANTIER
TERRE



CHANTIER
PEINTURE

CONTACTS

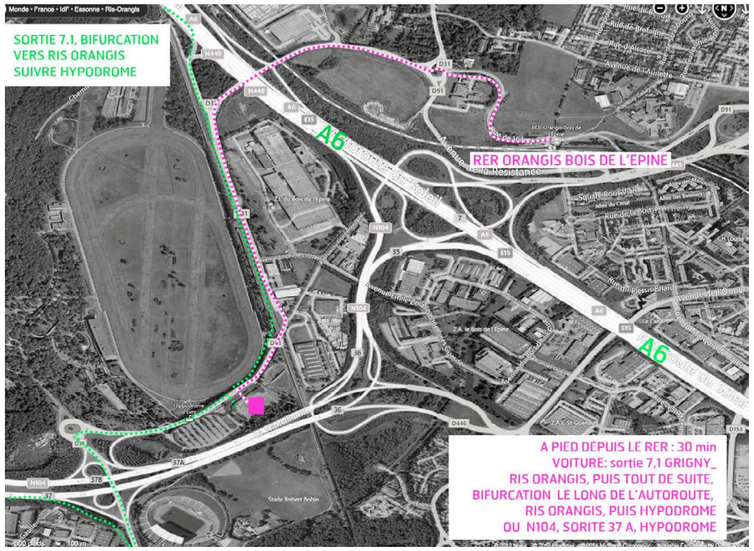
MARGOT CRAYSSAC /
06 63 58 59 95

CHARLOTTE CAUWER /
06 13 49 08 95

THEO MOUZARD /
06 52 82 70 82

SEBASTIEN THIERRY /
06 12 34 70 28

ACCES



LE CHANTIER DE L'HYPODROME

Week end

N° 11

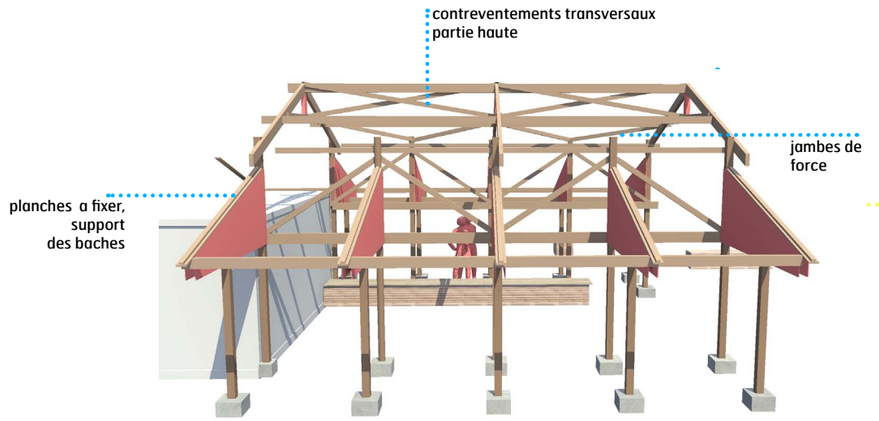
RENDEZ VOUS DANS LE VILLAGE D'INSERTION DE RIS ORANGIS.
CHANTIER OUVERT
DU 8 AU 10 MAI
DE 10h A 17 h
LE DEJEUNER SERA OFFERT.

HISSER LES VOILES POUR PRENDRE LE LARGE

PEROU / 6eme CONTINENT

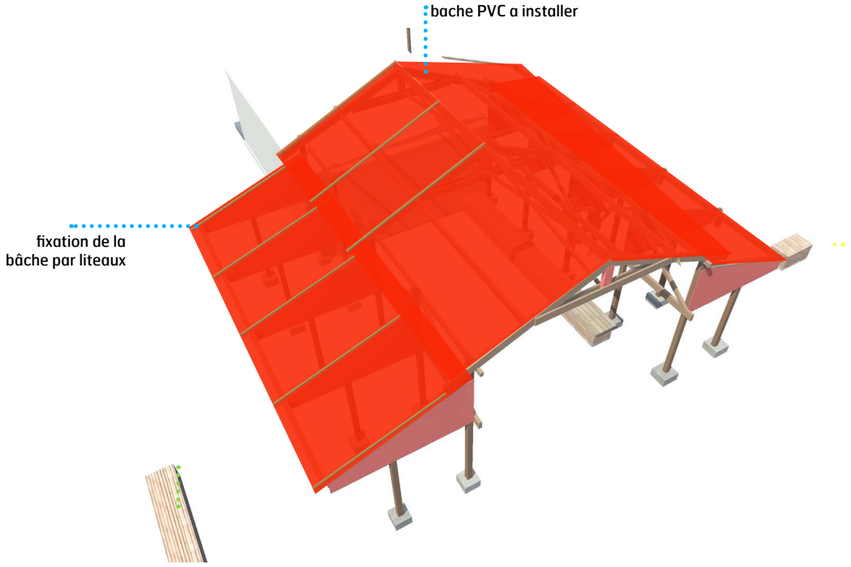
1/ CONTREVENTER LA CHARPENTE HAUTE

A FAIRE



Programme du 7 au 10 mai 2014

2/ HISSER LES VOILES



3/ PLANTER LES FLEURS ET ARBUSTES

Des plants de romarin et de clematites sont arrivés, il faut les repiquer, et y ajouter tout ce qui se pourra.
De la terre vegetale est déjà en place.

Remplacer ces jeunes pousses par un arbre a trouver dans les alentours, et des plantes, graines etc.
Nous sommes a la recherche de vegetaux a planter.

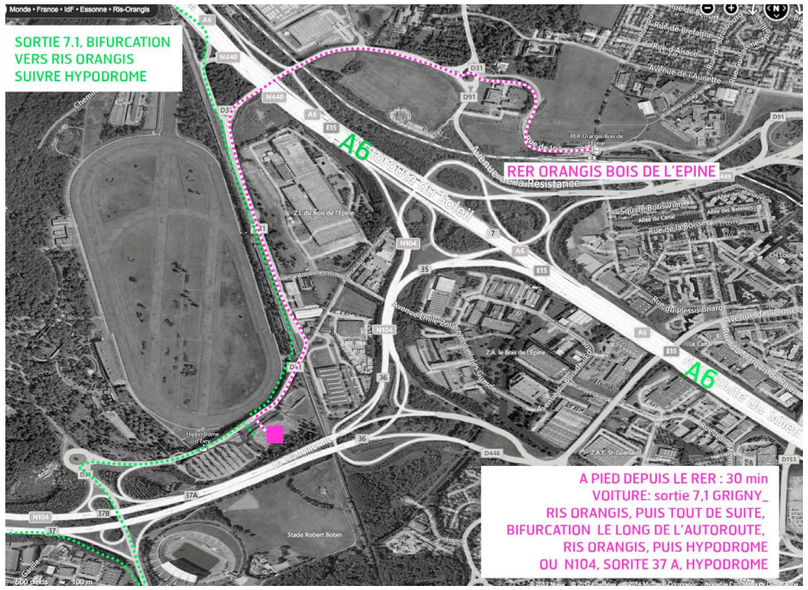
4/ PHOTOS DU WEEK END 9

4/ PHOTOS DU WEEK END 9

5/ CONTACTS

Charlotte CAUWER
06 13 49 08 95

Theo MOUZART /
6 eme CONTINENT
06 52 82 70 82



Ailleurs commence ici :
Résidence sur le bidonVILLE

Le Sixième Continent
Juin / Juillet 2014

Document annexe : Références

DONNER UN “PLUS” À LA VILLE

“RÉ-ENCHANTER LE MONDE” : LE RÔLE D’UNE ARCHITECTURE ENGAGÉE

L’exposition éponyme présentée actuellement à la Cité de l’Architecture offre un panorama engageant de projets d’architecture cherchant à «ré-enchanter la condition humaine». L’architecture prise dans un sens large permet d’agir sur le lien social comme sur l’environnement, mais aussi de susciter de nouveaux usages, de nouvelles identités. Elle est en cela cruciale comme outils d’observation de la ville et de ses ressources : comment ce projet pourrait être l’occasion de repenser certains morceaux de ville à Grigny ?

En ré-interprétant les dessins fictifs des «Magnet» de l’architecte anglais Cedric Price, nous pensons qu’un projet d’insertion ne doit pas comporter seulement des logements mais également une sorte de dispositif d’accompagnement des solidarités locales. C’est-à-dire qu’elle doit écrire un programme, interpréter et souligner des besoins vis-à-vis d’un contexte spécifique, comme ici à Grigny.

De multiples outils sont à notre disposition, et au moins autant sont à inventer : travailler à partir de la nourriture, des enfants, de l’espace public ou encore du chantier comme moment de rencontres et d’échanges. Autant de pratiques et d’expériences aujourd’hui mise en avant par de nombreux spécialistes.

Le “Magnet” de Cedric Price : Un dispositif réversible d’accompagnement de solidarités locales

La Nourriture : rencontre et découverte de l’autre

Projet “les grandes tables”, plusieurs lieux en France

Time is honey, Olivier Darné - Parti poétique, Pays Bas

Cuisine de rue, Collectif Cochenko, France

Les Enfants : un terrain de jeux pour créer des liens

Lions Park playscape, Rural Studio, USA

Casa Do Vapor, Portugal

Playspace Foundation, Buenos Aires

L’espace public : lieu de vie, lieu de ville

Bibliothèque en plein air, KARO architekten

Le chantier : espace collectif prétexte à l’échange

Logements en accession à Beaumont, Patrick Bouchain, France

Place au changement !, collectif ETC, France

Travailleur en insertion sur le chantier, les Bâtisseurs d’Emmaüs, France

LA NOURRITURE : RENCONTRE ET DÉCOUVERTE

LA CUISINE, UN PREMIER PAS VERS L'AUTRE ?

Les Grandes Tables, cuisine du quotidien et de l'extraordinaire

Pour les grandes Tables, la cuisine peut « faire culture » dans une convivialité et une accessibilité qui évitent d'exclure telle ou telle catégorie de public. Notre entreprise entretient d'autres relations aux fournisseurs, marrie le quotidien et l'extraordinaire, soutient l'expérimentation et la création culinaire, favorise l'accueil de démarches innovantes et festives, facilite la rencontre entre des pratiques professionnelles et amateurs, entre des pratiques d'ici et d'ailleurs... De même que la production artistique nous oblige à penser différemment notre rapport à la rentabilité économique, nous militons pour un échange équitable et une juste rémunération du travail.
Alors que les grandes Tables ont essaimé leur esprit à Calais, Paris et dans d'autres lieux à Marseille, nous sommes toujours animés par les mêmes désirs.

Bâtiment temporaire des Grandes Tables de l'Ile Seguin

Un restaurant bio et éphémère, implanté dans un jardin de préfiguration, pour accompagner la re-construction d'une ile chargée d'histoires…
Une architecture qui doit pouvoir disparaitre sans laisser de traces…
Un lieu de rencontre qui a pour vocation d'amorcer une ré-occupation du lieu…Entre la péniche et la serre agricole, la plateforme pétrolière et la maison en bois, notre projet se veut volontairement hybride: une grande boite en fibre de bois servant d'isolant au restaurant suspendue dans une structure en échafaudage à laquelle viennent s'accrocher des conteneurs de fret, le tout abrité sous un parapluie transparent…

Friche industrielle (Belle de Mai) réhabilitée accueillant les Grandes Tables à Marseilles

La transversalité artistique et le mélange des publics sont la pelle et la pioche d'une longue opération de "bouturage" pour que chacun puisse se sentir « chez lui » avec les « siens » et accepter d'être « bousculé » et emmené sur d'autres « territoires ». La Friche, qui a pris le nom de son quartier Belle de Mai, affirme par de multiples formes, des plus « cadrées » aux plus informelles, sa volonté de se mettre en relation avec son territoire le plus proche.
Avec son service éducatif, ses médiateurs, son dispositif CUCS (Contrats urbains de cohésion sociale), ses projets participatifs (Quartiers créatifs ; Si j'étais Jorge…), ses moments de partages (Entrez, c'est le chantier ; les visites guidées, les « causeries »…), et ses grands évènements gratuits (les 48h Chrono, Belle & Toile, ciné-pique nique en plein air), la Friche la Belle de Mai essaie de développer des actions transversales avec son quartier, ses habitants, ses structures associatives, éducatives et culturelles.

LES ENFANTS : UN TERRAIN DE JEUX POUR CRÉER DES LIENS

DES TERRAINS DE JEUX POUR EFFACER LES FRONTIÈRES ENTRE VILLES ET BIDONVILLES ?

PlaySpace Foundation; Döllab; A:BJ&C Architects
Villa Tranquila (Buenos Aires) 2007

Contrairement aux approches traditionnelles d'assainissement des bidonvilles qui consistent à raser de vastes zones pour y implanter de nouveaux systèmes d'infrastructure et d'habitation, la PlaySpace Foundation proposait d'intégrer le bidonville de la Villa Tranquila dans la ville de Buenos Aires grâce à un système de terrains de jeux inter-reliés. Afin d'améliorer la qualité de vie des enfants, qui représentent 40 % de la population, on a opté pour le raccordement plutôt que l'isolement.

Des aires de jeux non traditionnelles ont été conçues à partir des travaux d'Aldo van Eyck à Amsterdam. Le but était de créer des lieux d'interaction pour les adultes et les enfants, plutôt que des sites d'activité physique anonymes et uniformisés. La PlaySpace Foundation a été crée en 2006 afin de présenter et de financer ce projet.

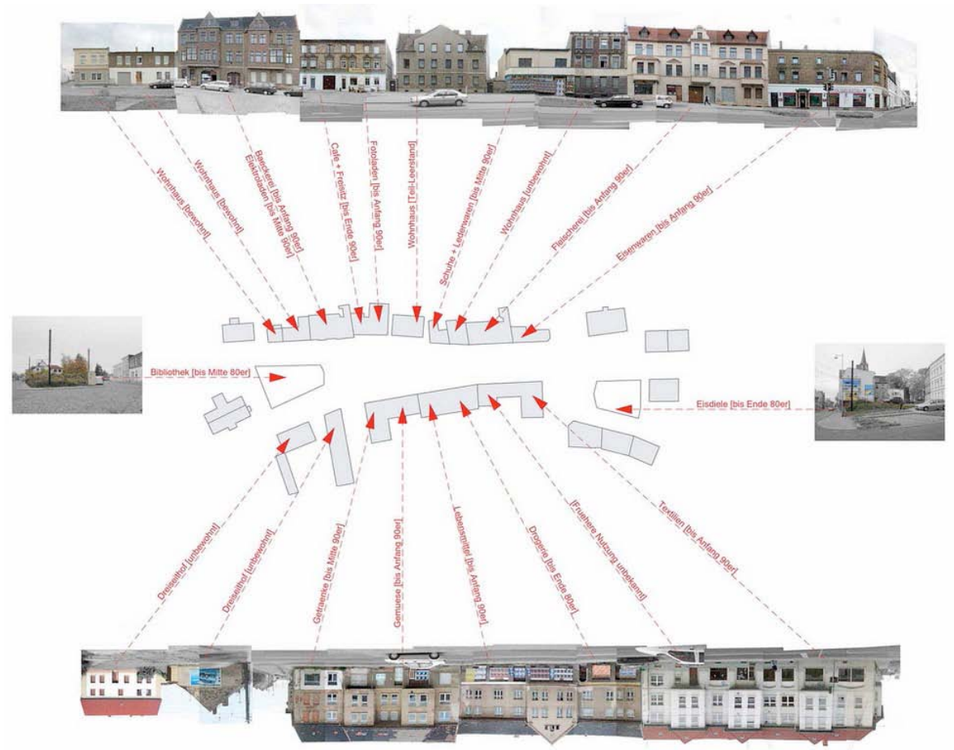
L'ESPACE PUBLIC : LIEU DE VIE, LIEU DE VILLE

QUE SIGNIFIE HABITER SON QUARTIER ?

Bibliothèque en plein air, KARO Architekten
Magdeburg (Allemagne) 2008-2009
Superficie du site 488m²
Budget du projet 325 000euros

Le projet s'est établie en 2005 au milieu d'un quartier peu vivant. La première intervention fut la construction en deux jours d'une bibliothèque en plein air à l'aide de caisse de bouteilles de bières et de livres donnés. Les habitants du quartier se sont servi de cette impulsion pour constituer une bibliothèque de plus de 20 000 ouvrages. Cette maquette grandeur nature montre à quoi pourrait ressembler un tel projet. Elle à aussi permis d'expérimenter le programme et d'impliquer les résidents du quartier dans la gestion de cet espace.

Trois ans après, un vrai projet financé par le gouvernement fédéral sort de terre. La bibliothèque est ouverte 24h/24, ne requiert aucune adhésion, et est tenue par les habitants du quartier. Le bâtiment offre aussi une scène pour des représentations

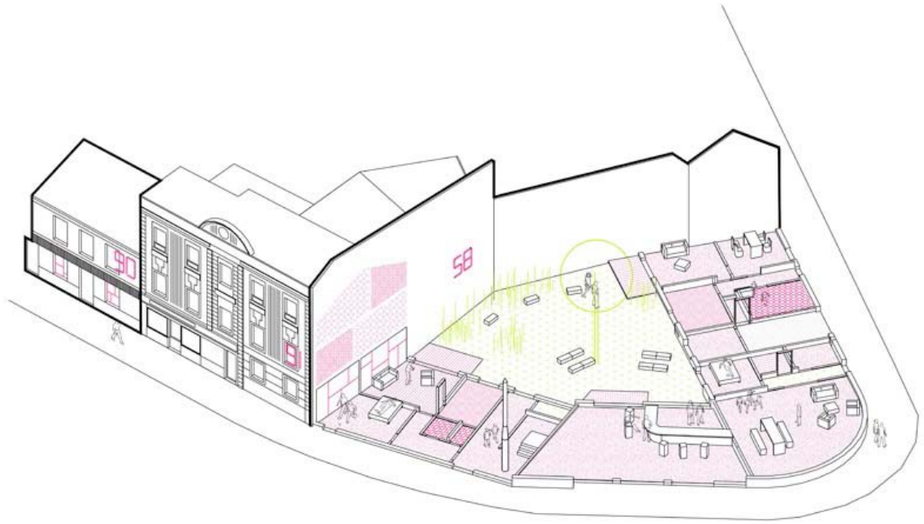


LE CHANTIER : ESPACE COLLECTIF PRÉTEXTE À LA RENCONTRE

TRANSFORMER LES NUISANCES DU CHANTIER EN ATOUTS POUR LA VILLE ?

Collectif ETC
Saint Etiennes (France) 2011

Les chantiers dans les villes sont des événements en soi. Les rues sont bloquées, le bruit est permanent. Ils sont perçus comme des nuisances au quotidien. Pourquoi ne pas tenter d'inverser la tendance et transformer ces nuisances en atouts pour la ville et la qualité de vie du quartier?
Durant la durée du chantier, le Collectif Etc a proposé une série d'événements quotidiens, en essayant de diversifier au maximum l'offre d'activités afin de toucher un large public.
Le concours «Défrichez-là», organisé par l'Etablissement Public d'Aménagement de Saint Etienne (EPASE) au mois de mars 2011, avait pour objet la mise en valeur, pour une durée de trois ans, d'un espace en friche situé au centre de Saint Etienne, dans le quartier de la gare de Chateaucreux.
Le Collectif Etc défend deux axes de travail : collaborer avec les habitants pour la réalisation de l'espace public, et utiliser le temps du chantier, de quatre semaines, pour échanger et impliquer la population dans la durée.



Construire ensemble des espaces temporaires comme prétexte à la concertation.

Critiques vis-à-vis des méthodes de concertation mises en place par les pouvoirs publics, qui se limitent souvent à des cahiers de doléances déposés en mairie, nous avons tenté par le biais du chantier de redonner leur place d'acteur à tous les citoyens.
Plusieurs points sont ici primordiaux :
L'enjeu du travail manuel. Se saisir des outils et inviter les gens « à faire » permet de mettre tout le monde sur un pied d'égalité différent et inhabituel. Les rapports hiérarchiques ont été pour un temps, même si la conception initiale des objets (bancs, table, comptoir,) a été faite par le Collectif Etc. Le cas du jardin a été particulièrement révélateur car le Collectif n'ayant aucune formation sur les questions végétales, leurs membres avaient plus à apprendre des habitants que l'inverse. Un rapport de confiance a pu être conforté, et a permis d'avoir des échanges intéressants notamment sur la question de la ville et du quartier.

L'ARCHITECTURE DE LA RÉNOVATION

RÉ-EMPLOI DES LIEUX : STRATÉGIES ET DÉTOURNEMENTS DE L'ESPACE

Il s'agit d'être attentif au réservoir immense d'un matériel urbain inachevé, dont la transformation délicate et attentive est capable de fournir sans ébat ni débat, des réponses à la question immédiate du logement, de la densité urbaine, de l'environnement, du plaisir d'habiter et de vivre en ville.
Toutes les surfaces construites de logements, de bureaux, d'entrepôts, que l'on stigmatise, que l'on dénonce comme la médiocrité absolue et que l'on jette au pilori, sont des situations spécifiques, potentiellement capables de devenir des territoires exceptionnels et merveilleux, distincts entre eux et économiquement très rentables.

Le plaisir est l'objet de cette attention, l'économie en est le cœur. Il apparaît de façon consternante que parmi les cibles du label HQE, la notion d'économie globale brille par son absence. Transférer les dépenses de démolitions et de reconstructions vers des investissements sur des transformations opportunes, c'est dépenser mieux, c'est traiter deux à trois fois plus de cas et de situations critiques. C'est éviter une multitude de surcoûts et de désagréments liés au déménagement de populations, aux pertes d'exploitations, aux nuisances.

Il s'agit de ne jamais démolir, ne jamais supprimer, toujours ajouter, transformer et utiliser. Il s'agit de faire basculer doucement et avec gentillesse, la banalité vers l'enchantement.

Le surgénérateur de Kalkar : Après sa fermeture, ce site fut considéré comme "le déchet" le plus chère au monde. Il a été reconvertit en parc de loisirs.

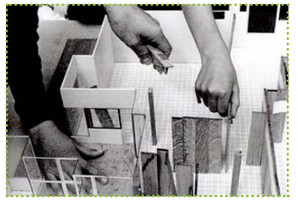
Conserver le gros-oeuvre : une démarche tant économique qu'écologique

Cinéma dans une ancienne station essence, Assemble, Angleterre

Tour Bois Le Prêtre, Lacaton et Vassal, France

Le 6B, un immeuble de bureau reconvertit en équipement culturel, France

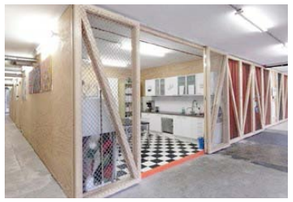
Une architecture souple, pour des espaces réversibles


La Mémé, maison des étudiants en médecine, Lucien Kroll, Belgique

Habitat transitoire à Orly, construction en ossature bois, France

Compartimenter l'espace avec des structures autonomes

Matadero Music Academy, Langrarita Navarro, Espagne


Notweg Garage, NL Architects, Amsterdam

Creation Factory : Manuel Ruisanchez, Francesc Bacardit, Espagne

Réhabiliter au minimum

Transformation de bâtiment pour le siège de la Fondation d'entreprise Galeries Lafayette, Rotor, France

Rénovation du Palais de Tokyo, Lacaton & Vassal, France

Impliquer les habitants dans la construction

Logement social et dynamique sans la dette, Elemental, Chili

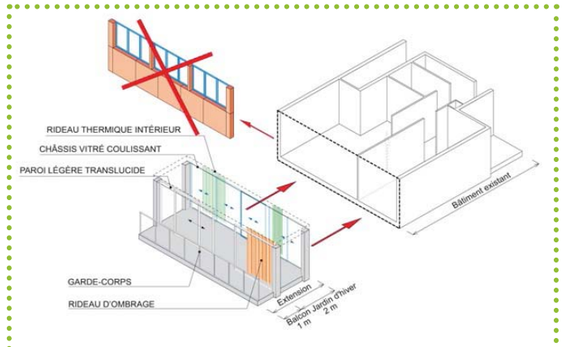
Ensemble à Boulgne-Sur-Mer, Patrick Bouchain, France

CONSERVER LE GROS OEUVRE

S'APPUYER SUR L'EXISTANT POUR TRANSFORMER EN PROFONDEUR ?

La tour Bois Le Prêtre, Lacaton & Vassal Architectes
Paris (France) 2011
Superficie 8900m² + 3560m² extension
Budget du projet 11 250 000 euros

La Tour Bois le Prêtre est un ensemble d'immeubles de logements de grande hauteur (50m), construit dans les années 60, en bordure du périphérique du nord parisien.
Il comprend 96 appartements du niveau 1 au niveau 16, soit 32-6 pièces, 28-3 pièces, 36-2 pièces.
La démolition avait été envisagée, puis abandonnée pour un projet de transformation.
Le projet propose un agrandissement des appartements, notamment des séjours, par la création de nouveaux planchers sur toute la périphérie de la tour, qui permettront d'agrandir les séjours et de créer des jardins d'hiver et des balcons continus, et d'améliorer le confort, la lumière naturelle et les vues dans les appartements, et de réduire significativement la dépense énergétique de chauffage.



APPARTEMENT T2 + EXTENSION (JARDIN D'HIVER 15 m2 + BALCON 7,5 m2)

Engager la métamorphose de cette tour, tout en remettant en évidence la qualité d'origine de cette architecture.

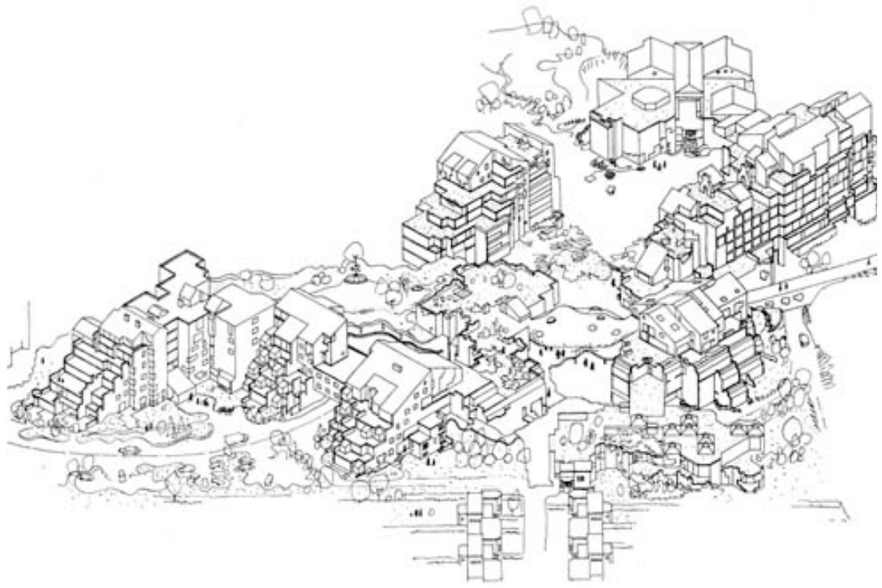
Les structures existantes sont conservées, les baies sont ouvertes, les balcons préfabriqués de trois mètres de profondeurs sont empilés et juxtaposés aux façades existantes, les intérieurs sont adaptés aux besoins locatifs, la consommation des énergies est réduite de plus de 50%, en particulier grâce à la gestion des énergies passives des jardins d'hivers.
Le calcul de base des loyers est conservé. Les habitants de la tour resteront sur place pendant les travaux. Ils garderont leur appartement ou échangeront dans la tour pour une autre logement, plus grand ou plus petit.

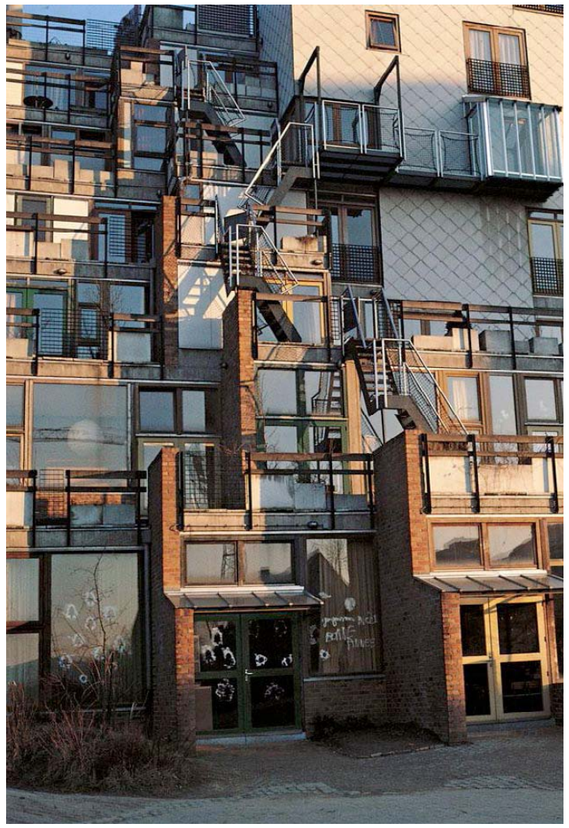
UNE ARCHITECTURE SOUPLE POUR DES ESPACES RÉVERSIBLES

LE LOGEMENT PEUT-IL S'ADAPTER AUX CHANGEMENTS ?

La Mémé, Lucien Kroll architecte
Woluwe-Saint-Lambert(Belgique) 1970-1972

La Mémé, pour «maison médicale», la maison des étudiants en médecine de l'université catholique de Louvain, est le bâtiment belge le plus célèbre de Lucien Kroll. En 1969, ces étudiants, qui ne voulaient plus «être le produit fini d'une machine-outil», font appel à son atelier pour concevoir leur campus, à Woluwe-Saint-Lambert. Cinq bâtiments ont été réalisés : la fameuse Mémé, la mairie, le restaurant universitaire, le centre œcuménique et la station de métro Alma. Un ensemble manifeste qui combine la participation des futurs usagers, l'idée que tout est paysage et la technique des composants compatibles : soit une trame constructive qui permet la mobilité des cloisons.



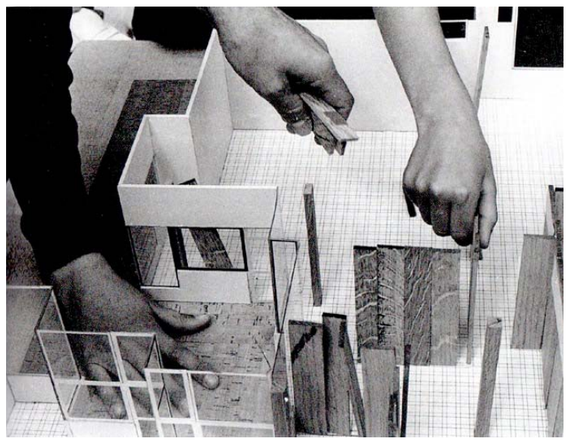


S'adapter à l'évolution, mais surtout permettre aux usagers de concevoir eux-mêmes leurs espaces.

De repas en réunions, du chantier aux maquettes, les étudiants ont été les maîtres d'ouvrage de cette commande privée, ce qui a permis d'élaborer un programme plus diversifié, transformable. Combinant fabrication modulaire industrielle et fait main artisanal, la Mémé apparaît comme un chaos assumé de formes, de couleurs, de matériaux, de végétaux, un bâtiment composite. Bidonville moche, esthétique de la pauvreté ? Pour Lucien Kroll, «le bidonville est socialement mieux tracé qu'une ville nouvelle, l'horreur».

Toutes les contradictions compatibles enrichiraient le programme. Les étudiants prendraient conscience, s'éduqueraient à penser comme des habitants créatifs et non comme des bêtes à l'engrais, puis, après un temps silencieux de maturation, prendraient possession des lieux en véritables habitants qui ont contrôlé la réalisation de leurs décisions. Ils diffuseraient cette attitude chez les nouveaux venus.

Dix ans plus tard, les éducateurs et l'université sont revenus nous voir : ils se trouvaient à l'étroit, de façon insupportable, dans leur locaux, ils devaient ouvrir deux classes supplémentaires et n'avaient aucun budget pour construire du neuf. Ne restait qu'une possibilité : démonter les cloisons et les reconditionner suivant une nouvelle organisation.



COMPARTIMENTER L'ESPACE AVEC DES STRUCTURES AUTONOMES

HABITER UNE STRUCTURE TEMPORAIREMENT SANS INTERVENIR DESSUS ?

MATADERO MUSIC ACADEMY, Langarita Navarro
Madrid (Espagne) 2011
Superficie du site 4750 m²
Budget du projet 1293euros/m²

En 2011, la Red Bull Music Academy était prévue à Tokyo mais du fait du tremblement de terre de Fukushima, un autre lieu a dû être cherché en urgence, laissant aux organisateurs seulement 5 mois pour trouver une solution de rechange et la mettre en œuvre.

Matadero Madrid a relevé le défi, avec l'accord et le soutien de la Mairie, en accueillant l'événement au Pavillon de la Musique.
En urgence, une infrastructure a été créée, dans cette autre pavillon non encore utilisé, avec des bureaux, des studios d'enregistrement, une salle de concert, un espace de conférences et un «lounge».

Les exigences acoustiques de ce Pavillon ont prédéterminé l'architecture des structures créées, volume, géométrie, matériaux utilisés, etc.
Les travaux ont duré deux mois et finalement, de manière improbable, la Red Bull Music Academy a pu se tenir au Matadero Madrid en 2011

Temporalité et réversibilité des structures

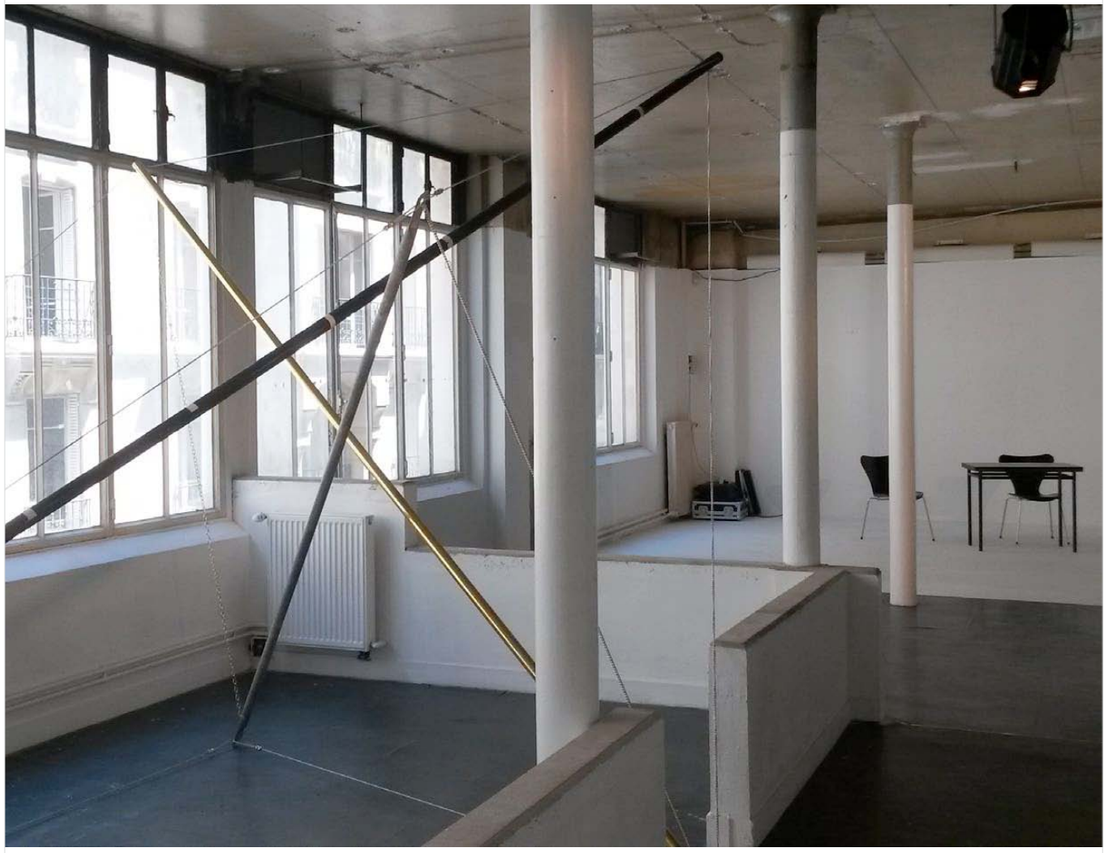
Afin de laisser place à de possibles aménagements futures, le projet a été dessiné pour être démantelé sans laisser aucune trace. Ce choix a donc imposé de ne pas intervenir sur la structure de la halle, mais de compartimenter l'espace par l'ajout de nouvelles structures autonomes. L'utilisation de sacs de sables pour les murs des studios d'enregistrement est un des exemples de la réversibilité de ces structures.

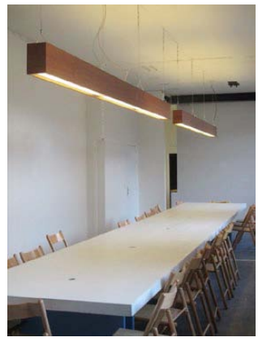
RÉHABILITER AU MINIMUM

EXPLOITER LE STATUT TEMPORAIRE DU BÂTIMENT COMME UN OUTIL POUR ACCUEILLIR DÈS MAINTENANT ?

Transformation de bâtiment pour le siège de la Fondation d'entreprise Galeries Lafayette, Rotor
Paris (France) 2013

L'intervention de Rotor investit l'intégralité du bâtiment durant toute la période précédant sa transformation complète par OMA. Ce qui était un espace fermé, vide, désuet et en attente, a été soumis à une série d'ajustements. Le projet a choisi de faire face à plusieurs enjeux : Comment permettre l'ouverture d'un bâtiment ayant vécu des décennies de cloisonnement progressives ? Comment rafraîchir le regard sur des espaces asphyxiés par les connotations esthétiques de ses utilisations précédentes ? Comment tirer profit des données matérielles limitées de cette situation presqu'éphémère ?





Une intervention minimale et à monidre coût est opérée sur le bâtiment afin qu'il puisse devenir un lieu de production artistique en attendant le début du chantier

Les temporalités d'un projet de rénovation ou de construction sont telles que de nombreux espaces inoccupés dorment en attendant le début des travaux. Des dispositifs anti-squat sont employés pour protéger le site. En réponse à ça, Rotor propose d'inviter des artistes à occuper la friche, la faire vivre, et l'entretenir pendant ce temps là.

IMPLIQUER LES HABITANTS DANS LA CONSTRUCTION

RELOGER 93 FAMILLES PAUVRES, DANS LES MÊMES 5.000 M² QU'ELLES OCCUPAIENT JUSQU'ALORS ILLÉGALEMENT DEPUIS 30 ANS ?

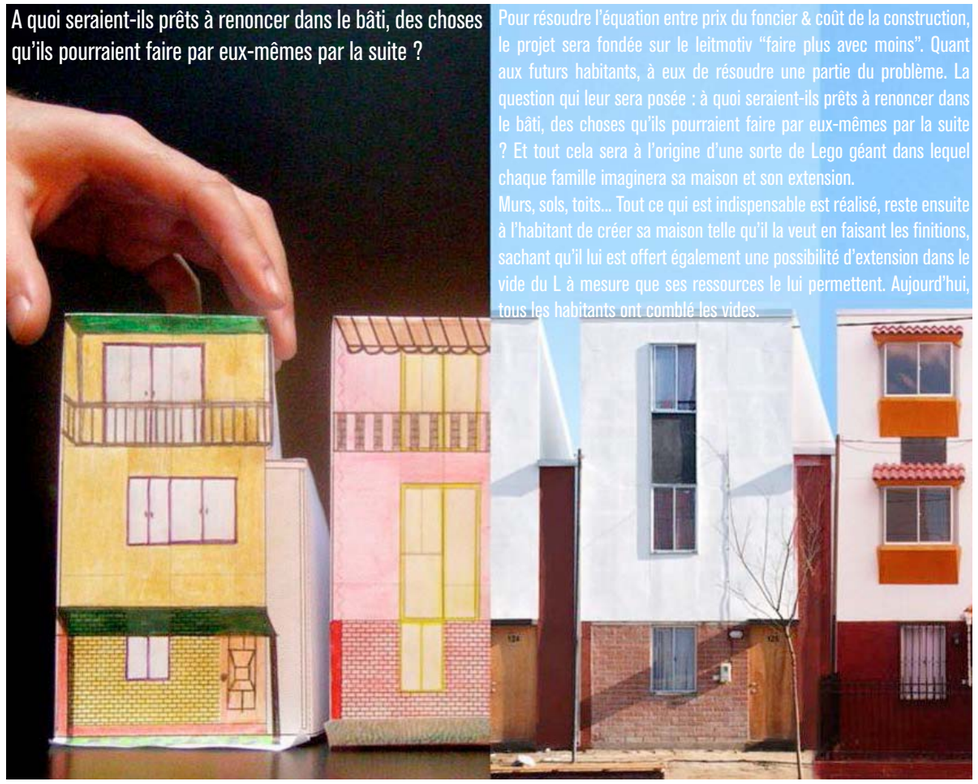
Logement social et dynamique sans la dette, Elemental Team
Iquique (Chili) 2004
Superficie du site 5000m²
Budget du projet 7500 $/famille (Parcellaire + Infrastructure + Bâtiment)

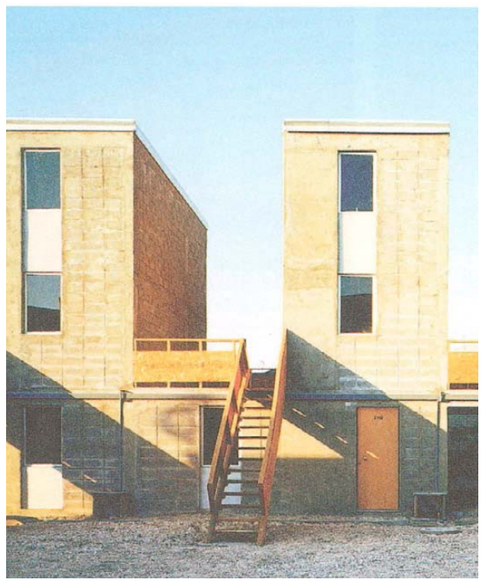
Le quartier construit à Iquique en 2004 pour résorber un bidonville installé depuis 30 ans en plein centre en témoigne. Elemental a mené le relogement sur place des 100 familles dans le cadre d'un programme public, 'Vivienda Social Dinamica sin Deuda', qui alloue des subventions aux familles les plus pauvres pour qu'elles accèdent au logement. Mais la somme ne couvrait ici, vu le prix du sol, qu'une partie des coûts.

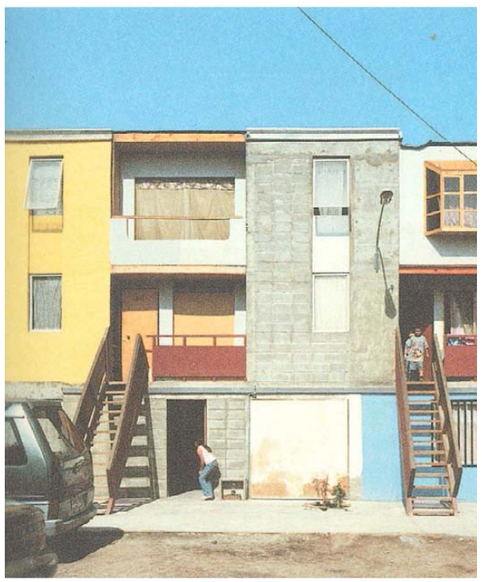
Elemental a mis au point un dispositif de construction ouverte. En dessin, ce collectif en bande avait une étrange silhouette crénelée : une série de L en béton, accolés, contenant sur deux étages la cellule déjà financée. Il appartiendrait ensuite aux habitants de construire eux-mêmes de nouvelles pièces, dans le vide du L, au fur et à mesure de leurs moyens. Les vides sont aujourd'hui comblés. L'architecture originelle, rigoureuse et belle, a vertébré un processus qui a 'produit' un quartier, activé le développement et évoluera encore.

A quoi seraient-ils prêts à renoncer dans le bâti, des choses qu'ils pourraient faire par eux-mêmes par la suite ?

Pour résoudre l'équation entre prix du foncier & coût de la construction, le projet sera fondée sur le leitmotiv "faire plus avec moins". Quant aux futurs habitants, à eux de résoudre une partie du problème. La question qui leur sera posée : à quoi seraient-ils prêts à renoncer dans le bâti, des choses qu'ils pourraient faire par eux-mêmes par la suite ? Et tout cela sera à l'origine d'une sorte de Lego géant dans lequel chaque famille imaginera sa maison et son extension.
Murs, sols, toits... Tout ce qui est indispensable est réalisé, reste ensuite à l'habitant de créer sa maison telle qu'il la veut en faisant les finitions, sachant qu'il lui est offert également une possibilité d'extension dans le vide du L à mesure que ses ressources le lui permettent. Aujourd'hui, tous les habitants ont comblé les vides.







CONTACT

ASSOCIATION LE SIXIÈME CONTINENT

Théo MOUZARD

th.mouzard@gmail.com

06. 82. 52. 70. 82.

Victor MEESTERS

meestersv@gmail.com

06. 76. 82. 55. 75.

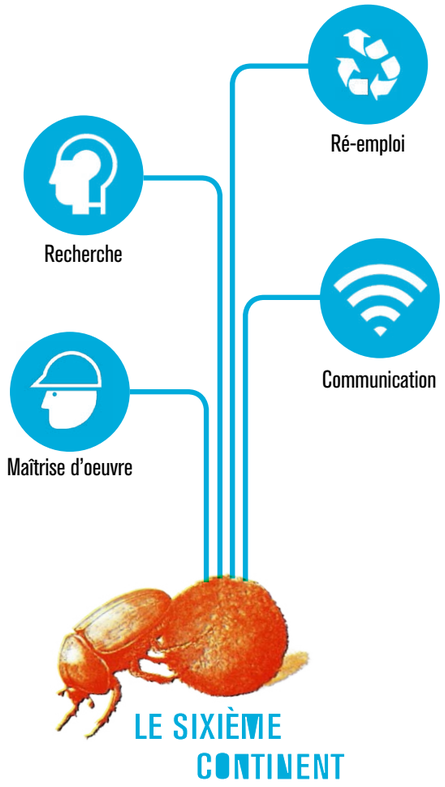
Charlotte CAUWER

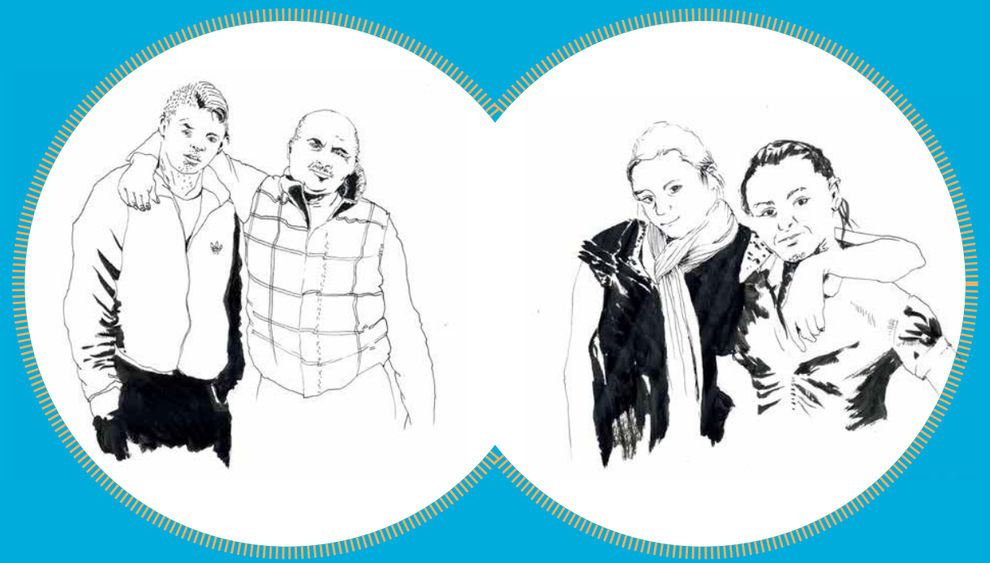
charlottepointcom@yahoo.fr

06. 13. 49. 08. 95.

www.sixiemecontinent.org

www.laboiteaoutils.net





Ailleurs commence ici :
Résidence sur le bidonVILLE

Le Sixième Continent
Juin / Juillet 2014

PRÉSENTATION

L'ASSOCIATION LE SIXIÈME CONTINENT ET LE PEROU

Fondé en 2012, Le Sixième Continent est un groupe d'architectes à la recherche de nouvelles façons de construire souhaitant faire du travail de l'espace une narration où chaque acteur peut y inscrire ses désirs. Pour nous, certains morceaux de territoires sont le prétexte à tisser des liens et des rencontres, à inventer des architectures aux formes optimistes et ouvertes sur l'autre et ses usages. Notre pratique s'inscrit dans une famille où l'architecture est d'abord un lien social, une histoire vécue produisant des images vives et enthousiastes.
Dans nos recherches, le bon sens et nos valeurs nous ont poussé à nous tourner vers l'utilisation de matériaux de réemploi dans la construction. Par la suite, nous avons conservé et affiné cette pratique économique du projet architectural en récupérant d'autres déchets issus de scénographies d'exposition et d'événementiel. C'est cette compétence qui nous a amené à travailler avec le PEROU. On a ainsi vu du bois de charpente de l'exposition Chanel venir augmenter l'espace d'un campement de personnes en grande précarité.
Depuis le moi d'Octobre 2013, nous organisons les chantiers collectifs du PEROU sur le camp de la Folie à Grigny et la base de vie à Ris-Orangis. Proche des réalités du territoire et de la communauté Rom, les mains dans la matière, c'est dans cette continuité que nous souhaitons proposer un projet alternatif à la sortie du bidon ville autour de dix familles.

CONTEXTE

UNE CONTINUITÉ COHÉRENTE : UN SUIVI DES FAMILLES DEPUIS PLUSIEURS MOIS

Nous sommes partis sur l'idée qu'il fallait être au plus près de la ville active, et développer le projet autour d'éléments qui puissent créer des liens avec l'étranger : La gastronomie, l'école et enfin le sport pour les ados.
Aussi, la situation temporaire du projet nous incite à réfléchir à une logique plus longue, plus solide, et plus proche de leur habitat futur. Notre retour d'expérience sur la base de vie de Ris Orangis nous a convaincu qu'il faut s'inscrire dans une densité urbaine, l'exiger même plutôt que de construire quelque chose de léger et temporaire. S'immiscer dans une construction vide le temps qu'il change de destination et qu'il reprenne vie. Nous sommes donc parti à la recherche d'immeubles, de sites et bâtiments existants dans la ville, pouvant accueillir 10 familles et générer une nouvelle dynamique autour d'un programme de quartier.
Nos observations sur la base de vie ont aussi fait émerger une envie de repenser ce qui se partage de ce qui ne se partage pas. Dormir, aller aux toilettes, se laver sont des moments d'intimité qu'il faut préserver pour chaque individu. En revanche, regarder la TV, préparer le déjeuner et partager les repas sont des éléments qui peuvent être bénéfique pour la vie en collectif.
Nous voulons donc insister sur ce que représente le repas dans le rapport a l'hospitalité, envers sa famille, ses amis, et l'étranger. Nous aimerions proposer une grande salle a manger, afin qu'ils puissent inviter les amis de leurs enfants à gouter après l'école, concocter quelque mets pour la kermesse, inviter la famille facilement, les amis ensuite, les passants encore mieux...et plus encore.

Présentation générale : Méthode, contexte, projet

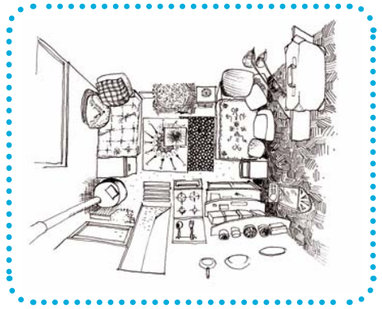
MÉTHODOLOGIE

INVENTER DES PROCESSUS D'AVANTAGE QUE PROPOSER DES FORMES

1 COMPRENDRE LES DESTINATAIRES D'UN PROGRAMME D'INSERTION

Avant de se lancer dans la prospection, nous avons souhaité créer les conditions d'appréhension des situations réelles dans lesquelles se trouves les personnes a destination de ces logements. Contribuer a la rénovation du répertoire des savoirs, trop souvent limités aux représentations sociales communes, et cloisonnées au seul projet architectural technique;

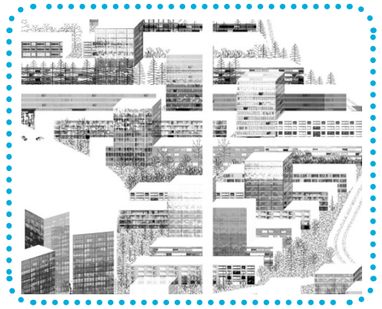
Nous souhaitons cultiver les articulations indispensables à la sortie de l'exclusion.



2 ANALYSER LES POTENTIELS

Dans un premier temps, nous souhaitons mobiliser les outils de l'architecte et de l'urbaniste pour explorer le territoire. Il nous semble primordial de porter une attention particulière au contexte, à son histoire, son économie, son échelle en élaborant des analyse et documents graphiques.

Il s'agit d'élaborer des outils d'analyse pour révéler les potentiels du lieu.



3 RÉUNIR ET COMMUNIQUER

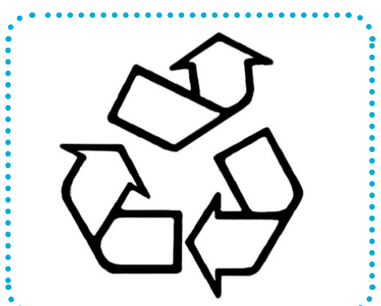
Il nous semble important d'effectuer un travail de communication dans le but de rallier les habitants et les structures locales, publiques ou non, autour du projet, de sa programmation comme de son organisation.
Cela passe par des rencontres physiques, une campagne d'affiches et des ateliers groupés autour des potentiels du site.

Il s'agit d'activer le capital social du lieu et d'impliquer les bénéficiaires du projet dans son élaboration.

4 REMÉDIER - RÉUTILISER - RÉEMPLOYER

Le réemploi des espaces désaféctés, que ce soit à l'échelle du territoire, des bâtiments ou des matériaux, commence à rentrer pleinement dans les moeurs, au-delà de l'image romantique du terrain vague et dans une pleine compréhension du territoire et de la fabrique de la ville d'aujourd'hui. Un peu de bon sens !

Il s'agit de respecter l'histoire du site et de mettre en oeuvre une logique de ré-emploi, tant formelle qu'économique.



CONTEXTE

LA SIMPLICITE DU *LAISSER FAIRE* PLUTOT QUE LES MILLES COMPLEXITES D'UN PROJET D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1 L'AUTO-INSERTION

Les familles intéressées par un projet d'insertion sont souvent dans une démarche d'insertion par leurs propres moyens. Ne sont il pas là pour toucher du doigt l'espoir d'une vie meilleur ?
Dans le bidonville de la folie:
-Des enfants vont à l'école,
-le bidonville est proche du RER et des commerces
-En une génération, les enfants parlent français, sont intégrés et trouvent plus facilement du travail
-Des hommes et femmes ont trouvé du travail
-Tous les adultes sont candidats à des domiciliations

Le policier du bidonville de Gardanne

Donner aux familles, le temps de prendre leurs repères, trouver du travail seules.
L'expulsion ne fait que remettre le compteur de leur intégration à zéro, la colère et la fatigue en plus.

2 LA VILLE EN MOUVEMENT*, A L'ECOUTE DES INITIATIVES EMERGENTES.

L'accompagnement dans cette démarche d'insertion peut se faire avec le soutien des nombreuses associations, prêtes à accompagner les initiatives émergentes, plutôt que d'inventer de nouveaux projets et faire table rase des ressources existantes.
Par exemple :
-Dans la ville de Gardanne (Bouches-du-Rhône) Un maire a délégué à un policier d'établir une charte avec un bidonville plutôt que de l'expulser, une confiance mutuelle s'est installée.
-Roger Després a aménagé des hectares d'espace public en créant des chantiers publics d'agriculture urbaine, convoquant le temps, les animaux et la poésie. Ce projet a largement remplacé un projet plus couteux et moins ambitieux dessiné par des urbanistes.

Invitation et repas à la ferme du bonheur à Nanterre

*cf Le Jardin en Mouvement, Gilles CLEMENT

Il s'agit d'accepter l'art, le benevolat, le temps long, la confiance, comme leviers ultra-puissant d''urbanisme humaniste.

3 PROJET URBAIN CHERCHE ESPACE FLOU ET CITOYENS DISPONIBLES

Etre à l'ecoute, laisser les projets emerger, demande cependant un contexte favorable.
Le role du politque pourrait etre un facilitateur, un coordinateur des initiatives citoyennes.
L'architecte est la pour réactualiser les normes et méthode de production de la ville et des logements. Y introduire les enjeux environementaux, sociaux et culturels.
Le civisme, la responsabilité collective doivent rependre leur place dans la construction.
L'habitant est acteur de sa cité, il est temps de retrouver un role citoyen.

"Laisser les différences s'exprimer (...)sera l'unique moyen de pallier à l'incapacité des regles à anticiper les véritables défis de la vie, plurielle et complexe."

Patrick BOUCHAIN , Le Grand Ensemble

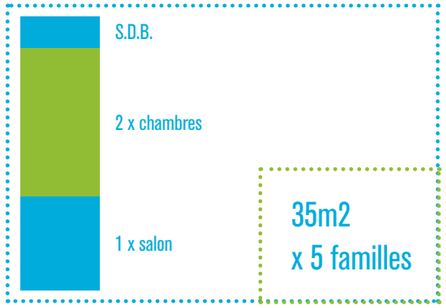
Projet d'urbanistes du meme Pré à Nanterre.

Habitants concevant leur quartier.
Le Grand Ensemble

UN EXEMPLE DE PROGRAMME SIMPLE

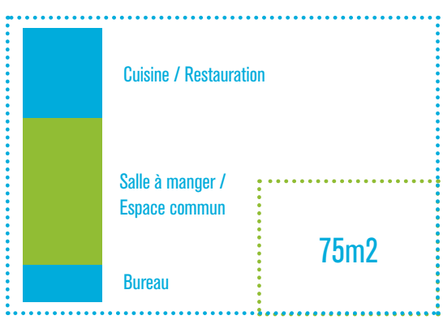
SÉQUENCÉ LES BESOINS POUR DÉTAILLER LA COMMANDE

Logements collectifs



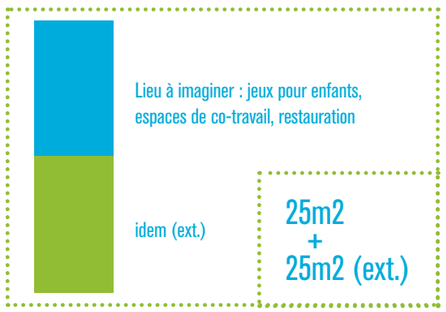
N.B. : double Algeco : 25m2

Services partagés entre habitants



+

“Magnet” : lien avec la ville



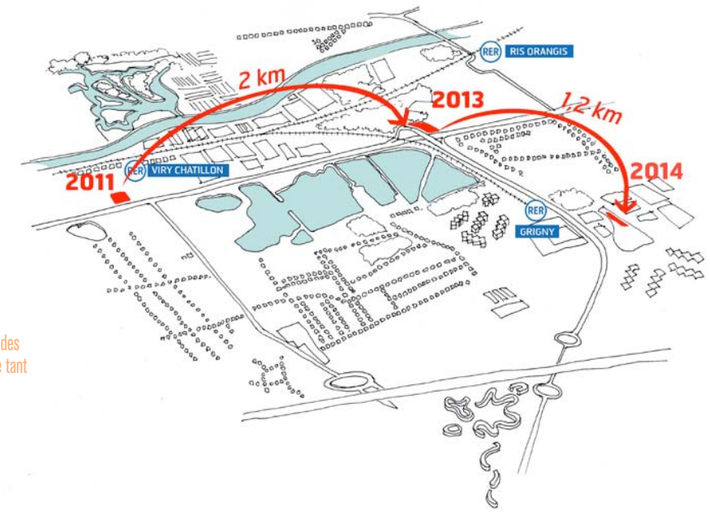
Minimum

Outils :
Comprendre les destinataires du programme d’insertion

1 RESIDENTS DE L'ESSONNE

SAUTS DE PUCES SUR UN SOL BRULANT

Une grande partie des habitants du bidonville de la folie a Grigny connaissent le territoire des Lacs de l'Essonne comme leur poche. Arrivés ici depuis plusieurs années, c'est aujourd'hui un lieu auquel ils sont liés par des habitudes, cette familiarité du quotidien. C'est un lieu dans lequel leurs enfants sont scolarisés, dont ils connaissent les possibilités, les réseaux de transport. Les expulsions successives sont loin d'être une preuve de mobilité mais bien plutôt le signe d'un ancrage dans un territoire auquel ils sont liés.



TOURNER AUTOUR DU POT
Cette représentation des trois derniers lieux d'habitat des familles, étalée sur une période de quatre ans, montre tant la fréquence des expulsions que la proximité de leurs déplacement.
On voit l'étendue de l'inefficacité des expulsions.

EXPULSION MARS 2013

EXPULSION AOUT 2014

2 DES LIEUX D'ACCEUILS STRATEGIQUES

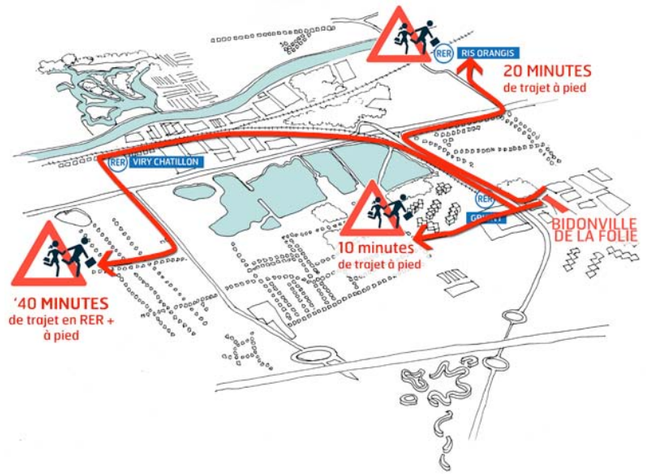
DES MOYENS DE DEPLACEMENT LIMITES

Au sein des lacs de l'Essonne, c'est dans des sites choisis avec attention que les familles décident d'habiter. La dimension provisoire de leur mode d'habiter n'exclut pas un minimum de confort et de préoccupations quotidiennes.
La plupart des familles ne disposent d'aucun véhicules motorisés, les transports en communs et la marche a pied étant les uniques moyens de transport. Le second élément majeur du choix de l'emplacement réside dans la pérennité.
à rebours des idées préconçues, les familles désirent avant tout rester là, elles ne sont pas nomades, ils ne sont pas «gens du voyage». Les familles souhaitent avant tout rester à long terme dans l'Essonne, et aussi rester dans ces baraques de fortunes le temps de «se faire une situation». Trouver un emplacement qui minimisera les chances de se faire expulser est essentiel. Face à cela, le besoin de n'etre pas trop isolé doit etre considéré.

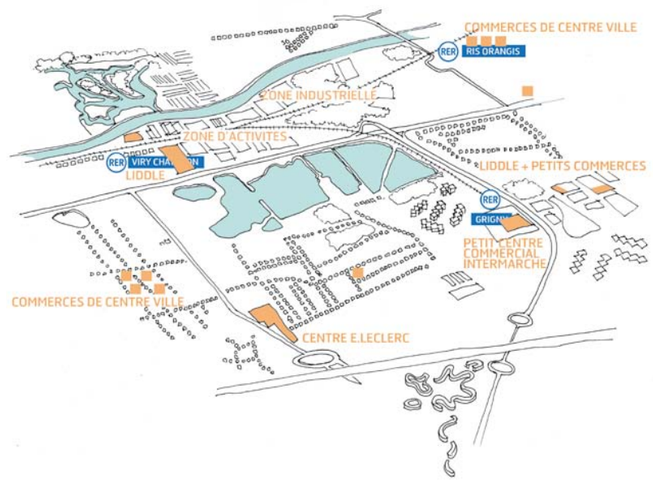
L'INTERET DE NE PAS S'ISOLER

Dans les bidonvilles sont présents des enfants scolarisés qui, malgré les expulsions, essaient autant que faire se peut de rester dans leurs écoles.
Le trajet piéton quotidien peut aller jusqu'à 40 minutes, c'est-à-dire 80 minutes allez-retour deux fois par jours pour les parents.

Les bidonvilles sont généralement le plus proche possible des supermarchés low-cost, principale source d'approvisionnement.
Aldi, Liddle pour la nourriture, Babou et le secours catholique pour les vêtements, les zones industrielles pour la ferraille et les palettes de bois.
Pour cette dernière catégorie, quelques hommes possèdent des voitures ou camionnettes, mais une grande partie de ces activités se font surtout en vélo voir à pied, notamment pour les femmes.



En parallèle de ces préoccupations pratiques, ne pas être isolé rend le bidonville «heureusement» visible.
À rebours des images reçues négatives, les riverains présents dans les parages permettent d'éviter certaines dérives et violences que l'on peut voir à l'égard des bidonvilles : par leur présence et potentiel témoignage, ils réfreignent la violence de certains à l'égard de ce que l'on refuse de voir, et a fortiori d'être.
On peut rappeler ici que des tours de garde sont organisés dans certains bidonvilles pour éviter des intrusions malveillantes.
Être vu devient ici une forme de protection avantageuse.

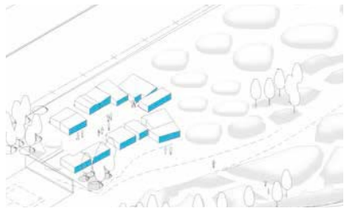


3 RELATIONS AU SEIN DU GROUPE

QUARTIER , FAMILLE, AMIS

Le bidonville de la Folie est le résultat des expulsions successives d'une centaine de personnes. Ces personnes sont liées de fait, par leur appartenance à ce bidonville dans lequel elles se sont réfugiées, ensemble. Que signifie ce groupe ? Qu'a-t-il en commun ? Ces familles ont-elles choisies de vivre ensemble ? Que désirent-elles pour la suite ?

1 Bidonville de la Folie, Février 2013

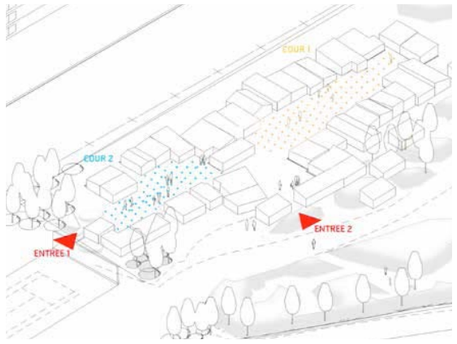


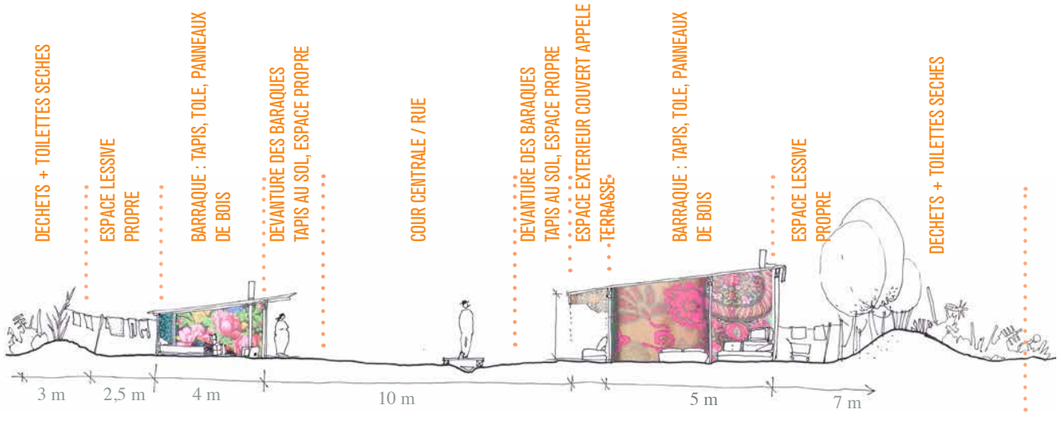
2 Apres expulsion du bidonville de la N7

3 1 an apres installation des famillles

ORGANISATION DU BIDONVILLE

Il existe deux entrées communément utilisées par les habitants de « La Folie ». Comme de coutume dans cette urbanisation «primaire», les accès sont nées d'une nécessité pratique, formées par les usages et le temps. Un deuxième accès s'est ainsi constitué, pratique pour les véhicules et permettant un accès central.
Le bidonville est fait d'environ 45 baraques et se développe autour de deux cours principales, fermées sur elles-mêmes, tournant le dos à la ville. Ces "coeurs d'îlots" sont devenus le terrain de jeux des enfants, et des sortes espaces de convivialité, au gré des humeurs et des usages.
À l'arrière des maisons, bien ordonnées de part et d'autre de cette rue centrale, on trouve les toilettes, le linge et les débarras. Cette implantation ferment définitivement le lieu sur lui même, condamnant les abords extérieurs à ne donner à voir qu'une image de rebut.
Une image résonnant bien sûr avec celle communément admise pour les "bidonvilles", comme leur nom l'indique.
Triste sémantique pour une réalité plus complexe, comprenant différentes typologies d'implantations.

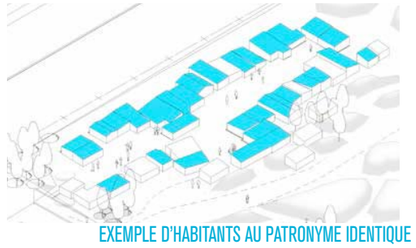




SOLIDARITÉ AU SEIN D'UNE GRANDE FAMILLE, SANS POUR AUTANT CONSTRUIRE ET PROJETER UN QUOTIDIEN ENSEMBLE

2 PATRONYME COMMUN

Peut-on considérer que le village est une grande famille ?
Les maisons repérées en bleu sont celles appartenant à des personnes portant le même nom de famille,frères et soeurs, cousins et cousines. D'autres familles vivent aussi là, généralement parentes de près ou de loin. On voit donc que des liens de sang réunissent ces individus ballottés dans la misère, par une solidarité historique mais pas toujours évidente.



EXEMPLE D'HABITANTS AU PATRONYME IDENTIQUE

3 AFFINITÉES

C'est pourtant vers les affinités réelles qu'il faut prendre en compte pour comprendre les liens complexes
que l'histoire et les humeurs tissent. Les familles désirent avant tout fonctionner de manière nucléaire. Les couples avec enfant, parfois accompagnés de frères ou soeur célibataires, forment des noyaux familiaux autonomes par rapport au reste de la famille. Quelques relations de services et amitié sont observées entre couples, comme le bon voisinage du commun des mortels.

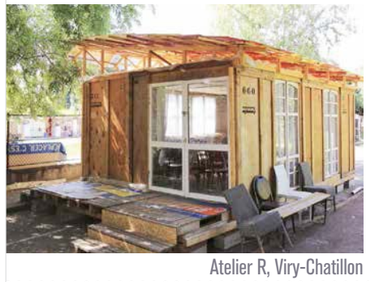
GROUPES PAR AFFINITEES OBSERVEES

4 ESPACES COLLECTIFS

Les préoccupations du quotidien (trouver du travail, à manger, chercher de l'eau, s'occuper des enfants, des malades, ...) prennent souvent le dessus sur la construction d'espaces collectifs.
À cela s'ajoute le raz le bol d'efforts voués à une destruction systématique. Il en résulte une carence d'éléments de conforts communs, tel qu'un lieu de culte, la gestion des eaux usées et eaux pluviales, de terrassement, d'abri pour le groupe électrogène et autres micro infrastructure. Or ce type d'intervention semble être un premier pas vers une amélioration, la première étape de la construction d'une sortie de bidonville.

ESPACES COLLECTIFS EXISTANTS

ESPACES COLLECTIFS POTENTIELS



Atelier R, Viry-Chatillon

Drain, eaux de pluie

Perou, Ris Orangis

4

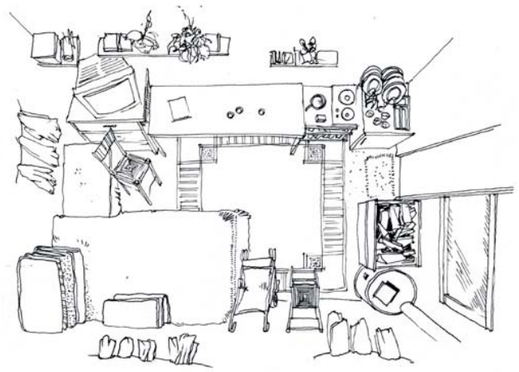
MAISON DU BORD

QUELS USAGES QUELS ESPACES

Chaque baraque est habitée par une famille nucléaire. Quelques heures avant ou après l'expulsion, l'homme du foyer reconstruit à l'aide un marteau, de clous et de son savoir faire la ènième barraque dans laquelle leur famille passera l'année. Elles sont faites de tôles, de panneaux de bois reconstitué, de tapis et de bâches. L'intérieur est fait de dentelles et de couleurs vives. Apercus d'architectures de l'urgence:

INTERIEURS

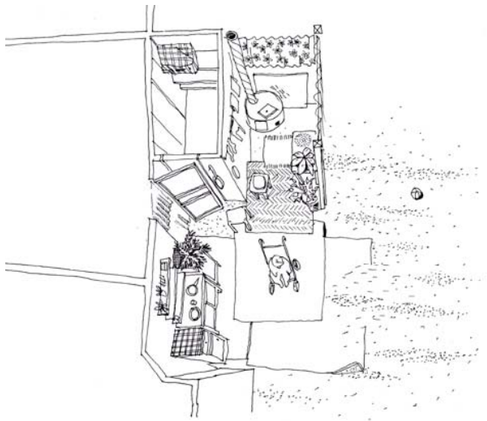
La surface est sommaire et impose un certain ordre pour optimiser, organiser dans le détail.
Le sol est constitué de tapis, rarement surélevés par un plancher bois. Il est humide quand il pleut. Le foyer en bidon est allumé en permanence.
La toiture est en panneaux de bois reconstitués, ou tôles plus rarement, il ploie sous l'effet d'une trop faible charpente. Les murs sont recouverts de tissus et moquettes, ce qui donne à cet espace une chaleur particulière et typique.
Sur les meubles, quelques belles vaisselles, quelques bibelots.
Le reste est caché.
Peu de barraques ont cloisonné l'espace interieur.



CHEZ DANA ET SA FAMILLE

EXTERIEURS

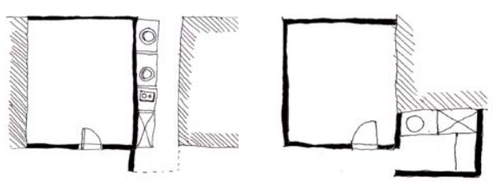
L'hivers, c'est par des tapis au sol, quotidiennements balayés, que l'espace intérieur se poursuit dehors.
L'été, il prend vie. La vie sort des maisons, par l'installation de mobilier, d'un poêle en bidon, de chaises, de petites cloisons en tissus appélée «Terrasses». Des cuisines d'été sont aménagées devant ou sur les cotés.
Les femmes y sont avec les enfants, assises. Les hommes restent plutot debout, se promenant, se rencontrant.
Les modes d'habiter et d'échanges correspondent à l'échelle d'un village.



DEVANT CHEZ ANA ET SA FAMILLE

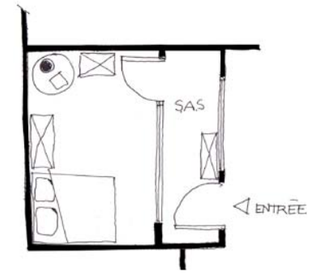
JOUR / NUIT

Le jour
Les lits font office de canapés et bancs dans la journée. Il est essentiel d'avoir de quoi recevoir plus de personnes que d'habitants, notamment car beaucoup de familles se rendent visite, au long de la journée, entre autre pour partager un repas.
La nuit
Des matelas sont dépoyés par terre. Souvent les enfants dorment sur les lits et les parents s'allongent sur les matelas au sol. Les tas de couvertures et de coussins sont soigneusement repliés et rangés sur les lits en journée.

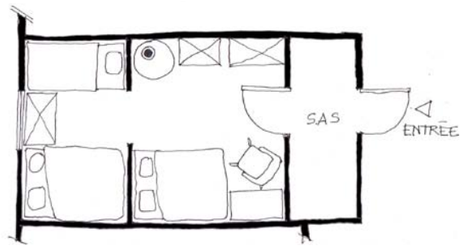


DES CUISINES D'ETE SONT AMENAGES DEVANT OU SUR LES COTES

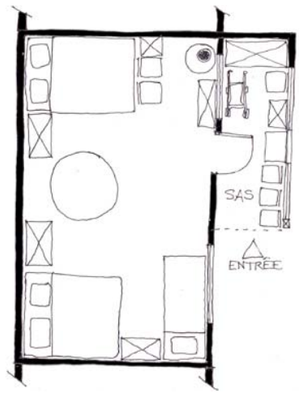
TYPOLOGIES



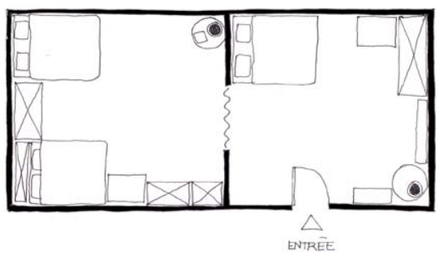
SAS D'ENTRÉE EN CHICANE
De nombreuses maisons sont flanquées d'un sas d'entrée. Construit en même temps que le reste de la baraque où a posteriori, il fait office de tampon thermique, de filtre d'intimité visuelle, d'espace de stockage et de paillasson.



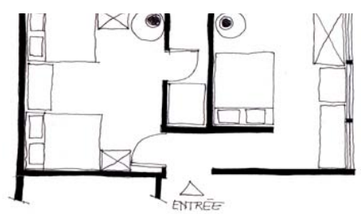
PIÈCES EN ENFILADES
Certaines maisons ont préféré cloisonner l'espace intérieur en différentes pièces, dans une recherche d'intimité., au détriment du volume d'acceuil qui s'en trouve réduit.
Généralement la journée, les habitants s'asseyent face a face sur les lits faisant office de bancs.



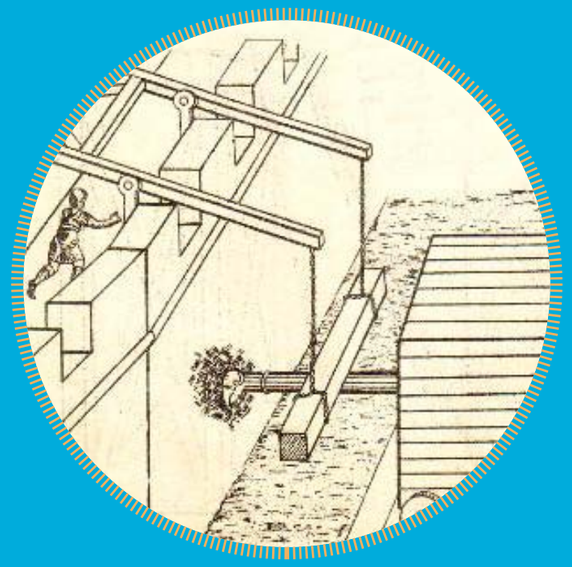
GRAND ESPACE CONVIVIAL
Au contraire de la typologie précédente, cette baraque est faite d'une seule pièce. Les 6 personnes
dorment donc dans la meme pièce. Cette maison est souvent pleine de convives, assis sur les lits autour de la table. Dès qu'un peu d'espace se libère, c'est souvent l'espace de repas qui prend alors place. Les heures de repas ne sont pas fixe, et un plat est constamment sur le poêle, des aliments mijotent ou sont frits, afin de profiter du bois qui chauffe la pièce.



FAMILLE NOMBREUSE
Lorsque la famille est très nombreuse, deux maisons sont accolées, sans que l'une soit la chambres et l'autre la pièce de vie.
Ces deux maisons fonctionnent ensemble, mais l'une est celle des enfants et petits enfants, l' autre est celle des parents, celle dans laquelle on reçoit.



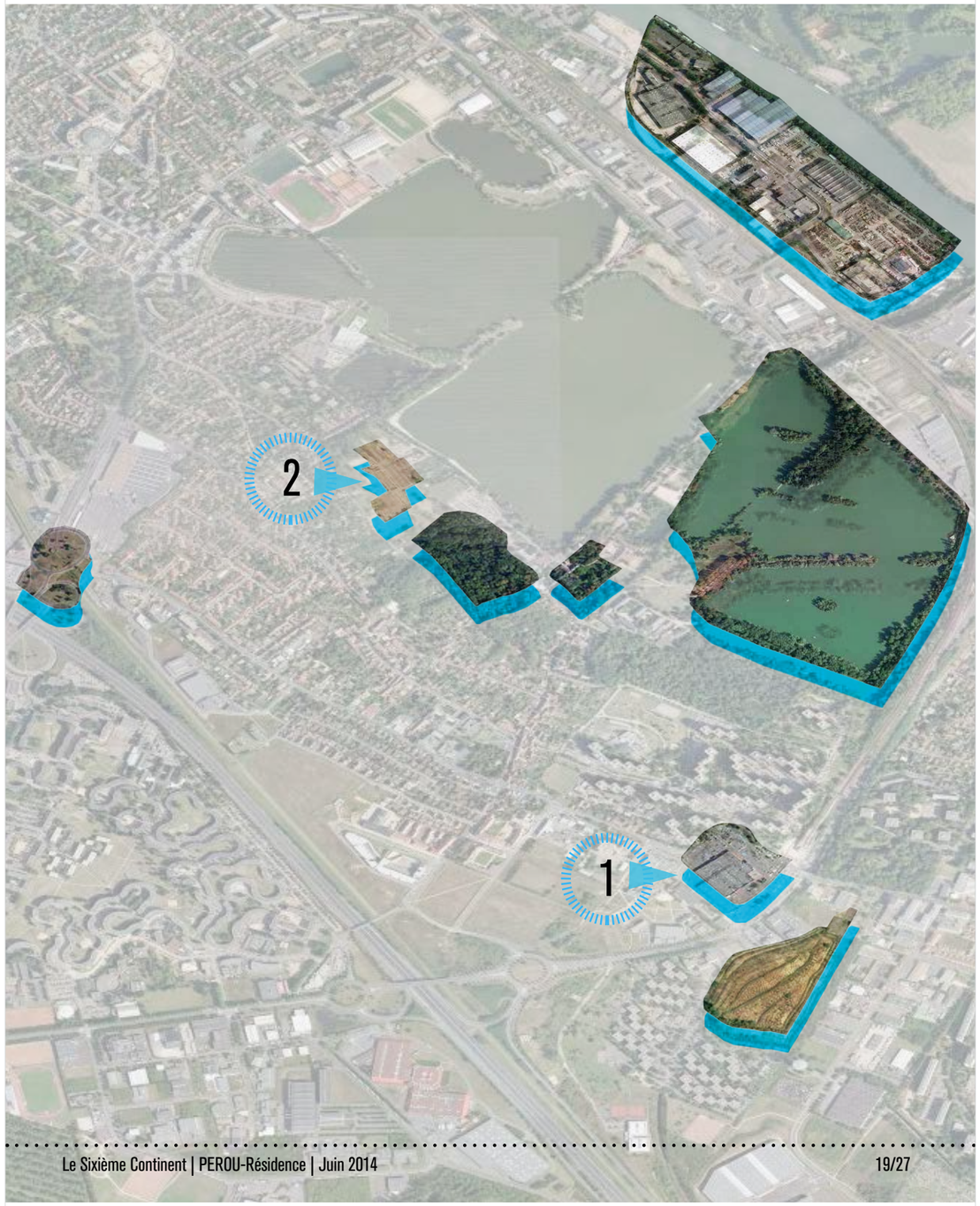
FAMILLE ELARGIE PLUS AUTONAUME;
Une autre version de la typologie précédente. Les grands parents habitent une maison mitoyenne des enfants, mais les deux entrées sont séparées. Un sas commun mène à l'une et l'autre des pièces de vie. Parfois, la cuisine et l'accès aux espaces extérieurs arrières se trouve entre les deux.



Les sites :
Exemples non-exhaustifs de sites potentiels

PROPOSITIONS DANS DEUX QUARTIERS DE GRIGNY

DE NOMBREUX LIEUX PEUVENT ÊTRE LE SUJET D'UNE INTERPRÉTATION ARCHITECTURALE PROPRE À CHAQUE CONTEXTE;
L'OBJET DE CETTE ETUDE PORTERAI SUR DEUX SITES EN PARTICULIER.



1

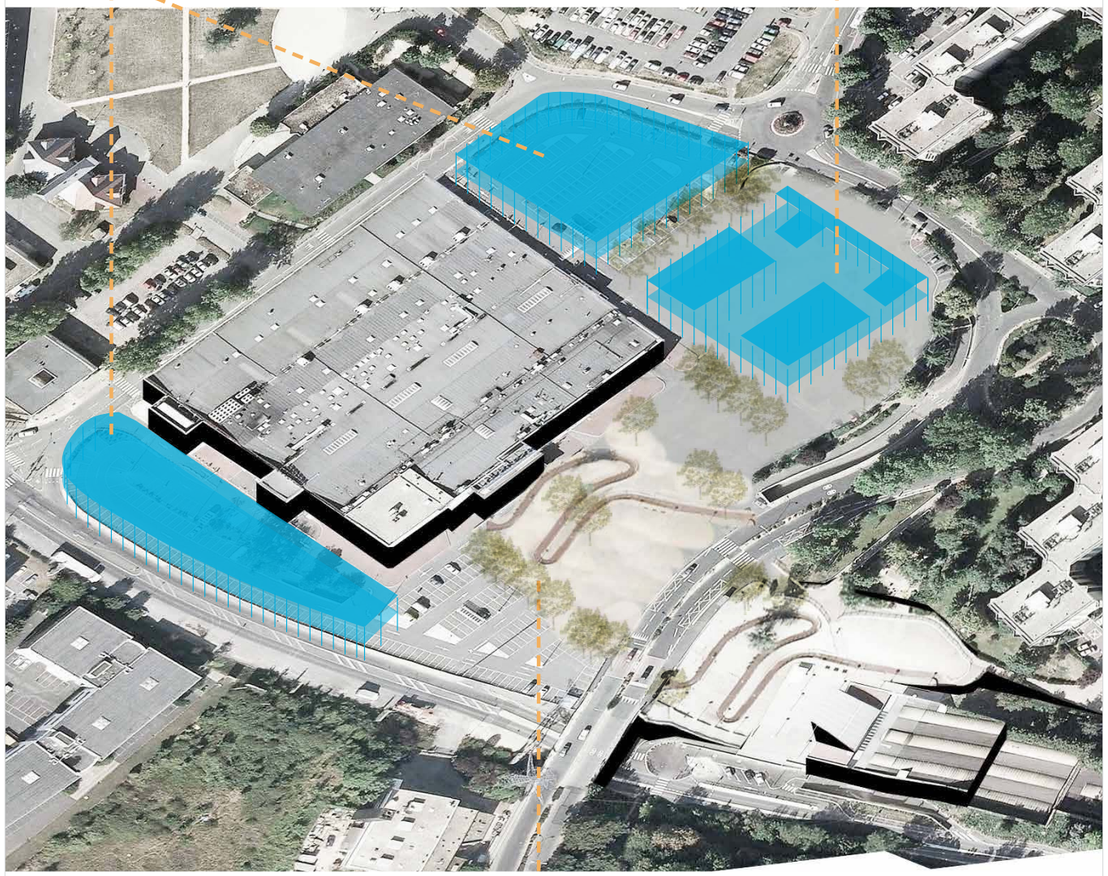
INTERPRÉTER LE P.L.U.

DRÔLE DE CLIMAT POUR UN PARKING

"Périmètre en attente d'un projet d'aménagement"
Comment intégrer la redéfinition d'une entrée de ville dans un contexte de réponse à la grande précarité ? Comment profiter du dynamisme de l'infrastructure de la gare pour instaurer un dialogue et la réunion de solidarités locales ?

CONDENSÉ DE PARKING EN ATTENTE DE RE-QUALIFICATION

MIX LOGEMENTS



REQUALIFICATION DE L'ESPACE PUBLIC EN LIEN AVEC LA GARE

TRAME HISTORIQUE
QUALITES
_Densité
-Végétation abondante
-Requalification et changement d'affectation facile du bâti
-Intimité associée a proximité
-Irrégularité et charme
-Mixité programmatique et sociale

TRAME TRANSITOIRE
-Logement collectif contemporains
Opérations de 50 logements, R+ 4 environ

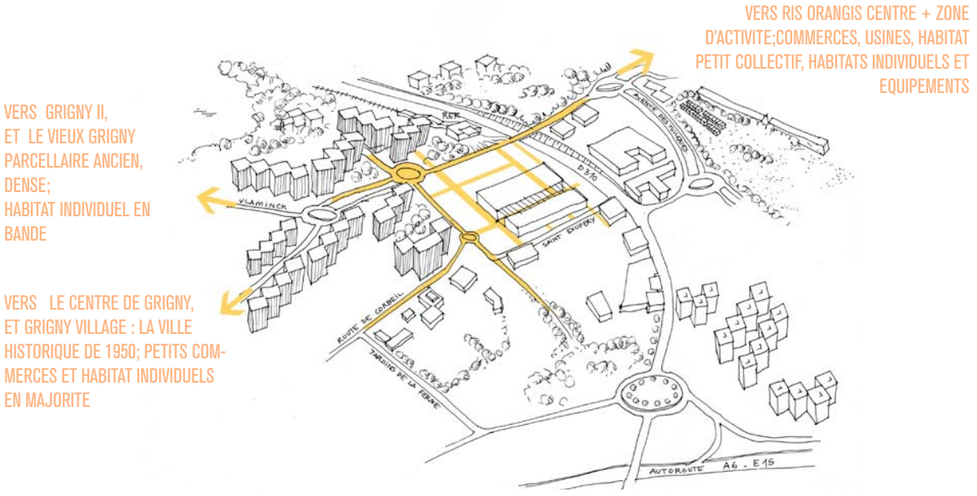
GRIGNY II
-Logement collectif «Grand Emsemble»

TRAME INDUSTRIELLE
-Entreprises, Hypermarché et parking, circulation piétonne inapropriée, peu d'espace qualifié, peu d'espaces verts, peu de mixité sociale. Pas de logement.

RETROUVER UN URBANISME A L'ECHELLE HUMAINE

Le quartier du RER, central et tourné vers les autres.

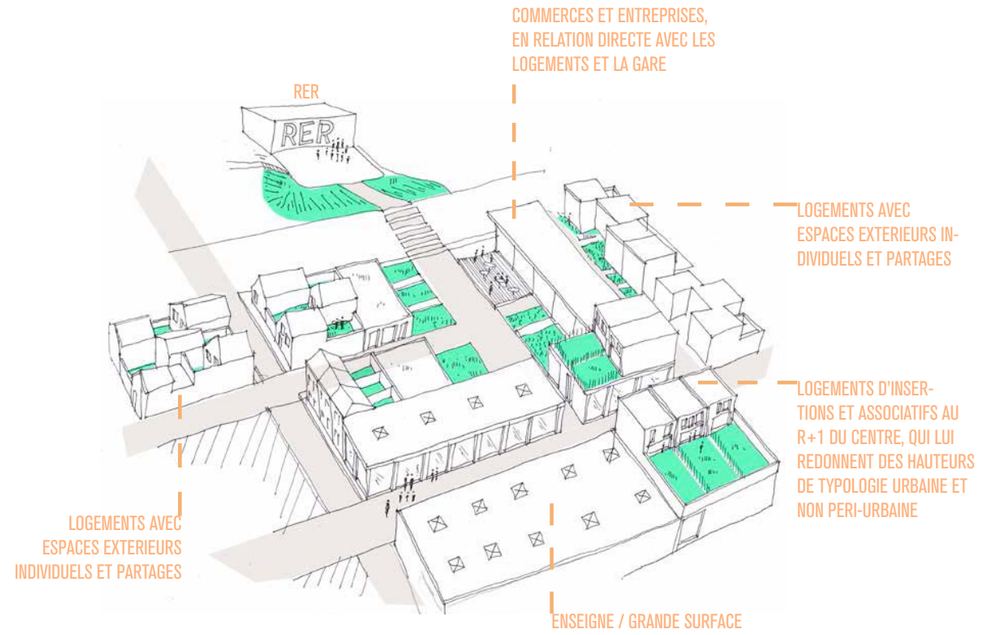
Dès l'arrivée à la gare de Grigny Centre, un centre commercial trône en arrière-plan d'un vaste parking.
À gauche, Grigny II, gigantesques tours mimétiques ; à droite, le creux d'une bretelle de la N7.
Paysage périurbain, superpositions de visions éparses et autonomes.
L'urbanisme paye aujourd'hui les expériences des années 68, notamment le pari des élites technocratiques sur la voiture comme mètre étalon d'un urbanisme de bureau.
Ce centre commercial est pourtant très bien placé. Il se trouve au coeur de l'axe reliant les centres villes de Grigny et de Ris Orangis, à coté du RER. Cet emplacement stratégique, aujourd'hui en rupture, pourrait tout a fait devenir au contraire la liaison, le point de départ d'une requalification plus humaine et néanmoins consciente des enjeux métropolitain.
Il s'agit de transformer les points faibles en points forts, de renouveler son regard sur un quotidien gris et devenu tristement évident.
Par une échelle de parcellaire plus réduite et donc plus proche de l'homme, par des espaces publics moins vastes et maîtrisés, par une végétation urbaine profitable au piéton, par une mixité des programmes, ce centre commercial redonnera la confiance d'un urbanisme raisonnable et porteur de petits projets, simples et accessibles à tous.



MIXER COMMERCES, LOGEMENTS, ESPACES VERTS, LOCAUX ASSOCIATIFS ET GARE.

Le centre commercial dispose déjà de deux axes centraux, qui seraient repris tels quels, découverts pour retrouver leur fonction de rue .
L'un des axe serait prolongé jusqu'au RER, pour offrir les commerces et activités que touristes et riverains peuvent attendre d'un quartier de gare.
De quoi attendre au café ou au restaurant, de quoi se poser sur l'herbe, de quoi monter son entreprise et se loger dans des conditions idéales.
Au coeur de ce quartier redevenu convivial, certains locaux publics pourraient devenirs a usage mixte, par exemple, maison des associations ou appartement d'accueil de familles. C'est dans un environnement semblable, qu'un tel projet d'insertion nous semble pouvoir prendre place.
Au coeur de la ville, dans un quartier en mouvement.

Les logements d'insertions, par définition temporaires serviront de tampon avant l'arrivée d'une entreprise, d'un locataire, d'une association.
L'incertitude programmatique, le caractère temporaire se révélera être un atout plutôt qu'un handicap.

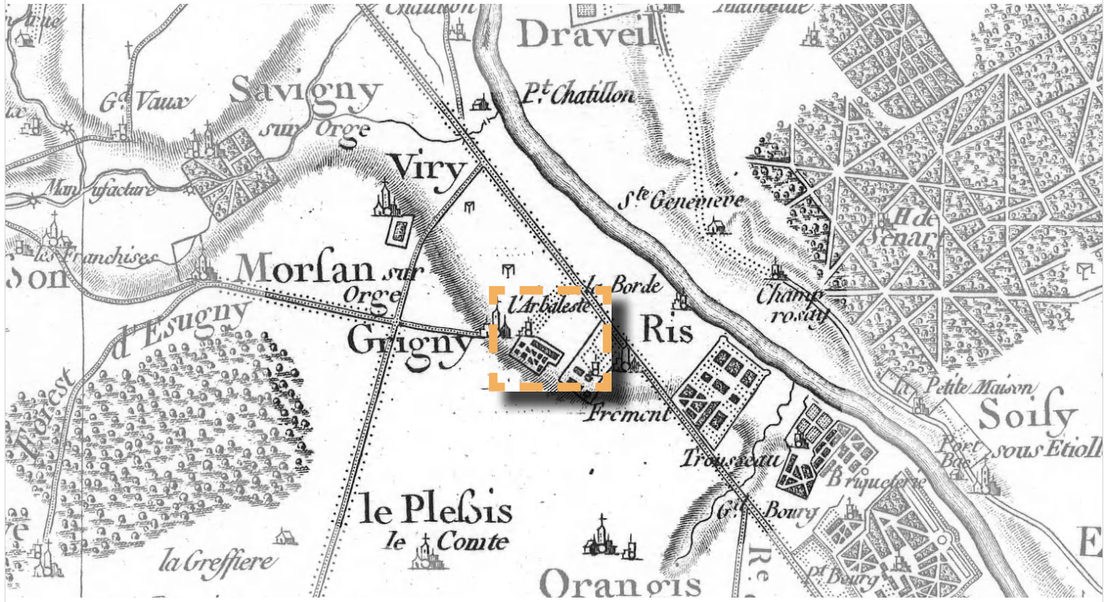


4

L'ARBALÈTE

IL N'Y MANQUE QU'UNE FLÈCHE

Comprendre la formation historique de la ville de Grigny, c'est lutter contre les logiques mathématiques de l'esprit rationaliste des modernes. C'est l'anti-Grande Borne. L'arbalète, lieu d'ailleurs en partie inoccupé, sert de support à un ancrage urbain de densification de la partie ancienne de Grigny.



UN CONTEXTE SOCIAL ET GEOGRAPHIQUE

Penser la renovation non pas comme simple recyclage, mais plutot le preant comme il est, pour l'integrer dans un cycle de production plus eleve. chaque terrain sera l'objet de mutations constantes , l'objectif est de se donner les moyens d'evoluer et des laisser différentes perspectives s'adapter aux changements sociaux

1 Les lacs de l'essonne et ses abords
Un paysage naturel coincé entre l'industrie de la N 7 et la densité de Grigny et Viry Chatillon. Des activités nautiques, ornithologiques et ludiques y ont lieu. Des berges à la faune et la flore luxuriante

2 Le parc du chateau de l'arbalette, le parc Lazare. Grands espaces verts urbains, à la frontière entre les lacs et la ville

3 Grigny II , la ville nouvelle et la vieille ville sur un coteau en pente vers les lacs.
Le village se tourne radicalement d'un coté vers son hisoire, son parcellaire typique des coteaux, et d'un autre vers la ville nouvelle des années 60 et 2000. Une ville a court terme, dont l'urbanisme s'emploi a remplir les trous et s'étendre au maximum.

LE PARC LAZARE, TERRITOIRE PROPICE À UN PROJET D'INSERTION

Le parc Lazare en est un laboratoire. Sa gestion a été confiée à l'association Etudes et Chantiers, association d'insertion et de sensibilisation. Une partie des bâtiment est également occupé par le service communication de la mairie de Grigny, qui pourrait se servir de ce lieu comme témoin d'une politique où l'hospitalité devient le moteur d'une ville en construction et en perpétuelle évolution.

études ET chantiers Ile-de-France

La gestion du parc Lazare, ancien monastère Lazariste, a été confié à Etudes et Chantiers, chargé de la réhabilitation de la zone.
C'est en inventant nombreux projets de chantiers que cette association propose l'insertion par l'activite économique (atelier vélos, maraîchage, espaces verts, repassage). Autant d'insertion que de sensibilisation et d'instruction à l'écologie, la nature et la débrouille. Des bénévoles sont ainsi venu construire une ferme pédagogique, en partenariat avec l'équipe salariée des Jardins de la solidarité, à coté.

Les Jardins de la Solidarité

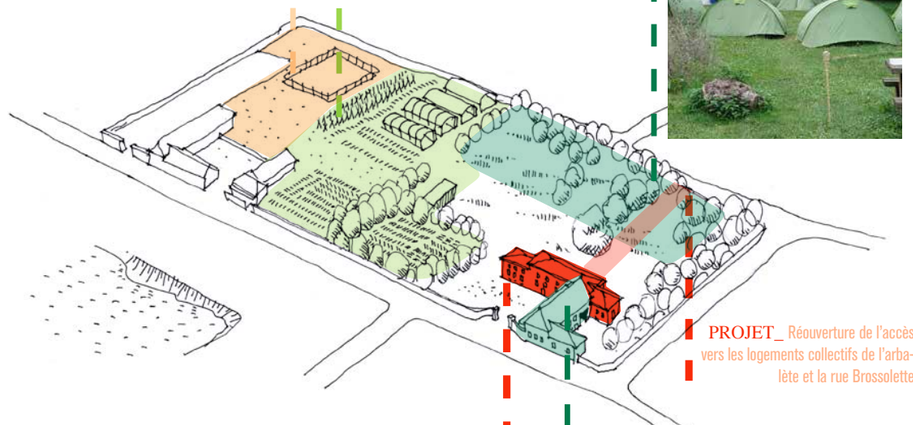
LES JARDINS
DE LA SOLIDARITE

Un grand potager de légumes biologiques, veillant a préserver des espèces d'antan. L'encadrant des Jardins proposent diverses animations, accessibles aux familles, aux écoles ou aux groupes de centres de loisirs. Visite des jardins, maraîchage, apiculture et cueillette des produits du potager, moyennant une cotisation annuelle a bas coût.
L'une des personne en contrat d'insertion de l'ancien bidonville de la N7 y travaille actuellement

VILLE DE Grigny

MAISON DES ENFANTS
ET DE LA NATURE

Accueillent des enfants de Grigny pendant les périodes estivales.
Des mini camps d'été sont installés dans le parc



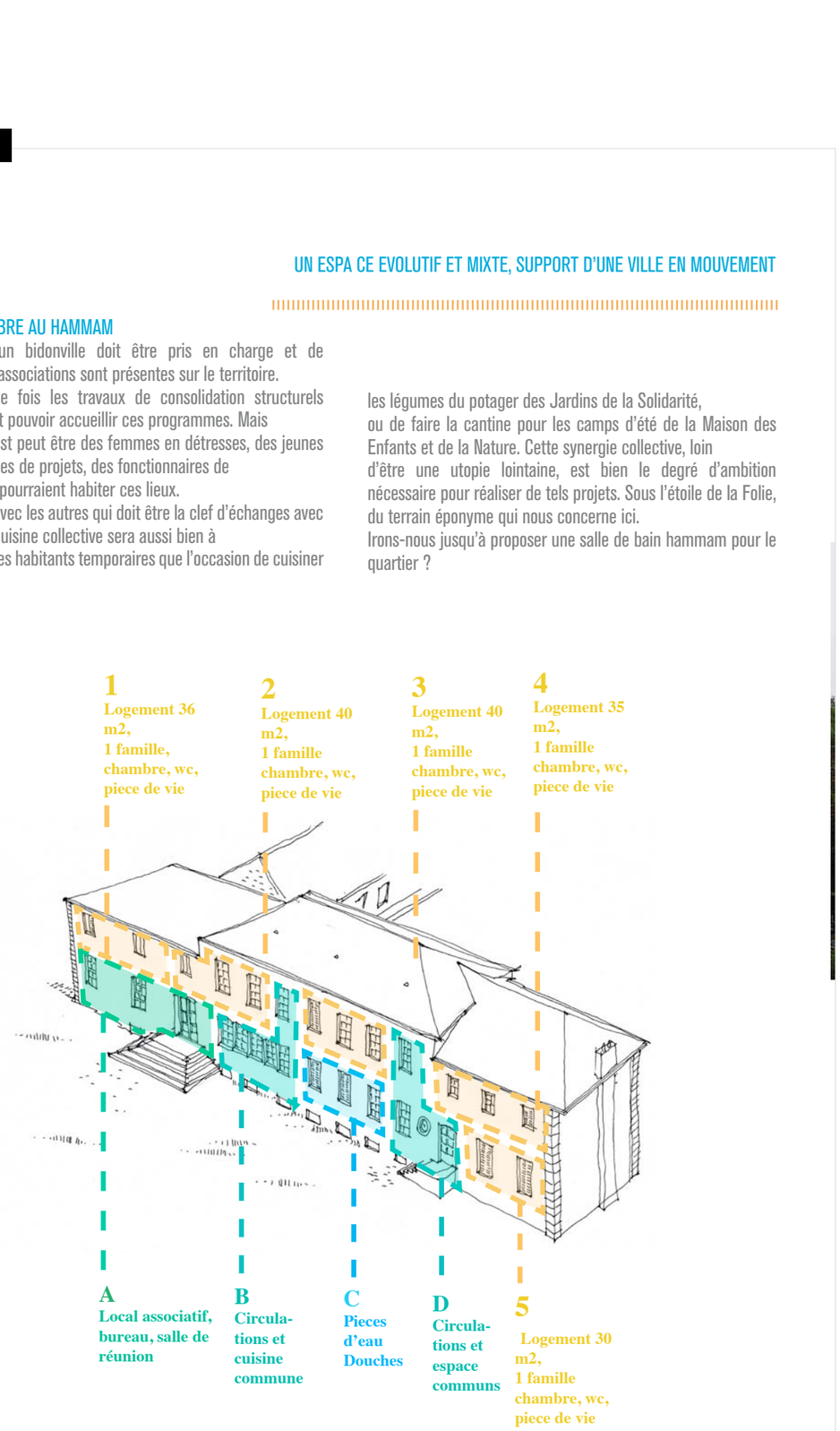
PROJET_ Réouverture de l'accès vers les logements collectifs de l'arbalète et la rue Brossolette

ANCIEN MONASTERE VIDE
PROJET :
Nous proposons une réhabilitation de ce bâtiment d'environ 400 m2, en locaux associatifs et logements d'insertion

VILLE DE Grigny
SERVICE COMMUNICATION

DE LA CHAMBRE AU HAMMAM

Aujourd'hui un bidonville doit être pris en charge et de nombreuses associations sont présentes sur le territoire.
Ce local, une fois les travaux de consolidation structurels terminés, doit pouvoir accueillir ces programmes. Mais à l'avenir, c'est peut être des femmes en détresses, des jeunes familles pleines de projets, des fonctionnaires de passage, qui pourraient habiter ces lieux.
C'est le lien avec les autres qui doit être la clef d'échanges avec la ville. Une cuisine collective sera aussi bien à destination des habitants temporaires que l'occasion de cuisiner les légumes du potager des Jardins de la Solidarité, ou de faire la cantine pour les camps d'été de la Maison des Enfants et de la Nature. Cette synergie collective, loin d'être une utopie lointaine, est bien le degré d'ambition nécessaire pour réaliser de tels projets. Sous l'étoile de la Folie, du terrain éponyme qui nous concerne ici.
Irons-nous jusqu'à proposer une salle de bain hammam pour le quartier ?



QUESTIONS D'ARGENT

La rénovation d'un bâtiment est évidemment lourde financièrement. L'époque est justement riche en multiplications d'initiatives citoyennes„ qui ont aujourd'hui démontré la capacité de prise en charge de projets urbains collectifs.
Par exemple, à Rotterdam, le Luchtsingel est un pont piéton qui n'a jamais été demandé par le gouvernement de la ville. C'est un projet initié par des architectes urbanistes, qui ont conçu le pont, mais qui ont aussi inventé son mode de financement par le crowfunding. Ainsi, chaque citoyen peut acheter un morceau de bois pour la construction du pont.
Un autre exemple est celui d'un supermarché géré par une communauté, ou le principe serait de payer une sorte d'abonnement en donnant un certain nombre d'heures de travail contre une remise sur vos achats. Cela est extrait de LA VILLE ADAPTABLE, sujet du concours d'architecture et d'urbanisme Europan 2014, véritable ouvre-boîte pour l'imaginaire et l'ambition des pouvoirs publics.
Beaucoup de projets ont été financés de manières hybrides, à travers des mélanges de financements participatifs, de mobilisations de fonds européens, en prenant compte de la dimension commercial, ou en imaginant des alternatives de lieux partagés. L'auto organisation doit prendre la mesure de son pouvoir d'agir.